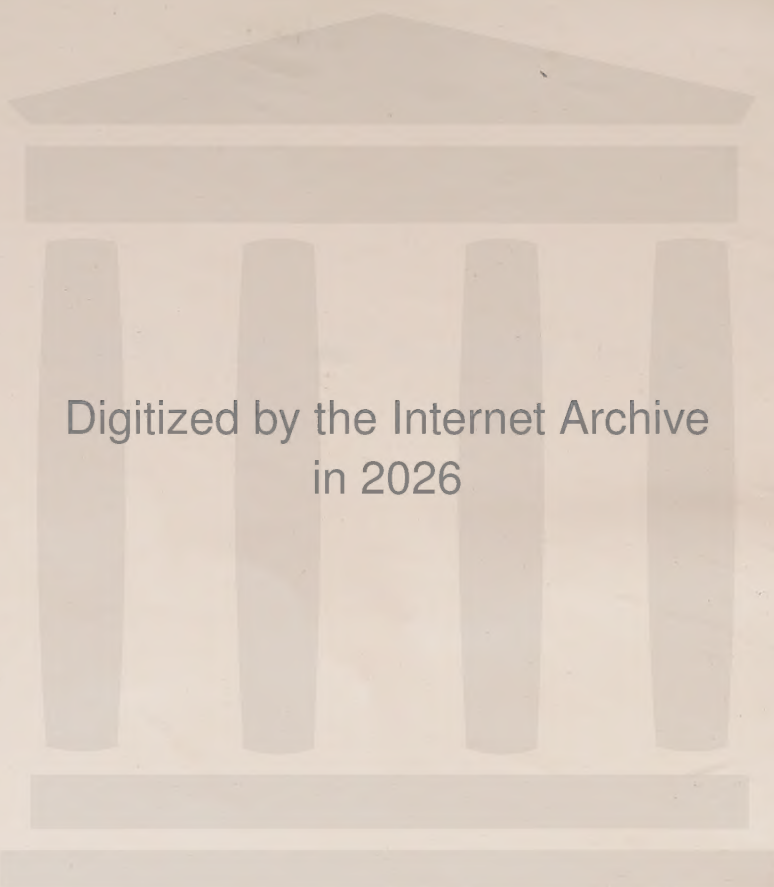


Diss. DIJON
1906

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ESSAI
SUR
L'AMODIATION
DANS L'ANCIENNE BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1377 à 1384

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 15 décembre 1906, à une heure et demie

PAR

Georges JANNIAUX

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*
Suffragants : { M. LOUIS-LUCAS, *Professeur.*
 { M. ROUX, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

1906



THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON

BY JOHN STOW

THE HISTORY OF THE CITY OF LONDON

BY JOHN STOW

THE HISTORY OF THE CITY OF LONDON



OUVRAGES CITÉS

I. — MANUSCRITS

1^o Archives de la Côte-d'Or.

SÉRIE B. — COUR DES COMPTES DE BOURGOGNE

- B. 38 (reg.), Baux des cinq grosses fermes de France (1620-1623).
- B. 43 (reg.), Bail des cinq grosses fermes de France (1634-1641).
- B. 77 (reg.), Recueil d'édits concernant la ferme générale (1635-1674).
- B. 2128 (reg.), Arc-en-Barrois, compte de Guillaume Gauthier, receveur de la châtellenie (1461-1463).
- B. 2130 (reg.), Compte de Guillaume Gauthier (1467).
- B. 2198 (reg.), Argilly, compte de Huguenin du Champ, châtelain (1462).
- B. 2641 (cahier), Auxerrois, compte de la ferme générale du domaine au bailliage d'Auxerre, présenté par François Delye, fermier (1569-1573).
- B. 2652 (cahier), Auxerrois, compte de Germain Grail, receveur des aides (1579-1580).
- B. 2908 (reg.), Auxonne, compte de Jean de Bourguignon (1458-1459).
- B. 3069 (cahier), Bar-sur-Seine, compte d'Antoine Lauxerrois pour l'imposition des aides des douze deniers sur toutes les marchandises (1528-1529).
- B. 3235 (reg.), Beaune, Pommard et Volnay, compte de Milot Faultray (1460-1463).
- B. 3266 (reg.), Beaune, Pommard et Volnay, compte de Gillot Brunet (1529-1531).
- B. 3555 (cahier), Buxy, compte de Jean Perreau, commis de Louis de Visen, pour la recette de la prévôté (1473-1474).
- B. 3604 (cahier), Chalon, compte de Nicolas Champenois (1402-1403).
- B. 3629 (cahier), Chalon, compte de Jean Fraignot, receveur du bailliage (1415-1417).
- B. 4503 (cahier), Dijonnais, compte d'Oudot le Bediet (1453-1454).

- B. 4504 (cahier), Dijonnais, compte d'Oudot le Bediet (1454-1455).
- B. 4532 (cahier), Dijonnais, compte de Jean Saumaire, receveur du bailliage (1496-1497).
- B. 4535 (reg.), Dijonnais, compte de Jean Saumaire, institué par lettres données par Louis XII (1497-1498).
- B. 4542 (cahier), Dijonnais, compte pour la recette ordinaire du bailliage (1505-1506).
- B. 11209 (liasse), Monnaies, amodiations (1411-1441).

SÉRIE B. — PROTOCOLES DES NOTAIRES

- B. 11220 (liasse), Notaires et tabellionages, ordonnances du duc Jean sans Peur (1405-1448).
- B. 11233 (reg.), Registrum Tierreti Quasseti de Dyvione, clereci tabellionis nostri officialis lingonensis (1341-1348).
- B. 11237 (reg.), Protoc. de Thierry Quasset (1369-1378).
- B. 11243 (reg.), Registrum Constancii, clericis Lingoninsis, coadjutoris curie Lingoninsis (1344-1383).
- B. 11250 (reg.), Protoc. de Guy Cossenet, coadjuteur de Hugues Poissenet, tabellion de Dijon (1347-1350).
- B. 11273 (vol.), Registrum Guidonis Johannis de Fontanis, tabellionis curie Lingonensis (1380-1383).
- B. 11276 (reg.), Protoc. de Jacques de Fontaines, Thierrot Espeyer et Aleaume de Cleuleu, coadjuteurs d'André Etienne de Fenay, tabellion de Dijon (1369-1372).
- B. 11282 (reg.), Registrum Gueneti Rousselli de Marandelio Divionis, tabellionis curie Lingonensis (1371-1383).
- B. 11286 (reg.), Registrum Guillelmi Girardi de Divione, clerici coadjutoris Andree Faanay, notarii Divionis (1382-1386).
- B. 11289 (reg.), Protoc. d'Aleaume de Cleuleu, coadjuteur d'André-Etienne de Fenay, tabellion de Dijon (1392-1397).
- B. 11312 (reg.), Registre de Pierre Dommartin, clerc coadjuteur du notaire de Dijon, pour M. le duc de Bourgogne (1390-1391).
- B. 11313 (reg.), Protoc. de Pierre de Dommartin, coadjuteur du tabellion de Dijon et coadjuteur de la cour de Langres (1397-1399).
- B. 11315 (reg.), Protoc. de Jean Lebon et Perrin Barbier, tabellions de la Cour de Langres, coadjuteur de celui de Dijon (1390-1391).
- B. 11316 (reg.), Protoc. de Jean Lebon, de Perrin Barbier, d'Aubertin de Sauxurettes et de Odot Godard, coadjuteurs du tabellion de Dijon (1391-1394).

- B. 11316 *bis* (reg.), Protoc. de Jean Lebon, coadjuteur au tabellion de Dijon, assisté de Huguenin Chevrey et Guillaume Boillardet, ses clercs et coadjuteurs (1395-1396).
- B. 11317, B. 11318, B. 11319, B. 11320, B. 11322 (reg.), Protoc. de Jean le Bon, assisté de ses clercs, Pierre Alixant, Pierre Potier et Jean Bizot (1397-1407).
- B. 11324 (reg.). « C'est le prothocolle du duc ouquel sont enregistrez les contraulx recehuz par Jean le Bon de Dijon et ses clercs, coadjuteurs de Jean Bernard, tabellion fermier du tabellionage de Dijon » (1407-1408).
- B. 11327, B. 11329, B. 11335, B. 11340, B. 11341, B. 11342 (reg.), Protoc. de Jean le Bon, assisté de ses clercs coadjuteurs.
- B. 11344 (reg.), Protoc. de Huguenot Chevrey, clerc coadjuteur du notaire de Chalon, de Pierre de Dammartin et de Jean le Bon, coadjuteurs de celui de Dijon (1391-1397).
- B. 11354 (reg.), Protoc. de Berthelot Cornu, clerc coadjuteur du tabellion de Dijon (1412-1422).
- B. 11356, B. 11357, B. 11358 (reg.), Protoc. de Jean du Bois, clerc coadjuteur du tabellion de Dijon, assisté de ses clercs (1405-1408).
- B. 11374 (reg.), Protoc. de Huguenin Girard, coadjuteur du tabellion de Dijon (1425-1437).
- B. 11376 (reg.), Protoc. de Jean de Champlucy, clerc du tabellion de Langres, à Mirebeau (1423-1440).
- B. 11381 (reg.), Protoc. de Hugues Fèvre, de Mirebeau, clerc coadjuteur du tabellion de Dijon (1439-1444).

SÉRIE E. — PROTOCOLES DES NOTAIRES

- E. 2193 (cahier), Registre des amodiations reçues par Jehan Durand, notaire royal, au prouffit de Messieurs de la Sainte Chapelle de Diion.
- E. 2196 (reg.), Registre des amodiations receuez par moy Jehan Durand, notaire royal, au prouffit de Messieurs de la Sainte Chapelle de Diion (302 folios).

SÉRIE G. — CLERGÉ SÉCULIER

Fonds Saint-Elienne.

- G. 127 (reg.), Chapitre cathédral Saint-Etienne, 3^e cartulaire (1233-1512).

- G. 128 (reg.), Chapitre cathédral Saint-Etienne, 4^e cartulaire (1223-1294).
- G. 130 (reg.), Cartulaires, copie collationnée le 20 octobre 1663 par Etienne Arviset, notaire apostolique, du 2^e cartulaire de l'abbaye (1113-1483).
- G. 132 (reg.), Copie terminée le 15 juillet 1664 par Richard Arviset, notaire apostolique des « Titres et instruments de l'esglise de Saint-Etienne de Dijon qui ne sont pas dans les cartulaires qui ont esté faicts depuis unze cent jusqu'à MCCC » (1032-1299).
- G. 134 (reg.), Copie faite par Richard Arviset, de 1661 à 1665, des titres du quinzième siècle (1401-1499).
- G. 135 (reg.), Copie faite par Richard Arviset des titres faits au seizième siècle (1500-1593).
- G. 137 (cahier), Cartulaires (1336-1344).
- G. 163, Registre des obédienciers (1509-1530).
- G. 165, Registre de Sarpillon, secrétaire-greffier de l'abbaye (1422-1645).
- G. 202 (liasse), Eglise Saint-Michel (1290-1469).
- G. 251 (liasse), Baux généraux (1551, 1581-1724).
- G. 302 (liasse), Dijon, terres (1341-1750).
- G. 325 (liasse), Asnières, seigneurie, amodiations (1450-1783).
- G. 329 (1227-1752); G. 332 (1240-1593); G. 340 (1304-1782); G. 344 (1276-1490); G. 348 (1181-1783); G. 350 (dîmes 1442-1734); pièces diverses.
- G. 353 (liasse), amodiations (1274-1621).
- G. 356 (1225-1478); G. 357 (1372-1787); G. 364 (1456-1785); G. 367 (1259-1782); G. 373 (1203-1555); G. 375 (1180-1784); G. 377 (1249-1779); G. 379 (1267-1711); G. 397 (1233-1772); G. 404 (1307-1653), liasses, chapitre cathédral Saint-Etienne, pièces diverses.
- G. 405 (liasse), Varanges, amodiations (1282-1606).
- G. 420 (reg.), Recueil de manuels de l'abbaye de Prâlon (1444-1654).

Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare.

- G. 757 (liasse), Eglise, dîmes (1422-1793).
- G. 761 (liasse), Amodiations (1425-1763).
- G. 776 (liasse), Domaine, amodiations (1371-1783).

SÉRIE H

- H. 130; H. 131; H. 132 (reg.), Copie des titres de l'abbaye de Saint-Pierre de Bèze.
- H. 188 (reg.), Cartulaire de l'abbaye de Cîteaux.

FONDS SAINT-BÉNIGNE

Liasse 1^{re}, Privilège des papes.

2^o Archives de la ville de Dijon.

D. 44 (liasse), Amodiations des revenus de l'abbaye de Saint-Etienne, publication de leur mise en ferme (1561).

3^o Bibliothèque de la ville de Dijon.

Manuscrit 228 (reg.), *Arrêts du Parlement de Dijon, remarqués par M. Virot, conseiller de ville.*

4^o Bibliothèque de l'Ordre des Avocats de Dijon.

PERRIER (Nicolas, l'ainé), *Recueil d'arrêts du Parlement de Bourgogne par M. Nicolas Perrier l'ainé*, 2 vol. manuscrits, in-folio.

DE LA MARE, *Arrêts du Parlement de Dijon, recueillis par M. de la Mare, avocat au Parlement*, Dijon, 1754, reg. manuscrit in-folio.

II. — IMPRIMÉS

BAUDRILLART (Henri), *Le métayage en France et son avenir, d'après une enquête récente*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1885, p. 565 et suiv.

BEAUNE (Henri), *Droit coutumier français, Les contrats*, Paris-Lyon, 1889, in-8^o.

BÉGAT (Jean), *La coutume du duché de Bourgogne enrichie des remarques de Mes Philippes de Villers, Jean de Pringles et Jean Guillaume, anciens avocats au Parlement de Dijon, suivies d'arrêts recueillis par Me Jean Bégat, président au même Parlement*, Dijon, Antoine de Fay, 1717, in-4^o.

BOUHIER, *Les coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-folio.

BOUVOT (J.), *Nouveau recueil des arrêts de Bourgogne où sont contenues diverses notables questions de droit tant coutumier que romain controversées entre les docteurs, proposées à Me Bouvot, avocat au Parlement de Bourgogne, distingué en trois parties et icelles ordonnées selon les matières et ordre alphabétique*, Genève, Pierre et Jacques Chouët, 1623, in-4^o.

- BRILLON (Pierre-Jacques), *Dictionnaire des arrêts ou Jurisprudence universelle des Parlements de France*, Paris, au Palais, 1727, 6 vol. in-folio.
- BRISSAUD (J.), *Manuel d'histoire du droit français (sources, droit public, droit privé)*, Paris, A. Fontemoing, 1898-1904, 2 vol. in-8°.
- BRUNECK, *Zur Geschichte der Miethe und Pacht in den deutschen und germanischen Rechten des Mittelalters (Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Abth I, p. 138)*.
- BUCHER (Karl), *Etudes d'histoire et d'économie politique*, traduction Hansay, in-8°.
- CHARMASSE (A de), *Cartulaire de l'évêché d'Autun, connu sous le nom de Cartulaire rouge, publié d'après un manuscrit du treizième siècle*, Autun, Dejussieu ; Paris, Durand et Pédone-Lauriel, 1880, 1 vol. in-4°. — *Cartulaire de l'église d'Autun*, en trois parties, Paris, Auguste Durand ; Autun, Michel Dejussieu, 1865, 2 vol. in-4°.
- CHASSENEUZ, *Consuetudines ducatus Burgundiæ fereque totius Galliæ commentariis D. Bartholomæi a Chassenæo ut amplissimis illustratæ summaque diligentia et labore recognitæ*, Lugduni, apud Antonium Vincentium, 1552, in-folio.
- CLAUDE DE LA VILLE, *Ordre alphabétique ou Dictionnaire contenant les principales maximes et décisions du Palais, confirmées par les arrêts du Parlement de Paris et des autres Parlements de France, par M^e Claude de la Ville, avocat au Parlement*, Paris, Guillaume Cavelier, 1692, 1 vol. in-folio.
- Corpus juris canonici, emendatum et notis illustratum Gregorii XIII pont. max. iussu editum*, Lugduni, cum licentia, 1616, 1 vol. in-4°.
- Corpus juris civilis*.
- DENISART (J.-B.), *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle, par M^e J.-B. Denisart, procureur au Châtelet de Paris*, Paris, veuve Desaint, 1771, 4 vol. in-folio. — *Collection de décisions nouvelles relatives à la jurisprudence donnée par M^e Denisart, mise dans un nouvel ordre, corrigée et augmentée par MM. Camus et Bayard, avocats au Parlement*, Paris, veuve Desaint, 1783, 9 vol. in-folio.
- DU CANGE, *Glossarium*.
- DUNOD DE CHARNAGE, *Traité des prescriptions, de l'aliénation des biens d'Eglise et des dixmes, suivant les droits civil et canon, par M. F.-J. Dunod de Charnage, écuyer, ancien avocat au Parlement*, Paris, Briasson, 1765, 4^e édit., 1 vol. in-4°. — *Observations sur les titres des droits de justice, des fiefs, des cens, des gens mariés et*

- des successions de la coutume du comté de Bourgogne*, Besançon, Daclin, 1756, in-4^o.
- DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale conféré avec les maximes et la jurisprudence de France*, par M. Durand de Maillane, avocat au Parlement d'Aix, Lyon, Benoît Duplain, 1770, 2^e édit., 4 vol. in-4^o.
- FERRIÈRE (Claude-Joseph de), *Dictionnaire de droit et de pratique*, nouvelle édition, Toulouse, J. Dupleix, 1779, 2 vol. in-4^o. — *La science parfaite des notaires ou le moyen de faire un parfait notaire*, par Claude-J. de Ferrière, doyen des docteurs régens de de la Faculté des droits de Paris, Paris, au Palais, 1735, 2 vol. in-4^o.
- FLOUR DE SAINT-GENIS, *Le métayage en Bourgogne et la surveillance du propriétaire au dix-huitième siècle* (Mémoire publié dans le *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur-en-Auxois* (Côte-d'Or), année 1901, p. 137 et suiv.).
- FYOT, *Histoire de l'église abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon*, Dijon, Jean Ressayre, 1696, in-4^o.
- GALLY (Louis), *Essai sur le bail à cens en Bourgogne*, Dijon, Jobard, 1905, in-8^o.
- GARNIER (Joseph), *Charles de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867, 3 vol. in-4^o.
- GASQUET (A.), *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, Paris, Hachette et C^{ie}, 1885, 2 vol. in-16.
- GAVET (G.), *Sources de l'histoire des institutions et du droit français*, Paris, Larose, 1899, in-8^o.
- GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, Pichon, 1887-1903, 8 vol. in-8^o.
- GUILLEMARD (Maurice), *L'enquête civile en Bourgogne, spécialement à l'époque des derniers ducs*, Dijon, Jobard, 1906, in-8^o.
- GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale, mis en ordre et publié par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat*, Paris, Visse, 1784, 17 vol. in-folio.
- JACQUETON (G.), *Documents relatifs à l'administration financière en France de Charles VII à François I^{er} (1443-1523)*, dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire* (fascicule XI), Paris, Picard, in-12.
- LAMPRECHT, *Etat économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, traduction A. Marignan, Paris, Picard-Guillaumin, 1889, in-8^o.
- MARNIER (A.-J.), *Ancien coutumier de Bourgogne*, dans la *Revue*

- historique du droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 525 et suiv.).
- PÉRARD, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*, Paris, Claude Cramoisy, 1664, in-folio.
- PERRIER (François), *Arrests notables du Parlement de Dijon, recueillis par M. François Perrier, substitut de M. le procureur général, avec des observations sur chaque question par Guillaume Raviot, écuyer, avocat au Parlement et conseil des Etats de Bourgogne*, Dijon, Arnould-Jean-Baptiste Augé, 1735, 2 vol. in-folio.
- PERTILE, *Storia del Diritto italiano*, Padova, 1874, 4 vol. in-8°.
- PLANCHER (dom Urbain), *Histoire générale et particulière de Bourgogne, avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives*, Dijon, Antoine de Fay, 1739, 4 vol. in-folio.
- POTHIER, *Œuvres*, annotées par M. Bugnet, 2^e édit., Paris, 1861-1862.
- REROLLE (Lucien), *Le colonage partiaire en droit romain et en droit français*, thèse, Lyon, 1888, in-8°.
- SCRHÆDER, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, Leipzig, 1889.
- SÉE (Henri), *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1901, in-8°.
- SEIGNOBOS (Charles), *Le régime féodal en Bourgogne jusqu'en 1360*, Paris, Ernest Thorin, 1882, in-8°.
- SIMONNET (J.), *Documents inédits pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne (Extraits des protocoles des notaires, quatorzième et quinzième siècles)*, Dijon, J.-E. Rabutot, 1867, in-8°.
- TAISAND, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de M. Taisand*, Dijon, Jean Ressayre, 1698, in-folio.
- VIOLLET (Paul), *Histoire du droit civil français*, 2^e édit., Paris, 1893, in-8°; 3^e édit. accompagnée des notions de droit canonique et d'indications bibliographiques, Paris, Larose et Forcel, 1905, in-8°.
- *Les établissements de saint Louis*, Paris, Renouard, 1881-1886 4 vol. in-12.
- WACH, *Der Uebergang des Patronatsrechts auf den Firmar (Zeitschrift für Kirchenrecht, Bund VI, p. 254-295)*.
-

INTRODUCTION

Controverse née de la fusion dans le Code civil de l'ancien bail de biens ruraux avec le bail de maisons. — Nécessité d'étudier le bail de biens ruraux ou amodiation. — Restriction de l'étude à la Bourgogne. — Intérêt. — Plan.

Il existe dans notre législation actuelle du contrat de louage une grave controverse au sujet de la nature exacte du droit transféré par le bailleur au preneur sur la chose louée ; certains auteurs prétendent qu'il n'existe entre les parties contractantes qu'un lien de droit personnel, alors que d'autres y voient les traces évidentes d'un droit réel.

Comment semblable discussion a-t-elle pu prendre naissance ? Pourquoi, alors que la notion personnelle du louage romain n'a jamais été contestée, n'en a-t-il pas été de même pour notre théorie du louage, si, comme on le croit généralement, elle est la reproduction fidèle des solutions romaines ? D'où vient donc cette obscurité qui rend encore aujourd'hui ce point de droit discutable ?

D'après nous, elle résulte de ce fait que notre louage ne dérive pas directement de la *locatio conductio* romaine. En recherchant dans l'ancien droit les contrats qui ont pu influencer sur l'esprit des rédacteurs du Code civil, on

s'aperçoit bien vite que notre louage de choses est la fusion de deux institutions coutumières, le louage de maisons d'une part, qui a toujours reçu l'application des doctrines romaines et le bail à ferme ou amodiation, de l'autre, qui pendant longtemps transféra au preneur un droit réel et qui, jusqu'au dix-huitième siècle, eut à subir les assauts répétés des deux notions opposées de droit réel et de droit personnel, dont chacune cherchait à supplanter l'autre.

C'est cette dernière forme de louage, l'amodiation ou bail à ferme, que nous nous proposons d'étudier; mais il serait téméraire de vouloir établir de prime abord une théorie générale de ce contrat dans l'ancien droit, en s'inspirant des quelques textes qu'il est possible de consulter à l'heure actuelle; cette tentative exigerait une science profonde des origines du droit privé de toutes les provinces de l'ancienne France, qui ne peut s'acquérir qu'avec l'examen de textes pris dans chacune d'elles; aussi, à défaut de cette généralisation, avons-nous songé à contribuer modestement à cette étude, dans la faible mesure de nos moyens, en retraçant l'évolution historique de ce contrat en Bourgogne, puisque, étant sur place, il nous était permis d'aller puiser aux sources mêmes.

Ce travail de reconstitution historique présente à tout point de vue un intérêt indiscutable, et l'on peut s'étonner que jusqu'ici, il n'ait tenté aucun historien du droit ou juriste; car l'évolution de ce contrat, de son apparition à la rédaction du Code civil, la recherche, pour chacune des époques, de la nature du droit conféré au preneur, peuvent seuls expliquer cette grande controverse qui a passionné les juristes quant à sa solution, mais les a laissés indifférents quant à ses causes.

En dehors de l'attrait que présente naturellement toute institution de notre ancien droit, l'influence directe de l'amodiation sur notre législation, rehaussera l'utilité de notre travail en lui donnant un but pratique.

Après avoir tout d'abord examiné l'état actuel de la question, en passant en revue les travaux des auteurs de l'ancien droit et des contemporains sur l'amodiation; après avoir conclu à l'existence ou la non-existence, à notre époque, d'une théorie de ce contrat, nous rechercherons sa notion exacte en Bourgogne en la dégagant des autres institutions, avec lesquelles on aurait pu la confondre au point de vue terminologique, et nous essaierons d'en donner une définition très générale.

Pourquoi l'amodiation est-elle apparue? A quels besoins économiques et sociaux répondait-elle et qui ont rendu sa création nécessaire, car « il y a toujours une raison de la variation du droit d'une époque à une autre, d'un pays au pays voisin (1)? » Comment arriva-t-on à trouver un type juridique convenable, s'adaptant exactement aux nécessités économiques ressenties? Telles sont les questions qui précéderont l'étude de l'évolution proprement dite.

Ces différents points élucidés, nous entrerons dans la partie vraiment intéressante de notre sujet, en retraçant pas à pas l'évolution de l'amodiation.

Ce sera tout d'abord son apparition au treizième siècle parmi d'autres contrats antérieurs en date, qui lui donneront certains de leurs caractères importants; dès le début son principe essentiel sera d'être un contrat temporaire, mais elle empruntera aux baux à long terme, et en particulier au bail à cens, nombre de ses clauses de forme; au fond elle sera l'adaptation du métayage aux besoins nouveaux que ce contrat était impuissant à satisfaire. Mais pendant toute cette période, elle conférera au preneur un droit de propriété pour la durée du bail.

Avec la période suivante, du quatorzième au seizième

(1) Gavet, *Sources de l'histoire des institutions et du droit français*, Paris, 1899, p. 7.

siècle, les principes se raffermiront, les clauses deviendront plus originales. Nous assisterons à la lutte du droit réel et du droit personnel : les ecclésiastiques s'inspirant plus directement du droit romain, cherchant à faire triompher le droit personnel, et les notaires royaux ou ducaux, persistant jusqu'au seizième siècle dans l'attribution du droit réel.

Ayant ensuite analysé quelques-unes des nombreuses applications qui ont été faites de l'amodiation au cours de cette période, où elles s'étend non seulement aux immeubles ruraux, mais aussi aux perceptions administratives, nous aborderons les deux derniers siècles de l'évolution, le dix-septième et le dix-huitième, durant lesquels les adaptations, moins nombreuses, seront plus assises, plus typiques. Sous l'influence du droit romain et de la jurisprudence des Parlements, on tendra de plus en plus à faire triompher d'une façon définitive le lien du droit personnel; mais malgré ces efforts, apparaîtront, toujours bien reconnaissables, quelques vestiges de l'ancien état de choses et nous verrons souvent dans certains caractères où la personnalité ne fait pas de doute, transpirer la réalité. C'est ainsi que jusqu'à la fin de l'ancien régime subsistera la distinction profonde entre le bail urbain et le bail rural.

Les rédacteurs du Code civil, en étudiant le droit coutumier, trouveront donc une théorie du louage non unifiée, dans laquelle le lien de droit sera mixte, personnel sur certains côtés et réel sur d'autres.

La conclusion sera dès lors facile à tirer : notre droit actuel a emprunté des solutions aux deux sortes de baux existant dans l'ancien droit, pour n'en former qu'un tout dans lequel on peut relever certaines contradictions qui ont facilité l'éclosion de la controverse que nous nous proposons d'expliquer.

C'est là sans doute une bien lourde tâche que nous

avons assumée vu l'état défectueux des sources auxquelles nous aurons pu puiser ; on relèvera dans l'étude des différents caractères de notre contrat à chacune des époques, de nombreuses lacunes ; nous en trouvons l'excuse dans ce fait que nous tenons à ne rien avancer qui ne soit corroboré par les textes et les auteurs consultés et que souvent ceux-ci sont absolument muets sur quantité de points importants. Aussi est-il bien évident que nous n'entendons point présenter une œuvre définitive, mais un simple et modeste essai de reconstruction historique.

A défaut de toute étude antérieure se rapportant à notre sujet, les auteurs anciens, aussi bien que les modernes, ayant, comme nous le verrons dans notre premier chapitre, fort peu envisagé l'évolution historique de l'amodiation, d'autre part la coutume de Bourgogne et ses nombreux commentateurs paraissant totalement ignorer notre contrat, c'est donc uniquement sur des textes pris à des sources bourguignonnes que nous nous appuierons.

Ces textes qui peuvent être évalués à un millier environ et qui sont conservés aux archives départementales de la Côte-d'Or, ont été consultés en grande partie, avant de commencer ce travail ; nous en citerons un assez grand nombre parmi les plus importants et les plus originaux, et ils pourront être considérés, non comme des cas isolés, mais comme des exemples pris entre beaucoup d'autres conçus dans les mêmes termes, ce qui permettra de regarder comme générales les conclusions que nous en tirerons.

Les fonds Saint-Etienne et Saint-Bénigne nous ont fourni les plus précieux documents ; les actes rédigés entièrement, avec des clauses très nombreuses et très détaillées, ont permis de suivre pas à pas les progrès et les transformations de l'amodiation ; les pièces émanant des évêchés de Langres et d'Autun, ainsi que des abbayes

de Bèze et de Cîteaux, ont été également consultées avec fruit.

Enfin les protocoles des notaires, bien que difficiles à déchiffrer, nous ont montré les différences profondes qui existaient encore aux quatorzième et quinzième siècles entre les locations faites par les particuliers et celles consenties par des abbayes ; c'est par eux que nous pouvons suivre les transformations subies dans la notion du lien de droit qui unit entre eux les parties contractantes.

Ce sont ces nombreux textes, puisés un peu à toutes les sources bourguignonnes, qui nous ont fourni exclusivement, pour les treizième, quatorzième et quinzième siècles, les notions que nous avons pu recueillir sur le bail à ferme. Pour les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, il nous a été permis, outre les textes se rapportant à cette période, de consulter les registres d'arrêts du Parlement de Bourgogne et les ouvrages de Perrier et Raviot, De la Mare, Bouvot, etc., qui rapportent les solutions du Parlement et les commentent.

Qu'il nous soit permis, au seuil de cette étude, d'adresser nos plus vifs remerciements à M. E. Champeaux, professeur à la Faculté de droit de Dijon, qui, par sa science et ses conseils aussi bienveillants qu'éclairés, a su faciliter nos longues et patientes recherches.

CHAPITRE PREMIER

Etat actuel de la question.

Existe-t-il une théorie de l'amodiation? — Opinion des auteurs français. — Opinion des auteurs étrangers. — Absence de renseignements dans la coutume de Bourgogne et dans ses commentateurs.

Si l'on parcourt les différents ouvrages qui ont traité de l'origine de notre louage, ainsi que les histoires de nos anciennes institutions, on est frappé de voir que tous les auteurs, après d'assez copieux développements sur les baux à long terme et en particulier sur les baux à cens, laissent totalement de côté, semblent même ignorer l'existence au moyen âge et jusqu'à la Révolution, des baux à courte durée.

A peine quelques-uns ont-ils abordé ce délicat problème de l'origine du louage, mais avec quelle prudence, avec quelle circonspection ! Quelques idées générales jetées pêle-mêle suffisent, à leur avis, pour montrer les influences économiques qui ont donné naissance au bail temporaire ; quant au problème juridique en lui-même, celui qui doit verser la lumière sur la nature du droit transféré et sur les obligations des parties contractantes, aucun ne s'en est

préoccupé. Pour s'en convaincre nous passerons rapidement en revue ces auteurs, en les groupant d'après le point de vue auquel ils se sont placés pour étudier la question.

Parmi les historiens qui, à notre époque, ont consacré quelques pages à l'origine et au développement du louage dans l'ancien droit, les uns ont envisagé le point de vue philosophique et économique, et ont laissé complètement de côté l'intérêt juridique.

C'est tout d'abord M. Troplong (1), qui, après de longues explications sur le bail à ferme, en Gaule et chez les Francs, expose en termes très solennels, et d'une manière très complète, sa théorie sur l'état démocratique de la propriété, particulièrement favorable au développement du bail temporaire ; or, dit-il, cette forme ne pouvait se concevoir qu'avec la petite propriété, et il était impossible d'y songer au moyen âge, puisque les propriétaires avaient des serfs attachés à la terre et que les baux perpétuels ou à long terme étaient un « aiguillon à peine suffisant pour encourager l'agriculture ». Mais l'auteur ne se demande pas de quelle institution coutumière a pu naître le bail à ferme temporaire, et quant à la détermination de son apparition il s'en tient aux textes cités par Du Cange dans son *Glossaire*.

M. Schröder (2) accorde également, dans son ouvrage, une large place aux circonstances économiques dont l'influence a été si prépondérante sur l'accroissement du nombre des baux à ferme aux onzième et douzième siècles.

D'autres ont simplement établi un parallèle entre le métayage et le bail à ferme proprement dit.

(1) Troplong, *Le droit civil expliqué, De l'échange et du louage*, Paris, 1840, t. I, préface, p. 31 et suiv. ; sur le bail à ferme à Rome, *ibid.*, p. 39 et 40 ; sur le bail à ferme en Gaule et chez les Francs, *ibid.*, p. 77 et suiv. ; sur le bail à ferme temporaire, *ibid.*, p. 88 et suiv.

(2) Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, Leipzig, 1889.

Nous citerons parmi eux M. Viollet (1) et M. Gasquet (2) ; pour le premier, le métayage « implique une sorte de société entre le bailleur et le preneur » qui, « lorsque le métayer doit une quantité fixe de fruits, au lieu de partager la récolte, incline alors vers le louage plutôt que vers la société ».

Quant à M. Gasquet, il compare très clairement le métayage et le bail à ferme proprement dit ; il démontre les causes de la tendance, dans quelques provinces, à remplacer le premier mode par le deuxième ; mais il est fort réservé dans les détails ; cette différence constatée, il considère le sujet clos et ne dit rien de l'évolution, ni des caractères de notre institution.

Enfin, d'autres historiens du droit, et des plus considérables, ont tenté d'établir une théorie générale des origines du louage pour toute la France. Ce sont MM. Brissaud, Beaune et Glasson.

M. Brissaud (3) émet quelques notions fort vagues sur le bail temporaire. Après avoir signalé ce point fort intéressant du reste, que souvent au moyen âge, le bail à court terme se confondant avec le bail perpétuel, le fermier temporaire « fut traité dans certaines coutumes comme un fermier perpétuel ayant un droit réel sur la chose louée », M. Brissaud, faisant alors intervenir le droit romain comme un *deus ex machina*, prétend que sous l'influence des notions romaines « le bail ordinaire cessa de conférer un droit réel et redescendit au rang de simple rapport personnel ». Cette affirmation émise, l'auteur ne l'appuie sur aucun texte, sur aucune preuve, et nous verrons que,

(1) Viollet (Paul), *Histoire du droit civil français*, 2^e édit., Paris, 1893, p. 758 et suiv.

(2) Gasquet (A.), *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, Paris, 1885, t. II, p. 300 et suiv.

(3) Brissaud (J.), *Manuel d'histoire du droit français (sources, droit public, droit privé)*, Paris, 1898-1904, t. II, p. 1320.

si pour certaines provinces elle a pu être exacte, elle n'est nullement applicable à la Bourgogne

Un essai plus historique est présenté par M. Beaune (1), qui après avoir démontré l'existence du louage dès la plus haute antiquité, le suit dans son évolution. A Rome, dit-il, on distingue très nettement le bail à loyer du bail à ferme, ce dernier existant déjà sous la forme de métayage ou de bail à courte durée.

Devenu très fréquent en Gaule, dont les campagnes étaient peu peuplées et moins défrichées, le métayage subsiste longtemps comme mode ordinaire de location de biens ruraux, puis, ainsi que le fait remarquer à juste titre M. Beaune, le bail temporaire disparaît complètement avec les Barbares ; à ce moment, le bail perpétuel devient le plus répandu, on pourrait presque dire l'unique mode de location rurale, et cet état de choses persiste chez les Francs sous l'influence des conditions économiques, jusqu'au moment où les paysans s'affranchissent et s'enrichissent. Au sujet de la date d'apparition du bail à courte durée, l'auteur ne prend pas de décision fixe ; il la place tout d'abord d'une façon générale, en s'appuyant sur les textes cités par Du Cange (2), entre 1089 et 1100 et, après avoir constaté qu'au treizième siècle elle n'existe pas en Bourgogne, il ajoute qu'au quatorzième on la rencontre un peu partout.

Nous verrons que ces renseignements ne peuvent être adaptés à la Bourgogne où l'on trouve déjà au treizième siècle de nombreuses amodiations dont les caractères sont souvent encore mal déterminés et se différencient peu des baux perpétuels dans beaucoup de leurs clauses, mais qui néanmoins constituent de véritables amodia-

(1) Beaune (Henri), *Droit coutumier français, Les contrats*, Paris-Lyon, 1889, p. 226.

(2) Du Cange, *Glossaire*, v^o admodiatio.

tions, puisqu'elles ne transfèrent qu'un droit temporaire.

Dans l'ouvrage de M. Glasson (1), la documentation est très abondante et beaucoup plus sérieuse que dans les précédents. L'auteur réunissant les caractères observés par lui dans un grand nombre de contrées de la France, en compose une énumération très intéressante de règles sur le caractère plus ou moins solennel du bail, sur la garantie du bailleur et les obligations réciproques des deux parties contractantes. Mais d'opinion ferme, M. Glasson n'en a pas et le reconnaît lui-même.

Et pour critiquer ce mode de procéder qui consiste à établir une théorie générale sur une institution coutumière, nous n'avons qu'à reproduire ses propres paroles : « Il serait dangereux, dit-il, de généraliser les solutions qui précèdent et de les étendre à des pays étrangers aux coutumiers qui les consacrent. Il y avait, en effet, en matière de louage de grandes variétés dans les usages (2). » C'est ainsi que nous pourrions rarement appliquer à la Bourgogne les solutions qu'il apporte et qui, pour la plupart, sont empruntées à d'autres provinces.

Chez les auteurs étrangers, nous ne trouvons aucun renseignement bien important, puisqu'il s'agit d'étudier la location en France. Cependant, en Italie, M. Pertile (3), en Allemagne, MM. Brüneck (4) et Wach (5) donnent sur le métayage et le fermage des aperçus qui présentent pour nous quelque intérêt. M. Wach, plus particulière-

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1887-1903, t. VII (moyen âge), p. 628 et suiv.

(2) Glasson, *op. cit.*, p. 629.

(3) Pertile, *Storia del Diritto italiano*, Padova, 1874, t. IV, § 161 et 162, della locazione e conduzione. Della colonia, della soccida et d'altri contratti, p. 576 et suiv., 595 et suiv.

(4) Brüneck, *Zur Geschichte der Miethe und Pacht in den deutschen und germanischen Rechten des Mittelalters* (*Zeitschrift der Savigny-Stiftung*, Abth I, p 138).

(5) Wach, *Der Uebergang des Patronats rechts auf den Firmar*. (*Zeitschrift für Kirchenrecht*, Bd VI, p. 254-295).

ment, dans une dissertation sur le *Patronatsrecht*, recherchant la nature et le fonctionnement du transport des droits du patronat au fermier, s'efforce de montrer que la location a, par ses transformations successives, fait naître et pénétrer en France la *firma* qui existait depuis longtemps en droit anglais.

Si ce problème, pourtant attrayant, des origines du louage n'a pas arrêté davantage l'attention des contemporains, c'est que, dans l'ancien droit, il avait été, chose singulière, complètement négligé.

Que l'on prenne les commentateurs généraux de coutumes, ou que, restreignant l'étude, on passe spécialement en revue ceux de la coutume de Bourgogne, on est frappé de constater que tous restent muets ou à peu près sur l'origine de notre contrat et sur son évolution. Chasseneuz, Bégat et Depringle, Bretagne et Bouhier semblent ignorer l'amodiation ; Pothier lui-même, qui pourtant traite dans toute son ampleur le contrat de louage, ne parle pas de ses origines, et nous ne pouvons tirer de son œuvre que quelques renseignements sur la séparation très nette qui existe encore à son époque entre la location de maisons et le bail à ferme (1), ainsi que sur les choses qui peuvent faire l'objet d'un bail (2).

Seuls, les auteurs de l'ancien droit qui ont composé des recueils d'arrêts du Parlement de Bourgogne, tels que Perrier et Raviot, Bouvot, et ceux qui, nous le verrons dans le chapitre suivant, ont écrit des dictionnaires ou glossaires, font mention de notre contrat.

A quoi tient ce mutisme de la part d'historiens qui vivaient à une époque où l'amodiation jouait un rôle si important sur le développement économique de notre

(1) Pothier, *Œuvres*, *Du contrat de louage*, part. V, sect. II, art. 2, § *in fine*.

(2) Pothier, *op. cit.*, part. I, chap. II, sect. I, art. 2.

province ? Uniquement à ce que l'amodiation s'est, en grande partie, développée après la rédaction des coutumes, et que les commentateurs se contentent d'étudier celles-ci, négligeant tout ce qui n'est pas écrit dans le texte, et particulièrement les contrats qui se sont développés sous l'influence coutumière.

Le problème des origines de l'amodiation et de son évolution juridique subsiste donc en entier ; de là l'utilité incontestable de combler cette lacune.

CHAPITRE II

De la notion d'amodiation dans l'ancienne Bourgogne.

Définitions de l'amodiation proposées par les auteurs. — Réfutation. — Distinction de l'amodiation avec le bail à culture et le bail de maisons. — Essai d'une définition générale applicable à la Bourgogne.

Le terme d'amodiation que l'on rencontre fréquemment en Bourgogne pour désigner le contrat de louage est-il, dans notre province, un terme générique comprenant les baux perpétuels aussi bien que les baux temporaires, s'appliquant indistinctement aux immeubles urbains et aux immeubles ruraux ? Ne désigne-t-il pas plutôt, et par essence même, le bail à ferme proprement dit, c'est-à-dire le bail de biens ruraux ?

Telles sont les questions qu'il s'agit de bien préciser, au début de cette étude, pour dégager la notion exacte d'amodiation et montrer que nous sommes en présence d'un contrat véritablement original, aussi bien dans son terme que dans sa chose.

Si nous consultons à ce sujet les dictionnaires de l'ancien droit et les ouvrages de droit coutumier, nous remar-

quons qu'un bien petit nombre d'entre eux ont défini l'amodiation, et que presque tous ont commis des confusions, les uns prenant l'amodiation pour le bail perpétuel ou l'emphytéose, d'autres estimant qu'elle n'a jamais été différente du bail à culture ou du métayage, d'autres enfin l'ayant réunie à la location de maisons sous une seule et même dénomination.

Il est utile, croyons-nous, d'examiner quelques-unes de ces définitions, afin de les réfuter et d'en dégager les éléments susceptibles d'apporter quelque lumière à la définition générale que nous nous proposons d'établir.

Du Cange donne une explication très vague du mot *admodiatio* ; pour lui, c'est la *datio ad firmam*, et comme preuve il cite deux textes du treizième siècle, le premier employant l'expression *concedere ad admodiationem*, le second, *recipere ad firmam perpetuam* (1) ; au mot *admodiare*, cet auteur tente une définition générale en disant qu'amodier, c'est donner à ferme ou emphytéose, voire même aliéner moyennant la prestation d'une quantité déterminée de fruits (2). Ces définitions auxquelles s'attache l'autorité de Du Cange et qui sont appuyées sur des textes formels, sont indiscutables pour l'époque et la province auxquelles elles ont été empruntées ; mais elles ont l'inconvénient de vouloir être générales et applicables à toutes les provinces coutumières, puisqu'elles sont contenues dans un glossaire. Il est possible que dans certaines coutumes, le terme d'amodiation ait été employé en effet comme synonyme de louage, embrassant ainsi tous les aspects du bail, et que Du Cange ait cru pouvoir prendre ce mot dans son sens le plus large, mais il est certain que ces notions sont contraires à l'amodiation

(1) Du Cange, *Glossaire*, v^o *admodiatio*.

(2) Du Cange, *Glossaire*, v^o *admodiare* : « Fundum dare ad firmam vel in emphyteusin vel etiam alienare sub certa præstatione tot modiorum frugorum de quibus convenit. »

telle que nous la trouvons en Bourgogne, où son caractère essentiel est d'être temporaire.

Guyot (1) procède avec plus de méthode ; il indique ce que l'on entend par amodiation dans différentes coutumes. Dans celle de Melun (article 323), le mot amodiateur est synonyme de fermier ; d'après cette coutume et ses commentaires, le mot vient de *modium*, mesure, parce que l'amodiateur est celui « qui tient à ferme à bled ou autres grains ». L'article 230 de la coutume de Bar emploie le mot dans un sens très général pour désigner toutes sortes de fermes.

Claude de Ferrière (2) définit notre contrat « un bail d'héritages que l'on donne à moisson ou à moitié fruits, qui se partage entre le propriétaire et le métayer », confondant ainsi l'amodiation avec le métayage. Et cette confusion s'accroît encore lorsqu'au mot « admodiateur » il veut donner l'explication complète du terme ; on voit qu'il ne soupçonne même pas l'existence du bail à redevance fixe (3). Sans doute dans certaines provinces, le métayage a subsisté plus longtemps que dans d'autres et a pris une extension beaucoup plus grande que l'amodiation dans ces mêmes provinces ; cependant il y a lieu de s'étonner de cette grave omission dans un dictionnaire général de droit qui devait, par essence même, s'appliquer à la France entière, et dont les différentes éditions furent publiées au dix-huitième siècle, à un moment où l'amodiation proprement dite avait achevé son évolution.

(1) Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1784, t. I, v° admodiateur.

(2) Ferrière (Claude de), *Dictionnaire de droit et de pratique*, Toulouse, 1779, v° admodiation

(3) Ferrière (Claude de), *op. cit.*, v° admodiateur : l'amodiateur est celui « qui tient à ferme, à bled ou autre grain, à la charge de les partager avec le propriétaire. Il est ainsi appelé *a modio*, ou du mot moisson, *quia fundum colit sub certa præstatione frugum* ».

Denisart (1) donne une définition beaucoup plus exacte bien qu'incomplète; pour lui l'amodiateur « est celui qui donne une terre à ferme. Ce mot vient du latin *modius* (boisseau, muid), attendu qu'assez communément, les baux à ferme se font à une certaine quantité de muids de grains. » On peut très bien, croyons-nous, accepter l'étymologie proposée par Denisart. Il est beaucoup plus vraisemblable que le mot vienne de *a* et *modium*, mesure, plutôt que de *medium*, moitié, ce qui supposerait un partage des récoltes entre propriétaire et fermier, et impliquerait que l'amodiation n'a pas été autre chose que le métayage. Cette explication est en outre entièrement conforme au caractère de notre contrat qui a toujours exigé une redevance fixe, d'abord en nature, puis en argent, après l'apparition du numéraire.

Ainsi de toutes les définitions que nous venons de passer successivement en revue, il n'en est pas une qui puisse s'appliquer à l'amodiation, telle qu'elle a existé dans notre province et si elle y a eu un caractère si précis, si particulier, on peut s'étonner davantage encore que personne n'ait songé à la définir.

En Bourgogne, et ceci résulte de tous les textes que nous citerons par la suite, l'amodiation a joué un rôle des plus importants par la variété de ses applications; elle a été le bail temporaire par excellence, se distinguant très nettement des baux à long terme, aussi bien que du métayage, du bail à culture et de la location de maisons.

En parcourant les quelques baux à culture, très rares du reste, qu'il est possible de retrouver dans les archives départementales de la Côte-d'Or, on constate immédiatement cette différence profonde entre les deux contrats. Dans le bail à culture, qui n'est, dans la majorité des cas,

(1) Denisart, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, Paris, 1771, v^o amodiateur.

qu'un métayage, les mots d'amodiation et de ferme que l'on trouve toujours dans notre contrat, ne sont jamais employés, mais sont remplacés par les expressions « retenir à cultiver, à labourer, *retinere ad excolendum* (1) » ; c'est déjà là une forte présomption de leur dissemblance. En outre, la redevance n'est jamais évaluée en argent dans le bail à culture ; c'est une quantité de grains, de charretées de bois, etc. (2), très rarement fixe, car presque toujours il s'agit d'un bail à métairie fait à moitié fruits, quelquefois même au tiers, au quart, au sixième³). Puis, et ceci seulement suffirait à les différencier, il y a toujours dans

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Protocole du notaire Jean le Bon*, reg. B. 11315, f° 49 : « Joffroy le Billoneret de Courcelles en Maulvaulx retient a cultiver et labourer pour le terme de six ans... vne grange appelee grange de Saint Lieu pres de Marigney sur Tille la quelle appartient aux diz religieux, ensemble toutes les terres, pres, maisons, bois et autres appartenances à ycelle... » (Année 1390.) — *Ibid.*, *Protocole de Guy Cossenel*, reg. B. 11250, f° 3 : « Radulphus, dictus Taleneaulx, de Dyuione, retinet ad excolendum .. vnam peciam vinee. » (Année 1347.) — *Ibid.*, *Protocole du notaire Jean le Bon*, reg. 11325, f° 76 : « Perrenot le Pillotet de Pontoiller, vigneron, demeurant a Dijon, retient a faire cultiver et labourer... de Monin d'Eschenon... deux pieces de vigne... » (1408). — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasses G. 348 (1386/7, 17 janvier) et G. 353 (1407).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protocole du notaire Jean le Bon*, *loc. cit.* « ...Et ceste retenue il fait, c'est assauoir la premiere année six emînes de blef du meilleur qu'il venray en ladite grange et les autres années s'ensuiuant quatre emines de froment et deux d'aveue et auxi chestun an vng quartal par mitief pois et feves, tout a la mesure de Diion... Item le dit reteneur sera tenuz de semer chestun an au profit d'iceulx religieux vne quarterache de cheneuey laquelle les diz religieux lui bailleront et doit auxi chestun an aux dessus nommes vint charretees de bois lesquelles il leur doit amener a Diion et vint fromaiges de tel comme il feray en ycelle grange. » — *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 348 (année 1386/7).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protocole du notaire Jean le Bon*, reg. B. 11315 : « Jehan de Geurey, vigneron a Diion, retient... au tiers de fruitz c'est assauoir que ledit reteneur auray les deux pars de fruix et ladite Marguerite la tierce partie. » (1390.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11325, f° 76 : « ...Perrenot le Pillotet de Pontoiller retient... en la maniere qui s'ensuit c'est assauoir au quart ceste presente année et est deux darrieres années au tiers des fruis. » (1408.) — *Protoc. de Guy Cossenel*, reg. B. 11250, f° 3 (1347). — *Protoc. de Huguenot Chevrej*, reg. B. 11344, f° 36 (1392).

le bail à cultiver, au moins au début, une clause d'apport en nature soit de la part du bailleur, soit de la part du preneur ; c'est l'apport en amélioration que l'on rencontre toujours dans le métayage de l'ancien droit et qui est destiné à améliorer, à réparer la chose louée, quelquefois même à élever de nouvelles constructions. Lorsque le preneur est trop pauvre pour faire cet apport, le bailleur lui en avance le montant et il est alors stipulé que le propriétaire se remboursera sur la prochaine récolte (1).

Après la lecture de ces textes, il ne peut subsister aucun doute ; en Bourgogne, jamais l'amodiation n'a été un métayage non plus qu'un bail à fruits ou à culture.

Mais l'amodiation peut-elle s'appliquer à la location de maisons ; en d'autres termes, a-t-on employé le mot amodiation pour les locations de biens urbains, et les clauses ont-elles été les mêmes pour ces deux aspects du louage ?

En parcourant les inventaires sommaires contenant l'énumération des différentes pièces possédées par les archives de la Côte-d'Or, nous avons été surpris de rencontrer l'indication d'un grand nombre d'amodiations de maisons ; cette découverte entraînait la faillite d'une théorie qui nous paraissait attrayante, à savoir qu'en Bourgogne le terme d'amodiation s'est appliqué unique-

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11315, f° 49 : « ...Les diz religieux li baillent de present quatre vaiches sur poil rouge pourtant, et deux viaul masle chestun de deux ans, lesquelles bestes dessus dites, il promet lealment nourrir et ycelles rendre en auxi bon point ou en meilleur comme il les prent de present. » (1390.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11325, f° 76 : « ...Et parmi ce ledit reteneur doit faire chacun an, ledit terme durant, d'un franc d'or l'ouuraige d'iuer en ladite vigne et ledit Monin de six gros. » (1408.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11315 : « ...Et doit faire ledit reteneur chascun an en ycelle de six hommes les preulx et la dicte Marguerite de quatre hommes et doit faire la dite Marguerite en ceste presente annee en ycelle de six que l'ouuraige et doit preste a ycelluy reteneur chestun an vng franc au coul du foussoul et il li rendra es venanges s'ensuivant sur sa porcion de fruiX. » (1390.)

ment au bail à courte durée du bien rural et de certaines perceptions et que, par conséquent, l'amodiation a été un contrat absolument original.

C'est donc avec une certaine anxiété que nous avons recherché les différentes chartes annoncées ainsi par les inventaires ; mais nous reconnûmes vite qu'il s'agissait dans toutes ces pièces, non pas d'amodiations, mais de locations de maisons. L'erreur commise par le rédacteur des inventaires est celle que nous avons déjà reprochée à ceux qui ont essayé de définir l'amodiation, ils ont pris le mot dans le sens le plus large en même temps qu'inexact, comprenant toutes espèces de baux temporaires. Il est bien certain que, pour les locations urbaines, jamais on n'a employé les expressions *retinere* ou *dare ad amodiationem*, mais toujours *retinere ad conductum seu firmam*, *retenir à titre de louhier, titulo locagii, etc.* (1), et la redevance

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 128, f° 25 : « Ego Symona, filia quondam Mileti de Fauerneyo, commorans Diuione, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego considerata utilitate mea, retinui *ad conductum seu firmam*, ad vitam meam tantum, a viris religiosis abbate et conventu monasterii Sancti Stephani diuionensis, chassum cuiusdam domus sue, site Diuioni, in vico du Pautez... pro sexdecim solidis monete Viennensis... singulis annis... » (juin 1291.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f° 94. — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11325, f°s 82 et 83 : « Jehan Tambienne, de Jussey, tonnellerie, demorant a Diion, retient *a tiltre de louhier*, pour le terme de six ans... de Perrenot Morel, bourgeois de Diion, present, vne maison si comme elle se comporte... » (Prix de la location : 6 écus d'or) (1409.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11329, f° 14 : « Huguenin Gruet d'Auxonne et Anthoinne Jolis d'Arbois, demeurant a Diion, retiennent chacun pour le tout *a tiltre de louhier*, des maintenant... de discrete personne et saige maistre Johan de Saulx, secretaire de monseigneur le duc de Bourgoigne, present... vne sienne maison ensemble ses appartenances, assise a Diion, en la rue des Changes... pour et parmy la somme de douze escus d'or et pour tout ledit terme durant, dont icellui maistre Jehan confesse auoir receu desdits retereurs six escus dont, et le demorant luy sera paier en la fin d'icelle terme d'aoust. » (1414.) — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11341, f° 45 : « Colardus Baulay de Breua, olearius.. retinet *titulo locagii*, per terminum trium annorum... a Andrea le Bucardet, viticola.. sibi tradenti, totum suum operatorium ad oleum faciendum. » (Prix : 20 livres tournois pour la première année, 10 livres pour les suivantes.) (1430.) — *Protoc. de Huguenin Girard*, reg. B. 11374, f° 153, année 1437.

à payer au bailleur est fixée en argent et non en nature (1). Bien d'autres caractères encore sont venus séparer profondément ces deux espèces de contrat pendant tout le cours de leur évolution historique ; malheureusement il est impossible d'en trouver trace dans les textes des treizième, quatorzième et quinzième siècles ; mais ce qui permet d'être affirmatif, c'est la distinction très nette qui subsiste encore entre eux, aux dix-septième et dix-huitième siècles, à une époque où il est possible de recueillir des renseignements dans les auteurs qui commentent la coutume et la jurisprudence des Parlements et où, par conséquent, la solution du problème ne repose plus seulement sur des déductions.

Nous citerons seulement quelques-unes de ces différences à titre d'exemple, pour ne pas anticiper sur l'étude que nous ferons des obligations des parties contractantes pendant la dernière période de l'évolution. Il suffit pour le moment de savoir que si, à la fin de l'ancien régime, il existait peu de points communs entre les deux sortes de louage, à plus forte raison y en a-t-il encore moins eu dans les premiers siècles qui ont suivi leur apparition, alors que pour les distinguer on opposait les termes avec tant de rigueur. C'est ainsi qu'au dix-huitième siècle, alors même que les auteurs commençaient à les confondre sous une dénomination générale et que les Parlements cherchaient à les fusionner, ces deux contrats sont encore nettement séparés. Le privilège du bailleur, par exemple, s'exerce différemment suivant qu'il s'agit de l'un ou de l'autre ; il porte sur les meubles du locataire d'une maison, et sur les fruits seulement mais non sur les meubles dans le bail d'héritages. De même le bailleur ne doit que la maison nue ; celui qui loue à ferme, au contraire, doit donner des ustensiles, des instruments agricoles, à condition qu'ils

(1) Voir la note précédente.

soient anciennement dans le fonds pour y rester. Enfin on a toujours repoussé l'application de la loi *Aede* pour le cas de bail à ferme.

L'amodiation en Bourgogne est donc bien, on le voit par ce qui précède, un contrat original ayant ses règles particulières et sa dénomination propre. Aucune confusion ne peut désormais subsister sur ce point et nous pouvons ainsi la définir : « Un bail temporaire de biens ruraux ou de perceptions administratives, fait moyennant une ferme ou redevance fixe, payable à des époques déterminées, soit en argent, soit en nature. »

C'est là, bien entendu, une définition très large, à laquelle on pourra reprocher le défaut de précision ; mais étant donné notre but, qui est de retracer une évolution historique en prenant une institution à son origine pour la suivre dans ses développements et ses modifications successives, au cours de quatre ou cinq siècles, il est impossible d'être plus complet.

CHAPITRE III

Les antécédents de l'amodiation en Bourgogne.

Réaction au treizième siècle contre la perpétuité des baux. — Causes politiques et économiques de cette réaction provoquant la nécessité d'un bail temporaire. — Orientation de la propriété vers l'organisation démocratique. — Difficultés d'administration des grands domaines et de perception des impôts exigeant la création d'un bail administratif essentiellement temporaire. — Recherche d'un type juridique de contrat répondant aux besoins sociaux. — Examen des diverses institutions qui ont pu fournir ce type. — *Locatio* romaine. — Location personnelle des ouvriers. — Location d'étaux et boutiques pour les foires et marchés de Dijon. — La *firma* anglaise. — Le métayage.

Si nous étudions le mouvement juridique des douzième et treizième siècles, nous remarquons sans peine qu'une tendance nouvelle commence à se faire jour au point de vue juridique, et qui certainement doit être le résultat d'une évolution économique correspondante. Tandis qu'auparavant les efforts de tous semblent avoir été de consolider les situations acquises, tandis que les offices sont accaparés par une classe de la société, deviennent héréditaires, ainsi que les fiefs et les censives, au treizième siècle se produit une réaction ; on s'efforce d'aller à l'en-

contre de la tendance précédente ; on essaie de rendre les offices simplement viagers, on limite les pouvoirs des officiers de justice, on attache plus d'importance aux biens mobiliers ; enfin on diminue la longueur des baux à cens qui, de perpétuels, deviennent déjà viagers (1). Dès la fin du douzième siècle, les décrétales (2) défendent de louer perpétuellement les biens d'Eglise. Alors apparaît en Bourgogne l'amodiation qui avait disparu depuis plusieurs siècles déjà, avec l'invasion des Barbares (3).

Mais si cette réaction s'est accentuée pendant la dernière moitié du douzième siècle et au treizième, il est bien évident qu'elle a été motivée par des causes politiques et économiques profondes ; ce n'est pas sans nécessité aucune, qu'à un moment donné, on a eu l'idée en Bourgogne d'établir une institution présentant des caractères déterminés et que l'on convint d'appeler amodiation. Celle-ci est apparue parce que, sous l'influence de l'état économique de l'époque, le besoin se faisait sentir d'un bail temporaire à la place ou à côté du bail perpétuel ou à longue durée ; et c'est alors qu'on a recherché une forme juridique pouvant répondre aux aspirations nouvelles, aux besoins nouveaux, sans toutefois la créer de toutes pièces. Il en est ainsi, du reste, pour toutes les institutions juridiques ; on est parti d'un ou deux principes plus ou moins rigoureux au début, d'une ou deux institutions embryonnaires peu souples, d'un rigorisme et d'une solennité exemplaires qui, peu à peu, sans transition brusque, sous la pression continue des idées économiques d'une époque, se sont modifiés à l'infini et ont produit les contrats les plus divers.

(1) Gally, *Essai sur le bail à cens en Bourgogne*, Dijon, 1905, passim.

(2) *Corpus juris canonici*, *Décrétales*, titre III, livre III, canon 9.

(3) Ou tout au moins nous ne la rencontrons pour la première fois dans les cartulaires qu'à cette date (1227). — Sur la disparition du fermage romain avec l'arrivée des Barbares, voir Beaune, *op. cit.*, *Les contrats*, p. 226 et suiv.

Quels sont donc ces événements politiques et économiques qui ont bouleversé si profondément les institutions coutumières du treizième siècle ? En Bourgogne, à cette époque, il est certain que, malgré l'existence de grands domaines, entre autres ceux des abbayes, la propriété s'oriente déjà vers l'organisation démocratique que rappelle M. Troplong (1). Le serf, le colon, n'existent plus : « Sur la terre même du maître, la bande d'esclaves a fait place aux tenanciers corvéables, aux amodiateurs et aux journaliers à gages (2). » Avec la liberté du paysan se développe fatalement le travail libre ; celui-ci possède quelques économies, il a des outils et des instruments agricoles lui appartenant ; il veut faire rapporter ; or, au douzième siècle, qu'a-t-il à sa disposition ? les baux à long terme et parfois le métayage. Comment, dès lors « y aurait-il eu place pour des fermiers volontaires, lorsque les seigneurs, seuls propriétaires du sol, avaient dans leurs serfs des fermiers héréditaires et des cultivateurs forcés ? Comment le bail temporaire aurait-il pu trouver des bras empressés, lorsque les concessions perpétuelles étaient un aiguillon à peine suffisant pour donner à la terre les ouvriers dont elle manquait ? Le bail à ferme ne pou-

(1) Troplong, *op. cit.*, t. I, préface, p. 31 et suiv. : « Le bail à ferme, instrument de travail appliqué à la propriété foncière, est tour à tour impressionné par les conditions qui affectent la propriété même et par l'état de ceux qui la cultivent. Effacé par l'esclavage dans les pays où la grande propriété et la servitude se donnent la main, il reparaît avec la liberté. Mais de l'état dans lequel se trouvent les classes libres qui le mettent en action, dépend la question de savoir s'il est entre leurs mains un instrument de progrès, ou l'effort inutile d'un travail désespéré. Quelque faible que vous supposiez l'élément démocratique, si les propriétaires du sol considèrent les cultivateurs comme des auxiliaires et non pas comme une matière qu'on exploite, ne désespérez pas du travail libre, protégé et encouragé. La condition du fermier tenant d'abord le milieu entre le journalier et le propriétaire deviendra peu à peu une transition pour prendre part, à force de travail et d'économie, à la propriété »

(2) Seignobos (Charles), *Le régime féodal en Bourgogne jusqu'en 1360*, Paris, 1882, p. 209.

vait donc naître qu'avec la liberté de la classe agricole ! Les faits se trouvent ici parfaitement d'accord avec les données philosophiques (1). »

Mais au treizième siècle, les terres étant défrichées en grande partie, le cultivateur aspire à exercer son initiative et son intelligence sans être dirigé continuellement par le maître. Faire produire davantage pour obtenir un bénéfice et se créer ainsi un capital qui lui permettra de devenir propriétaire, ou tout au moins d'agrandir le champ de son exploitation, voilà son but, son idéal ; or le bail à long terme, le métayage lui-même tiennent trop le preneur dans la dépendance du bailleur, dont il est encore pour ainsi dire le serf.

Si telles sont les aspirations du paysan au treizième siècle, qui lui font rechercher une nouvelle espèce de bail, du côté du propriétaire, les influences économiques ne sont pas moins considérables. Le commerce prend une extension extraordinaire à mesure que la richesse du pays augmente ; les transactions deviennent plus fréquentes, grâce à différents facteurs dont le plus important est l'argent qui facilite l'échange des produits (2) ; on s'éloigne de cet état que Karl Bücher (3) appelle le stade de l'économie domestique, dans lequel le producteur consomme personnellement ce qu'il récolte sans avoir recours à l'échange ; les procédés d'agriculture se perfectionnent chaque jour et augmentent le rendement des terres déjà défrichées en grande partie. Le propriétaire ne risquera donc plus de perdre cette plus-value en engageant des biens pour un temps considérable, sinon perpé-

(1) Troplong, *op. cit.*, t. I, préface, p. 88.

(2) Baudrillart (Henri), *Le métayage en France et son avenir, d'après une enquête récente* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1885), p. 565 et suiv.

(3) Bücher (Karl), *Etudes d'histoire et d'économie politique*, trad. Hansay, p. 49.

tuellement, en ne gardant que le domaine direct et en abandonnant le domaine utile ; il ne voudra pas non plus perdre le bénéfice qu'il pourra retirer en vendant sa propriété pour en acheter d'autres à des conditions plus avantageuses ; or, la présence sur sa terre du fermier perpétuel sera un obstacle à la facilité des transactions et à la mobilité de la propriété, le bail à long terme conférant toujours un droit réel sur la chose louée.

A côté de ces causes importantes, il en est une autre dont l'influence a été, sans aucun doute, prépondérante ; il ne faut pas oublier que l'amodiation ne s'applique pas seulement à la location du bien rural ; ce contrat a reçu, dès son apparition et pendant tout le cours de son évolution, les applications les plus diverses que nous grouperons sous le terme générique de bail administratif ou d'administration et dont la principale manifestation, l'amodiation des revenus d'un domaine, d'une seigneurie, d'une abbaye, était rendue nécessaire par l'existence, toujours persistante au treizième siècle, de la grande propriété.

Et c'est là justement une objection des plus sérieuses à la théorie de M. Troplong sur l'incompatibilité du bail temporaire avec ce qu'il appelle l'état aristocratique de la propriété, c'est-à-dire la grande propriété (1).

Sans doute, avec ce régime des grands domaines, l'amodiation des terres, des prés, par petites parcelles, se développera beaucoup moins qu'avec l'état démocratique de la terre ; cependant, la règle est loin d'être absolue et, en tout cas, elle favorise au contraire le développement de l'amodiation sous son aspect de bail d'administration.

Et il est facile de le démontrer. Les possessions foncières, ainsi que l'explique M. Lamprecht (2), sont dès les

(1) Troplong, *op. cit.*, *loc. cit.*

(2) Lamprecht, *Etat économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, trad. A. Maignan, Paris, 1889, p. 717, 738 et suiv., 862 et suiv.

douzième et treizième siècles si dispersées, quoique appartenant au même propriétaire, elles constituent une telle masse de petits biens disséminés qu'on ne peut plus les gérer au moyen d'une administration centrale. Le maître fait exploiter par des intendants qui, sur la portion qu'ils sont chargés de surveiller, agissent en véritables maîtres.

De même, lorsque les propriétés, au lieu d'être éparses, sont bien groupées, il arrive fréquemment que le propriétaire ne peut diriger l'exploitation ; « la terre cesse de tenir une place exclusive dans l'ambition des hommes ; d'autres sources de considération et de pouvoir s'offrent à la noblesse dans les hautes fonctions militaires, dans l'administration et dans les emplois de cour. La bourgeoisie enrichie, qui participait à la possession de la terre, n'y est pas non plus enchaînée par des liens qui ne puissent être relâchés, quand l'industrie et le négoce l'appellent dans les villes (1) ». Ici encore, ce sont les intendants qui dirigent l'exploitation ; mais ils n'ont aucun intérêt direct à l'augmentation des revenus du seigneur ; ils manquent parfois de fermeté et ne surveillent pas sérieusement en l'absence du maître. Qu'une occasion favorable se présente alors ; que le propriétaire, d'un côté, ne trouve pas ces intendants suffisamment soucieux de sauvegarder ses intérêts, parce qu'ils n'y sont pas poussés par l'espérance d'un gain proportionnel à leur activité ; qu'ils s'offrent alors à prendre à forfait l'exploitation de tout ou partie du domaine, on arrive à la nécessité d'un bail temporaire. Au surplus, avec les démembrements de la propriété de plus en plus fréquents à partir du treizième siècle, il faut percevoir les impôts nombreux qui pèsent sur la campagne et qui augmentent sans cesse au profit des seigneurs, des abbayes, des cures. Pour ces perceptions administratives, il est presque impossible à cette

(1) Baudrillart, *art. précité*, p. 565.

époque, vu les difficultés de recouvrement, d'avoir recours à des agents collecteurs ordinaires ayant une rémunération fixe. Il faut un stimulant, et l'on songe tout naturellement à la mise en ferme du droit de perception ; cette ferme devra fatalement être donnée pour un temps assez court, sans quoi les chances alternatives de gain et de perte seraient par trop disproportionnées, le taux de ces perceptions variant d'une manière très sensible d'une année à l'autre.

Telles sont les influences économiques qui, au treizième siècle, rendaient nécessaire la création d'un bail à courte durée et à rente fixe, permettant aux deux parties de ne pas s'engager pour un trop grand nombre d'années, et de ne pas perdre les avantages réciproques qui pourraient résulter de la plus-value acquise par le bien, objet du contrat.

Cette nécessité reconnue, il restait à trouver un type juridique convenable, répondant aux besoins ressentis.

Il ne faut pas, certes, le rechercher dans le droit romain, car ce n'est pas sous son influence, ainsi que l'a prétendu à tort M. Brissaud (1), qu'on est arrivé au bail temporaire, en transformant purement et simplement la *locatio* romaine. On sait, en effet, qu'au treizième siècle, époque d'apparition de l'amodiation, le droit romain était abandonné presque entièrement par la pratique ; seuls, les ecclésiastiques en appliquaient les solutions diverses au droit canonique, mais le droit coutumier l'ignorait, ou tout au moins le délaissait. C'est donc uniquement du côté des institutions coutumières qu'il faut tourner ses regards pour découvrir ce type juridique.

Pouvait-il être fourni directement par la location personnelle des ouvriers, très fréquente en Bourgogne dès

(1) Brissaud, *op. cit.*, t. II, p. 1320.

le treizième siècle (1) ? Nous ne le pensons pas ; cette location de journaliers faite pour une durée relativement courte et moyennant un salaire fixe soit en argent, soit en nature, a pu exercer une certaine influence sur le principe même de l'amodiation, mais il ne faut pas s'exagérer son importance ; ce contrat qui ne revêtait aucune forme particulière, ne se faisant pas par écrit et ne comprenant aucune clause spéciale, n'a pu avoir une action bien directe et décisive sur la création et surtout sur la forme juridique de notre bail. On peut signaler divers autres facteurs, dont l'influence a été beaucoup plus grande. C'est tout d'abord la location des étaux et boutiques pour les foires et marchés de Dijon, qui se faisait pour un temps très court et dans laquelle, vraisemblablement, il n'y avait pas de transfert de propriété ; cette variété de bail a certainement existé dans notre province bien avant l'amodiation, et la coutume de Bourgogne y fait allusion (2).

On peut également citer comme ayant contribué à l'apparition de l'amodiation en Bourgogne, une institution que l'on rencontre en Angleterre dès le neuvième ou le dixième siècle ; c'est la *firma*, convention par laquelle le preneur s'engage à payer une redevance fixe au bailleur, d'où son nom ; c'est là le bail à rente fixe dans toute l'acception du mot, et de plus il est temporaire (3). Ce qui permet d'affirmer que cette *firma* a joué un rôle dans la formation juridique de notre bail, c'est que le droit canonique la connaît déjà au douzième siècle ; ainsi, dans les

(1) Beaune (Henri), *op. cit.* — Seignobos, *op. cit.*, p. 208 et 209. — Archives de la Côte-d'Or, B. 400.

(2) Coutume de Dijon, Bourgogne, art. 1187, § 7. — Charte de Dijon de 1187. (Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, t. I, p. 13.)

(3) Troplong (*op. cit.*, t. I, préface, p. 17 à 31) donne de longs détails sur le bail à ferme en Angleterre et en Irlande ainsi que sur le système de la grande propriété et des intendants. — Voir également Wach, *art. précité*.

décrétales (1), nous voyons Innocent II permettre de faire une *firma decimarum*, à condition qu'elle ne tourne pas au fief ou à l'aliénation. Ainsi consacrée par le droit canonique, elle commence, dès la fin du douzième siècle, à pénétrer dans le droit royal ; venue d'Angleterre, elle a un tel succès en Normandie, qu'elle fait disparaître peu à peu le bail à métairie, et au seizième siècle on ne rencontre plus guère celui-ci dans cette province, les prix en argent s'étant substitués presque partout aux prix en nature (2). Il n'y a donc rien d'impossible à ce que la *firma* anglaise ait joué un rôle analogue en Bourgogne.

Cependant, à notre avis, le facteur juridique qui a influé le plus directement sur l'apparition de l'amodiation, celui auquel elle a emprunté la plupart de ses caractères essentiels, c'est certainement le métayage qui, au douzième siècle, existait dans la plupart des provinces coutumières (3).

« Le métayage libre avait déjà été lui-même un progrès considérable sur le servage, en élevant le travailleur à l'état d'homme, en le rendant plus actif, plus prévoyant, et en faisant profiter la terre et les seigneurs de cet accroissement de la force productive. (4) » Il avait été le premier échelon du bail temporaire, sa durée variant d'une année à la vie du preneur. Par nature, il formait une véritable société entre le maître et le colon partiaire ; le premier procurait le capital, le second son travail, son activité, ainsi que des bestiaux, des instruments agricoles, et souvent même faisait un apport en nature, dit apport en amélioration.

Malgré les nombreux services qu'il pouvait déjà rendre pour satisfaire aux besoins économiques du treizième

(1) *Corpus juris canonici*, *Décrétales*, titre III, livre ^{XXV} III, canon 9.

(2) Viollet, *op. cit.*, p. 758.

(3) Du Cange, *Glossaire*, ^{vis} medietaria, medietarius.

(4) Baudrillart, *art. précité*, p. 564.

siècle, en affranchissant en partie le preneur de la tutelle du bailleur, et en limitant sa durée, le métayage présentait encore tant de défauts, qu'il ne pouvait suffire aux aspirations de la classe agricole et de la nouvelle génération de propriétaires. Il se comprend à merveille dans un pays pauvre où le commerce est peu développé ; le preneur n'a pas besoin de disposer de gros capitaux ; il ne peut espérer des gains considérables, mais il est à l'abri des grandes catastrophes, puisqu'il est sûr d'avoir une proportion déterminée de fruits. Au contraire, l'amodiation s'harmonise mieux avec les besoins d'une contrée riche, où le numéraire abonde et facilite les transactions ; on éprouve le besoin de supprimer la prestation en nature variable chaque année, suivant l'abondance des récoltes.

C'est pourquoi sur les terres ecclésiastiques, les fermiers augmentent rapidement en nombre, l'Eglise ne voulant point favoriser le métayage qui imposait aux religieux une surveillance continuelle sur les agissements de leurs fermiers en leur créant des soucis temporels. De même, si nous supposons un seigneur puissant, possédant un domaine immense, que pouvait-il faire de la moitié ou du tiers de toutes les récoltes ? Sans doute il en consommait une partie, mais il ne pouvait vendre le surplus ; un seigneur féodal aurait dérogé en se livrant au commerce et d'autre part, il n'aurait pas trouvé d'acheteur, si ce n'est ses paysans ; dès lors, n'eût-il pas mieux valu leur demander de suite de l'argent, plutôt que de se faire donner du grain pour le leur revendre.

Le bail à ferme devait ainsi s'acclimater rapidement dans les provinces telles que la Bourgogne, dont la population riche, et par conséquent plus indépendante, s'efforçait de réduire et de rendre fixe le prélèvement du propriétaire sur la récolte (1). Et chacune des parties trouvait

(1) Gasquet, *op. cit.*, t. II, p. 300 et suiv.

son avantage à ce changement ; le propriétaire pouvait se réserver une quantité fixe de fruits, qu'il estimait suffisante pour ses besoins personnels ; il touchait le surplus en argent, ce qui lui permettait d'acheter les autres objets nécessaires à son existence ; cet état de choses était plus conforme à un état social où la terre appartenait à de grands propriétaires qui vivaient à Paris et à la Cour. Quant au fermier, ce mode de prestation lui faisait courir de plus grandes chances de gains et de pertes ; certaines années, la redevance à payer pouvait être supérieure au produit de la récolte ; mais en revanche, quand celles-ci étaient abondantes il pouvait réaliser de beaux bénéfices ; son zèle était stimulé, et par son activité, il faisait produire beaucoup pour gagner davantage.

Cette transformation se fit insensiblement sans transition brusque de l'un à l'autre de ces contrats (1). Lorsqu'on examine de près les textes comme nous le ferons en retraçant l'évolution de l'amodiation du treizième au dix-neuvième siècle, et en particulier au treizième, il est impossible, croyons-nous, de mettre en doute ce fait, que le métayage presque seul a formé notre contrat.

Presque toutes les clauses de l'un se retrouvent dans l'autre ; la forme extérieure des deux actes est presque identique ; la seule différence profonde qui les sépare, c'est la nature de la prestation ; dans le bail à métairie, ainsi que le nom l'indique, il y a un partage de fruits suivant une proportion déterminée, la moitié, le tiers, le quart, la quantité variera donc avec l'importance de chaque récolte ; dans l'amodiation au contraire, la redevance annuelle est une quantité fixe de fruits ou une somme d'argent.

C'était là, nous l'avons vu, le but poursuivi ; on voulait,

(1) Sée (Henri), *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, 1901, livre IV, chap. II, p. 575.

en donnant plus de liberté au preneur, assurer au bailleur un revenu fixe, grâce auquel la dépréciation des rentes devenait moins sensible.

Et c'est si bien le colonage partiaire qui a donné naissance à l'amodiation, que nous trouvons dans la plupart des textes du treizième siècle, une clause par laquelle le preneur s'engage à faire un apport en argent ou en nature (1) ; c'est une preuve irréfutable, à notre avis, de la survivance d'un caractère essentiel du métayage qui exige un apport en nature, troupeaux, instruments aratoires, ou en argent, pour effectuer diverses réparations ou constructions qui resteront la propriété du bailleur.

Cette persistance d'un apport dans la période d'apparition de l'amodiation, ne peut guère s'expliquer historiquement qu'en considérant l'amodiation comme une transformation du métayage auquel elle emprunte toutes ses clauses, qui n'étaient pas en opposition avec le principe de la fixité de la redevance.

Plusieurs historiens du droit, et surtout les économistes, ont essayé de soutenir que cette filiation était impossible, le métayage et l'amodiation ayant apparu et s'étant développés concurremment. M. Rerolle (2), reprenant la théorie de Le Play, a tenté de démontrer que ces contrats, nés tous deux à la même époque du système des corvées, qui s'était peu à peu transformé, ont évolué concurremment, ce qui n'a pas empêché le fermage de supplanter presque entièrement le métayage dans certaines contrées.

Que les deux institutions soient le résultat des modifications apportées au régime des corvées, cela semble assez exact ; mais nous ne saurions admettre leur apparition simultanée, et nous pensons, avec Adam Smith, et M. Bau-

(1) Ces textes seront analysés dans le chapitre IV.

(2) Rerolle (Lucien), *Le colonage partiaire en droit romain et en droit français*, thèse, Lyon, 1888, p. 183.

drillart, que le métayage a été le premier pas vers la liberté et que le fermage, régime plus parfait, ne s'est développé que plus tard avec la richesse et la civilisation (1).

Cette opinion est du reste en conformité avec les textes ; le premier bail à métairie cité par Du Cange est de 1007 (2), les premiers baux à ferme de 1089 et 1100 (3). En Bourgogne nous ne trouvons pas de texte apportant une preuve décisive sur ce point ; le métayage, quoi qu'en disent les économistes, n'a jamais été vu avec faveur dans notre province, aussi bien avant le treizième qu'au dix-huitième siècle (4).

Cependant il est hors de doute qu'il a précédé l'amodiation ; le coutumier de Marnier, le plus ancien de tous, en donne la preuve quand il dit que la *moison* ou *moiteresse* s'applique soit pour la location de bestiaux, soit pour la location de terres pour un an (5) ; le terme de *moison*, *moiteresse*, rappelle les mots métairie, moitié ; le métayage était donc déjà connu à l'époque où ce coutumier a été rédigé, alors qu'on ignorait l'amodiation.

Si les textes font défaut pour établir au douzième siècle cette antériorité, les baux à métairie ou à culture que nous trouvons au treizième ou au quatorzième siècle, montrent une institution déjà ancienne, ayant subi des transformations et même des déformations nombreuses, à une époque où l'amodiation se trouve dans la période d'indécision du

(1) Baudrillart, *art. précité*, p. 564.

(2) Du Cange, *Glossaire*, *vis* medietaria, medietarius.

(3) En Italie, le métayage est connu dès le neuvième siècle ; M. Pertile (*op. cit.*, p. 495) en cite de 816-831. — *Cartulaire de Farfa*, année 850.

(4) Flour de Saint-Genis, *Le métayage en Bourgogne et la surveillance du propriétaire au dix-huitième siècle*. (Mémoire publié dans le *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or)*, année 1901, p. 138.)

(5) Marnier (A.-J.), *Ancien coutumier de Bourgogne*, chap. xviii, principium (dans la *Revue historique du droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 525 et suiv.).

début. C'est ainsi que la prestation qui, tout d'abord, lors de la formation du métayage, et même pendant longtemps, a dû être rigoureusement de moitié, ainsi que l'indique son nom, a subi des altérations multiples et l'on rencontre des baux faits au tiers, au quart, voire même au sixième des fruits (1).

En résumé, bien que nous ne puissions rapporter une preuve certaine provenant des textes, de la préexistence du métayage en Bourgogne, il reste bien acquis par les fortes présomptions que nous venons d'indiquer et par les preuves tirées des coutumes étrangères à notre province, que l'amodiation est bien postérieure au bail à métairie dont elle est issue et sur laquelle elle a été modelée.

(1) Voir au chapitre précédent tous les baux à culture cités en note, p. 9. Voir également Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. du notaire Jean le Bon*, reg. B. 11315.

CHAPITRE IV

Evolution de l'amodiation au treizième siècle.

Son apparition en Bourgogne. — Distinction du bail à ferme en bail rural et bail d'administration. — Analyse des diverses amodiations rencontrées à cette époque : dîmes, moulins, monnaies, patronages, domaines, etc. — Conclusions que l'on peut tirer de l'étude de cette période. — Attribution du droit réel sur la chose louée.

C'est au treizième siècle, sous l'influence des idées économiques et des besoins pressants examinés par nous précédemment, qu'apparaît pour la première fois en Bourgogne l'amodiation ou bail à ferme.

Une charte de 1216, rapportée par du Cange (1), nous apprend que les termes de *firma* et *admodiatio* sont connus à Langres dès le début du treizième siècle ; Wilelmus, évêque de Langres, reçoit à ferme perpétuelle pour le monastère de Valbeon, diverses terres et prés,

(1) Du Cange, *Glossaire*, v^o *admodiatio*. Charta Wilelmi episc. lingon. pro monasterio de Valbeon, anno 1216, inter instrum. t. IV novæ Gall. christ., col. 202 B : « Omnes terras suas, prata et nemora vbiicumque sint et vineam de Lastricoyo ad firmam perpetuam receperunt hoc modo, quod singulis annis persolvent quinquagintas minas frumenti *de admodiatiōe* et sex minas avenæ, septem minas lingonensis monetæ, etc. »

moyennant un paiement en nature *de admodiatione*. Les termes servant à désigner notre contrat sont donc connus ici avant le contrat lui-même, car cette ferme étant perpétuelle, ne saurait être confondue avec notre institution qui par essence est temporaire. Par contre, nous ne trouvons pas d'amodiation bien caractérisée dans le diocèse d'Autun, avant le quatorzième siècle ; mais comme, dès le treizième siècle, on a besoin d'une location répondant aux caractères de l'amodiation, c'est-à-dire temporaire et à rente fixe, on recourt aux modes de louage en vigueur à cette époque et on les déforme pour arriver au but poursuivi.

A Dijon, la première amodiation que nous rencontrons date de l'année 1227 ; et dès cette époque, nous la trouvons sous sa double forme de bail de biens ruraux et de bail administratif.

Il est utile d'insister dès maintenant sur cette classification que nous avons signalée déjà précédemment car chacun des deux aspects a eu ses règles propres : sans doute, si l'on s'en tient strictement au sens des mots, l'amodiation ou bail à ferme a pour but la location des biens ruraux, terres, prés, vignes, moyennant une redevance fixe en grains ou en argent ; mais à côté de cette forme normale, il en est une autre qui, par la diversité de ses applications, par les services qu'elle a rendus, mérite une place toute particulière, presque prépondérante dans cette étude évolutive, c'est celle que nous appellerons le bail administratif ou d'administration. Le besoin de cette deuxième forme du bail à ferme s'est peut-être fait sentir plus impérieusement encore que la première et a influé davantage sur la nécessité de la création d'un bail temporaire. Il était en effet, au treizième siècle, bien difficile de percevoir les nombreux impôts qui pesaient sur le paysan au profit des seigneurs, de l'Eglise et des puissants monastères ; on ne pouvait guère, ainsi que nous l'avons

déjà fait remarquer, songer à des collecteurs non stimulés par l'espérance d'un gain ; d'autre part l'application du bail à long terme était impossible ; la variation dans le taux de ces perceptions nombreuses et diverses, aurait été par trop préjudiciable aux deux parties liées à perpétuité. Avec la mise en ferme temporaire, ces inconvénients étaient évités en grande partie ; on pouvait établir une moyenne dans le rendement probable de ces perceptions pendant un nombre restreint d'années, puis on les amodiait pour une certaine somme fixe à un collecteur chargé de les recouvrer et dont le gain consistait dans la différence entre le prix du fermage et le montant des prestations qu'il avait touchées. Ce système fut jugé tellement pratique qu'on n'hésita pas à l'appliquer aux cas les plus divers ; on amodia les dîmes, les chapellenies, le revenu des cures, des tabellionnages, des seigneuries, et aux quatorzième et quinzième siècles les adaptations devinrent innombrables. Cette forme mérite d'autant plus ce nom de bail administratif, que l'amodiateur était le plus souvent chargé d'administrer complètement la chose qu'il avait prise à ferme ; dans l'amodiation de seigneurie ou de domaine, il faisait rendre la justice à ses propres frais ; dans celle de cure, c'était le preneur qui devait dire la messe, faire le service de prêtre à la place du curé.

Ce bail administratif était tellement attendu, en raison des besoins que nous venons d'énumérer, que la première amodiation rencontrée aux archives départementales de la Côte-d'Or est une mise en ferme des produits de certaines dîmes (1).

En 1227, Alice de Bourgogne fait savoir que son frère

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 373. Cette chartre a été publiée par M. Collette au n° 73 de son fascicule des *Chartes de l'abbaye de Saint-Etienne de 1200 à 1230*. Ce fascicule fait partie de la *Publication intégrale du Cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne, entreprise par un groupe d'étudiants de l'Université de Dijon*.

Guillaume, seigneur de Mirebeau, *pro remedio anime sue*, a donné à Saint-Etienne toutes les tierces qu'il possède sur le territoire de Mirebeau, *post decessum suum pacifice possidendas et habendas* (c'est en réalité une donation *post mortem*) ; le donateur en a investi immédiatement Saint-Etienne, c'est-à-dire lui a transféré le droit réel sur la chose (1).

Mais comme l'abbaye ne doit jouir des dites tierces qu'après la mort de Guillaume, étant investie de suite, elle est obligée de lui concéder à son tour *fructus earumdem terciarum* et, en outre, elle lui donne la moitié des fruits des dîmes qu'elle possède à Mirebeau *ad vitam suam tantum*. L'abbaye cependant se réserve le droit d'amodier ces dîmes, et décide qu'à la mort du seigneur de Mirebeau les dîmes et les tierces reviendront à l'abbaye *libere et absque contradictione aliqua*. Cette clause de retour après l'expiration du délai est une clause très importante et très fréquente à cette époque ; on croit qu'il est impossible de donner à bail, même pour une courte durée, sans transférer en même temps le droit réel ; on concède donc un droit réel à temps et, à l'expiration du délai, les bénéficiaires doivent faire un nouveau transfert entre les mains des propriétaires. Ici il y a un double transfert, une double saisine, d'abord saisine par l'abbaye qui devient propriétaire des biens à elle concédés, puis saisine par le seigneur de Mirebeau, qui devient propriétaire de l'exploitation par suite d'une nouvelle concession à lui faite sa vie durant. L'amodiation prévue par ce texte aura lieu aux enchères, après dénonciation qui

(1) *Ibid.* « ...Quod nobilis vir Willclmus frater meus dominus Mirabelli pro remedio anime sue... dedit et concessit elemosinam Deo et ecclesie Sancti Stephani diuionensis omnes tertias quas habebat in toto territorio seu in adiacenti finagio Mirabelli eidem ecclesie post decessum suum pacifice possidendas et habendas ita videlicet quod de omnibus prefatis tertiis ipsam ecclesiam inuestiuit. »

sera faite en l'église de Mirebeau ; on pourra surenchérir pendant les huit jours qui suivront la dénonciation ; passé ce délai, l'abbé amodiera à qui il voudra (1). La dime est déclarée portable au prieuré de la part de l'amodiateur ; le seigneur de Mirebeau prête serment d'observer *has pactiones et donationes* ; en outre, pour le cas où il refuserait d'exécuter ses engagements et ne donnerait pas satisfaction *infra xl dies post ammonitionem abbati*, les biens feraient retour de plein droit à l'abbaye sans qu'intervînt aucune sentence de cour ecclésiastique ou autre (2).

Dans le cartulaire de Bèze (3), nous trouvons une autre amodiation de dime en 1271 ; Bartholomeus, curé de Bera, *retinuit ad admodiationem ad vitam* une partie des dimes de Bera, moyennant une redevance annuelle de vingt-huit émines de blé, ainsi qu'un droit de patronage appartenant à l'église de Bera pour six livres, monnaie de Langres. La prestation se fait déjà tantôt en nature, tantôt en argent, mais elle est toujours fixe ; c'est là le point essentiel qui fait de l'amodiation un contrat original. De même que dans la charte de 1227, après le décès du preneur, les biens amodiés reviendront au bailleur (4).

(1) *Ibid.* « ...Iam dictus abbas decimas prenotatas denuntiare faciet in ecclesia Mirabelli et quicumque plus dare voluerit de decimis supradictis infra octo dies denunciationis facta sufficienti securitate accipiat alioquin ipse abbas cui voluerit admodiabit... »

(2) *Ibid.* « ... Has vero pactiones et donationes sepedictus dominus Mirabelli et uxor ipsius Clementia et filii sui videlicet Huo et Henricus iurauerunt se seruare imperpetuum et tenere si etiam ipse dominus (quod absit) ab his pactionibus resiliaret et infra xl dies post ammonitionem abbati supra dicto competenter non satisfaceret tam dicte decime quam tertie ad ecclesiam Sancti Stephani diuionensis libere reuerterentur... »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze : Copie des titres de l'abbaye de Saint-Pierre de Bèze*, t. I, reg. 130, f° 192.

(4) *Ibid.* « ...Et sciendum est quod post decessum meum prædicta omnia admodiata videlicet dicta tertia pars dictarum decimarum vna cum dicto patronatu ad prædictum abbatum integraliter reuertentur. »

En 1287, une autre amodiation de dîme emploie une terminologie différente. X... « a laisse et laissoi a mooison et a ferme » à Renaut d'Argilly, prévôt d'Auxonne, la dîme de Saint-Seine pour la vie dudit Renaut ; après son décès, la dîme fera retour au bailleur « quittes et deliures (1) ».

De l'étude de ces trois textes, les seuls que nous ayons pu trouver pour Dijon, nous pouvons tirer les conséquences suivantes : au treizième siècle, on emploie toujours à Dijon et dans les environs, le même type de contrat pour les dîmes ; l'amodiation est faite pour la vie du preneur ; le droit réel est transféré pour le temps de l'amodiation et, à l'expiration du terme, la chose louée redevient la propriété du bailleur sans aucune formalité spéciale, le nouveau transfert s'opérant de plein droit.

Mais ces solutions ne peuvent être étendues à toute la Bourgogne. Si nous groupons en effet les documents du cartulaire d'Autun, nous nous trouvons en présence d'un système de bail totalement différent et si on obtient les mêmes résultats qu'avec l'amodiation, ce n'est point encore ce contrat tel que nous le concevons. Le mot amodiation a pénétré avec beaucoup de difficulté à Autun, où l'ancienne terminologie est suivie avec persistance ; on fait une *traditio ad censam* ; mais comme on a la ferme intention de rompre avec les anciennes institutions qui transfèrent un droit perpétuel, on passe d'un extrême à l'autre dans la durée de la concession ; la *traditio ad censam* pour la vie aurait eu l'inconvénient de ressembler étonnamment au bail à cens, qui à ce moment tendait à devenir viager ; on amodie donc pour le délai le plus court, c'est-à-dire pour une année (2). Ainsi le mot cens

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, t. I, reg. 130, f° 278 : « Et apres le deces doudit Renaut, lidiz dismes reuient a moi ou a mes successeurs quittes et deliures. »

(2) De Charmasse, *Cartulaire de l'évêché d'Autun*, dit *Cartulaire rouge*,

désigne indifféremment à Autun, au treizième siècle, le bail perpétuel et le bail temporaire. Mais dans ces trois chartes, la redevance est fixée en argent et la preuve du paiement sera faite simplement par la foi rattachée au serment (1).

Si des baux concernant les perceptions administratives, nous passons à l'amodiation considérée comme bail rural, nous rencontrons un plus grand nombre de pièces, qui, pour la plupart, confirment les caractères déjà signalés dans les chartes précédentes.

C'est tout d'abord en 1229 une amodiation de moulins très curieuse (2) ; P..., abbé de Saint-Etienne, a amodié ses moulins à Hugon de Genlis pour neuf années ; chaque semaine, pendant les neuf années, l'amodiateur rendra quatorze quartauts de froment comme prestation fixe, et la moitié du froment qu'il recevra dans ces moulins ou leur valeur en argent ; au cours de la première

p. 289, n° 50 : « ...Tradimus ad censam ad bona usagia. . decimam dicti loci anni presentis... » (1272.) — *Ibid.*, p. 289, n° 51 : « .. Ascensamus et ad censam tradimus capellano de Channens, recipiente ipsam censam ad opus et nomen capellani de Paysiaco, a festo beati Johannis proximo futuro usque ad unum annum. » (21 juin 1272.) — *Ibid.*, p. 290, n° 52 : « Nos magister Aymo de Pesmis... tradimus ad censam viro venerabili Bartholomeo... decimam anni presentis de Sant. Drens... » (21 juin 1272.)

(1) De Charmasse, *textes précités*, p. 289, n° 50, prix de l'amodiation : « centum solidorum viennensium » par an, que le preneur s'engage à payer par serment. « ...Super qua perceptione debemus credere dictum mandatum juramento ipsius ascensatoris sine alia probatione. » — *Ibid.*, p. 289, n° 51, prix « sex librarum viennensium ». « . Promittit dictus capellanus de Chaneus eidem reddere et integre resarcire, et super eisdem credere juramento ipsius mandati sine alia probatione. » — *Ibid.*, p. 290, n° 52, prix 70 livres viennoises : « ...Super qua receptione crederetur juramento ipsorum ascensatorum, sine alia probatione. »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 356 (publiée par M. Collette, *op. cit.*, n° 79) : « Seiant omnes tam futuri quam presentes quod P.. abbas et conuentus Sancti Stephani diuionensis amodiauerit Hugoni de Genleio molendina sua que dicuntur Sancti Stephani in hunc modum videlicet quod dictus Hugo reddet dicto abbati uel [suo man]dato singulis ebdomadis vsque ad nouem annos quatuor decem cartallia frumenti et dimidium illius frumenti quod in ipsis molendinis recipiet uel ad valorem nec dictum frumentum peiorabit excepta septimana natiuitatis. »

année, le preneur devra mettre dix livres dans les constructions du moulin, et cent solides pendant chacune des huit autres années ; cet apport en argent est la survivance d'un des caractères essentiels du métayage que nous avons déjà signalé précédemment ; le fermier maintiendra en bon état les immeubles loués (1). Pour assurer l'exécution du contrat, l'amodiateur donne des pleiges qui seront tenues à sa place, en cas de défaut de sa part (2).

Dom Plancher rapporte dans ses preuves justificatives (3) une amodiation de moulins passée en septembre 1237. Nicolas, prieur de Larrey, Lugette, prieuse, et Renauda Celeraria, donnent et concèdent un moulin pour vingt années à Mathos de Caroloco (4) ; le preneur est tenu de donner chaque semaine au bailleur une émine de blé (5) ; nous trouvons, comme dans la charte précédente, l'obligation pour l'amodiateur d'effectuer un apport en amélioration ; il devra reconstruire la maison, qui s'élève sur le moulin, et faire dans la maison située derrière, deux roues de moulins sur de bonnes colonnes

(1) *Ibid.* « In primo anno debet in edificiis molendini ponere x libras, in aliis uero octo annis ponet annuatim c solidos et secundum arbitrium abbatis supradicti, molendina et esclusas debet manutenere. »

(2) *Ibid.* « Has uero pactiones dictus Huguenot per sacramentum suum promisit, fideliter et firmiter obseruare et si in aliquo deficeret quod absit, Willermus de Roua tunc prepositus Diuioni et danz Mathex Foune ad mandatum dicti Hugonis dictas pactiones obseruarent et tenerent et super hoc vnusquisque eorum de medietate et se et sua tanquam plegius et debitor in manu iam dicti abbatis obligauit. »

(3) Plancher (dom Urbain), *Histoire générale et particulière de Bourgogne avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives*, Dijon, 1739, t. I, preuve n° CLXXXIV, extraite des archives de l'abbaye de Saint-Bénigne.

(4) *Ibid.* « ...Notum facimus vniuersis presentes litteras inspecturis quod nos de communi consensu et voluntate totius conuentus Ecclesiæ nostræ dederimus et concesserimus Mathos de Caroloco dilecto nostro a festa assumptionis beatæ Mariæ nuper preterito usque ad viginti annos, molendinum nostrum novum quod est inter... »

(5) *Ibid.* « ...Quod idem Mathos vel mandatum ejus tenebitur reddere nobis vel mandato Ecclesiæ nostre qualibet ebdomada vnam heminam frumenti... »

de pierre ; puis comme dans la plupart des textes de ce genre on trouve la clause de maintenir en bon état (1). Le bailleur a transféré le droit réel pour la durée du bail : témoin la clause de retour avec les améliorations (2).

En 1250, une autre amodiation de moulins est consentie par les religieux et le couvent de Saint-Etienne (3), qui *tradiderunt et concesserunt* pour neuf années tous les droits qu'ils possèdent sur le moulin de Chevigny-Saint-Sauveur (4). Les bailleurs garantissent la jouissance paisible au preneur ; ce dernier promet en retour de maintenir en bon état, même d'améliorer, et s'engage à ne pas vendre ou obliger les biens loués (5).

Un document de 1240 donne des indications détaillées sur la mise en ferme d'un domaine (6) ; Haymo de Bello

(1) *Ibid.* « ...Idem autem Mathos tenetur refacere domum que est super dictum molendinum, in bono statu manutere et etiam tenetur facere in domo que est retro duas rotas molendinorum molentes super bonas columnas lapideas secundum respectum honorum. »

(2) *Ibid.* « ...Dictis autem viginti annis transactis... dicta molendina cum omni melioratione et edificio quod ibidem factum fuerit ad nos et ad ecclesiam nostram libere, quiete et pacifice et absque ullo debiti onere remeabunt... »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 332.

(4) *Ibid.* « ...Tradiderunt et concesserunt... quicquid habent et habere possunt et debent in molendino eorum de Cheuigneio Sancti Salvatoris, in omnibus redditibus, exitibus, prouentibus et commodis quibuscumque. »

(5) *Ibid.* « ...Promiseruntque et tenentur, bona fide totum ius eorum predicti molendini per dictos nouem annos garentire mihi, uel meis heredibus, si de me quod absit, aliquid humaniter interim contigitur contra omnes et in nullo per te uel per alios contraire. Itaque quod ego teneor et promitto, in bono statu molendinum dictum, tenere per dictum terminum in eo scilicet quo ipsum molendinum accepi uel in meliorari, nec ipsum molendinum interim alicui vendere uel obligare potero seu ponere in manum alterius, nisi redditus, fructus et exitus eiusdem molendini de quibus meum modis omnibus facere potero voluntatem. Elapsis autem dictis nouem annis et omnibus supradictis penitus adimpletis, dictum molendinum in bono statu, in eo scilicet quo ipsum accepi uel in meliori quite, libere et sine conditione quilibet et absque debitorum onere uel alterius obligationis ad dictos abbatem et conuentum et eorum ecclesiam pacifice reuertetur. »

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 332, année 1240.

Manso reconnaît *se recepisse et retinuisse ad admodiationem* pour quinze années toutes les terres, prés, vignes, etc., du domaine de Sennecey, moyennant une redevance annuelle de quarante-huit émines de blé et deux émines de fèves (1). Le bailleur exige comme dans les amodiations de moulins qui précèdent, un apport en amélioration ; mais les réparations ou constructions à faire ne sont pas déterminées, seul le montant de l'apport est fixé en argent, le preneur promet de mettre trente livres *in agrementatione dicte domus*, dans le délai de cinq ans (2).

L'amodiateur a-t-il la saisine ? Nous répondrons oui sans hésiter, car nous le voyons promettre sous serment de ne pas obliger, vendre, sans la volonté du couvent (3); c'est donc qu'il a un droit réel ; au surplus, il est stipulé qu'à l'expiration du terme, les biens retourneront libres et quittes aux bailleurs ; mais on craint que ce nouveau transfert ne puisse se faire seul du preneur au bailleur, sans une nouvelle investiture ; aussi, pour être plus certain de ne pas laisser passer le terme, il est stipulé que l'amodiateur devra à l'expiration de la quatorzième année réinvestir l'abbé et le couvent ; malgré cela, pour que le preneur ne perde pas le bénéfice des fruits d'une récolte, il les percevra pendant la quinzième année et n'emmènera

(1) *Ibid.* « Haymo de Bello Manso recognovit se recepisse et retinuisse ad admodiationem a viris religiosiis... domum eorum de Senceyo et omnes terras, vineas, et censas ad eandem domum pertinentes de quibus sunt inuestiti... pro quadraginta et octo eminis bladi, medietate frumenti et medietate auene, de blado scilicet quod crescit in terris domus predictae et pro duabus eminis fabarum ad mensuram Diuionis tradendis et deliberandis annuatim... »

(2) *Ibid.* « ...Haymo tenetur et promisit coram nobis ponere infra quinquennium in agrementatione dicte domus et pertinenciarum ipsius triginta libras diuionenses ad visum et respectum dictorum abbatis et conuentus... »

(3) *Ibid.* « ...Quod dictam domum et eius pertinencias aut aliquid earumdem non vendet et obligabit alicui, seu alienabit uel in alienam manum transferet nec de voluntate dictorum abbatis et conuentus. »

ses troupeaux seulement qu'à la fin de cette dernière année ; du reste il paiera la redevance fixée comme s'il avait encore la saisine (1). Dans le cas où Aymon mourrait au cours du bail, les héritiers tiendront la maison pendant l'année du décès aux mêmes conditions que leur ayant cause et après cette année il réinvestiront l'abbé et le convent (2).

Pour cette catégorie de baux, le cartulaire d'Autun est toujours fait suivant un type et une terminologie différents ; en 1254 (3), *Guillermus dedit et concedit* à Guido de Capis, pour sa vie, tout ce qu'il possède *apud Canabas et in fasco de Malleio*, moyennant une *censiva* annuelle de 280 livres (4). L'expression *dedere et concedere*, ainsi que la clause de retour à la mort du preneur, nous montrent que le droit réel avait été transféré (5).

(1) *Ibid.* « Elapsis vero predictis quindecim annis dicti domus et eius pertinencie cum omni augmentatione dictarum triginta librarum, ad dictos abbatem et conuentum quite et libere, et absque contradictione et debitorum onere reuertentur. Ita tamen quod in vltimo anno, dicti abbas et conuentus de dictis terris inuestient et dictus Haymo, fructus de terris quas seminauerit, recipiet et colliget et dictas quadraginta et octo eminas dicti bladi et duas eminas fabarum reddet eisdem, secuti de quintodecimo anno et de domo predicta suas pecudes extrahet et ex tunc in ipsa domo et eius pertinenciis predictis nihil poterit reclamare. »

(2) *Ibid.* « Et si quid absit infra predictum terminum ipsum Haymonem mori contigit, heredes ipsius predictam domum et eius pertinencias... illo anno quo obierit tenebunt eodem modo et eodem statu quo eas, dictus Haymo tenuerit uel in meliori et dictam admodiationem persoluent et anno obitus predicti Haymonis elapso predicta omnia jam dictos abbatem et conuentum omni deuestient sicut superius et expressum. »

(3) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, t. I, p. 184, n° 107 (orig. aux Arch. de la Côte-d'Or).

(4) *Ibid.* « Nos Guillermus, decanus, totumque capitulum Eduense, notum facimus... quod nos secundum antiquam, approbatam et hactenus obseruatam consuetudinem ecclesie nostre quicquid habemus et debere habemus... apud Canabas... et in fasco de Malleio... et pertinenciis... tam hominibus quam domibus, vineis, terris... dedimus et concessimus... Guidoni de Capis... quiete habenda quamdiu vixerit et pacifice possidenda sub annua censiu ducentarum et quatuor viginti librarum... annuatim reddendarum... »

(5) *Ibid.* « ...Post decessum vero ipsius prepositi, uel si ipsum contigerit canoniam Eduensem dimittere omnia predicta cum omnibus acqui-

Le mot amodiation qui, disions-nous dans un précédent chapitre, a été totalement ignoré à Autun jusqu'au quatorzième siècle, apparaît cependant, en 1257, dans un bail viager de la terre de Mailly (1), et cette présence exceptionnelle peut s'expliquer par ce fait que Mailly étant près d'Auxonne et par conséquent à proximité de Dijon, l'acte a pu être rédigé par un clerc de Dijon, au nom du chapitre d'Autun, et il a employé les formules qui lui étaient habituelles, car c'est le seul exemple que nous ayons trouvé.

Martel de Mailly, chevalier, fait savoir qu'il prend sa vie durant, à titre d'amodiation, tout ce que le chapitre d'Autun possède à Mailly, moyennant 26 émines de blé et avoine et 34 livres, qu'il s'engage à payer aux termes fixés ; il promet en outre *bona fide possidere et in bono statu tenere*. A la mort de l'amodiateur, les biens feront retour au chapitre avec les améliorations et sans aucune charge du fait des débiteurs. L'évêque de Chalon prononcera une sentence d'excommunication contre le preneur un mois après avertissement, s'il ne satisfait pas aux clauses du bail.

Dans cet acte, comme dans les précédents, il y a une concession de droit réel sur la chose louée ; c'est, du reste, le cas général à cette époque, même lorsqu'il s'agit de la mise en ferme d'un droit incorporel ; ainsi, nous trouvons le 9 juillet 1272, à Autun, un bail à ferme de droit de banvin, dans lequel Aymo de Pesmes *tradit vel quasi et concedit... ad bona vsagia* à Hugoninus et Jean le ban du vin pour une année, moyennant 200 livres

ramentis, meliorationibus et edificiis ab eodem preposito ibidem faciendis, ad nos et matrem ecclesiam nostram Eduensem libere et sine contradictione aliqua reuertentur et absque vlllo honore debitorum. »

(1) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, t. II, 3^e partie, p. 47 et 48, n° 64 (décembre 1257).

viennoises (1) ; le preneur possède bien le droit réel, mais comme il s'agissait d'un droit incoporel, on a fait une *quasi traditio*.

Enfin, pour terminer cette énumération des quelques chartes, assez rares du reste, qui établissent l'existence de l'amodiation en Bourgogne au treizième siècle, nous citerons encore deux pièces intéressantes. D'abord une amodiation de monnaie faite en 1273 (2) ; l'abbaye de Saint-Eltienne donne et concède *ad firmam seu annuam pensionem* à Robert, duc de Bourgogne, sa vie durant, la moitié de la monnaie de Dijon, que possède le monastère, moyennant une redevance annuelle de 75 livres ; à la mort du duc, cette moitié fera retour à l'abbaye *pacifice et quiete*. Puis voici un texte où pour la première fois est employée la formule consacrée au siècle suivant pour caractériser notre contrat : *retinere ad firmam seu admodiacionem* ; c'est une amodiation du patronage de Franxault, consentie en 1287 (3), pour une année, à Guillermetus dit Mareys par l'abbaye de Saint-Eltienne, moyennant 100 solidos viennois par an (4). Pour sûreté du paiement, le preneur présente des fidéjusseurs responsables, chacun *in solidum pro toto dicto debito* ; tous obligent leurs biens en général (5).

(1) De Charmasse, *Cartulaire de l'évêché d'Autun*, p. 291, n° 53.

(2) Rapportée par Pérard, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*, Paris, 1664, p. 525.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Eltienne, Cartulaire copié par Richard Arviset*, reg. G. 132, f° 200.

(4) *Ibid.* « ..Ego retinui ad firmam seu admodiacionem... pro centum solidis monete viennensis legalium pro toto termino. »

(5) *Ibid.* « ...Ad maiorem securitatem, ego Peronella, relicta Girardi dicti Noirot de François et ego Jacobus, filius dicte Peronelle, ad preces et requisitionem dicti Villermeti constituimus et obligamus nos pro ipso in manu dicti Pontii quilibet nostram insolidum pro toto dicto predicto debito et damnis, fideiussores et redditores in pecunia numerata uel in contagiis sufficientibus et portabilibus et ductilibus in foro deliberandis Diuione per iuramenta nostra... »

Par l'étude de ces différents textes, on peut aisément se rendre compte que le point de départ de tous les efforts est, au treizième siècle, la recherche des moyens propres à éviter la perpétuité des baux, et nous trouvons trace de cette orientation dans deux bulles, par lesquelles le pape permet à Saint-Bénigne de donner ses biens en emphytéose et à la vie des preneurs, à condition qu'il n'y ait pas perpétuité (1). Mais les procédés, pour atteindre ce but, diffèrent pendant cette période de début, suivant que les baux sont passés à Dijon ou à Autun ; car ce n'est pas sans difficulté qu'on arrive à trouver une forme stable à une institution naissante. Ainsi à Autun, à part une exception, on ne connaît pas l'amodiation proprement dite avant le quatorzième siècle et même à Dijon, il existe parfois des confusions de termes, le mot cens s'appliquant à des amodiations (2) et ce dernier terme désignant des baux perpétuels (3).

Il est également difficile de tirer de ces chartes des règles fixes sur la durée de la concession ; la plus grande liberté était laissée aux parties, et à côté d'amodiations pour une année, nous trouvons dans la même catégorie,

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Bénigne*, liasse I, Privilège des papes. Bulle du pape Alexandre IV qui permet à l'abbaye de Saint-Bénigne de donner ses biens à emphytéose et à la vie de certaines personnes (12 janvier 1256). « ...Quod de bonis et redditibus ejusdem monasterii aliqua clericis ipsis ad certum tempus vel eorum vitam prout expedire videritis assignare possitis juramento quod de non alienandis vsque ad certum tempus ipsius monasterii bonis prestitisse dicimini, non obstante auctoritate vobis presentium vestris precibus inclinati plenam concedimus facultatem. » — Bulle du pape Innocent IV qui défend à Saint-Bénigne d'aliéner ses biens, prieurés ou autres, à des clercs ou des laïcs, même pour liquider des dettes (1253).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 405 : « Nos Hugo dictus Maigniens de Varrenge et Tyceneta eius vxor, notum facimus. . quod nos accensimus seu ad censam accepimus et retinuimus... per duodecim annos. » (1282.)

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 127 : « ...Nos retinemus pro nobis et nostris heredibus ad admodiacionem siue ad censam annualem ad perpetuitatem. . » (1287.)

des baux pour la vie, ou tout au moins pour neuf, quinze, vingt ans.

Mais ce qui en ressort avec évidence, c'est que, durant cette période, il n'existe pas encore de lien de droit personnel entre les parties contractantes. Sous l'influence des autres contrats qui confèrent au preneur un droit réel, on croit qu'il est impossible d'agir différemment ; aussi trouve-t-on dans beaucoup de chartes un transfert de droit réel pour la durée de la location ; le bailleur investit le preneur de la propriété de la chose, et celui-ci, à l'expiration du terme, doit réinvestir le propriétaire (1). Plus tard, ce formalisme de la saisine obligatoire s'affaiblissant, on déclare par une clause formelle, que les biens retourneront (*revertentur*) de plein droit au bailleur sans qu'il soit besoin de réinvestiture ; mais ici, comme précédemment, l'attribution du droit réel ne saurait faire aucun doute (2). Enfin, à défaut de ces deux indices, la présence de ce droit est attestée soit par l'interdiction pour le fermier de vendre, obliger ou aliéner, qui ne se comprendrait pas si le preneur n'avait qu'un droit précaire (3), soit par l'expression *tradere et concedere* qui est assez répandue ; pour qu'il soit fait une *traditio*, il faut nécessairement qu'on ait l'intention de créer un lien de droit réel entre les parties (4).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 373. — Liasse G. 332 (année 1250), *textes précités*.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, t. I, reg. 130, f° 192, *texte et passage précités*. — *Ibid.*, f° 278, *texte précité*. — Dom Plancher, *texte précité*. — De Charmasse, t. II, p. 184, n° 107 *précité*.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 332 (année 1240). — Même liasse (année 1250), *textes précités*.

(4) De Charmasse, *Cartulaire de l'évêché d'Autun*, nos 50, 51 et 52 *précités*. — *Fonds Saint-Etienne*, liasse G. 332 (année 1250), *précité*.

CHAPITRE V

Etude générale de l'amodiation aux quatorzième, quinzième et seizième siècles.

Accroissement du nombre et de la variété de ses applications. —

Elle emprunte sa forme extérieure à l'ancien bail à cens. — Existence d'une double lettre : lettre de retenue, lettre de concession.

— Leur rôle. — Etude de la lettre de retenue. — Etude de la lettre de concession. — Lien de droit qui existe entre les parties au cours de cette période. — Conclusion.

Rare encore pendant les deux premiers tiers du quatorzième siècle, comme elle l'était pendant la période précédente, l'amodiation se développe en nombre et en applications diverses à partir de 1360, et surtout pendant les deux siècles suivants qui marquent son apogée.

C'est alors qu'elle entre dans la pratique courante, grâce à ses avantages nombreux, lorsqu'il s'agit de profits qui ne sont pas fixes, en un mot, pour le domaine muable comprenant les biens dont les rentes croissent et décroissent, selon qu'on trouve ou non des preneurs pour les exploiter, par opposition avec le domaine immuable (1).

(1) Cette distinction entre le domaine muable et le domaine immuable se retrouve dans la comptabilité des châtelains. M. Seignobos la rappelle.

Ses applications sont les plus originales et les plus inattendues ; non seulement on baille à ferme les biens ruraux tels que terres, prés, moulins, fours, vignes, perrières, tuileries, mais aussi les revenus des abbayes, cures, tabellionages, chapellenies, seigneuries, domaines, droits de quête et de banvin, péages etc., et chacune de ces adaptations a ses règles qui lui sont propres.

Cette marche ascendante du quatorzième siècle au seizième siècle, nous est affirmée, non seulement par les cartulaires des différentes abbayes, par les protocoles de notaires et les chartes diverses, dont le nombre s'accroît à mesure qu'on s'approche du dix-septième siècle, mais aussi par les terriers de l'époque, dont beaucoup ont un chapitre spécial pour l'indication des amodiations (1), ainsi que par les comptes des prévôtés et des bailliages de la Côte-d'Or, qui pour la plupart signalent le produit des nombreuses amodiations faites à cette époque par les prévôts et les baillis (2).

« Le chapitre des deniers se décompose ainsi qu'il suit. Pour les recettes : 1^o rentes à héritage qui ne montent ni ne baissent (ce sont les censives, invariables à titre de fermage) ; 2^o rentes muables qui croissent et décroissent. (Sous ce nom sont compris : 1^o les tailles à volonté ; 2^o les tailles abonnées et les franchises ; 3^o les produits de l'amodiation des terres : dîmes, tierces, fours, moulins, pressoirs, marchés, ventes, éminage, etc.) » (Seignobos, *Le régime féodal en Bourgogne jusqu'en 1360*, p. 274.) Cette classification était du reste d'application courante même au quinzième et au seizième siècles de la part des financiers pour les finances royales. — Voir Jacqueton, *Documents relatifs à l'administration financière en France, de Charles VII à François I^{er}* (1443-1523), Paris, Picard.

(1) Voir entre autres les terriers rapportés par M. Seignobos, *op. cit.*, dans l'Appendice, et en particulier le compte du châtelain de Montréal, en 1356 ; à l'article 3 de la *recette des deniers*, nous lisons ceci : « 3. Rentes muables qui montent et baissent en fermes que l'on afferme au plus grant pris que l'on puet. » (Suit l'énumération de nombreuses amodiations consenties par le châtelain et le taux de leur produit.) Souvent, dans ces terriers, on trouve l'expression « amoissonner » pour amodier. Seignobos, *op. cit.*, p. 371, prisee du franc alleu du Vault en 1347 ; p. 390 et *passim*.

(2) Archives de la Côte-d'Or, série B, t. I, du n^o 1368 à la fin (Cour des comptes), et en particulier, cahier B. 2652, Auxerrois, compte de Germain Grail, receveur des aides ; ferme de l'imposition de 12 deniers par livre des

Au quinzième siècle en particulier, l'amodiation devient le mode général de louage pour les biens d'Eglise ; elle prend une place si prépondérante que dans le serment des abbés de Saint-Etienne on trouve une formule par laquelle l'abbé entrant en fonctions, jure de ne pas donner à bail les biens de l'abbaye, sans délibération préalable du conseil (1). Pour que cette clause ait été introduite dans le serment, il fallait que ce contrat fût fréquent.

Si maintenant nous essayons de synthétiser les différentes amodiations de cette période pour en dégager un type juridique déterminé, et en retracer l'évolution, la première remarque qui s'impose à l'esprit, c'est que les notions flottantes du siècle précédent, qui s'expliquaient par l'influence des autres contrats venant tour à tour l'impressionner, s'effacent peu à peu pour la laisser transformée en une institution nettement déterminée et assise dans ses grandes lignes. Son ossature, solidement établie, restera désormais la même jusqu'à la fin du dix huitième siècle ; seules, les règles de détail, seuls, les perfectionnements dont l'utilité apparaîtra avec les besoins économiques nouveaux et le développement des idées juridiques viendront, à partir de cette époque, modifier notre contrat dans nombre de ses clauses et dans son champ d'application ; les garanties offertes au preneur, les sûretés que celui-ci pourra donner au bailleur varieront, se compléteront, mais les caractères primordiaux, les principes resteront intacts. Seule toutefois, la notion du droit transféré au preneur demeurera confuse pendant tout le cours

vins vendus en gros dans la ville d'Auxerre, adjugée pour 1,040 écus (1579). — Cahier B. 2641 (1569-1573), Auxerrois, compte de la ferme générale du domaine au bailliage d'Auxerre pour quatre années, présenté par François Delyc, fermier. — Cahier B. 3069, compte d'Antoine Lauxerrois (1528-1529). — Reg. B. 3266 (1529-1532), compte de Gillot Brunet, etc.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne, Cartulaire de l'abbaye*, reg. G. 134, f° 192 r°.

de l'évolution et donnera prise, jusqu'à nos jours, aux controverses les plus ardentes.

Au point de vue de la forme, quant à son aspect général, l'amodiation est, durant cette période, conçue sur le mode du bail à cens, non pas tel qu'il existe au quinzième siècle, après sa fusion avec l'emphytéose, mais tel qu'il était auparavant ; ainsi l'on voit, dès lors, ces deux contrats se développer concurremment, le bail à ferme continuant l'ancien bail à cens, ce dernier se modifiant et portant depuis sa jonction avec l'emphytéose, l'exercice des droits de lods, retenue et amende (1).

Comme dans le bail à cens, l'existence d'une double charte ou lettre pour chaque amodiation ne saurait faire aucun doute ; on rencontre des lettres de retenue aussi bien que des lettres de concession, et il a dû en être ainsi pour chaque bail : à la lettre de retenue dans laquelle le preneur dit « j'ai retenu » s'oppose la lettre de concession par laquelle le bailleur fait connaître qu'il « concède ou donne à bail ». L'une s'oppose à l'autre, elles se correspondent exactement et on les appelle souvent lettres controverses.

Sans doute, on peut objecter qu'on rencontre bien peu de lettres de concession en comparaison du nombre considérable de lettres de retenue ; mais ce fait ne prouve pas du tout que les deux actes n'aient pas toujours été rédigés.

M. Gally explique du reste fort bien cette disproportion : « Il faut songer en effet, dit-il, que ces deux documents rédigés en même temps, les parties les échangeaient. Déposé dans les archives du bailleur, grand propriétaire, seigneur ou monastère, le premier était soigneusement conservé. La lettre de concession au contraire, remise au

(1) Sur la forme de l'ancien bail à cens, voir Gally, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

preneur, c'est-à-dire à un individu ordinairement pauvre, était exposée à de nombreux risques de perte. Fatalement, après plusieurs siècles, elle était condamnée à disparaître (1). » C'est pour quoi du reste, des quelques lettres de concession que nous avons retrouvées, une grande partie émane des protocoles de notaires ; le bail étant fait entre particuliers, le tabellion constatait aussi bien la concession que la retenue.

De l'existence simultanée de ces deux lettres, il ne faudrait pas conclure à la nécessité d'un écrit pour que le contrat fût valable ; d'abord, formaliste dans les débuts, le contrat devint rapidement consensuel et fut parfait sans aucun écrit (2). La preuve en peut être tirée de ce fait que dans toutes les chartes, le bailleur ou le preneur parlent au passé ; ils reconnaissent par les présentes « avoir retenu, avoir baillé (3) ». Le contrat, au moment où l'acte est rédigé, est donc déjà formé et les deux lettres ne sont que des *instrumenta* destinés à servir de preuve et non pas des conditions essentielles de la formation de la convention.

Dans la lettre de retenue, l'amodiateur annonce, reconnaît en présence du tabellion, qu'il a pris, retenu à ferme ou amodiation soit seul (4), soit avec d'autres solidaire-

(1) Gally, *op. cit.*, p. 59.

(2) Glasson, *op. cit.*, t. VII, p. 628.

(3) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, 3^e partie, p. 292. Geoffroy de Commune reconnaît « accepisse et retinuisse titulo admodiationis seu firmæ » (29 juin 1365). — Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f^o 11. Johannes Laurencii reconnaît « se tradidisse ad firmam et admodiationem » (décembre 1409). — *Cartulaire de Bèze*, t. II, reg. H. 131, f^o 489 : « Recognovit se retinuisse et accepisse ad firmam seu admodiationem... » (1385.) — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f^o 95 (1431). — Liasse G. 357 (1457).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 : « In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc^{mo} trigintesimo sexto, mense mayo, Johannes dictus Gencez de Verrangiis, notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide retineo ad firmam... » (mai 1336.) — *Protoc. de Jehan Durand*, reg. E. 2196, f^o 1 (1518), et autres.

ment (1), un bien rural ou l'administration d'un domaine, d'une cure, etc. ; quand il y a plusieurs retenueurs, ceux-ci déclarent d'avance renoncer au bénéfice de division, de discussion, et s'engager l'un pour l'autre (2) ; si l'un ou plusieurs des preneurs ne sont pas présents à l'acte, ceux qui y assistent se portent forts pour les absents et s'engagent à faire ratifier les lettres qui viennent d'être rédigées (3). Suit la mention du nom du bailleur et l'indication de la chose, objet du bail, la description est généralement très détaillée ; pour un immeuble rural, on indique la délimitation du bien, et s'il s'agit d'un bail administratif, on décrit soigneusement les choses sur lesquelles portera l'administration. Puis vient la mention de la durée du bail, pour laquelle il n'y a pas de règle fixe et qui varie entre une année et la vie du preneur ; les délais les plus fréquents sont un an, trois ans, six ans, neuf ans, douze ans, quelquefois vingt-quatre ou la vie. Le délai est indiqué également avec précision ; il part de telle date pour prendre fin à telle autre ; lorsqu'il s'agit de biens ruraux, comme il faut tenir compte des ensemencements et en attribuer le produit soit au locataire, soit au propriétaire et que les récoltes ne peuvent être parfois possibles qu'après l'expiration du délai strict, on ne se contente pas d'exprimer le nombre des années, on indique combien il y aura

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 : « ...Perrenetus le Fouldiet, Phiertus Micloti et Denisetus Regis, omnes de Janleyo, recognouerunt et publice confessi sunt se et eorum quelibet, insolidum cepisse et retinuisse... » (Année 1457.) — Reg. G. 420, f° 29 (1501). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f° 42 (1404). — *Ibid.*, reg. B. 11322, f° 1 (1406). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, f° 434, t. II, et autres.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325. Jehan Chailley et Jehan Lucot « chacun par soy en renonceant au benefice de diuision prennent et retiennent a ferme et admodiation » (1467). — G. 325 (1532). — *Ibid.* (1534). — G. 357 (1535). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11341, f° 42 (1430).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 135, f° 425 : « ...Icelluy Bouree a ce present preneur sans tiltre, ledit temps durant, tant pour luy que ledict Derequeline duquel il se fait et porte fort en

de perceptions de fruits (1). La prestation est ensuite décrite; elle consiste soit en argent, soit en nature, soit enfin en l'un et l'autre par partie; elle est toujours fixe et payable à des termes prévus par le bail; quand elle est exigible en argent on détermine la nature de la monnaie, s'il s'agit de grains on règle à peu près la qualité; généralement elle devra être « loyale et marchande (2) ».

Le preneur s'engage à payer la redevance aux termes convenus, ainsi qu'à observer tout ce qui est contenu dans l'acte; on rencontre presque toujours, conformément à cette clause générale, l'obligation pour le fermier de bien cultiver, de labourer, de maintenir en état, de jouir en bon père de famille de la chose louée, quelquefois de mettre en état de terres arables ou de défricher si ce n'est fait (3); le preneur promet, dans certains actes, de ne pas

ceste partie, promectant luy faire ratiffier et auoir pour bien agreable le contenu et le faire obliger avecq luy l'un pour l'autre et chacun d'iceulx seul et pour le tout sans diuision corps et biens au paiement de ladite ferme... » (1581.) — *Cartulaire de Bèze*, H. 132, f° 175 (1580). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 30 (1397).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 : « ...Confessi sunt se et eorum quelibet insolidum cepisse et retinuisse et per presentes capiunt et retinent ad firmam seu admodiacionem per terminum et spacium nouem annorum die festi beati Georgii proximo venturi incipientes et post continue sequentes scilicet per nouem leuaciones et perceptiones fructuum a reuerendo in Christo patre domino Theobaldo... presente et acceptante et eis tradente ipso termino durante suas terras et prata sibi pertinentes... stantes in finagio et territorio dicti Janleii scilicet quinque quarteria terre in loco dicto... » (1457.) — *Liasse G.* 340 (1461). — *Reg. G.* 420, f° 29 (1501). — *Cartulaire de Bèze*, H. 132, f° 178 (1580).

(2) Voir tous les textes cités dans ce chapitre.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 : « ...Quam firmam promicto... firmiter tenere, obseruare, hereditagia manutenere et cultiuare. » (1355.) — G. 357 : « ...Seront tenus lesdits reteneurs entretenir, cultiuer et laborer lesdites terres, faucher lesdits pres... rendre en bonne culture. » (1535.) — *Reg. G.* 420, f° 31 : « ...Les preneurs devront extirper, cultiuer, attrapper, nettoier, rompre et mettre a nature de terres harables bonnes a labourer, semer et a pourter grains. » — G. 357 (1457). — G. 340 (1461). — *Cartulaire de Bèze*, H. 131, t. II, f° 489 (1385) (obligation de jouir en bon père de famille). — *Cartulaire de Cîteaux*, reg. H. 188, f° 158 (3 février 1343) : promesse de « bene colere seu excoli facere ».

citer le bailleur en justice, mais au contraire de « tenir, garder, faire et accomplir ycelles lettres senz corrompre (1) » ; à l'expiration du terme, le fermier devra rendre en bon, en suffisant état ; cette dernière clause se rencontre surtout au seizième siècle où elle est quelquefois plus complète encore ; le bon état sera constaté « au dire de gens a ce cognoissans » ou les terres devront être rendues « la faux courante partout, la charrue tournante partout (2) ». De son côté, le bailleur promet souvent de garantir, de conduire et de faire jouir ; rare au quatorzième siècle où commence seulement la réaction contre l'attribution d'un droit de propriété temporaire, cette clause qui révèle les tentatives faites pour créer un lien de droit personnel entre les parties, augmente de fréquence à mesure que l'on entre plus avant dans le seizième siècle, et que, par conséquent, se développe la notion de droit personnel (3).

Toutes ces promesses, aussi bien de la part du bailleur que du preneur, sont faites sous la foi du serment donné « sur les sains euuangles de Dieu » et sous l'obligation

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1373) : « ...Je suis tenuz et promet... venir ne consentir a venir en jugement ou deffenrs jugemens taisiblement ou en appert, mas ycelles tenir, garder, faire et accomplir senz corrompre et senz faire ou venir ne consentir a venir encontre... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Huguenot Chevrey*, clerc coadjuteur du notaire de Chalon, reg. B. 11344, f° 31 (1391) : rendre en bon état « au diz et regars de gens a ce cognoissans ». — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 420, f° 29 (1501) : « Iceulx reteneurs et vng chascun d'eux sera tenu de bien et loyalement cultiuer et labouree icelles coruees, nectoyer jusques vn tour de tous buissions qui sont en icelles tellement que la charrue verse partout. » — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 119 (1558) ; f° 175 (1580) ; f° 178 (1580) ; f° 219 (1599).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1457) : « ...Et dictus reuerendus pater tenetur eisdem conducere dicta hereditagia libere, ipso termino durante. » — *Cartulaire de Bèze*, H. 132, f° 203 (1589) : « ...Promettent scauoir ledit sieur laisseur condure et faire jouir... » — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11341, f°s 40 et 42 (1430), amodiations de cures.

générale des biens du preneur, quelquefois même des deux parties (1), clause qui vient remplacer l'engagement de fidéjusseurs, sinon disparu, au moins de plus en plus rare à cette époque (2). Souvent le preneur oblige « corps et biens » au paiement de la redevance et d'une façon générale à l'exécution de ses promesses (3). Les religieux parties à un acte obligent leurs biens temporels et s'ils doivent prêter serment, ils le font tantôt sur les saints évangiles, tantôt, d'après une coutume assez fréquente en Bourgogne, « par parole de prelat avec la main au pect (4) ».

Dans de nombreux cas, on ne se contente pas de cette obligation générale des biens comme sûreté de l'exécution des conventions; dès le quatorzième siècle, le preneur

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Autun, loc. cit.*, G. 776 : « ...Promet par mon sairement pour ce donney sur sains euuangelles de Dieu corporelment et soubz l'obligation de tous mes biens mobles et non mobles presenz et auenir quelx qu'il soient decy en oultre nommie. » — *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 (1355) : « Quam firmam promieto per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter data et sub obligacione omnium bonorum meorum mobiliū et jnmobiliū... » (Voir toutes les chartes précitées.)

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 332 (1320). Cette charte est publiée par M. Parisot au n° 100 d'un fascicule qui doit faire partie de la publication intégrale du *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Etienne* dont il a été parlé (années 1309 à 1320). — G. 302 L. (1465).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 409 (1400). — *Ibid.*, reg. B. 11322, f° 1 (1406). — *Protoc. de Jean Dubois*, reg. B. 11357, f° 61 (1406). — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 135, f° 425 (1581) : « Soubzmectent... ledit Bouree son propre corps a mettre et tenir prison ferme ou le guichet des prisons dudict Chastelet de Paris et partout ou trouue sera. »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11342 (28 avril 1432) : « ...Promectons sous le veul de notre religion et obligation de tous nos biens temporelz de la selle de nous, de tenir cette admodiation ferme, aggregable. » — *Fonds Saint-Etienne*, G. 202 (1459). — Sur le serment « main au pect », *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f° 489 (1385) : « ...Reddere et soluere promisit dictus curatus bona fide in verbo sacerdotis, dextera manu sua ad pectus suum. » — *Ibid.*, reg. H. 132, t. III, f° 49 et 51 (1537 et 1538). — Voir également Viollet, *Les établissements de saint Louis*, Paris, 1881, t. I, p. 204. — Guillemard, *L'enquête civile en Bourgogne, spécialement à l'époque des derniers ducs*, Dijon, 1906, p. 30.

consent sur ses biens une hypothèque (1), puis, au quinzième siècle, ces sûretés deviennent plus fréquentes ; à côté des fidéjusseurs et des hypothèques tantôt spéciales, tantôt générales, voire même mobilières (2), on voit des fermiers fournir des pleiges et des cautions pour garantir au bailleur le montant de la redevance à laquelle ils se sont engagés (3).

Ces obligations générales énoncées, les parties déclarent renoncer d'avance à toutes les exceptions qu'elles pourraient soulever en justice ou même en dehors de tout procès ; quelquefois cette renonciation est très générale et s'étend à toutes choses contraires aux conventions ; mais le plus souvent on fait une longue énumération des différentes exceptions qui peuvent être opposées : de fait et de droit, de barat, de fraude, de

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 (mai 1336) : « ...Obligo et ypotheco specialiter et expressa, mansum, domum mei predicti Johannis, retentoris, situm apud Verrangias et quandam meam peciam terre, continentem vnum jornalem, sitam... » — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, f^{os} 477 et suiv. (1381) : « Promettent d'observer, abbe et couvent de Beze sous le vœu de notre religion et hypothèque de tous biens temporels de nous et du monastere. »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1466) : « ...Soubz hypothèque et expresse obligation de tous et singuliers leurs biens et des biens de leurs hoirs tant meubles comme heritages presens et aduenir quelconques. » — G. 325 (1450) : « ...Et sub ypotheca et expressa obligatione omnium et singulorum bonorum... » — G. 325 (1467). — G. 364 (1456). — G. 202 (1465). — Reg. G. 135, f^o 425 (1581). — *Protoc. de Jehan Durand*, reg. E. 2196, f^{os} 1 et 12.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f^o 42 (1404). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11324, f^o 25 (1407) : « ...Et pour plus grand seurte des chouses auant dictes faire entretenir et adcomplir comme dit est aux prieres et requestes dudit messire Estienne, Jehan le Roncellet, frere dudit messire Estienne, Jehan Thiebaudet d'Aiserey et Gaulthier Moithenaire d'Isuere se fait establiz ploiges et principuez rendezes es mainz dudit messire Thomas... » — *Protoc. de Jehan Durand*, reg. E. 2196, f^o 12 (1519) : « ...Et pour sheurte des choses dessus dites, sera tenu de deans quinze jours, donner bonne et sheure caution. » — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 163, f^o 105 (1529) : « Et pour seurte de ce, Loys Bouquet et Jaques Lychault, prestres chapellains de Saint-Nicolas se sont constituez pleiges et principaulx pour le reteneur. »

circonvention, exceptions introduites en faveur des femmes, exception « disant generale renonciation non valoir si l'especial ne precede », etc. (1).

Lorsque les biens pris à ferme sont des biens ecclésiastiques, on trouve presque toujours une sentence d'excommunication (2). Le notaire ou coadjuteur rédacteur

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 (1355) : « ...Renuncians omnibus exceptionibus juris et facti que contra tenorem presentium litterarum possunt dici uel opponi iurique dicenti generalem renunciacionem non valere. » — G. 325 (1466) : « ...Renuncens en ce fait a toutes et singulieres exceptions de deception et allegation, au benefice de diuision et a toutes aultres choses tant de droit comme de fait et de coutumes contraires. » — G. 379 (1464). — Reg. G. 135, f^{os} 425 et suiv. (1581). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f^{os} 477 et suiv. (1381) : « Renonçant en ce fait, nous lesdits abbe et couvent, de notre certaine science sous le vœu que dessus a l'exception de mal, de fraude, de barat, lesion, circonvention et decevance a toute action contre ce fait, condition sans cause ou par moins juste cause a l'exception de dire les choses dessusdittes non avoir ete faites par la maniere que dit est ou par maniere dehue ou de avoir plus ou moins dit que escrit ou écrit que dit et reçu en notte, a toutes exemptions, lettres, graces, quinquerrèles, repis, privileges, relaxations et dispensations de foy et de serment empetreés et empetrer, donnees et a donner pour venir contre les choses dessusdittes ou aucunes d'icelles, de notre Saint Pere le Pape, de ses predecesseurs ou successeurs, de l'Empereur, du Roy notre sire, de monseigneur le duc de Bourgogne, de madame la duchesse de Bourgogne ou de leur gouverneur, de monseigneur l'evêque de Langres ou de ses vicaires et official et de tous autres princes, barons, seigneurs, ou prelates quelconques a toutes appellations et prononciations, a toute oblation de libelle, a toutes feres introduites en faveur des hommes, au droit disant que la ou jugement est commence il doit etre fini, a l'exception de dire que convenances faites par devant son non juge ne valent et que confession faite hors jugement est de nulle valeur, au droit par lequel l'an secourt a ceux qui se submettent a etrange jurisdiction et qui sont de ceux outre la moitié de juste prix, a l'exception du droit disant que pour une action ou pour plusieurs l'on ne peut aucun traire a divers juges a tous privileges des foires de Champagne et de Brie et au droit disant les prelates et personnes d'Eglise non pouvoir empirer les conditions de leur eglise et a toutes autres exceptions de tout droit canon, civil, cauteles, cavillations, raisons, deffenses et coutumes de lieux et de pays par lesquelles l'on pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes ou aucunes des choses contenues en icelles. Et mesmement au droit disant general renonciation non valoir se l'especial n'est devant mise.

(2) C'était un moyen employé contre les débiteurs lorsqu'on avait épuisé sans résultat les voies ordinaires de contrainte. Voici à ce sujet ce que dit

de l'acte « admoneste » de vive voix le preneur en l'engageant à payer régulièrement la redevance et à se conformer strictement aux clauses du bail (1). Il l'avertit qu'en cas de manquement de sa part il sera prononcé contre lui une sentence d'excommunication après un premier avertissement ou sans autre avertissement préalable (2).

Enfin les parties se soumettent toujours d'avance à la juridiction d'une cour de justice chargée de régler les différends qui pourraient surgir entre elles. Tantôt elles déclarent s'en rapporter à la juridiction de toute cour

Papon (*Recueil d'arrêts*, livre XVIII, titre VII) dans un passage rapporté par M. Simonnet (*op. cit.*, p. 368) : « Pour dernier remede d'exécution a fin de recouvrer somme ou quantite adjugee, deue ou taxee, l'on a recours aux censures ecclesiastiques et excommunications. . Et telle rigueur se permet contre les laïs comme contre les prebstres et clercs. » Papon ajoute ensuite qu'il n'y a lieu à excommunication que lorsqu'il a été fait « discussion de meubles et immeubles ». Cette mesure avait pour effet de retrancher le débiteur du nombre des fidèles, et si dans l'an et jour qui suivaient la sentence il n'obtenait point son absolution, il était emprisonné. L'excommunication s'étendait aussi bien aux ecclésiastiques qu'aux laïcs. C'est ainsi que l'abbaye de Bèze, surchargée de dettes, se voit dans l'obligation, en 1381 (reg. H. 131, t. II, f^{os} 477 et suiv.), de donner à ferme tous ses revenus avec obligation pour le preneur de payer toutes ses dettes afin d'échapper à l'excommunication dont elle est menacée. M. Simonnet cite deux autres textes du 4 février 1443 (*Protoc. de Hugue Faivre*, reg. B. 11381, f^o 216) et du 24 mai 1326, qui constatent les mêmes faits.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f^o 489 (1385) : « Idem juratus... condemnauit et viua voce monuit loco nostri ad reddendum et soluendum dictam summam. » — *Fonds Saint-Etienne*, G. 367 (1381). Voir le n^o 46 de notre publication des chartes de l'abbaye de Saint-Etienne, de 1377 à 1385, formant un fascicule de la publication intégrale du *Cartulaire de l'abbaye*. — G. 357 (1457). — G. 340 (1461). — G. 379 (1464).

(2) Textes de la note précédente et Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f^o 93 (1412). Le notaire avertit le débiteur « soluatur et reddatur dicto auditori ad terminos supradictos alioquin nisi nobis de huiusmodi solutione constiterit, elapsis dictis terminis, nos ex tunc ad dicti creditoris instantiam per excommunicationis sententiam seu aliter ut ius erit procedemus ». — Reg. G. 134, f^o 95 (1431). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f^{os} 477 et suiv. (1381) : « Sentence d'excommuniement pour chacun deffaut des choses dessus dites. » — *Ibid.*, reg. H. 132, f^o 49 (1537) : « ...A defaut d'entretenir de point en point l'entier contenu des presentes lettres, nous official, procederont par sentence d'excommuniement et comme de raison. » — *Ibid.*, reg. H. 131, f^o 447 (1368).

ecclésiastique ou autre (1), tantôt au contraire à une cour désignée dans l'acte (2), tantôt enfin à une cour déterminée et à défaut à toute cour (3); on se soumet à cette juridiction malgré l'excommunication (4).

Telles sont les clauses le plus fréquemment employées dans les lettres de retenue se rapportant à notre époque. Mais certaines clauses plus rares, plus isolées, viennent dans certains baux accroître les obligations et les charges des contractants.

C'est ainsi qu'on rencontre la défense pour le fermier de prendre un associé (5), de faire « chose prejudiciable en petitoire ni possessoire ni autrement aux droits du bailleur (6) ». De même nous rencontrons dans le cartulaire de Bèze (7) une amodiation de moulin dans laquelle

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f^o 93 (1412).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 405 (1355) : « ...Volo me compelli quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis Burgundie cuius iuridicioni quod ad hoc suppono meos heredes et omnia bona mea. » — G. 405 (mai 1336). — *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1373) : « Et ad ce je vueils estre controinz auxi comme de chouse adiugie par la court de monseigneur le duc de Bourgoigne a la iuridicion et contrainte de laquelle court quant a ce je submet moy, mes hoirs et touz mes biens. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f^o 489 (1385). — *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1466) : « Et quant ad ce lesdits reteneurs chacun d'eulx seul et pour le tout, ont soubmise et obligie eulx, leurs hoirs et tous leurs dits biens et les biens de leurs dits hoirs a la iuridicion et contrainte de notre court de Langres et de toutes aultres cours tant d'eglise comme seculieres concomitement ou diuinement l'une d'icelles non cessant pour l'autre, la sentence d'excommunoïement non obstant. » — Reg. G. 135, f^{os} 425 et suiv. (1581) : « ...En ont pour ce du tout soubzmis et soubzmeectent pour ce en tout a la justice, iurisdicions de contraincte de ladite preuote de Paris et de toutes autres justices et iurisdicions ou trouuez seront et partout ailieurs. »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f^o 93 (1412) : Soumission à toute cour « sententia excommunicationis non obstante ». — G. 325 (1466), *loc. cit.*

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, f^{os} 477 et suiv. (1381).

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 202 L. (1465).

(7) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f^o 175 (1580).

est insérée une clause fort intéressante relative au droit d'expulsion ; le bailleur « ne pourra expulser, jeter, ny mettre hors ledit reteneur, ses hoirs ou ayants cause et autres ayants droit de luy pour quelque cause que ce soit sinon à faultte de paye ». Par cette prescription on voulait éviter toute controverse sur l'application possible à la ferme de la loi *Aede*.

On peut encore citer une clause qui apparaît pour la première fois en 1506 et n'a eu, à notre connaissance, aucune autre application dans la période que nous envisageons, mais qui, par la suite, est devenue d'un emploi très fréquent sinon général, c'est celle qui oblige le preneur à dresser, à sa sortie, un nouveau terrier et à le remettre au bailleur (1).

Enfin signalons en dernier lieu quelques chartes dans lesquelles les parties, en prévision des difficultés qui pourraient survenir par la suite dans l'exécution des baux, constituent des procureurs chargés de les représenter pour le règlement des différends ; ces constitutions furent, du reste, fort rares (2).

Si nous passons maintenant à l'examen des lettres de concession qu'il nous a été possible de retrouver, nous y constatons d'une façon générale les mêmes formules que dans la lettre de retenue. C'est à peine si l'on peut constater quelques changements, ce qui prouve une fois de plus qu'elles se correspondent exactement. Le bailleur fait savoir qu'il a donné et délaissé (3) ou baillé (4), ou encore

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jehan Durand*, cahier E. 2193 f° 1 (6 février 1506).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f° 42 (1404). — Reg. B. 11341, f° 40 (1430).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 19 (1520) : « ...Auons donne et laisse, donnons et laissons a titre de ferme et admodiation a Jean Peschet... »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11324, f° 129 (1408). — Reg. B. 11327, f° 11 (décembre 1409). — Reg. B. 11335, f° 10 (1422).

baillie et transporte (1) à titre de ferme et amodiation ; comme dans la lettre de retenue, on rencontre ici la désignation de la chose donnée à bail, la nature et la quantité de la prestation ; le reteneur s'engage à payer, à maintenir et rendre en bon état. Le bailleur s'engage à observer ; il oblige tous ses biens, mais non sa personne ; il se soumet à une cour de justice et renonce à toutes les exceptions. Cependant on peut remarquer que dans la lettre de concession, on rencontre toujours l'obligation pour le bailleur de garantir le reteneur d'une façon générale (2) et en particulier contre « les troubles et empestchemens (3) » ; il lui promet souvent aussi de lui conduire le bien franc de dîme et autre charge (4).

Telle est donc la structure de ces deux lettres controverses ; sans doute à côté des charges et obligations exprimées par les différentes chartes, il devait y en avoir d'autres de droit commun qui restaient sous-entendues et sur lesquelles les renseignements font à peu près totalement défaut ou sont tellement isolés qu'il est impossible d'en tirer une règle générale. C'est ainsi que l'amodiateur devait payer lui-même certains impôts sans qu'il soit

— Reg. B. 11342, f° 14 (1430). — Reg. B. 11342 (28 avril 1432). — *Protoc. de Jean du Bois*, reg. B. 11356, f° 114 (1406). — Reg. B. 11357, f° 101 (1406). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 51 (1538) ; f° 55 (1544) ; f° 173 (1579).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Autun, Chapitre cathédral Saint-Lazare*, G. 761 (1425).

(2) Pour la garantie générale, voir toutes les lettres de concession précitées et G. 761 (1425) ; bailleurs promettent sous serment « de garentir, defendre et en paix faire tenir ». — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11319, f° 4 (1404).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11342 (28 avril 1432) : « ...Promectons... le garentir contre tous de toutes troubles et empestchemens quelxconques a nos propres missions et despens toutefois que ly cas y aduiendra et requis en serons par ledit Perrenot, ses hoirs ou ayants cause. » — *Protoc. de Jean du Bois*, reg. B. 11357, f° 101 (1406).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11342, f° 14 (1430).

besoin de convention spéciale ; nous en trouvons trace dans un traité passé entre Saint-Etienne et la Chapelle du duc, le 17 mars 1311 (1), où il est dit (§ 5) « que les maisons, vignes et autres fonds possédez au dessus de quarante ans par le chapitre de la Chapelle demeureroient libres et exempts de cens et de dîme envers l'église de Saint-Etienne à condition néanmoins que si ces fonds étoient tenus par des fermiers et amodiateurs, ils payeront les cens et dîmes pour la part et portion des fruits des fonds qu'ils tiendroient à ferme, et non pas pour celle qui reviendrait en espèce aux doyen et chanoines ».

Nous en surprenons également l'existence dans un arrêt rendu par le Parlement de Bourgogne en 1560 environ et qui décide « que les amodiateurs des seigneurs de Bourgogne ont un privilège que se tenant aux maisons seigneuriales, ils sont exempts de tailles et barges (2) ».

En 1558, le Parlement de Bourgogne rend un arrêt où pour la première fois il est question de l'axiome « vendage passe louage ». Réagissant contre cette formule, il décide que dans le cas d'amodiation, c'est-à-dire le bail à ferme proprement dit, cet adage ne s'applique pas et le fermier est maintenu malgré l'acheteur (3). Enfin, dans certains cas (très rares à cette période, mais qui deviendront plus fréquents au dix-septième siècle), le preneur devait pouvoir demander une diminution du prix de la ferme en raison d'un désastre, d'une calamité. En 1581, dans une amodiation des revenus de l'abbaye de Saint-Etienne, nous rencontrons une clause de ce genre dans

(1) Rapporté par Fyot, *Histoire de l'église abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon*, Dijon, 1696, chap. x, p. 150.

(2) Bibl. de la ville de Dijon, *Arrêts du Parlement de Dijon, remarqués par M. Viroi, conseiller de ville*, reg., manuscrit 228, n° 68, f° 33.

(3) Bibl. de la ville de Dijon, *manuscrit précité* n° 58, f° 28 ; en raison de l'écriture très défectueuse de ce document, il nous est impossible de le reproduire ici *in extenso*.

le cas où le dommage causé excéderait la moitié des fruits, ainsi que dans le cas où la perte serait complète (1) ; un arrêt rendu en juillet 1558 donne une solution semblable pour une amodiation d'étang ; en cas de dessèchement, le fermier ne paiera pas sa redevance (2).

La conclusion que l'on peut tirer de cet examen général des textes des quatorzième, quinzième et seizième siècles est capitale. Nous sommes en présence, au cours de cette période, non plus d'un contrat mal défini, empruntant ses caractères principaux à d'autres institutions, mais au contraire véritablement original, ayant une forme type, tant au point de vue des clauses générales que des obligations réciproques des parties contractantes ; nous examinerons plus loin les prescriptions particulières à chacune des adaptations qui en ont été faites. Mais auparavant, il reste à élucider une des questions les plus importantes de cette étude.

Quelle est, durant cette période particulièrement florissante pour notre contrat, la nature du droit conféré au preneur ? Est-ce, comme au treizième siècle, un droit réel ou bien a-t-on pu atteindre le but proposé en lui substituant le droit personnel ?

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 135, f° 425 (1581) : « ...Et lesquelz preneurs ne pourroient quereller, repecter ny prendre aulcun rabais ou diminution soit sur leur ferme a cause des (mot illisible) et cas fortuitz, soit de guerre, geles, gresles et aultres accidans qui pourroient aduenir sur les fruitz, proffictz et reuenuz de ladite abbaye, encors qu'elles feussent inmoderes et insolides, neantmoins a este acordes encore que la perte et dommaige qui en aduienderoit, exederoit la moitié desdits fruitz, proffictz et reuenuz que ledit sieur abbe sera tenu leur desduire et rabatre vng quart du prix de la presente ferme et aduenant que le tout fut entierement gaste et perdu ledit sieur abbe sera tenu leur desduire et rabatre la moitié du prix de ceste dicté ferme. »

(2) Bégat (Jean), *La coutume du duché de Bourgogne, enrichie des remarques de MM^{es} Philipés de Villers, Jean de Pringles et Jean Guillaume, anciens avocats au Parlement de Dijon, suivies d'arrêts recueillis par M^r Jean Bégat, président au même Parlement*, Dijon, 1717, décision 22, p. 496.

Si nous envisageons d'abord la question au point de vue théorique, il est certain que les efforts tendent de plus en plus à substituer dans les rapports entre les contractants, le lien de droit personnel au lien de droit réel. C'est l'Eglise qui, sous l'influence du droit canonique dont les solutions étaient le plus souvent empruntées au droit romain, prend l'initiative de ce mouvement de transformation. Depuis longtemps déjà elle voit avec défaveur les baux à long terme qui tous dépouillent le bailleur du droit de propriété et qui risquent aussi de ruiner sa puissance. Aussi cherche-t-elle, par tous les moyens, à échapper à ce transfert.

C'est pour atteindre ce résultat que Paul II (1) défend l'aliénation de tous les biens ecclésiastiques par tous les moyens et les pactes tendant à en transférer le *dominium*, et parmi ces moyens, il comprend les baux dépassant la durée de trois années qui lui semblent dangereux en présence de la décision d'un certain nombre de coutumes de cette époque, qui attribuent un droit de propriété pour les baux faits pour plus de trois ans (2). De leur côté, les Décrétales ne considéraient comme transférant un droit réel que les baux supérieurs à dix années et nombre de glossateurs admettaient cette solution (3).

Il semble dès lors qu'on eût dû, à la suite de ces interdictions, voir disparaître les baux dépassant trois ans ou tout au moins dix ans, lorsqu'il s'agissait de biens d'Eglise ; mais il n'en fut rien ; à cette époque, les prescriptions aussi générales que celles qui viennent d'être citées, destinées à s'appliquer non pas à une province mais à tout un pays, ne pouvaient être suivies du jour au lendemain ;

(1) *Corpus juris canonici*, Extravagantes communes, livre II, titre IV, De rebus alienandis.

(2) *Coutume de Vermandois* (art. 191), de *Reims* (art. 90), de *Châlons* (art. 192), de *Vitry* (art. 33).

(3) *Corpus juris canonici*, *Décrétales*, titre III, livre III, canon 9.

il fallait de longues années pour effacer les habitudes acquises. Aussi n'est-ce guère qu'au dix-huitième siècle qu'elles commenceront à être appliquées.

Cependant la lutte entre les deux notions n'en existe pas moins et, dès le quatorzième siècle, deux courants se forment dans la pratique, l'un dirigé par les abbayes, l'autre par les notaires.

Les abbayes, pour combattre le droit réel ne songent pas à diminuer la longueur des baux, mais elles ont le soin, dans les actes qui les concernent et dans ceux que leurs notaires apostoliques rédigent pour les particuliers, d'éviter autant que possible les clauses qui auraient rappelé la présence du droit réel. On ne trouve plus l'interdiction de vendre, d'obliger, non plus que l'obligation de faire un nouveau transfert entre les mains du bailleur à l'expiration du terme et qui étaient significatives de l'attribution d'un droit réel. Cependant la disparition de ce droit n'est pas chose accomplie ; en réalité, il existe toujours et en dépit des efforts de l'Eglise et à l'insu même des parties, il devait être transféré pour les baux qui étaient supérieurs à neuf ou dix ans. Nous rencontrons quelquefois encore des clauses qui rappellent nettement sa présence : par exemple, l'interdiction de faire chose préjudiciable au pétitoire et au possessoire (1) et la clause de vest et de devest (2), toutes deux employées au quinzième siècle, même pour des locations de cure.

Pour effacer cette influence toujours persistante, on introduit le plus grand nombre possible de clauses tendant à établir que le preneur n'a plus qu'un droit précaire sur la chose louée ; c'est tout d'abord l'obligation pour

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Elie*, G. 202 (1465), *passage précité*.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Elie*, G. 202 (26 juin 1447). Amodiation de cure faite pour dix ans. Vest et devest. Le preneur est investi pendant le terme, du spirituel et temporel.

le bailleur de garantir d'une façon générale le preneur (1) et en particulier contre « tous troubles et empeschements (2) », puis l'obligation de faire jouir et se rattachant à elle, la possibilité pour le preneur d'obtenir une diminution du prix de la ferme (3), enfin le refus d'application de la loi *Aede* à la ferme (4), toutes clauses caractéristiques du lien de droit personnel.

De leur côté les notaires agissent différemment et dans leurs protocoles nous pouvons constater aux quatorzième et quinzième siècles, le maintien intégral du droit réel. Et ceci s'explique fort bien ; les notaires rédigeant des actes entre particuliers continuaient à suivre le droit coutumier sans rien changer à ses solutions, alors que l'Eglise était influencée par les doctrines du droit canonique. La présence continuelle, pendant ces deux siècles, de la clause de vest et devest permet de conclure sans aucun doute que le droit réel continuait à être transmis dans les baux rédigés par les notaires. Le bailleur se « devestit » de sa propriété et en « investit » le preneur pour la durée du bail (5) ; et ce n'est qu'au seizième siècle, alors que la fusion commence à s'opérer entre le droit coutumier et le droit romain, alors que les Parlements introduisent dans la coutume des solutions romaines, que l'on peut

(1) Voir toutes les lettres de concession précitées.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11342 (28 avril 1432). — *Protoc. de Jean du Bois*, reg. B. 11357, f° 101 (1406), précités.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1457). — *Cartulaire de Bèze*, H. 132, f° 203 (1589). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11341, f°s 40 et 42 (1430). — Pour la diminution du prix de la ferme, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 135, f° 425 (1581). — Bégat, *op. cit.*, décision 22, p. 496, tous textes précités.

(4) Bibl. de la ville de Dijon, manuscrit 228, précité, n° 58, f° 28.

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. du not. Jean le Bon*, reg. B. 11318, f° 38 (1402) ; B. 11325, f° 10 (1422) ; B. 11327, f°s 11 et 41 (décembre 1409) ; B. 11320, f° 42 (1404) ; B. 11324, f° 129 ; B. 11342 (28 avril 1432). — *Protoc. de Jean du Bois*, reg. B. 11356, f° 60 (1405) et f° 114 (1406) ; B. 11357, f° 101 (1406), tous précités.

constater la disparition de la clause de vest et devest (1).

Nous sommes donc encore loin, dans cette période, d'une notion précise. Le droit réel subsiste toujours en grande partie surtout si l'on considère comme transférant la propriété, les baux d'une durée supérieure à dix années ; mais on essaie déjà de contrebalancer son influence par nombre de clauses qui laissent supposer un droit personnel ; en un mot, les deux notions opposées se balancent et l'on ne peut encore prévoir celle qui l'emportera.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean Durand*, cahier E. 2193, f° 1 (1506), f° 2 (1507), f° 26 (1509), f° 28 (1511), f° 29. — Reg. E. 2196, f° 1 (1518), f° 12 (1519), f°s 13, 16, 18, 26, 41, 55.

CHAPITRE VI

Etude des différentes applications de l'amodiation aux quatorzième, quinzième et seizième siècles.

- I. — *Baux de biens ruraux*. — Terres, prés, vignes. — Perrières. — Moulins, forges. — Etangs et rivières.
- II. — *Baux d'administration* : 1^o Domaines et seigneuries. — 2^o Profits et émoluments de justice. — 3^o Tabellionages. — 4^o Dîmes. — 5^o Patronages, chapellenies, confréries, quêtes. — 6^o Cures. — 7^o Revenus des abbayes. — Enumération de diverses autres adaptations.

Ayant ainsi dégagé le type juridique de l'amodiation et étudié les clauses essentielles qui en font un contrat vraiment original, nous pouvons maintenant passer en revue les applications si diverses, si inattendues qui en ont été faites et qui montrent sa souplesse remarquable. Les clauses les plus originales y sont introduites et savent mettre en rapport étroit d'idées avec l'amodiation les choses qui semblaient tout d'abord devoir être le plus réfractaires à ce genre d'exploitation ou d'administration. Comment imaginer, par exemple, qu'on ait pu aller jusqu'à amodier les revenus des justices, des lods et ventes des droits seigneuriaux, des cures et même des offices de

tabellion? Comment supposer qu'un fermier se soit engagé à aller de porte en porte, quêter au profit d'une abbaye ou d'un hôpital dont il avait amodié la quête? Et cependant nous trouvons trace de toutes ces adaptations auxquelles il est intéressant de s'arrêter quelques instants. Pour faciliter cette étude, et afin de tirer, si possible, des déductions des différentes amodiations appartenant à la même famille, nous adopterons la classification déjà préconisée dans les chapitres précédents; nous envisagerons séparément les baux de biens ruraux et les baux administratifs.

I. — BAUX DE BIENS RURAUX

Ce sont de beaucoup les moins intéressants, les parties s'en tenant le plus souvent aux clauses générales qui ont déjà été examinées. Le preneur n'étant pas chargé d'administrer mais simplement « de jouir et relever pendant ledit temps... les fruits, profits, revenus et émoluments accoutumez (1) », en un mot de cultiver à son profit les biens à lui loués, on ne trouve guère d'obligations bien importantes à sa charge, surtout dans les amodiations de terres, prés et vignes.

On peut cependant remarquer que souvent, lorsque la prestation doit être payée en nature, le reteneur est obligé de la transporter dans le grenier du bailleur à ses frais (2), ou moyennant une indemnité du bailleur en dédommagement (3). Pour les vignes, le preneur doit souvent fournir des « pisseaux » pour remplacer ceux qui seraient

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 178 (1580).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1535).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 30 (1397).

détériorés (1); il doit également « faire et maintenir la vigne de toutes fassons et en bonne saison (2) ».

Les clauses concernant l'exploitation des perrières sont plus importantes. Le reteneur est autorisé à « traire » de la pierre, soit simplement pour son profit personnel avec interdiction de la vendre sans la permission du bailleur (3), soit pour en faire le commerce en la vendant (4); il maintiendra les chemins de la perrière en bon état (5) et si par suite de cas fortuit (orvale), de nombreuses réparations devenaient nécessaires, les propriétaires les feraient exécuter à leurs frais et dépens, à condition toutefois que le travail excède l'emploi de quatre hommes; mais si, en effectuant ces réparations, les bailleurs trouvent quelques bonnes pierres ou un bon *bareneum lapidis*, ils pourront les détourner à leur profit; il est également stipulé que les preneurs ne pourront ouvrir un nouveau trou d'exploitation dans la carrière sans le consentement des bailleurs (6). Dans une charte de 1534, on voit les

(1) Archives de la Côte-d'Or, texte cité dans la note précédente.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Pierre de Dommartin*, reg. B. 11313, f° 196 (1399).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11335, f° 109 (1423). — *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1532).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1450): « ...Eis tradentes dicto duranti termino vtilitati et proffiguo dictorum dominorum, perreriatum albam dictis Asneriis pertinenciis dictis dominis ad operandum et trahendum lapides in eadem perreria eosque vendere et distribuere et de ipsis facere commodum ipsorum retentorum, eodem termino durante. »

(5) Archives de la Côte-d'Or, texte précité (note précédente): « Item concordatum est quod dicti retentores manutenebunt eandem perreriam de itineribus in bono statu. » — G. 325 (1466).

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1450), *précité*: « ...Si grande dampnum accederet seu oruale ex quo plures reparaciones essent fiende, dicti domini facient fieri et reparare eorundem dominorum missis et expensis. Item tractatum est quod si dictum oruale non excedat ultra opus quatuor hominum pro vna vice, dicti retentores facient reparare suis missionibus et expensis. Item tractatum est quod in casu quo dicti domini faciendo suas reparaciones casu pro dicto inuenient aliquos bonos lapides aut unum bonum bareneum lapidis, ipsi domini accipient

bailleurs se réserver certaines fournitures de pierres qui devront leur être faites par les exploitants, qui au surplus devront débarrasser la perrière de tous les décombres (1).

Dans les amodiations de moulins, souvent on loue, en même temps que les bâtiments, des terres et prés qui en constituent les dépendances, ainsi qu'un certain nombre d'objets mobiliers utiles à leur exploitation (2). Comme obligations les plus fréquentes pour le preneur, on trouve celles d'effectuer toutes les réparations nécessaires aux roues, en se servant des bois des bailleurs, et de moudre gratuitement la récolte de ces derniers (3), parfois celle d'entretenir « galle, aubles fins et memelles » du moulin (4). En cas de chômage forcé l'amodiateur peut, en général, contrairement à la règle admise à cette époque, obtenir une remise sur le montant de sa redevance (5).

ad eorum proffigium dictas lapides et bareneum. Item tractatum est in dicto casu orualis quod dicti retentores... pro dictos dominos recompensare super dicta summa de dampno quod habere possent, causa defectus dictorum dominorum vacuandi dictum oruale per ratam temporis. Item concordatum est quod dicti retentores non poterunt incipere in eadem perreria aliquem locum, dictum ourdum generalem ad trahendum lapides nisi ipsi retentores sint omnes consentientes incipiendi. »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1534).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 409 (1400) : « ...Les molins de Saint Etienne et les molins Bernart, ensuite le bateur, la couruee estant deuant les dis molins Saint Etienne, le bergier estant darriez les dis molins, deux piesses de terre qui sont vers les molins Bernart, vne piece de prey... »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 409 (1400) : « ...Ledit Philibert sera tenu de modre toutes les motures dudit Saint Etienne franchement, en la menant et ramenant des dis molins, et parmy ce lidis monseigneur doit sougnier, ledit terme duran, tous bois pour la reffacoion des dis molins, a les pranre es bois dudit monseigneur et auxi lui seignier eaul sur les rouhes des dits molins. » — *Ibid.*, reg. B. 11322, f° 1 (1406) : « Yceulx reteneur seront tenez de maintenir yceulx molins de toutes reparacions necessaires, excepte les fondemens et auxi ycellui messire Guillaume sera tenu de leur administrer nos bois en plus pour faire abres de molins se nulz en y fault. »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 404 (1394).

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11317, f° 409 (1400) : « ...Se sest pour le deffault dudit monseigneur que les molins

On peut assimiler à ces amodiations de moulins une amodiation de forge à « faire gros fer », passée en 1538, moyennant sept milliers de fer battu ; le preneur est tenu de maintenir en état et entretenir les maisons et forges « de reparations de couverture, empaslement et autres reparations necessaires » ; pour les effectuer, il pourra prendre du bois vif dans les propriétés des bailleurs (1) ; de même dans une amodiation du four d'Asnières, certains bois sont mis à la disposition du fermier, pour y prélever le bois de chauffage ; si ce n'est pas suffisant, le preneur s'en procurera à ses propres dépens (2).

Avant de terminer cette énumération des baux de biens ruraux, citons ceux qui concernent les étangs et rivières. En 1562, X... prend à ferme et amodiation pour trois ans la rivière de Bèze « pour en icelle pescher a toute sorte de poisson avec toute maniere d'engin que bon lui semblera » ; cependant il lui est interdit de pêcher pendant le temps du frai de la truite, ainsi que de prendre un associé ou délégué sans avertissement préalable ; il a l'autorisation de chasser aux canards sur la rivière (3) ; s'il s'agit d'un étang, le bailleur limite le nombre de pêches ; par exemple, pour un bail de neuf ans, il autorise, en 1414, le preneur

forient, lidiz Philibert sera tenuz de tant moins paier que les molins foreront. » — *Ibid.*, reg. B. 11322, f° 1 (1406) : « Item est accorde entre lesdites parties que se yceulz molins forent plux de huit jours pour deffault de meffacon que ledit messire Guillaume leur en rabat au pris et a la valeur qui les tient. »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 51 (1538).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1467) : « ...Moyennant cette admodiation nous pourrons prendre du bois es bois acoustumes pour ce faire, les quelx nous serons tenuz de cuiller comme il est acoustumez en tel ciez ; le reuerend ne sera pas tenu d'en fournir pour le four et chauffaige d'icellui. Si nous ne trouvons pas assez de bois dans les lieux acoustumes, nous serons tenus de le fournir a notre charge. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 127 (1562).

à pêcher trois fois, c'est-à-dire de trois ans en trois ans (1). Parfois aussi les engins de pêche sont spécifiés dans le bail ; en 1402, Jehannot Saucier, d'Arc-sur-Tille, qui a retenu pour trois ans « vng troulx de riuere estant en la riuere dudit Arc », reçoit l'autorisation de pêcher avec un compagnon, mais avec une petite « treulle » et « autrement senz fillez (2) ».

II. — BAUX D'ADMINISTRATION

Avec ce deuxième aspect de l'amodiation, nous abordons la partie vraiment attrayante de la question. Ce ne sont plus seulement les clauses relatives à l'exploitation d'un fonds que nous allons rencontrer, et qui malgré leur diversité ne peuvent nous étonner, mais c'est tout un système économique qui va nous être révélé par ces concessions à courte durée et dont les vestiges sont, de nos jours, passés dans le domaine purement administratif, sous le nom de concessions administratives. Dans toutes nous trouvons le même caractère commun : c'est le possesseur d'un domaine, d'une seigneurie, d'un office ou d'un droit quelconque qui, retenu à la ville ou à la Cour par d'autres occupations, s'en remet du soin de l'exploitation et surtout de l'administration à un fermier qui n'est autre qu'un intendant transformé par une prise à forfait.

1° *Domaines et seigneuries*. — C'est ainsi que le propriétaire d'un domaine ou le seigneur amodie à un particulier tout « le droit et action, raison, part, portion et réclamation » qu'il a, peut et doit avoir en telle ville, finage et territoire « et es appartenances d'icelle tant en

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Berthelot Cornu*, reg. B. 11354, f^o 47 (1414).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, f^o 38 (1402)

maisons, mex, terres, prés, censes, rentes, couruées, gellines, amendes, bois, garennas, eaulx de cours d'eaulx, pescherias, estangs, choses quelxconques (1)... » Outre cette exploitation proprement dite qui consiste à bénéficier des produits tant des terres cultivées que de celles données à cens ou rente, etc., le fermier est chargé d'administrer le territoire, on lui confie la juridiction sur les habitants (2). A part la redevance fixe qu'il doit payer en échange, il est tenu de fournir des ustensiles, des vivres et provisions lorsque les bailleurs viendront dans le domaine (3).

2° *Profits et émoluments de justice.* — En 1404, et ce n'est certainement pas un fait isolé, nous trouvons une amodiation des émoluments de la justice d'un doyenné. Jehan Periot, « doyen de la crestiente » de Dijon, baille à ferme et amodiation à Bertault, chanoine de la chapelle du duc de Dijon, et à Thomas Pelier, prêtre à Dijon, « des maintenant jusques a la feste Magdelene prouchainement venant et des la dite feste en trois ans apres continuellement suiguant les yssues proffis et emolumens de la juridiction et autres choses qui peuvent aduenir a cause du dieme de la dicte crestiente en fait de justice ». Le bailleur se réserve le droit de reprendre et exercer la juridiction après une année si les preneurs la lui laissent; dans ce cas

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11324, f° 129 (1408). — Reg. B. 11320 (1404). — Reg. B. 11329, f° 157 (1420). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. E. 2196, f° 1 (1518). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 49 (1537).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f° 42 (1404). — Reg. B. 11324, f° 129 (1408).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11320, f° 42 (1404). — Simonnet (J.), *Documents inédits pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne (Extraits des protocoles des notaires, quatorzième et quinzième siècles*, Dijon, 1867, p. 293 et document cité.)

les fermiers ne paieront que 36 francs d'or comme redevance au lieu des 40 francs qui avaient été stipulés par année (1).

3° *Tabellionages*. — L'étude des amodiations des offices de tabellion fournit nombre de renseignements sur les règles professionnelles de cette corporation des notaires, ainsi què sur les modes de transmissibilité de leurs offices.

Au quatorzième siècle les notairies étaient souvent concédées à vie ; peu à peu les bénéficiaires en étaient arrivés à se considérer comme propriétaires de l'office et le vendaient (2). La charge était non seulement honorifique mais rémunératrice. Aussi souvent ces concessions étaient-elles faites à des favoris, à des ecclésiastiques, à des officiers de la maison du prince (3).

Mais dans la plupart des cas les possesseurs de ces offices ne pouvaient pas gérer par eux-mêmes, et dès l'année 1351 ils recoururent à l'amodiation ; à cette date en effet, Guillaume Raby, chanoine de la Sainte-Chapelle, baille à ferme le tabellionage de Beaune dont il est titulaire, à un clerc nommé Gibouhier, qui lui paiera un fermage de cinquante livres par an outre la prestation due annuellement au domaine, car les concessions à vie n'étaient faites que moyennant une pension (4). En 1357, le tabellionage de Chalon est amodié moyennant vingt

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11319, f° 4 (1404).

(2) « Sans être, à proprement³ parler, propriétaires de leur office, ils avaient le droit de présenter un successeur qui s'obligeait, comme il arrive aujourd'hui pour nos notaires, à lui payer une somme d'argent qui n'était en réalité que le prix de la charge. » Simonnet, *op. cit.*, p. 61.

(3) Nous en trouvons deux exemples frappants, rapportés par M. Simonnet, *op. cit.*, p. 59 et 60. Le tabellionage de Dijon avait été sollicité, en 1638, par Huet Hanon, trésorier général du duc Philippe le Hardi. En 1383, déjà, ce fut Jean Potier, archidiaacre de Langres, qui devint titulaire de l'office.

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Thierry Quasset*, reg. B. 11233.

florins par an par Raoul Maultaillic à Guillaume Tartereu (1).

Ces deux actes ne renferment aucune clause particulière concernant les droits et pouvoirs des preneurs, mais dans une autre concession à ferme du tabellionage de Rouvre, Le Nain, reteneur, se réserve la faculté de nommer des nouveaux coadjuteurs à la place de ceux qui sont en fonction et qui pourront être révoqués par le bailleur si Le Nain le désire (2).

En présence des avantages pécuniaires incontestables qui résultaient, pour les titulaires de ces charges, de mises en ferme qui leur permettaient d'occuper en même temps deux situations et qui, d'autre part, faisaient rapporter, d'après le calcul de M. Simonnet (3), un intérêt de huit un tiers pour cent à leur argent, la Chambre des comptes de Bourgogne et le conseil du duc songèrent à faire profiter le domaine de cet état de choses avantageux ; au lieu de nommer les tabellions à vie, on pensa qu'il serait préférable, plutôt que de se contenter de la pension fixe payée par l'officier ministériel titulaire dans ces conditions, de mettre les offices aux enchères pour une période restreinte et de créer ainsi une concurrence qui élèverait certainement le taux de la *firma* payée antérieurement. « Cette mesure, dit M. Simonnet, était d'une exécution facile, car nous venons de voir que les tabellions eux-mêmes faisaient quelquefois exploiter leurs charges par un fermier. Il était naturel de suivre cet exemple, car il n'y avait dans chaque bailliage et dans chaque bourg de quelque importance qu'un tabellion unique, qui percevait d'un nombre plus ou moins grand de coadjuteurs des émoluments fixés par un tarif d'une application assez simple (4). »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Ph. Machefoin*, reg. B. 11237.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Guillemot Girart*, reg. B. 11286.

(3) Simonnet, *op. cit.*, p. 63.

(4) Simonnet, *op. cit.*, p. 65.

Cet essai dut être tenté à différentes reprises de 1363 à 1392 ; la preuve en résulte de différents textes rapportés par M. Simonnet et qui parlent du fermier des tabellionages de Beaune et de Nuits(1); mais en 1405 ce mode d'exploitation n'existait certainement plus, puisqu'une ordonnance à cette date du duc Jean sans Peur déclare ces mêmes tabellionages réunis au domaine et prescrit leur mise aux enchères (2).

En janvier 1406, une instruction fut rédigée par la Chambre des comptes, établissant les conditions de l'adjudication, et d'une façon générale les règles de la profession de tabellion (3). « Dans cette même instruction, les tabellions sont autorisés à avoir un certain nombre de coadjuteurs et de bureaux ou *escriptoires*, où devront être reçus les actes. Le tabellion seul a le titre de juré ; il fournit à ses coadjuteurs leurs registres ou protocoles... Le fermier du tabellionage et les coadjuteurs devront prêter serment... ils doivent payer leur ferme

(1) Simonnet, *op. cit.*, p. 67 et suiv.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Notaires et tabellionages*, liasse B. 11220, et *Registre de la Chambre des comptes*, t. I, f° 71. Ordonnance du duc Jean sans Peur (novembre 1405) : « Memoire que monseigneur, par ses lettres en laz de soie et cire vert donnees au mois de novembre cccc et v, a applique a son domaine et voulu estre bailliez a ferme tous les tabellionnages, clergies des bailliages et chastellenies de ses duche et comte de Bourgogne, comme contiennent lesdites lettres qu'il a mande aux gens de ses comptes a Dijon, mettre a execution ; pour lesquels adcomplir, ils ont mande, par leurs lettres patentes. donnees le xiiii^e jour de decembre aux baillis, chascuns en son bailliage, faire crier yceulx tabellionnages et clergies estre mis audit domaine, et quiconque les voudra mettre a prix, se traye par devers le lieutenant du gouverneur de la chancellerie es mettes dudit bailliage, ausquels messires des comptes aussi ont mande par leurs lettres patentes recevoir ad ce ceux qui vouldront faire offres sur yceulx offices pour deux ans qui commenceront le premier jour de janvier mcccc et v (v. st.) dont les encheres seront le mercredi apres Noël prochainement venant. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Notaires et tabellionages*, liasse B. 11220. (Cette instruction, ainsi que l'ordonnance précédente, sont rapportées par M. Simonnet, *op. cit.*, Appendice, p. viii et suiv.)

deux fois par an, par moitié, à la Madeleine et à la Chandeleur (1). »

Les fermiers, à leur tour, amodièrent les profits du tabellionage de certaines villes ou villages dépendant de leur office à des sous-fermiers qui n'étaient pas des coadjuteurs mais opéraient pour leur propre compte et pouvaient eux-mêmes se choisir des coadjuteurs.

Ce système d'amodiation ne réussit pas selon les prévisions qui avaient été faites et le 4 juillet 1411, le duc Jean sans Peur, rapportant sa première ordonnance, décréta que dorénavant les offices seraient de nouveau concédés à vie (2).

Décernés comme autrefois à des favoris du duc qui ne payèrent pas ou peu de pensions, les tabellionages rapportèrent si peu au domaine qu'une ordonnance du 7 avril 1415 prescrivit à nouveau de les donner à ferme, de deux ans en deux ans, révoquant en même temps toutes les donations à vie faites antérieurement (3). A dater de cette époque et surtout depuis l'année 1440, on trouve de nombreuses traces de ces amodiations. En 1442, le tabellionage de Beaune est donné pour cinq ans ; en 1447, il est concédé au même pour huit ans ; enfin, pour dix nouvelles années en 1456 (4). D'autre part le tabellionage de Dijon fut amodié à différentes reprises pour dix et vingt ans, notamment à P. Baudot, en 1484, moyennant une pension de soixante livres par an et les autres offices du bailliage tous les deux ans de 1483 à 1500 (5).

(1) Simonnet, *op. cit.*, p. 73.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Notaires et tabellionages*, liasse B. 11220, *précitée*. Cette ordonnance est publiée par M. Simonnet, *op. cit.*, Appendice, p. xiii.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *ibid.*

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes, Comptes de Oudot le Bediet*, reg. B. 4503 et 4504.

(5) Archives de la Côte-d'Or, *ibid.*, *Comptes de Claude de Rouvray*, reg. B. 1423 ; *de Jean Saumaise*, reg. B. 4532, 4535, 4542.

Au seizième siècle, les documents deviennent si rares qu'il est impossible d'en tirer des déductions sur le régime des offices de tabellion à cette époque ; mais les renseignements que nous possédons sur les siècles précédents suffisent, croyons-nous, à montrer que l'on avait toujours une tendance à revenir au régime de l'amodiation à durée très restreinte, de façon à faire profiter le domaine des plus-values qui pouvaient se produire dans le taux des émoluments attachés aux tabellionages.

4° *Dîmes*. — Avec les dîmes nous entrons dans le domaine des baux de choses ou biens ecclésiastiques. La dîme est, on le sait, une redevance, consistant en une certaine portion des fruits recueillis par les agriculteurs ou des revenus et profits d'une industrie, « qui est due à Dieu, en reconnaissance du suprême domaine qu'il a sur toutes choses, et que l'on paie à ses ministres pour aider à leur subsistance (1) ».

La perception de cet impôt était des plus difficiles car les fraudes étaient courantes ; au surplus, on pouvait en prescrire la quotité par une possession de quarante ans, il devait en outre être levé chaque année ; de sorte que si le curé avait négligé de le percevoir, il ne pouvait l'année suivante le recouvrer pour le temps passé (2). Aussi pour s'épargner ces ennuis de perception, les bénéficiaires songèrent-ils à bailler les dîmes à ferme, généralement pour un temps assez court, car leur quotité pouvait varier dans une notable mesure d'une année à l'autre, et devenir disproportionnée au prix de la redevance payée par le fermier. Ces amodiations sont innombrables pendant notre période, les dîmes s'appliquant aux objets les plus divers et répondant à des classes différentes ; on

(1) Ferrière, *op. cit.*, v^o dixme.

(2) *Ibid.*, v^o dixme.

trouve tantôt des amodiations générales de toutes les dîmes d'un pays (1), tantôt particulières s'appliquant à la dîme de blé ou grains (2), de vin (3) ou d'autres choses semblables (4).

Nous rencontrons peu de clauses vraiment originales à cette espèce d'amodiation. La dîme est amodiée avec les droits, fruits, émoluments qui y sont rattachés et que le preneur peut faire siens pendant la durée du bail (5). Il paie une prestation tantôt en nature, tantôt en argent, sans qu'il y ait à ce sujet de règle fixe.

En 1409 nous trouvons certaines obligations à la charge des contractants. Johannes Laurencii baille à ferme et amodiation à Petrus Darche, prieur de Grancey, sa dîme appelée la grande dîme de Saint-Etienne, qu'il possède à Cussey, moyennant huit francs par an. Le preneur supportera *omnia onera, adueniencia et decencia dicte decime*, en outre il défendra les dîmes à ses dépens, contre les usurpateurs. Le bailleur garantit la jouissance paisible de

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 332 (1320), publiée par M. Parizot (*op. cit.*, n° 103, p. 149) ; G. 364 (1456). — *Protoc. de Jean du Bois*, reg. B. 11356, f° 114 (1406). — De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, 3^e partie, p. 292 (1365). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, t. II, f° 434 (1366) : « ...Et ipsius abbatis partem decimarum de dicta Bera grossarum et minutarum hinc videlicet usque ad proximas messes et levationes continue sequenter eidem domino Guillermo a dicto abbate admodiat... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 344 (1339) : « ...Quod ego retineo ad firmam... decimam bladorum istius anni presentis. » — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 203 (1589).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 205 (1594) : « Guillaume Degand, receveur de monseigneur le révérend évêque de Langres, lequel a laisse et admodie a discrete personne messire Estienne Mossere, pretre de Saint Seine... les deux tiers du dixme de vin appartenant a mondit seigneur. . »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f° 11 (décembre 1409) : Johannes Laurencii reconnaît « se tradidisse ad firmam et admodiationem... domino Petro Darche, priori de Granceyo... retinenti suam vitam durantem duntaxat, suam decimam vocatam, magnam decimam santi Stephani. »

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 205 (1594).

Petrus dans l'exercice de son bail et pour ce le constitue son procureur sur sa propre chose (1).

5° *Patronages, chapellenies, confréries, quêtes.* — L'amodiation des dîmes se justifie aisément : leur nature même en faisait de véritables impôts difficiles à percevoir ; on pouvait, de plus, craindre d'absorber les instants précieux du curé au détriment de l'exercice de ses fonctions spirituelles. Mais on saisit plus difficilement les raisons pour lesquelles furent souvent baillées à ferme ces différentes autres institutions religieuses. Ainsi, en 1366, le bénéficiaire du patronage de Bera baille à ferme, pour trois ans, tous les droits qu'il a et peut avoir dans ce patronage, *scilicet in oblationibus, exitibus, redditibus, mortuariis tam nobilium quam non nobilium et de omnibus aliis rebus supradictis* et cela moyennant vingt-deux émines de blé par an (2).

En 1385 et en 1412, les patronages de Talemer et de Saint-Julien sont amodiés à peu près dans les mêmes termes (3).

En 1431, le curé de Franxault reconnaît *se retinuisse ad firmam seu admodationem* du sacristain de Saint-Etienne, pendant sa vie, *jus patronatus ecclesie de dicto François* pour huit livres. Il doit et reconnaît en *onere, quod ad dictum monasterium ratione dicti iuris patronatus pertinet et pertinere debet in edictis omnium obligationum...*, excepté

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f° 11 (1409) : « Et ipse Petrus tenetur procurare jura dicte decime et ipsa exinde suis missionibus custodire et defendere si sint vsurpata aut vsurpanda et dictus magister Johannes ipsum dominum Petrum in rem suam propriam constituit suum procuratorem pro dictam decimam cum suis pertinentiis quibuscumque leuando, requirando, ac petendo in iudicio et extra, ad vsum suum conuertendo. »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, f° 435 (1366).

(3) *Ibid.*, f° 489 (1385). — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f° 93 (1412).

ce qu'on donne au vicaire *quando vadit ad dandum corpus Christi infirmis* (1).

Les chapellenies, services funèbres pour la mémoire d'un défunt qui devaient être célébrées à un autel déterminé, et à des dates fixées, étaient si nombreuses à notre époque, que le curé qui en avait été chargé les amodiait à un desservant. C'est ainsi que Betholominus Viete, baille à ferme, en 1428, à Girardus dit Boybeaul, pour trois ans, sa chapellenie avec ses droits et avantages ; le preneur est tenu de bien la desservir pendant ce délai, et de faire dire quatre messes par semaine à l'autel désigné, et par des chapelains convenables (2) ; nous trouvons à peu près les mêmes obligations dans une charte de 1519, le repreneur jouira du revenu de la chapellenie en terres et prés ; il paiera au bailleur une redevance, et il sera tenu de bien desservir et faire dire les messes (3).

Les confréries elles-mêmes n'échappaient pas à la mise en ferme, et leur étude est particulièrement intéressante, car elles contiennent des charges absolument originales et se présentent souvent sous forme de traités.

Ces confréries existaient au sein même des églises ; leurs membres payaient des cotisations, et la confrérie était chargée de faire célébrer pour eux différents services religieux. Mais pour s'épargner l'ennui de percevoir ces cotisations et de passer des marchés pour chaque solennité qui devait être célébrée, les délégués de la confrérie concluaient un bail avec des ecclésiastiques ou autres, qui assuraient les services religieux et percevaient pour leur propre compte les cotisations (4).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 134, f° 95 (1431).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11340, f° 43 (1428).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean Durand*, reg. E. 2196, f° 12 (1519).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11316, f° 27 (1391).

Chose curieuse, il est dans presque tous ces actes question d'un repas, que le reteneur devait à une date fixée offrir aux membres de la confrérie. Les mets en sont énumérés dans l'acte, ainsi que les morceaux qui devront être servis, suivant que le banquet sera célébré un jour gras ou maigre (1).

Quant au droit de quêter, il était particulier aux établissements ecclésiastiques, et surtout aux hospices. Les quêtes étaient fréquemment à notre époque, concédées à temps, à un fermier qui s'engageait à payer à l'hospice une redevance fixe et à garder par devers lui le montant des offrandes qu'il parvenait à réunir dans les tournées qui lui étaient prescrites. Pour frapper davantage les esprits et exhorter les fidèles à la charité, l'amodiateur recevait des reliques de saint enfermées dans une châsse ; et il promenait cette châsse dans les pays qu'il parcourait. Il avait également une clochette pour avertir les fidèles de son passage.

En 1407 par exemple, Guillaume Le Niept retient à ferme pour deux ans et demi, les produits de la quête de l'hôpital Saint-Eloi de Pontailler dans le diocèse de Langres, moyennant une redevance de douze francs d'or. On lui délivre « la châsse dudit saint Thelois, deux cloichottes, vng papier de confrairie et les lettres de diocese dudit veschie pour faire ladite queste (2) ».

(1) *Ibid.*, reg. B. 11320, f° 9 (1404-1405) : « Jehan Quiencey l'aine fait marchie et conuenience avec les confreres de la confrerie de Nostre Dame... fera huit luminaires pour les confreres trespassez ainsi que le maingier des confreres le jour de la conception de Nostre Dame ; ce maingier consistera en bon pain et bon vain et bonnes viandes, c'est assauoir au jour de maingie char, bon buef, c'est assauoir du piz, du dos, des moles et de propres, et non d'autre endroit dudit buef, et au jour de maingie poisson il donnera bonne friture. » — *Protoc. de Jean le Bon, assisté de Huguenin Chevrey et Guillaume Boillardet, ses coadjuteurs*, reg. B. 11316 bis, f° 27 (1395), reproduite par M. Simonnet, *op. cit.*, p. 334 et suiv.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean Du Bois*, reg. B. 11358, f° 45 (1407).

Outre la châsse, l'hospice remet au fermier les lettres de la quête, constatant son droit de quémander au nom et à la place des religieux de l'hospice ; il devait les rendre à l'expiration du terme « saines et entières (1) ».

Une charte de 1416, détaille les différents produits possibles de la quête amodiée : Jean Loillier, prêtre, maître de l'hôpital Saint-Fiacre de Dijon, baille à ferme pour onze ans à Claude Baude et à Jehan Regnault la quête réservée à l'hôpital Saint-Fiacre dans tout l'évêché de Langres « tant en blez, argent, draps de lit, filez, toiles, comme en touz aultres fruiz de moissons et autres choses quelxconques appartenant à ladite queste.. excepte et mis hors de ceste presente amodiation, les vins des vendanges prochainement venans ». L'amodiation est faite moyennant trois émines de blé à « amener en la grange dudit hospitaul a la mesure de Dijon » et trois francs d'or (2).

6° Cures. — Les différentes sortes d'amodiations que nous venons d'examiner successivement dans le paragraphe précédent, ne peuvent guère se comprendre, pas plus du reste que les mises à ferme des cures, qu'en tenant compte de l'esprit éminemment prosaïque qui domine les quatorzième, quinzième et seizième siècles, à un moment où l'édifice féodal s'affaisse, entraînant dans sa chute les institutions régulières qui s'appuyaient sur lui.

Les hommes d'Eglise sont de plus en plus mêlés à la vie civile : ils s'occupent des charges honorifiques, vivent à la cour et délaissent souvent leurs fonctions sacerdotales, ce qui les oblige à prendre un desservant qui exploitera les revenus de la cure, célébrera la messe et les offices, administrera les sacrements à leur place. D'autre part, l'abbaye

(1) *Ibid.*, reg. B. 11357, f° 61 (1406).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Berthelot Cornu*, reg. B. 11354 (1416).

de Saint-Etienne possédait la plupart des églises, et pour les administrer, le procédé qui lui semblait le plus pratique, était l'amodiation.

De là le grand nombre d'actes de ce genre que nous trouvons pendant cette période, et dont il ne faut point s'étonner, car si de nos jours la location d'une cure paraît incompatible avec les obligations auxquelles doivent se soumettre les curés, elle était presque nécessaire à une époque où le curé cumulait ses devoirs de prêtre et les soucis d'un administrateur de biens parfois considérables.

Par conséquent, ce que le curé titulaire baillait à ferme, c'était non seulement ces biens à exploiter ou à administrer, mais aussi les droits curiaux résultant des actes mêmes de sa fonction, pour lesquels il y avait des tarifs parfois abusifs (1).

Ces droits sont généralement décrits, ainsi que les charges imposées au fermier, dans les différents actes que nous avons pu consulter.

Ainsi en 1409, messire Jehan Blaingney, prêtre, curé de Saint-Julien, recteur des églises de Clénay et d'Ougney, baille à ferme pour un an à Vincent le Bourrellier, l'église de Clénay et « toutes les choses quelxconques appartenant a icelle, tant en dismes de blefe, terres, preys, censes,

(1) Pérard (*op. cit.*, p. 382, 387) cite à ce sujet une intéressante controverse entre Saint-Etienne et les curés des paroisses de Dijon d'une part, les paroissiens de l'autre. Ces derniers se plaignent que les droits curiaux sont trop forts et qu'on exerce une pression sur les héritiers pour les sépultures. Après avoir résisté longtemps en invoquant leur pauvreté, ce qui était démontré faux par l'exemple, Saint-Etienne et les curés acceptent une transaction qui fixe les principes de ces droits ; ce règlement fut homologué le 12 mars 1407. On décide que chaque paroisse aura trois draps mortuaires, l'un dit de 40 sols, l'autre de 20 et enfin le plus petit de 10 sols. A chaque décès, les héritiers feront choix d'après leur fortune de l'un des draps et paieront le droit correspondant. Le prix du luminaire est également arrêté. Pour le droit des épousailles, les époux devront chacun 5 sols « et ne seront tenus de paier autre chose ».

rentes, yssues, proffis, reuenues mortuaires, espousailles, chandoilles et argent que ledit terme durant, se offrera ou offriront en ladite eglise comme en tous autres emolumens quelxconques qui en ladite eglise et ses appartenances, seront et aduiendront ledit terme durant ; cens aucune chose y retenir ou reseruer audit cure excepte ses drois de confessions, envoliemens de gens, baptizemens d'enfans et l'emolument du seel de ladite eglise (1) ».

On voit par ces différentes réserves du curé, que le bailleur, comme dans beaucoup d'autres actes de la même nature, n'abandonne qu'une partie des revenus et émoluments de la cure.

Cette même retenue d'une partie du casuel se rencontre encore dans une amodiation de la cure de Frenois, consentie à Etienne le Gendrey en 1394 (2).

Mais souvent aussi le bailleur ne se réserve aucune partie du casuel ; le bail est fait moyennant une somme déterminée, que le reteneur doit payer à des termes fixés. La formule de délivrance est alors très générale ; le preneur doit « desservir et gouverner bien et diligemment en l'espiritualité et au divin service » la cure qui lui est amodiée (3) ou « desservir bien et diligemment en l'espiritualité, selon qu'il est acoustume et pourter toutes charges de l'espiritualité et de la temporalité (4) ».

Dans tous les baux à ferme de cure, le reteneur est soumis à certaines obligations dont la principale est de supporter toutes les charges accoutumées au point de vue

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f^o 41 (1409). — Voir aussi *Protoc. de Guy Cossenel*, reg. B. 11250, f^o 2 (1347). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11324, f^o 25 (1407).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon assisté de Huguenin Chevrey*, reg. B. 11316 bis (1394), rapportée par Simonnet, *op. cit.*, p. 278.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11341, f^o 42 (1430).

(4) *Ibid.*, f^o 40 (1430).

spirituel et temporel (1) ; quelquefois cependant les obligations sont plus détaillées ; ainsi, dans l'amodiation de la cure de Clénay en 1409, que nous citons plus haut, le curé est tenu et « demeure chargie par ces presentes de bien et loyaulment desservir ou faire desservir ladite eglise, le terme durant, de ses reparations necessaires, pour tous debs qui dehuz porroient estre ledit terme durant a cause d'icelle eglise tant a notre Saint Pere le pape, Monseigneur l'euesque de Langres, comme autrement, et pourter toutes les autres charges spirituelles, et temporelles d'icelle eglise, ledit terme durant (2) ». Dans une location de cure d'Arc-sur-Tille en 1372, les parties conviennent que dans le cas où il mourrait plus de vingt personnes dans une année ou un homme noble pendant cette même année, les émoluments de ces vingt et un mortuaires se partageraient entre le bailleur et le preneur (3) ; quelquefois le bailleur se réserve le droit de venir dans la cure amodiée un certain nombre de fois par an et de se faire héberger. Dans cette location de 1372, le bailleur aura le droit d'assister aux fêtes annuelles à Arc-sur-Tille ; dans un acte de 1381 il pourra y venir quatre fois par an et y habiter chaque fois pendant trois jours avec un domestique et un cheval aux dépens du preneur (4). Ceci était des visites extraordinaires et non officielles ; mais il y avait les visites régulières faites par les archidiacres dans leur circonscription administrative ; les frais en étaient d'ordinaire à la charge des preneurs (5).

(1) *Ibid.*, reg. B. 11340 (1428-1429). — *Fonds Saint-Etienne*, G. 202 (1462). — *Ibid.* (1465). — Reg. G. 135, f^o 482 (16 juin 1582). — Reg. G. 163, f^o 105 (1529).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f^o 41 (1409/10).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Guienot Roussel de Marandeuil*, reg. B. 11282 (1372).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Gui Jean de Fontaine*, reg. B. 11273.

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Constance*, reg. B. 11243.

Toutes ces amodiations sont consenties pour un temps très court, un an ou trois ans, ce qui montre la crainte chez les bailleurs de transférer un droit réel en faisant une concession plus longue (1). En outre, et il est presque puéril de l'ajouter, puisqu'il est chargé de desservir l'église au point de vue spirituel, l'amodiateur est toujours ici un ecclésiastique. C'est même une des rares espèces d'amodiation qui lui soit permise (au seizième siècle surtout) ; on veut autant que possible rehausser l'éclat de la profession ecclésiastique en la débarrassant de tout souci temporel, en écartant d'elle tout ce qui se rattache au commerce, c'est pourquoi de nombreuses ordonnances interdisent aux prêtres d'être fermiers tant au seizième qu'au dix-septième siècle (2).

Ainsi la plupart des cures étaient, du quatorzième au seizième siècle, affermées à des ecclésiastiques qui cherchaient surtout à tirer un grand profit pécuniaire de leur gestion ; état de choses fâcheux, car ces fermiers avaient intérêt à augmenter d'une façon excessive les perceptions pour accroître d'autant leurs bénéfices.

Non seulement les églises paroissiales étaient données à ferme, mais aussi les chapelles particulières, les prieurés et les vicariats (3) ; les clauses de ces amodiations sont identiques à celles des cures.

7° *Revenus des abbayes.* — L'administration des domaines, appartenant aux grands établissements ecclésiastiques comme les abbayes dont la puissance était si considérable au moyen âge, nécessitait une surveillance

(1) Voir toutes les amodiations de cure précitées.

(2) Ordonn. d'Orléans, 1560, art. 17. — Ordonn. de Blois, 1576, art. 45, 48 et 61. — Ordonn. de Moulins, 1546, art. 76, portent cette prohibition. Les édits de 1571 (art. 16) et de 1605 (art. 27) la renouvellent.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Berthelot Cornu*, reg. B. 11354 (1415). — *Protoc. de Jean le Bon*, reg. B. 11327, f° 56 (1410). — *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 135, f° 482 (16 juin 1582). — Reg. G. 165, f° 89 (1500).

spéciale très compliquée. Aussi était-elle le plus souvent confiée à des laïques qui se chargeaient, ainsi que nous allons le voir, de la direction économique entière de ces couvents ou abbayes, en prenant à ferme les droits si divers qui constituaient la force du clergé régulier.

Ces amodiations sont certainement les plus curieuses de toutes celles que nous avons à passer en revue, en raison des nombreuses charges imposées au fermier qui sont longuement énumérées dans ces actes.

Prenons tout d'abord les amodiations des revenus de l'abbaye de Saint-Etienne. Un document de l'année 1561 nous apprend que la mise à ferme des revenus de ce couvent était publiée par la ville (1).

La première amodiation de ce genre a été passée en 1324 (2). Frère Pierre, abbé de Saint-Etienne, fait

(1) Archives municipales de la ville de Dijon, D. 44 (1561).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, reg. G. 137, f^{os} 15 et suiv. — *Copia amodiationis dudum facte de abbazia sancti Stephani* : « Nos frater Petrus abbas humilis monasterii Sancti Stephani diuionensis notum facimus vniuersis, quod nos omnes et singulos redditus, prouentus et exitus monasterii nostri ac etiam nostre domus dei de *Broichone*, quos percipimus et tenemus in presenti, percipiendos ac etiam jam perceptos a festo beate Marie Magdalenes, nuper elapso citra, usque ad sex annos dictum festum sequentes, tradimus, cedimus ac etiam delibauimus dilecto nostro fratri *Johanni de Viongiis* priori prioratus de *Gardo* sub pactionibus et conuentionibus infrascriptis, videlicet quod ipse tenetur nobis conuentui hospitibus et familiaribus nostris, omnia necessaria prout consuetum est, ministrare pensionos et prebendas omnes tam in pane, blado, vino et pecunia et vestiario solvere omnibus illi quibus nos et monasterium nostrum ac domus dei predicta tenemur, nec non omnia et singula onera nobis, et monasterio, ac dicte domui de *Broichons* inconbentia, supportare, exceptis illis que nominatim inferius exprimentur. Tenetur etiam domos et edificia nostra manutenere, terras, vineas et alia fructifera colere diligenter; debet etiam tecta nostra cooperire et cooperta tenere et una cum predictis, tenetur et debet nobis singulis annis, dare et solvere mille libras turonensium pro debitis nostris solvendis, causis nostris manutenendis expensis nostris extra monasterium et eius membra faciendis, et vestibus tam pro nobis quam clericis scutiferis seruiantibus et valletis nostris emendis. Actum est etiam inter nos quod pecuniam pro causis et litibus nostris manutenendis ministrare non tenetur, nisi solum consiliariorum pensiones debitas seu promissas et quod preposito

savoir qu'il baille à ferme à Jehan de Vionges, prieur de Gardo, *omnes et singulos redditus, prouentus et exitus* du couvent et de l'hôpital de Broichon qui en dépend, pendant six années.

Le preneur devra fournir à tous ce qui leur sera nécessaire *prout consuetum est*, c'est-à-dire qu'il versera à tous les religieux et aux personnes dépendant de l'abbaye, leurs pensions et prébendes en pain, blé, vin, argent et

Diuioni et clerico (hoc) bailliui dari consuevit, nec decimas pro subsidio terre sancte aut alio negocio quoque concessas seu concedendas, aut eciam subventiones extraordinarias soluere nisi solum pro procuracione dominorum archiepiscopi episcopi seu legatorum, aut nunciorum sedis apostolice duntaxat, nec nobis aut familiaribus aut hospitibus quicquam ministrare extra monasterium et eius domos et membra infra ipsum vestro monasterio et eius membra tenebitur nobis et familiaribus et hospitibus omnia necessaria ministrare, exceptis vestibus, calciaturis, sellis, frenis, equis et huiusmodi ac eciam linceamentibus et pannis, pro corpore nostro duntaxat. Actum est eciam quod si aliquos pensionarios nostros aut alios qui terram nostram aut aliquid de terra nostra teneret mori, aut si pensionem seu terram quam tenent per ipsos dimitti contingat, medietas sua erit pro dicto tempore, alia medietas erit nostra pro debitis nostris soluendis et aliis necessitatibus supportandis et idem erit de redditibus quos habere intendimus a capella et super homines *Aqueductus* cum ad manum nostram venierit et ipse soluetur, medietatem expensarum propter hoc faciendarum. Preterea si nos a monasterio nostro, ultra quam pro ebdomadam, abesse distingat, pro expensis quas facere debebamus in monasterio nostro et membris ipsius pro more quantitate soluet nobis, idem prior sicut rationis curie de vero que ab hominibus nostris debebuntur, erunt nostre et non dicti prioris. Item blada et vina in messibus et vindemiis nouissime preteritis collecta sua erunt et ipse expensas propter eorum recollectionem factas et eciam alias que facte sunt a festo Magdalene citra solvet et quod de dictis fructibus venditum uel alienatum est preter expensas monasterii et membrorum tenebit sed precium exinde habitum sibi reddi seu compensari debeat. In fine vero sex annorum debet feria nostra dimittere recollecta ac terras et vineas quas anno precario coluimus dimittere bene cultas suis expensis et in bono statu sicut nunc sunt. Verum si fructus propter tempestatem aut aliam cladem quod absit destrui contingerit, durante termino predicto, sibi remissionem faciemus secundum quod fuerit rationis. Has autem conventiones ego *Johannes* prederis confiteor esse veras et eas tenere bona fide promitto. In cuius rei testimonium nos abbas predictus sigillum nostrum vna cum sigillo dicti fratris *Johannis de Vriangiis*, prioris prioratis predicti presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum die maiori in vigilia festi beati Luce euuangeliste, anno domini m^occc^o vicesimo quarto. »

vêtements ; il supportera tous les frais dont seront tenus le couvent et l'hospice, ainsi que toutes leurs charges, à part quelques exceptions. Il pourvoira à l'entretien des édifices, devra cultiver avec soin tout ce qui est susceptible de rapporter des fruits. Chaque année il paiera une redevance de mille livres tournois pour couvrir les dettes du couvent, à l'exception des frais des procès engagés par l'abbaye ; cependant il versera les pensions des conseillers (vraisemblablement aussi des avocats, procureurs qui rentrent dans ce terme général), ainsi que ce qui est donné d'habitude au prévôt de Dijon et au clerc du bailli. Jehan de Vionges sera également dispensé de payer les dîmes pour le secours, le subside de terre sainte, ou concédées par autre bail ainsi que les subventions extraordinaires ; il sera tenu d'administrer tout ce qui sera nécessaire aux membres du couvent, familiers et hôtes, excepté en vêtements, chaussures, selles, harnachements de chevaux et même la toile et le linge de corps. Dans le cas où l'un de ceux qui cultivent une partie de la terre du couvent moyennant une redevance ou qui reçoivent une pension viendrait à mourir, la moitié restera acquise au preneur, l'autre retournera au couvent pour payer ses dettes et autres choses nécessaires ; il en sera de même pour les revenus que l'abbaye propose de tirer de la chapelle et des hommes d'Ahuy lorsqu'ils seront en sa main, le preneur devant payer la moitié des dépenses occasionnées.

A l'expiration du terme, le preneur devra rendre en bon état de culture. Si pendant la durée de l'amodiation les fruits viennent à manquer par suite de tempête ou autre calamité, le couvent lui accordera une diminution selon raison ; puis Jehan de Vionges affirme que ces lettres sont vraies et il promet de les maintenir *bona fide*.

En 1581, nous trouvons une nouvelle amodiation de

tous les revenus de Saint-Etienne qui mérite de fixer l'attention d'une façon toute particulière (1). Elle est beaucoup plus complète que la précédente et les charges en sont plus nombreuses. Sa composition, en raison même des progrès qu'a pu faire l'amodiation du quatorzième au seizième siècle, est beaucoup plus scientifique ; au lieu de rejeter à la fin l'obligation de respecter la clause de garantie, on la place au début ; on y trouve également des clauses plus juridiques.

Du reste, comme pour la précédente, nous ne saurions mieux faire que de l'analyser le plus succinctement possible.

L'amodiation est faite en présence des notaires royaux, par Jacques du Tillet, conseiller du roi et abbé de Saint-Etienne, qui baille à ferme pour six ans tout ce qui appartient à Saint-Etienne avec garantie de « tous troubles et empeschement generally quelzconques » à Jehan Bourée et Gobin Derequélène de Dijon. Jehan Bourée seul comparait devant les notaires, il s'engage au nom de son associé pour lequel il se porte fort et promet d'obtenir sa ratification. C'est une véritable entreprise commerciale de la part des deux associés, car l'administration de domaines aussi vastes que ceux possédés par Saint-Etienne devait absorber tous les instants des fermiers, si ceux-ci voulaient véritablement tirer de leur gestion un bénéfice appréciable.

Après avoir déclaré qu'ils renoncent au bénéfice de division mais s'engagent au contraire solidairement corps et biens, au paiement de la redevance et à l'observance de toutes les charges, on passe aux différentes conditions du bail.

Le prix à verser chaque année par les preneurs comme

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, orig. G. 251, cop. reg. G. 135, f^{os} 425 et suiv. (28 décembre 1581).

fermage, est de mille trente-trois écus et un tiers (1) qu'il doit payer en bonne monnaie d'or, à des dates et termes fixés.

En cas de défaut de paiement d'un des termes, un mois après l'échéance de ce terme, le bailleur aurait le droit d'employer la procédure de folle enchère en remettant en adjudication les revenus de la présente amodiation, ou contraindre les débiteurs par les voies de droit (2).

Les preneurs assureront les vivres de tous les religieux, pain, vin, pitances et épices, ainsi que leurs vêtements, les deniers s'élevant à cent écus, les médicaments nécessaires et le bois « en la meme sorte et maniere qu'il a ete fait et fourny par les six derniers annees de la precedente admodiation ». Ils feront également l'avance des grains et vins pour huit mois.

Tandis qu'en 1324 il n'y avait qu'une clause générale concernant les fonctionnaires attachés à l'abbaye, en 1581, nous trouvons l'énumération d'une véritable armée de fonctionnaires auxquels les amodiateurs devront donner une pension et certains vivres : baillis, avocats, conseils, procureur et greffiers, maire, concierge, « sergents bastonniers », médecin, barbier, portier, cuisinier, jardinier, etc. Les pensions et prébendes des religieux sont également à leur charge, et ils devront rapporter quittance de tous ces paiements à la fin des six années. On

(1) Il est impossible de déterminer l'intention des parties dans cette expression de 1,033 écus et un tiers. Ce n'est certes pas un tiers des fruits ; nous sommes ici en présence d'une amodiation nettement caractérisée qui exclut tout partage de fruits suivant une proportion déterminée. Les parties ont plutôt voulu entendre par là un tiers d'écu.

(2) *Ibid.* « ...Autrement et ou faulte y auroit de payment vng mois apres chacun desdits termes escheu, il sera et est permis audit sieur bailleur faire publier la presente admodiacion de ferme a leur folle encher si bon luy semble et neantmoins contraindre lesdits Bourree et Darequelene a paier ce qu'il en debueront suivant les submissions de ces presentes. »

leur interdit d'instituer ou de destituer « de leurs offices et gaiges » tous ces fonctionnaires et pensionnaires (1).

D'une façon générale, les fermiers sont tenus de toutes les charges ordinaires et annuelles de l'abbaye.

A côté de ces charges qui se rapportent à l'abbaye elle-même, il en est d'autres qui rappellent les nombreux impôts dont sont grevées les abbayes « paier les guetz et gardes de la porte de la ville dudit Dijon » ; impôts des fortifications, munitions de grains et autres « a quoy par le roy ou par ses officiers des villes de Bourgogne ou aultres commis icelluy sieur abbe pourroit estre impose » à charge par l'abbé de leur tenir compte à la fin de l'année des fournitures de munitions.

Diverses défenses et restrictions sont faites à la jouissance des amodiateurs et ce, sous peine d'amende. C'est ainsi qu'ils ne pourront toucher aux bois, aussi bien aux hautes futaies qu'aux bois taillis, l'abbé s'en réservant la jouissance ; cependant les amendes qui proviendraient des « mesus » pendant le temps de l'amodiation resteraient aux preneurs, ainsi que les « glans et poisons des bois non venduez ». Interdiction de chasser ou faire chasser dans les bois sous peine d'amende.

Jehan Bourée et Gobin de Derequélène supporteront les frais des procès qu'ils intenteront, mais ils ne pour-

(1) *Ibid.* « ...Aussy pour ses gaiges et pencions des officiers et pensionnaires de ladite abbaye comme ont este payez les annees passees selon leurs institutions, assavoir le bailly, aduocats et conseil, procureur et greffier, maire, consierge, sergent bastonniers, medecin, barbier, portier, cuysinier, jardinier, buandier, fournier et tous autres officiers et pensionnaires, tant en bled, vin, argent que autres choses que l'on a accoustume leur fournir et deliurer soit en ordinaire ou a autrement, mesmement le gaige du brodeur de ladite abbaye qui est de six cens deux tiers par an et aussi la pencion et prebende du religieux lesquels officiers et pensionnaires lesdits preneurs ne pourront instituer de leurs offices et gaiges et seront tenuz iceulx preneurs raporter audit sieur abbe ou a ses vicaires, deputez quictances de l'entier paiement desdits gaiges et pencions en la fin desdites dix annees. »

ront les engager sans le consentement de l'abbé. Ils ne pourront pas « rompre et revoquer » les amodiations des biens temporels de l'abbaye passées par l'abbé du couvent sinon pour défaut de prix ou inexécution des charges du bail (1).

L'abbé se réserve de disposer de tous les offices et bénéfices séculiers et réguliers, ainsi que du produit de son « seel » et des fiefs, foi et hommages et autres droits seigneuriaux. De même il garde pour lui toute sa maison abbatiale et le pourpris du monastère (2).

Cependant les lods, ventes, remuages provenant des baux à cens et emphytéose appartiendront aux reteneurs.

Les successions des religieux reviendront de droit aux bailleurs ; les épaves se partageront par moitié entre les contractants.

Les reteneurs ne pourront demander aucune diminution pour cas fortuit quels qu'ils soient ; cependant si le dom-

(1) *Ibid.* « ...Parreillement ne pourront lesdits reteneurs commencer, non intanter aucuns proces sans le sceu et consentement dudit sieur abbe, ses dictz vicaires comme deputez et conseil et neantmoins paieront tous les fraiz des proces qui seront par eulx intentez et supporteront tous dommaiges et interestz qui en pourront aduenir et ilz pairseueront tous les proffis des apointement, sentences et arrestz qui en seront donnez et renduz durant les temps d'icelle ferme et apres qu'elle sera expiree et ensemblable demeurent a la charge dudit sieur abbe tous les proces par luy commances auparauint la presente admodiacion et perceuera tous les proffictz qui en pourront aduenir par appointment, sentences ou arrestz encors qu'ilz soient prononcez durant le temps de ladite presente admodiacion comme aussy de tous proces que ledit sieur abbe ou sesdits vicaires pourroient commencer auoir a raison des choses a luy deubs tant du passe que de la presente admodiacion et ne pourront lesdits preneurs rompre et reuoquer ou leurs baulz ou admodiacions des biens et reuenuz temporelz d'icelle abbaye, fait par icelluy sieur abbe ou ses vicaires et predecesseurs abbez ny de faire aucuns baulz nouueaulx sinon a faulte de payement et accomplissement des choses contenues esdites admodiations. »

(2) *Ibid.* « . . .Reserue ledit sieur abbe de disposer de toutes donnacions et prouisions de tous offices et benefices seculiers et reguliers de quelque qualite qu'ilz soient, mesme le proffict de son sel comme ensemblable ses fiefs, foy et hommage de tous droictz seigneuriaux et feodals qui en dependent sy aucunes aduent durant ladite admodiacion. »

mage dépasse la moitié des fruits, il leur sera déduit un quart du prix de la présente ferme et si la perte est complète l'abbé leur accordera un rabais de moitié.

Les preneurs devront faire tenir deux fois par an à Gevrey et à Savigny les jours de justice ; ils ne s'occuperont pas des quatre cures de Dijon et en laisseront le soin entier à l'abbé ; ils acquitteront en outre diverses prestations que l'abbé doit faire au receveur des pauvres de la ville et à divers prédicateurs et curés.

Enfin suivent les clauses générales se rapportant à l'obligation des biens, à la renonciation aux exceptions, etc. (1).

Ces nombreuses charges qui viennent d'être énumérées et qui devaient être remplies avec beaucoup de soin par les fermiers, montrent la quasi impossibilité des administrer, dans laquelle les abbayes se trouvaient à cette époque. Les religieux cherchaient autant que possible à fuir ces soucis temporels qui augmentaient de jour en jour proportionnellement à l'accroissement de leur domaine. Et cette habitude de l'amodiation devint tellement prépondérante que nous voyons, le 3 juillet 1376, l'hospice du Saint-Esprit préférer louer ses fours plutôt que de prendre à sa charge des ouvriers boulangers pour faire le pain sous les ordres des administrateurs (2). Saint-Etienne agissait de même, et nous en rencontrons divers exemples (3).

Non seulement l'abbaye de Saint-Etienne donnait à ferme, soit la totalité, soit seulement une partie de ses

(1) On trouve de nombreuses amodiations des revenus de l'abbaye de Saint-Etienne, passées à différentes époques, qui reproduisent à peu près les mêmes clauses. Voir Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 251, années 1581, 1614, 1722, 1724.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Thierry Quasset*, reg. B. 11237 (1376).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Jean le Bon*, n° 101, rapporté par M. Simonnet, *op. cit.*, p. 337.

revenus temporels, mais en général toutes les abbayes, tous les monastères agissaient de même.

Ainsi, en 1370, le 26 juillet, l'abbé de Saint-Bénigne baille à ferme pour un an à Pierre de Bruges le « gouvernement du couvent et administration de vivre d'icellui » moyennant certains revenus du monastère, ou des produits à percevoir en nature, que l'abbé lui abandonne en compensation (1).

De même en 1381, l'abbaye de Bèze (2), pour arriver à payer un certain nombre de dettes, et éviter ainsi la sentence d'excommunication qui allait être prononcée contre elle, après délibération du chapitre, baille à ferme pour six ans tous ses revenus : tailles, censes, terres, prés, dîmes, moulins, etc.

Il est fait cependant quelques exceptions entre autres pour les successions des mainmortables, et les droits de la prévôté du monastère qui ne sont point compris dans le bail ; les bailleurs se réservent également certaines terres, prés, etc.

Le preneur est tenu de payer toutes les dettes du monastère et en plus certaines redevances en argent et en nature pour la subsistance des religieux.

Dans le cas où certaines choses comprises dans ce bail seraient déjà engagées, il y aura lieu à diminution du prix de la ferme. Les bailleurs aideront le preneur dans sa « recepte et gouvernement », et lui tiendront compte des frais qu'il serait obligé d'engager dans des procès relatifs aux choses baillées ; ils lui remettront tous les papiers et registres utiles concernant les revenus du monastère. Puis ils s'engagent et renoncent (clauses générales).

Ainsi, la plus grande partie des actes que nous venons

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Thierrot Espeyer*, reg. B. 11276.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 131, f^{os} 477 et suiv. (1381).

d'étudier comme se rapportant aux biens ecclésiastiques, ont pour objet l'amodiation des revenus d'une cure, d'une quête, d'une confrérie ou d'une grande abbaye, à un particulier chargé de les percevoir moyennant une redevance qu'il s'engage à verser aux bailleurs. Ce mode d'exploitation ne diffère guère de l'administration des intendants, et présente les mêmes inconvénients graves. L'intendant et surtout le fermier ont toujours une tendance à se montrer plus sévères que le propriétaire lui-même ; ils n'ont rien à ménager, et leur vigilance est d'autant plus grande qu'ils ont intérêt à l'exercer, pour augmenter les revenus qu'ils doivent percevoir pour leur propre compte.

Sans doute, ainsi que le dit M. Simonnet, « en louant sa cure, le titulaire en tirait un certain profit et pouvait trouver ailleurs un autre emploi lucratif ; l'hospice en louant sa quête, le couvent, en louant sa sergenterie ou les revenus d'un prieuré, s'assurait un revenu fixe, peut-être supérieur à celui qu'en eût tiré un moine négligent qui n'aurait pas eu le même intérêt qu'un locataire, à faire valoir son exploitation ou sa quête. Les bailleurs demeuraient d'ailleurs affranchis des charges, des chances de perte et de tout gaspillage ».

Cet avantage est incontestable, si l'on considère les intérêts du bailleur seul. Mais il est bien certain que les paroissiens donnaient moins volontiers à un curé amodiateur qui ne serait leur prêtre que pour un an ou trois ans qu'à un curé titulaire. S'il s'agissait d'une quête faite par des religieux d'un hospice, chacun donnait pour sauver son âme et pour baiser les reliques que transportaient ces saints hommes ; au contraire, si la quête était faite par un laïc qui l'affermait, quand bien même il se faisait suivre dans ses tournées, d'une châsse contenant des reliques de saint, les fidèles n'avaient plus le même espoir, la même confiance ; ils apercevaient trop bien l'entreprise commerciale à côté du but religieux.

Et c'est précisément là le grave inconvénient de la mise en ferme de ces perceptions ; les profits diminuaient sans cesse et le fermier qui devait payer une redevance cherchait à prélever le plus possible ; insensiblement l'état de choses antérieur se modifia, les quêtes, les prestations payées aux curés par les paroissiens, de bénévoles devinrent presque obligatoires, tendirent à prendre de plus en plus le caractère de véritables impôts (1) et on entrevoit les conséquences fâcheuses qui en résultèrent pour ceux aux dépens de qui s'exerçaient ces exploitations.

Les amodiations d'abbayes eurent une autre conséquence non moins importante et que l'on remarque sans peine en lisant leurs différentes clauses. Elles accusent une tendance très nette à traiter séparément les moines et l'abbé, se rapprochant ainsi d'une institution qui, dès le quatorzième siècle, eut en France une certaine popularité : la *commende*. Le pape donnait à un séculier, quelquefois même à un laïc, le bénéfice des revenus d'un monastère pour en jouir pendant sa vie et en disposer à son gré ; ce bénéficiaire conservait pour lui la totalité des revenus et ne prenait à charge que l'entretien des moines du couvent dont il était le commendataire. Dans l'amodiation des revenus d'une abbaye les choses ne se passaient pas différemment : l'amodiateur donnait aux moines le strict nécessaire en vêtements et en vivres. Quant à l'abbé, il touchait la redevance et se réservait pour son compte personnel nombre de profits qui lui appartiendront en propre. On en arriva aussi à ne plus

(1) Nous n'avons pu trouver de texte pour les quêtes, bien que ce soit un fait certain. Mais il y a un exemple qui peut permettre un raisonnement par analogie. En 1511, on trouve (Archives de la Côte-d'Or, reg. B. 12074, f° 72) un bail des fermes de Bourgogne et des greniers à sel. On voit que la prestation due à l'amodiateur devient de plus en plus une redevance fixe assimilable à un impôt ; c'est ainsi que, d'après ce bail, chaque individu doit consommer une quantité déterminée de sel.

considérer les moines que comme ayant droit à une subsistance stricte et on leur refusa tout droit de copropriété. C'est ce qui fit considérer les biens de monastère comme des propriétés spéciales.

Cette étude des principales applications de l'amodiation pendant les quatorzième, quinzième et seizième siècles, nous montre la souplesse de ce contrat et le rôle important qu'il a joué dans le développement économique de cette époque. Nous aurions pu citer encore de nombreuses autres adaptations qui en ont été faites : amodiations de tuileries (1), d'ouvrier de maréchalerie (2), de châtelainies (3), de monnaies (4), de reliques de saints (5), de péages (6), des amendes et exploits de justice (7), de prévôtés (8), de bancs de boucherie (9), etc. ; mais il nous a semblé que celles que nous avons examinées étaient suffisamment complètes et que le profit à tirer de l'étude de ces applications secondaires moins importantes, serait en disproportion flagrante avec les développements que nécessiterait un semblable examen.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Aleaume de Cleuën*, reg. B. 11289 (1392).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Protoc. de Pierre Dommartin*, reg. B. 11312 (1390).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes*, cahier B. 3604 (1402) ; cahier B. 3629 (1415).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes*, *Monnaies*, B. 11209 (1411-1441).

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Prot. de Hugues Fèvre*, reg. B. 11381, f° 64 (1439-1444).

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes*, reg. B. 2128 (1461-1463). — *Protoc. de Jean de Champlucy*, reg. B. 11376 (1423-1440).

(7) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes*, cahier B. 3555 (1473). — Reg. B. 2908 (1458).

(8) *Ibid.*, reg. B. 3235 (1460-1463) ; cahier B. 2130 (1467).

(9) *Ibid.*, reg. B. 2198 (1462).

CHAPITRE VII

L'amodiation aux dix-septième et dix-huitième siècles. — Influence de la jurisprudence des Parlements sur son évolution.

Nouvelle évolution économique aux dix-septième et dix-huitième siècles. — Son influence sur la structure et les applications de l'amodiation. — Clauses particulières à cette époque. — Théorie des cas fortuits. — Orage, tempête, stérilité. — Maladie, épidémie. — Guerre. — Résolution du bail pour excès de prix ou lésion de plus de moitié prix. — Clauses de non-diminution introduites par la pratique pour atténuer la théorie des cas fortuits. — Nature du lien de droit entre les parties pendant cette période. — Prépondérance du droit personnel ; vestiges du droit réel. — Différences qui existent encore à la fin du dix-huitième siècle entre le bail à ferme et le bail urbain.

De même qu'au treizième siècle et dans les siècles suivants, les besoins économiques avaient rendu nécessaire la création de l'amodiation, et en avaient fait un contrat des plus répandus, d'une application pratique courante, de même, dès la fin du seizième et surtout au dix-septième et au dix-huitième siècles, une nouvelle évolution économique, provenant de perturbations dans l'état de la propriété, vient modifier l'aspect de l'amodiation, ainsi que ses applications nombreuses.

A la suite des guerres et des fléaux continuels, tels que la peste, qui désolent la France à cette époque, beaucoup de familles nobles ruinées se voient obligées de chercher à la ville des occupations compatibles avec leur état social, en même temps que rémunératrices. Elles amodient leurs seigneuries et leurs domaines qui ne produisent plus de quoi les faire vivre.

D'autre part, une nouvelle classe apparaît, formée de capitalistes et de gros propriétaires, qui compte parmi elle les membres des Parlements. Retenus dans les grandes villes par leurs fonctions, ils font exploiter leurs terres par des fermiers. Enfin les abbayes et les grands monastères deviennent de plus en plus puissants ; leur domaine s'accroît dans des proportions considérables en même temps qu'augmente pour eux la difficulté de s'administrer ; dès lors, on tend de plus en plus aux amodiations générales ; ces établissements prennent un fermier général qui sous-amodie à des sous-fermiers certaines parties du domaine ou l'administration de certaines perceptions.

Ces transformations dans l'état social ont leur répercussion non seulement sur la structure de l'amodiation, mais encore sur la diversité de ses applications.

Lorsqu'on examine les différentes amodiations de ces derniers siècles (1), on est frappé de voir que les adaptations ne sont plus aussi nombreuses, ni aussi étranges ; on ne baille plus à ferme les chapellenies, les quêtes, les confréries ; les amodiations de cures ou de prieurés deviennent plus rares. Notre contrat restreint ses applications aux biens ruraux proprement dits, aux impôts

(1) Pour cette période, nous avons copié plus de 250 chartes choisies dans diverses liasses qui contenaient chacune de 25 à 30 pièces conçues à peu près dans des termes identiques ; c'est donc, en réalité, sur 400 à 500 amodiations que nous établissons nos conclusions qui peuvent, dès lors, être considérées comme véritablement générales.

(les grosses fermes) (1), à l'administration des biens de monastère, de seigneuries, de grands domaines ou l'exploitation de certains droits de justice.

La forme elle-même, disions-nous, subit des transformations importantes durant cette période ; on voit poindre déjà la forme de nos actes notariés actuels. Ce n'est plus le preneur qui « confesse ou reconnaît avoir retenu à amodiation » ou qui fait connaître à tous ceux qui verront l'acte, qu'il a l'intention de prendre à bail. Avec les notaires du roi ou du duc, la rédaction est différente ; généralement c'est le notaire lui-même qui parle et relate la convention (2). La plupart des baux se font aux enchères en l'étude du notaire ou dans tout autre lieu ; après différentes publications sur les places publiques durant plusieurs dimanches et le jour de l'adjudication, on allume les feux ; les surenchérisseurs se présentent et on adjuge au plus fort (3). Quelquefois l'enchérisseur déclaré adjudicataire, ne se fait pas connaître, ou tout au

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cour des comptes*, reg B. 38. Baux des cinq grosses fermes de France, bail des gabelles (1620-1623). — Reg. B. 43. Bail des cinq grosses fermes de France (1634-1641). — Reg. B. 77. Recueil d'édits concernant la ferme générale (1635-1674), etc.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1735) : « L'an mil sept cent trente-cinq, le dix huitiesme jour du mois de septembre auant midy a Janly, en l'estude et par deuant le notaire royal de la résidence de Janly soussigne furent presents... » — *Ibid.*, G. 348 (1721). — *Aulun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1772). — G. 757 (11 mai 1790).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1656) : « ...En suite de la delivrance, transfert, a eulx faicte a l'extinction du feu de la chandelle allumee au cloistre de l'eglise collegialle et apres plusieurs publications faites le dimanche dernier de janvier comme derniere enscherissure sur plusieurs mises faictes a haulte et intelligible voie ont priz... » — *Ibid.*, G. 348 (1739) — *Aulun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 757 (11 mai 1790) : « ...Ils ont fait publier cejourd'huy en cette ville en amodiation, les dixmes et noales de Promenoy Treuey, paroisse... pour etre fait delivrance conjointement ou separement, s'il y echet, au plus offrant et dernier encherisseur aux clauses, charges, conditions et reserves cy apres... »

moins il se réserve de révéler plus tard le nom de son associé (1).

Puis on trouve l'énumération à peu près complète de toutes les clauses générales rencontrées au cours des siècles précédents ; obligations de bien cultiver, jouir en bon père de famille, rendre en bon état au dire d'experts, « la charrue tournante partout, la faulx courante » ; le bailleur s'engage à conduire et faire jouir ; les deux parties obligent leurs biens, et le preneur quelquefois même son corps. Ils se soumettent à toute cour. La redevance est payable en nature ou en argent ; mais lorsqu'elle est exprimée en nature, il y a une particularité à signaler : on ajoute souvent son estimation en argent, sans qu'il y ait toutefois pour le fermier faculté de payer en argent ou en nature (2) ; cette évaluation était sans doute indiquée pour faciliter la perception des droits.

Les preneurs déclarent presque toujours bien connaître la composition des biens, objets du bail (3). Du reste, le plus souvent le bailleur remet au fermier un manuel des droits, qu'il devra tenir au courant et rendre à l'expiration avec toutes les modifications qui auront été utiles (4).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1761) : « Sur quoi a comparu Fr. Huguet qui tant pour lui que pour son associé qu'il nommera enfin, s'il a l'adjudication... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 348 (1721) : « Estiment les parties que le prix du present bail peut être de la valeur de 99 livres sans que le reteneur puisse s'en prevalloir pour payer en argent .. » — *Ibid.*, G. 348 (1733). — *Ibid.*, G. 348 (1739). — *Ibid.*, G. 340 (1741).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 348 (1721) : « ...Que les dits reteneurs ont dit bien scauoir comme elles s'etendent et comportent. » — *Ibid.*, G. 348 (1733) : « Le reteneur a dit bien connaître les confins des terres... ne desirant plus ample declaration. » — *Ibid.*, G. 357 (1735) : « ...Declarants les dessus dits reteneurs bien scauoir les situations et confins des dits heritages et se sont contantes de plus ample declaration... » — *Ibid.*, G. 357 (1754).

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1627) : « Pour percevoir les droicts de reuenus de ladite seigneurie, les preneurs receurent

S'il n'en existait pas encore, le fermier qui entre en fonctions est chargé de dresser lui-même un terrier ou une déclaration de terres ou une reconnaissance des objets ou biens loués (1), ou l'état est dressé par les deux parties amiablement (2) ; quelquefois cette déclaration devra être notariée (3). La remise d'une déclaration des biens par le bailleur engage-t-elle celui-ci à la garantie envers le preneur ? Et dans le cas où le fermier ne jouira pas de toutes les terres, ou de tous les prés qui y sont énumérés, pourrait-il demander une diminution sur le prix, pour défaut de jouissance ? Le Parlement de Dijon, dans un arrêt du 17 février 1610, décida au profit des Chartreux, que le bailleur n'est point tenu de faire jouir l'amodiateur de

vn manuel des droits de reuenus de ladite seigneurie audit extrait de leur terrier. Cependant les preneurs, si les redevances n'étaient pas payees ne pourront demander aucune diminution du prix de la presente admodiation ; a la fin du terme les reteneurs devront donner vn manuel contenant les declarations des heritages, tailles, censes et aultres redevances de ladite seigneurie suiuant celluy qui sera donne par ledit Lefouillier auquel manuel lesdits reteneurs adjousteront ce qui aura ete mis en nature de toutes cultures, redevances qui n'y seront comprise et auront pu recouvrer... » — *Ibid.*, G. 325 (1644) : Les vénérables religieux donneront aux reteneurs « un manuel des droits et reuenuz de ladite terre et seigneurie d'Asnieres sans toutefois quant a ce que aulcune desquelles redevances ne soient paies lesquels reteneurs puissent demander diminution du priz de la presente admodiation ; lesquels reteneurs rendront ung manuel incorpore desdites redevances et reuenus, tailles, censes... a la fin de leur terme... auquel manuel sera adiousté ce qui y pourra avoir este obvie et dont ils auront joui. » — *Ibid.*, (1647), (1697), (1715).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 329 (1692) : « ...Reteneur sera tenu de donner a la fin de la presente, une declaration des pieces et terres cy devant raportees par nouveaulx confins, tenahs et aboutissans. » — *Ibid.*, G. 348 (1625). — G. 340 (1665). — G. 329 (1692). — G. 377 (1714). — G. 348 (1784). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 236 (1602) ; f° 256 (1619).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1730) : « Cuves, pressoirs et autres meubles dont estat et memoire sera dresse amiablement entre les parties. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1735) : « Convenu entre les partyes qu'a la fin d'iceluy, lesdits reteneurs remettront audit sieur laisseur une declaration en forme notariee des heritages dont ils auront jouis, reuestue d'anciens et nouveaux confins sy aucuns sont. »

tous les « preys compris en la déclaration, et suffit qu'il ait iouy de quelque prey », lorsqu'il n'a pas fourni et ne s'est pas engagé à préciser la quantité exacte des prés qui lui appartenaient (1).

Pour la première fois à cette époque apparaît l'obligation pour le preneur de remettre au bailleur une grosse en parchemin de l'acte qui vient d'être passé (2).

Au sujet d'une clause assez fréquente qui oblige le fermier à débuissonner (3) la terre ou le pré à lui loué, s'est élevée une discussion qui a été portée par-devant le Parlement de Bourgogne. Celui-ci a statué en 1669 sur cette question et a décidé que lorsque le fermier s'oblige à rendre les prés « a faulx courante » ou à débuissonner, il n'est obligé de « dessortir que les buissons de son tems et non ceux qui y étaient auparavant ». Cette décision est basée sur ce que la location est un contrat de bonne foi (4).

En principe, aux dix-septième et dix-huitième siècles, en Bourgogne tout locataire a le droit de sous-amodier, à moins de convention contraire, pourvu que ce soit à des personnes ayant à peu près la même condition (5). Cependant, dans la plupart des actes, le bailleur interdit de

(1) Arrêt rapporté par Bouvot (J.), *Nouveau recueil des arrêts de Bourgogne*, Genève, 1623, v^o bail à ferme, quest. 1^{re}. La décision est appuyée sur le droit romain, *L. I, c. De evictione* : « Ut qui vendidit hæreditatem, non tenetur singula corpora præstare, sed tantum hæreditatem. »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 350 (1710) : « Seront tenus les reteneurs de remettre et delivrer incessamment a leurs frais une grosse en parchemin des presentes audit sieur Bouchard, le tout a peine de tout depens... ». — *Ibid.*, G. 357 (1782) : « Les preneurs seront tenus remettre a Messieurs les venerables une grosse en parchemin des presentes, aussi a leurs frais. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 348 (1670). — G. 377 (1735). — G. 348 (1784).

(4) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, Recueil manuscrit d'Arrêts du Parlement de Bourgogne, par M. Nicolas Perrier l'aîné, v^o fermiers, f^{os} 878 et 879.

(5) Perrier et Raviot, *Arrêts notables du Parlement de Dijon*, Dijon, 1735, quest. 290, t. II, p. 483 et 484, n^o 19.

sous-amodier sans son consentement soit verbal, soit écrit ; parfois l'interdiction est formelle (1). Le bailleur va même jusqu'à défendre au fermier de prendre un associé pour l'aider dans son exploitation (2) ; dans une amodiation des revenus de Saint-Etienne, passée en 1656 (3), le notaire rédacteur de l'acte se réserve le droit de passer lui-même, le cas échéant, les contrats de sous-amodiation.

Le fermier est-il tenu, lorsqu'il a amodié un héritage ou un domaine, de payer toutes les charges dont est grevé ce fonds ; doit-il acquitter le paiement des censes et redevances par exemple ? Nous ne pouvons guère trouver cette solution dans les actes eux-mêmes qui, en général, sont muets à cet égard. Mais dans le recueil de Nicolas Perrier l'ainé, nous voyons que la question a fait l'objet de nombreux commentaires (4). Pour Loyseau il faudrait décider, contrairement aux anciens docteurs, qu'il n'y est pas tenu à moins que ce soit l'usage des lieux ou qu'il y ait une convention spéciale à cet égard. Le Parlement de Dijon décide, le 20 janvier 1668, que l'usage des lieux exige que ces redevances et prestations soient à la charge du preneur ; c'était également la solution admise en Franche-Comté, car, dit-on, c'est là une charge des fruits qu'il perçoit (5) ; c'est ainsi qu'il doit même payer

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 348 (1670, 1690, 1728). — G. 325 (1647). — G. 357 (1714). — G. 375 (1669).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *ibid.*, G. 325 (1627) : « Ne pourront se departir de ladite admodiation avant le terme ni associer aultre personne sans le consentement du bailleur. » — *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1772).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1656) : « En cas de sous-admodiation desdits revenus les actes seront passes par-devant le sousigne notaire comme notaire du Chapitre. »

(4) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, Perrier Nicolas l'ainé, *recueil manuscrit précité*, v^o fermiers, f^o 877.

(5) Dunod de Charnage, *Observations sur la coutume du comté de Bourgogne*, p. 52.

les gages des officiers de justice (1). Du reste, pour éviter toute surprise en ce qui concernait en particulier ces officiers de justice, dans la plupart des amodiations de domaines, la justice est mise à la charge du preneur qui doit faire tenir les « grands jours » et payer les gages de ces officiers (2).

Les parties s'engagent réciproquement, et lorsqu'il y a plusieurs preneurs solidairement, après renonciation au bénéfice d'ordre de division ou de discussion (3) ; quelquefois ils engagent également leurs femmes avec eux au paiement de la redevance et à l'observation des clauses (4). Mais en sus de cet engagement et outre l'obligation générale des biens, les parties ont l'habitude de donner des sûretés particulières. Ce sont tout d'abord comme aux siècles précédents, mais très rarement, des cautions présentées immédiatement (5) ou après un certain délai (6) ;

(1) Dunod de Charnage, *op. cit.*, p. 21.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1697). — *Ibid.* (1724) : « Paieront les preneurs, le prix du present bail, les honoraires des frais de justice dudit Asnieres, feront tenir a leurs frais les grands jours chaque annee ; feront rendre justice civile et criminelle a leurs frais ; paieront gages du garde des bois. »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1627). — *Ibid.* (1644). — *Ibid.* (1647). — *Ibid.* (1656). — *Ibid.* (1661). — *Ibid.* (1673). — G. 350 (1710). — *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 248 (1614), etc. — Dans un bail de seigneurie de 1753 (G. 325), les trois reteneurs qui n'avaient point indiqué au début qu'ils étaient solidaires, déclarent dans le corps de l'acte « qu'ils se sont associés à ladite ferme chacun pour un tiers sans que cette énonciation puisse les dispenser de l'exécution du présent bail et du paiement par la voie solidaire et indivisible. »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1772) : « Les reteneurs demeureront obliges sans division ny ordre de discussion un deux seul pour le tout et par toutes voies meme par corps, ils feront incessamment obliger leurs femmes s'ils en ont solidaiement entre elles et avec eux, auquel effet elles demeureront autorisees pour le faire tant en presence qu'en absence. »

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f° 237. — *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 757 (1790). — G. 776 (1772).

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 357 (1782) : « Et dans le cas ou lesdits preneurs ne payeroient d'avance le prix du present bail, ils seront tenus de donner bonne et suffisante caution trois mois apres leur entree en jouissance, faute de quoi il demeurera resolu et de nouveau amodie a leur folle enchere. »

puis, ce qui est nouveau, on stipule que les récoltes seront impignonnées et spécialement affectées au paiement de la redevance et par droit de préférence (1).

Quand ces sûretés ne sont pas stipulées ou même, en plus de ces sûretés, on envisage d'avance le cas où il y aurait défaut de paiement et on stipule qu'alors il serait procédé à une nouvelle adjudication, le bail étant résilié et ce aux « foll'encheres et frais » des preneurs (2) ou qu'ils seraient purement et simplement expulsés (3).

Le fermier peut-il, dans certaines circonstances particulières et exceptionnelles, obtenir soit la résiliation de son bail, soit tout au moins une diminution sur le prix de la ferme ? Question très importante qui a reçu des solutions totalement opposées suivant les pays, et pour laquelle le Parlement de Bourgogne s'est vu souvent en contradiction avec les auteurs. Néanmoins il s'est accusé sur ce point, au dix-septième siècle, une tendance accentuée à former une théorie générale de ces cas de résolution ou de diminution, pouvant s'appliquer aussi bien à la location de maisons qu'au bail rural.

Que dire tout d'abord du cas fortuit de la tempête ou orage, de la grêle et de la stérilité, etc. ?

Le cas fortuit, communément appelé en Bourgogne *orvale* (4), est le plus souvent à la charge du propriétaire ;

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 397 (11 février 1702) : « ...Pour seurte de quoy le foin qui proviendra desdits pays demeurera comme deja present il demeure, speciallement affecte et impignore auxdits sieurs venerables a l'exclusion de tous autres. » — *Ibid.*, G. 357 (1714) ; (1735) : « Et pour plus grande surte les grains et foings provenant d'icelles terres et preys seront et demeureront speciallement hypothèques envers ledit sieur laisseur qui pourra recourir sur le tout a defaut de payement par preference et a l'exclusion de tous creanciers. » — G. 350 (1710).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 329 (1692). — G. 350 (1710). — *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1772).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 397 (1702).

(4) Ce mot fut employé de très longue date en Bourgogne et on le trouve déjà dans le *Coutumier* de Marnier, chap. xviii, § 2.

c'est là un principe de droit romain de même que les clauses obscures s'interprètent toujours contre le locateur (1). Pour que l'orage et la tempête soient considérés comme une clause de résolution, il faut que les fruits aient péri totalement pendant toute la durée du bail (2). C'est aussi la solution adoptée en général par tous les arrêts et par les auteurs pour la stérilité. Si la stérilité est absolue, si elle porte sur toutes les années du bail, le fermier sera libéré pour toute la durée de la ferme ; mais si le bail ayant été consenti pour plusieurs années, il n'y a qu'une année de stérilité, le montant de la ferme ne sera même pas diminué, car on suppose que cette année sera compensée par les années d'abondance qui auront précédé ou qui suivront pendant la durée de l'amodiation (3) ; c'est du reste, ajoute un arrêt du Parlement de Dijon du 16 mai 1690 (4), un événement que le fermier a dû prévoir lorsqu'il a contracté. Le principe qui a inspiré ces décisions est un principe romain qui se trouve au Digeste (5). Cette solution n'était, il est vrai, pas toujours, ni partout appliquée ; M. Claude de la Ville rapporte, en effet, un arrêt du 19 juillet 1584, cité par Charondas, par lequel le fermier a obtenu une diminution sur le montant de la redevance pour la stérilité d'une année (6).

En cas de maladie, d'épidémie (comme la peste), ou en cas de guerre, voire même de crainte de guerre, les solutions sont souvent contradictoires.

Le principe en cette matière a été fixé par un arrêt général de 1630, décidant que « la guerre, la peste,

(1) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, p. 484, n° 24.

(2) *Ibid.*, p. 480, n° 12.

(3) *Ibid.*, p. 480, nos 1 et 3.

(4) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, p. 480, n° 12.

(5) Digeste, *Locat., conduct.*, fr. XV, § 2 ; fr. XXVII, § 1^{er}.

(6) Claude de la Ville, *Ordre alphabétique et Dictionnaire contenant les principales maximes et décisions du Palais*, Paris, 1692, v° bail, n° 795, et Charondas, livre VII, resp. 137, f° 242.

et la maladie contagieuse, sont des causes justes pour demander diminution aux propriétaires sur le prix des baux à cause des non-jouissances (1) ».

Conformément à cet arrêt de principe, il a été jugé le 29 avril 1633, par le Parlement de Bourgogne (2), qu'une personne qui avait amodié pour trois ans une partie de la seigneurie de Tart, avait droit à une diminution parce que la peste étant survenue, le prix des denrées avait diminué aux foires et marchés, et qu'il avait de ce chef subi un grave préjudice ; le propriétaire est tenu de supporter cette diminution provenant du cas fortuit.

Mais le Parlement de Dijon s'est prononcé souvent aussi en sens contraire ; les arrêts du 16 février 1632 et du 10 juillet 1635 entre autres, n'admettent pas de diminution (3). Dans le premier de ces arrêts, il s'agit d'un certain François Cusenier qui avait loué une maison pour six années ; la peste sévit en 1631 ; François Cusenier apprend qu'il y a un pestiféré à côté de lui, dans la même maison, et un autre en face ; il s'éloigne pendant quelque temps et, à son retour, demande une diminution sur le prix de sa location qui lui est accordée par le gouverneur de la chancellerie. Le Parlement appelé à statuer, réforme le jugement et lui refuse toute diminution. Raviot, commentant cette décision qui lui paraît contraire aux principes, suppose que le Parlement s'est prononcé dans ce sens parce que le locataire avait dû laisser ses meubles dans

(1) Brillon (Pierre-Jacques), *Dictionnaire des arrêts ou Jurisprudence universelle des Parlements de France*, Paris, 1727, t. I, v^o bail à ferme, p. 430.

(2) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, registre mapuscrit d'*Arrêts du Parlement de Dijon, recueillis par M. de la Mare, avocat au Parlement de Dijon, 1754*, v^o locat., conduct., f^o 367. — Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290.

(3) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, *De la Mare, reg. man. précité*, v^o locat., conduct., f^o 365. — Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, p. 489.

la maison et que le propriétaire avait déjà pu se payer en les prenant.

Cette explication n'est pas satisfaisante ; le propriétaire n'a le droit en effet de se faire payer que ce qui lui est dû et de saisir les meubles que pour le montant de la dette ; or, la question qui se pose nettement ici, est précisément celle de savoir s'il lui est dû quelque chose, ce qui n'est pas prouvé.

De nombreuses discussions se sont élevées au dix-septième siècle à propos de la guerre et des troubles qu'elle peut apporter dans la jouissance paisible des fermiers ; mais le plus souvent on accorde une diminution sur le prix. C'est tout d'abord l'avis de l'arrêt général de 1630 que nous citons plus haut (1) ; puis c'est la solution préconisée par le Parlement de Bourgogne qui va même jusqu'à estimer, le 2 janvier 1674, que la guerre amène la résolution du contrat (2). A la suite de la déclaration de guerre avec l'Espagne en 1673, les Espagnols s'étant installés à Gray et menaçant de venir brûler les faubourgs de Dijon, un corps de garde avait été placé dans une maison louée à Joseph Dupont. Celui-ci demanda la résolution de son bail ; mais le propriétaire, un nommé Barberet, prétendit qu'il n'y avait pas lieu ; c'est alors que le Parlement, devant qui fut porté le différend, donna gain de cause au locataire.

Le 5 mai 1685, intervint une décision semblable (3) ; des prés avaient été amodiés sur les bords de la Saône ; ils furent fauchés par les soldats du roi qui campaient à proximité. Le sous-amodiateur demanda à l'amodiateur la résolution du bail en lui cédant son droit à l'indemnité ; la Cour, sous le bénéfice des offres du fermier, le regarda

(1) Brillon (Pierre-Jacques), *op. cit.*, p. 430.

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, p. 481.

(3) *Ibid.*, p. 478.

comme évincé du produit de sa ferme et accorda une indemnité. Raviot estime que cet arrêt est contraire aux principes ; ici il n'y avait perte que sur une seule année, or, elle devait être supportée par le fermier qui pouvait trouver une compensation dans les années plus fertiles ; la Cour, à son avis, a eu tort de le regarder comme complètement évincé.

De même, Bouvot a longuement discuté cette question de la diminution pour cause de guerre, en commentant divers arrêts du Parlement (1), et il estime que d'une façon générale la diminution doit être accordée s'il n'y a pas faute ou négligence de la part du fermier.

Il n'est même pas toujours nécessaire que la guerre ait éclaté ; un arrêt du Parlement de Bourgogne, du 2 janvier 1674, juge que la crainte seule de la guerre est un moyen de résolution (2) ; cette solution, d'après nous, est manifestement exagérée et contraire aux principes ; il est vrai qu'il s'agit plutôt ici d'une question d'espèce, de fait, que d'une question de droit.

On s'est demandé s'il était possible de faire résoudre le bail pour excès du prix de la location, ou pour lésion de plus de moitié prix. En principe, cette diminution n'était pas due ; Perrier nous dit que « la lésion d'outre moitié du juste prix n'est point un moyen de rescision contre les baux à ferme (3) », et Bouvot propose cette même solution pour la vilité du prix (4).

(1) Bouvot (J.), *Nouveau recueil des arrêts de Bourgogne*, Genève, 1623, 2^e partie, v^o fermier, quest. 1^{re}, p. 77, 78, 79 et 80. — *Ibid.*, v^o perte de meubles et fruits, quest. 1^{re}, p. 160 et 161 ; 3^e partie, v^o bestail perdu, quest. 1^{re}, p. 10. — Nous indiquons les solutions de cet auteur en faisant les plus expresses réserves, les théories qu'il soutient étant, si l'on en croit le président Bouhier, trop souvent erronées (Bouhier, *Les coutumes du duché de Bourgogne*, t. I, *Histoire des commentateurs de la coutume.*)

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, p. 481, n^o 10.

(3) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, p. 481, n^o 34 ; cependant un arrêt du 9 juillet 1669 (*ibid.*, p. 485 et 486) admet la solution contraire.

(4) Bouvot, *op. cit.*, 1^{re} partie, v^o loage de maison, quest. 2, p. 208 et 209.

Il arrive parfois qu'un fermier ait payé d'avance le prix entier de son amodiation, ou tout au moins qu'il l'ait payé avant que se soit produit le cas fortuit, l'événement extraordinaire qui lui donnera droit à une diminution. Pourra-t-il alors répéter une partie du prix ? Nous le croyons, car son droit n'est pas résolu par le fait du paiement ; au moment où il l'effectuait, conformément aux clauses de son bail, il ne pouvait soupçonner le cas fortuit qui est intervenu postérieurement ; c'est la *condictio indebiti*. Il a été ainsi jugé, du reste, par le Parlement de Dijon, le 29 avril 1633, dans un arrêt que nous avons déjà cité (1). Une partie de la seigneurie de Tart avait été amodiée pour trois ans, et le fermier avait payé d'avance le prix, soit 800 livres ; la peste ayant éclaté, le fermier obtint une diminution, et le bailleur fut obligé de restituer une partie du prix qu'il avait perçu.

Tels sont les différents cas de force majeure, ou événements exceptionnels qui motivèrent les nombreux arrêts du Parlement et les commentaires des auteurs. Les efforts convergents de la doctrine et de la jurisprudence étaient ainsi parvenus à établir, par l'extension de la notion d'*orvale*, une théorie presque générale des causes de diminution de jouissance éprouvée par les fermiers et susceptibles d'entraîner, soit la résolution du bail, soit tout au moins la remise du prix de la ferme. L'esprit qui domine toutes ces solutions, c'est à coup sûr le développement de l'idée du droit personnel ; plus que jamais, à cette époque, s'affirme l'obligation pour le bailleur de faire jouir le preneur, obligation d'où découle une garantie spéciale en vertu de laquelle le propriétaire, s'il ne peut procurer au fermier une jouissance paisible, doit subir une partie au moins des conséquences de ce défaut de jouissance.

(1) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, De la Mare, *reg. man. précité*, v^o *locat., conduc.*, f^o 367. — Perrier et Raviot, t. II, quest. 290, p. 480.

Mais la pratique n'accepta pas sans difficulté une telle perturbation de l'ancien état de choses et, en fait, pour y revenir, de nombreuses clauses furent introduites dans les actes par les parties contractantes. Ce sont les clauses de non-diminution par lesquelles le preneur s'interdit, au moment où le contrat se forme, le droit de demander la résolution du bail ou une diminution de la redevance basée sur la non-jouissance provenant de cas fortuits. Ces clauses sont d'un usage courant à notre époque, et nous les rencontrons dans quantité d'amodiations (1).

A côté de ces interdictions absolues auxquelles se soumettaient les parties, on trouve des clauses de non-diminution moins rigoureuses (2); les contractants fixent eux-mêmes les cas dans lesquels une remise partielle ou totale de la redevance sera accordée.

En 1620, par exemple, dans une amodiation de dîmes, il est convenu que si la grêle endommage les récoltes, le fermier obtiendra sur le prix de la ferme une diminution proportionnelle au dommage subi (3); dans un bail à ferme de domaine, passé en 1772, c'est le feu du ciel qui seul sera admis comme cas de force majeure (4). Ces dif-

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1627), (1647), (1715). — G. 329 (1692): « ...Sans que lesdits reteneurs puissent pretendre aucune diminution pour quelque cause et occasion que ce soit, attendu la modicite du prix du present bail. » — G. 357 (1714). — G. 375 (1669): « ...Ne pourra pretendre aucune diminution pour quelque cause que ce soit. »

(2) Ferrière (Claude-Joseph de), *La science parfaite des notaires ou le moyen de faire un parfait notaire*, Paris, 1735, v^o bail à ferme.

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Bèze*, reg. H. 132, f^o 259 (1620): « ...Et ou il arriverait accident que Dieu ne veuille de gresle sur les grains dudit finage auparavant la recolte dudit dixme, est accorde en ce cas que ledit reteneur aura diminution sur le prix du present bail a raison de la perte qu'il pourrait recevoir, pourvu que trois jours apres les inconvenients advenus, ledit Fabvet les denonce et fasse dûment scavoïr audit sieur de Requeleyne »

(4) Archives de la Côte-d'Or, *Aulun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 776 (1772): « Ils ne pourront pretendre a aucune diminution pour grele, gelee ou tous autres accidents preuus ou impreuus a la reserve du feu du

férentes clauses étaient-elles valables ? Le Parlement, appelé maintes fois à se prononcer sur ce point, répondit toujours affirmativement.

Ainsi, le 13 juillet 1609, le Parlement de Dijon décida que le bail étant fait « à tout péril et fortune, et sans qu'on puisse prétendre aucun rabais pour quelque cas fortuit que ce soit », on ne peut demander de diminution à cause de la peste (1).

De même, un locataire chassé pendant quelque temps de sa maison par la peste, demanda par la suite une diminution sur le prix de sa location ; elle lui fut accordée par la Chancellerie ; mais un arrêt réforma cette décision le 10 juillet 1635, parce que le bail portait que le preneur n'aurait droit à aucune diminution pour cas de guerre, de peste ou de famine (2).

Enfin, en 1669, le Parlement décida « en la cause de Caron, fermier des greffes de Saint-Rambert, contre d'Augey, fermier general du marquisat, et le dit d'Augey, demandeur en garanties contre Mad. de Sauoye, que ledit d'Augey s'étant soumis en tous cas et evenements sans pouuoir pretendre diminucion pour quelque cause et occasion que ce fut, le cas fortuit et insolite y etoit compris, meme le fait du prince qui est une force majeure, car le Roy ayant fait l'ordonnance de 1667 qui diminue sur les droits du greffe, Caron s'etoit pourueu en dedommagement contre d'Augey ; ne s'etant pas restreint a cette clause, d'Augey auoit apelle en garentie Mad. de Savoye de la maison de Nemours (3) ».

ciel, cas auquel et seulement les batiments incendies seront repares par les seigneurs sans que les reteneurs puissent pretendre de dommages et interets soit pendant qu'on retablirait les batiments ou partie d'iceux, soit pour les effets qu'ils auroient pu perdre dans l'incendie. »

(1) Brillon (Pierre-Jacques), *op. cit.*, t. I, v^o bail à ferme, p. 430.

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, p. 489.

(3) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, Perrier Nicolas l'ainé, *reg. manuscr. précité*, v^o fermiers, p. 878 (arrêt du 12 avril 1669). — Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, p. 492, n^o 77.

Nous venons, en examinant les différentes règles applicables aux cas fortuits, d'effleurer le problème si délicat de la nature du droit transféré par le bailleur au preneur. En effet, toutes ces solutions préconisées par les auteurs et le Parlement découlent, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, du principe de la garantie due par le propriétaire de la chose louée à son locataire, indice certain de la transmission d'un droit personnel.

Mais que penser d'une façon générale de la nature exacte du lien de droit qui unit entre elles les parties contractantes pendant les dix-septième et dix-huitième siècles ?

Il suffit d'examiner les différentes chartes de cette époque pour constater une tendance diamétralement opposée à celle de la période précédente ; au lieu de rencontrer à la base le *jus in re* que l'on s'efforce de faire disparaître pour y substituer le droit personnel, nous nous trouvons en présence du droit personnel, sorti vainqueur de la lutte que s'étaient livrée les deux notions opposées durant les siècles précédents et qui se manifeste dans les chartes de cette période par une obligation du bailleur qui devra « conduire » le bien au preneur et « le faire jouir ». Cette clause ne se comprendrait certainement pas avec un transfert de droit réel qui oblige simplement le propriétaire à livrer.

Au surplus, la présence du lien de droit personnel nous est attestée par nombre d'auteurs qui se sont préoccupés de cette question, ainsi que par les quelques arrêts qui ont statué sur ce point. De la lecture de ces arrêts et de ces auteurs, il ressort nettement que le fermier ne possède pas le *jus in re* ; bien au contraire il n'est que détenteur du bien à lui loué et n'en est même pas possesseur (1). C'est ainsi qu'on lui refuse le droit d'intenter

(1) Toutes ces solutions sont appuyées sur le droit romain, qui à ce moment a influé directement sur la jurisprudence des Parlements.

la complainte possessoire. Un arrêt de 1673 (1) est rendu en ce sens, confirmant ainsi l'ordonnance de 1667 (2), et Nicolas Perrier qui le commente, estime que cette solution est au-dessus de tout reproche. Perrier et Raviot, à propos d'un arrêt du 15 décembre 1678 qui repoussait le droit pour un fermier d'intenter la complainte possessoire, ajoutent que « les fermiers ne sont que détenteurs et non possesseurs (3) ». Bouvot rappelle et soutient également ce même principe (4).

Enfin on a argumenté, pour prouver le lien de droit personnel, de ce que les lods et ventes n'appartenaient jamais au fermier à défaut de clause spéciale ; nous reproduisons cét argument qui a donné lieu à nombre de controverses rappelées par Perrier et Raviot, sans y attacher plus d'importance qu'il n'en comporte (5). D'après nous, il n'a pas une portée bien grande, pas plus, du reste, que l'obligation pour le fermier d'acquitter les charges de l'héritage à lui baillé ; on aurait très bien pu accorder au reteneur le produit des lods et ventes comme étant des fruits de la chose louée, sans pour cela changer la nature du droit.

Il ne faudrait cependant pas s'exagérer l'étendue de cette suprématie évidente du lien de droit personnel au cours de cette période, et en conclure que le droit réel, supplanté dans son influence, a disparu pour toujours.

Les efforts tentés aux quatorzième, quinzième et seizième siècles pour faire triompher le droit personnel se retournent dans la direction opposée et, au dix-septième siècle, se manifeste une tendance mal déguisée à revenir

(1) Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, Perrier Nicolas l'aîné, *reg. manusc. précité*, v^o fermiers, p. 881.

(2) Ordonnance de 1667, titre XVIII, art. 1^{er}.

(3) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. III, quest. 290, p. 483, n^o 18, et p. 492.

(4) Bouvot, *op. cit.*, 1^{re} partie, p. 360.

(5) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 325 (1724). — Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, p. 488.

au droit réel. Celui-ci sommeille encore à l'état latent dans nombre de clauses que l'habitude, renforcée par plusieurs siècles d'existence, ne peut se résigner à voir disparaître (1).

Mais si cette tendance ne se manifeste pas toujours sous la forme de caractères bien déterminés, elle peut s'induire de ce fait que les autorités ecclésiastiques, ainsi que les auteurs, redoutent plus que jamais un transfert de droit réel s'opérant en dehors de la volonté même des parties.

C'est ainsi qu'on recommande de ne pas conclure de baux dépassant neuf années, car ils sont regardés comme particulièrement dangereux (2). Ces conseils furent en général suivis durant cette période, et nous ne rencontrons que fort peu d'amodiations pour une durée supérieure à neuf années (3). Les nombreuses prescriptions édictées par les Décrétales et l'Extravagante *Ambitosæ* (4), renouvelées ensuite par l'ordonnance de Blois (5) et par les auteurs tels que Chasseneuz (6), qui, pendant les siècles précédents, étaient restées lettre morte dans notre province (7), semblent, à partir du dix-septième siècle, exercer une influence sur les amodiations des biens de l'Eglise et même des particuliers. Le concile de Trente était venu du reste, en 1563, renforcer la valeur des interdictions précé-

(1) On trouve par exemple la délivrance réelle de la chose louée. Archives de la Côte-d'Or, *Autun, Chapitre cathédral de Saint-Lazare*, G. 757 : « ...Fait delivrance reelle et tranchee du produit de laditte dixme... »

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, n° 53; Dumoulin sur Paris, art. 5, nomb. 6.

(3) C'est à peine si nous avons pu en trouver trois sur les 250 chartes que nous avons consultées pour cette période.

(4) *Corpus juris canonici, textes précités.*

(5) Ordonnance de Blois, de 1629, art. 79.

(6) Chasseneuz, *Le grand costumier de Bourgogne*, Paris, 1534, « Des mainmortes », § 10, nos 38 et 39.

(7) Elles étaient suivies depuis longtemps dans les Parlements d'Aix et de Toulouse. (Dunod de Charnage, *Traité de la prescription*, 2^e partie, prescription des biens d'Eglise, p. 16.)

dentes, en décidant que les baux à longue durée des biens d'Eglise étaient nuls (1).

Aussi, en présence des clauses habituelles que nous rencontrons dans les amodiations du dix-septième siècle, et des prescriptions que nous venons de passer en revue, n'hésitons-nous pas à conclure qu'en dépit de la tendance sourde qui se manifeste en faveur du droit réel, c'est le droit personnel qui seul, pendant la période qui nous occupe, est transféré au preneur par le bailleur.

Ces vestiges indiscutables de droit réel que nous avons pu relever précédemment, bien que débordés par la notion de droit personnel, n'en laissent pas moins subsister jusqu'à la fin du dix-huitième siècle une partie des caractères qui ont toujours nettement séparé le bail à ferme du bail de maisons. A première vue, on serait cependant tenté d'admettre le contraire; en effet, au dix-huitième siècle, alors que la distinction avait toujours été auparavant très nette entre les deux aspects du contrat de louage, alors que le terme d'amodiation avait toujours été spécial en Bourgogne, aux biens ruraux et aux concessions administratives, apparaît une tendance à confondre, sous la dénomination générale d'amodiation, toutes les concessions temporaires.

C'est ainsi que nous voyons des amodiations de vignes faites moyennant le quart des fruits (2); or, il est bien certain que, malgré l'expression « j'ai retenu et amodié », il s'agit en réalité dans ces actes de baux à fruits ou mélayages et non de baux à ferme.

Au surplus, tous les auteurs de cette époque et en particulier Perrier et Raviot, emploient le mot amodiation

(1) Concile de Trente, session XV, *De reformatione*, cap. II. — Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, Lyon, 1770.

(2) Archives de la Côte-d'Or, reg. H. 132, f° 262 (1621) et f° 287 (1645).

d'une façon très générale, et pour désigner par exemple la location de biens urbains ils disent volontiers une amodiation de maisons (1).

Sans doute, il n'y a pas que dans la terminologie que cette confusion tend à se produire. Nous avons déjà signalé, à propos du cas fortuit, les efforts qui sont faits pour établir une théorie générale du louage.

Mais, malgré la confusion dans les appellations, en dépit des efforts convergents des Parlements et des auteurs pour donner des principes identiques et des règles semblables aux deux espèces de baux, il est bien certain que la fusion n'a pu être achevée, et avant la Révolution française il a toujours subsisté des distinctions très nettes et très profondes entre les deux notions.

La première des différences importantes que l'on peut signaler, se rapporte à la prescription. L'ordonnance de Blois de 1629, article 142, qui a été enregistrée et suivie au Parlement de Bourgogne, porte que « cinq années après les baux expirez, les fermiers ne peuvent plus être recherchés pour le prix de leur ferme (2) ». Or, cette prescription est essentiellement particulière aux baux à ferme et, pour les maisons, la prescription suivie est celle de trois ans (3). Si après l'expiration du bail le fermier demeure dans la ferme, il y a reconduction tacite et il est obligé de prolonger le bail pendant une année s'il s'agit d'un bail à ferme proprement dit ; au contraire, si le locataire d'une maison d'habitation demeure dans la maison après le bail, il ne s'en forme pas un nouveau. Le locateur et le locataire sont libres, le premier d'expulser, le second de quitter et « le bail ne subsiste que pour le temps passé (4) ».

(1) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290.

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, p. 482, n° 16.

(3) Bouhier, *op. cit.*, Coutume de Dijon, Bourg., § 95 : « Il est de costume a Dyion que se trois ans passent, qu'on ne doit demander de louer de maison. »

(4) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, n° 16, p. 482.

Les deux baux se distinguent encore au point de vue des obligations du bailleur. Le locateur ne doit que la maison nue ; au contraire « le maître est obligé de donner à son fermier l'usage de tous les instruments et les ustensiles extans et destinés à la culture et à la récolte des fruits (1) ».

Quant au privilège du bailleur, il s'exerce différemment dans l'un et l'autre bail. Celui du fermier ne porte que sur les fruits ; on invoque pour justifier cette solution un droit romain mal compris, basé sur la raison suivante que la loi « a pourvu suffisamment au maître d'un fond rural, en lui affectant spécialement et préférablement les fruits qui se recueillent dans le domaine, et à l'égard du propriétaire *urbani prædii*, comme il n'y a point de fruits naturels, il est juste qu'il ait son privilège et sa sûreté, sur les meubles et effets qu'on a portés dans son fonds et dans sa maison (2) ». Les cahiers de Bourgogne (3) semblent justifier cette opinion, en distinguant « la saisie des fruits d'icelle terre ou des meubles trouvés en la maison louée ».

Toutefois, Taisand ne paraît pas admettre cette distinction (4), mais il introduit une nouvelle différence ; sans spécifier si le privilège du bailleur à ferme porte sur les meubles et les fruits ou sur les fruits seulement, il prétend que le propriétaire d'un fonds rural n'est préféré que pour le prix de la ferme de l'année courante, non pour les précédentes ; au contraire, le locateur de maisons est préféré pour toutes les années, en vertu de la loi du Digeste qui ne distingue pas et dit d'une façon générale *pro*

(1) *Corpus juris civilis*, Digeste, loi XIX, § 2.

(2) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290.

(3) Cahiers de la réformation de la coutume de Bourgogne, § 124.

(4) Taisand, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne*, Dijon, 1698, titre V, art. 4, « Des rentes, notes 11 et 12, p. 306 et suiv.

pensionibus (1). La clause d'impignoration des meubles, au dire de Taisand, ne changerait nullement la situation du fermier (2) ; c'est du reste la solution du Parlement de Bourgogne dans un arrêt du 13 juillet 1638, qui prétend de cette façon éviter les fraudes possibles entre bailleurs et fermiers au préjudice d'autres créanciers (3). Cette constatation de Taisand est intéressante, et montre combien la location urbaine est plus près du droit romain que la ferme rurale.

Mais la différence la plus typique entre les deux formes du contrat de louage, est certainement celle qui a trait au droit d'expulsion. C'est une condition tacite de la location urbaine, que si le propriétaire veut habiter lui-même sa maison, ou si elle devient nécessaire à son usage personnel, il a le droit d'expulser le locataire. Ce droit lui est fourni par la loi romaine dite loi *Aede* (4), qui a toujours reçu son application en Bourgogne, et que tous les auteurs admettent ainsi que la jurisprudence (5) pour notre province, mais qui, néanmoins, a donné lieu à de nombreuses controverses. C'est de cette loi qu'est né le vieil adage : « Vendition passe location (6) » qui a reçu en jurisprudence maintes applications, dont quelques-unes même ont singulièrement étendu le principe.

Le 13 juillet 1681, en application de cet adage, le Parlement condamne un locataire à déloger et, muni de cette sentence, l'acheteur, pour l'expulser, fait mettre ses meu-

(1) *Corpus juris civilis*, Digeste, loi II, *In quibus causis pignus vel hypotheca tacite contrahatur*. — Taisand, *op. cit.*, *eod. loc.* — Bibl. de l'Ordre des avocats de Dijon, De la Mare, *reg. manusc. précité*, f^o 365. — Arrêt du Parlement de Dijon, du 1^{er} avril 1632.

(2) Taisand, *op. cit.*, *eod. loc.*, note 12.

(3) Arrêt rapporté par Taisand, *op. cit.*, *eod. loc.*

(4) *Corpus juris civilis*, loi III, code, *De local. conduct.*

(5) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, n^o 114. — Boubier, *op. cit.*, § 73.

(6) Loysel, n^o 474. — Pothier, *Louage*, n^o 296.

bles sur le pavé. Une sentence identique avait été rendue le 10 janvier 1681 (1).

On étendit ce principe au cas où le locateur aurait besoin de la maison pour y établir un de ses enfants (2). Deux décisions de la chancellerie de Chalon nous sont rapportées sur ce point par Bouvot. Dans la première, le locataire est expulsé parce que le père donne à sa fille une maison en faveur du mariage; dans la deuxième, c'est une mère qui donne une maison à son fils pour cause de mariage. Dans ces deux décisions, le locataire ayant demandé des dommages et intérêts, le lieutenant en la chancellerie accorde ceux qui résultent « tant du transport que du déplacement des meubles (3) ».

Bouvot critique cette appréciation des dommages, et cite plusieurs auteurs qui prétendent que l'on devrait accorder « l'intérêt que ce luy est de n'observer le louage (4) ». Puis ces auteurs indiquent un moyen qui leur paraît susceptible de tourner la loi *Aede*, dont l'application très stricte et générale en Bourgogne, était parfois très dure; pour l'éviter, le locataire d'une maison n'avait qu'à se faire consentir une hypothèque spéciale par le bailleur, car une hypothèque générale n'aurait pas suffi (5) et l'acheteur aurait pu l'expulser avec des dommages-intérêts bien entendu.

Ces dommages-intérêts, d'abord fixés au prix du transport des meubles, furent augmentés par la suite. Un arrêt du Parlement, en date du 11 juillet 1670, les fixa à trois mois de location et cette règle fut désormais suivie, nous

(1) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, p. 486 et 487.

(2) *Ibid.* p. 591 (rapportant un arrêt du Parlement de Dijon, rendu le 5 octobre 1637).

(3) Bouvot, *op. cit.*, 1^{re} partie, p. 119 et 120; 3^e partie, p. 153 et 154.

(4) Bouvot, *ibid.*

(5) Bouvot, *op. cit.*, 3^e partie, p. 3 (rapportant un arrêt du Parlement de Bourgogne, du 23 février 1581).

dit Raviot (1). Mais ajoute-t-il, cette règle de la loi *Aede* ne s'applique pas au locataire vis-à-vis du sous-locataire. Le locataire ne peut l'expulser, car la loi *Aede* est un privilège de la propriété.

D'autre part, pour que la loi *Aede* pût recevoir son application, il fallait que la maison appartînt à un seul propriétaire et ne fût pas indivise entre deux personnes (2). Cette loi *Aede* s'est-elle appliquée aux baux à ferme? Tous les auteurs et les arrêts du Parlement sont d'accord pour déclarer que ce privilège ne s'applique pas *in prædiis rusticis*; « il n'y a ni la même faveur ni la même nécessité que dans le bail d'une maison dans laquelle un propriétaire doit habiter lui-même (3) ».

Ainsi, à la veille même de la Révolution française, les différences entre les deux contrats de louage sont profondes, et prouvent avec évidence que le bail de maisons suivait strictement le droit romain, et que le bail à ferme, malgré les efforts tentés à cette époque pour lui appliquer ces mêmes solutions romaines, conservait l'empreinte très nette du droit coutumier et de la notion du transfert de droit réel, qui n'avait pu s'effacer complètement et qui explique en grande partie l'inapplication de la loi *Aede* aux biens ruraux.

(1) Perrier et Raviot, *op. cit.*, quest. 290, n° 45.

(2) *Ibid.*, quest. 290, p. 290, et décision de la chancellerie de Chalon, du 26 mars 1648.

(3) Perrier et Raviot, *op. cit.*, t. II, quest. 290, n° 48.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude d'évolution historique, nous pouvons aisément, en jetant nos regards en arrière, constater les résultats obtenus tant au point de vue historique qu'au point de vue pratique.

Il apparaît tout d'abord clairement, que le terme d'amodiation, très vague et très général jusqu'au treizième siècle, prend, à dater de cette époque, un sens restreint et précis ; il désigne une institution propre, un contrat original, le bail à ferme, qui évolue indépendamment des autres contrats. Cette originalité, en dépit des nombreuses applications qui en sont faites au cours des cinq siècles qui suivent et qui agissent si directement sur la situation économique de la Bourgogne, ne subit aucune altération de fond jusqu'au dix-huitième siècle.

Mais à cette époque, sous l'influence des idées du moment et de la jurisprudence du Parlement de Bourgogne qui s'inspire directement des solutions romaines, les efforts tendent à établir une théorie générale du louage, par la réunion de la location de maisons et de l'amodiation. Néanmoins, cette fusion ne peut s'opérer avant la Révolution française tant leurs caractères sont encore divergents.

Comment expliquer que l'unification n'ait pu se produire ?

L'unique cause, croyons-nous, réside dans la longue lutte entre les deux notions opposées de droit réel et de

droit personnel qui s'est perpétuée pendant toute la durée de l'évolution de notre contrat.

Au treizième siècle, on croit qu'il est impossible de jamais créer entre les parties un autre lien de droit que le droit réel ; le bail à long terme admettait le transfert du *jus in re* pour le temps de la location, on ne pouvait imaginer une conception différente.

Puis, sous l'influence du droit canonique et des prescriptions de l'Eglise, apparaissent certains caractères de personnalité, qui entrent en lutte avec la notion de réalité et parviennent à s'introduire dans les baux de biens ecclésiastiques dès le quatorzième siècle. Mais le droit réel reste néanmoins maître de la situation et les notaires, s'inspirant toujours du droit coutumier, ne laissent pénétrer dans leurs actes aucune trace de droit personnel. Toutefois, sous les efforts continuels de l'Eglise et l'action des besoins économiques qui s'opposent à l'attribution d'un droit trop étendu sur la chose louée, les caractères personnels commencent à pénétrer au seizième siècle, mais concurremment avec les caractères réels.

Ce n'est qu'au dix-septième siècle que le droit personnel prend véritablement l'avantage, et on assiste dès lors à un fait curieux ; après avoir concentré tous les efforts pour arriver au lien de droit personnel, on cherche ensuite à atténuer l'influence de ce droit, en introduisant des clauses où perce le droit réel. On sent que la lutte n'est pas terminée et un événement quelconque suffirait à la ranimer et peut-être à faire triompher de nouveau le *jus in re*.

Et c'est dans ces conditions que se présente la question du lien de droit entre les parties contractantes à la fin de l'ancien régime.

Il existe toujours une scission bien définie entre le bail de maisons nettement personnel et le bail à ferme, chez lequel subsistent des éléments des deux notions contraires.

C'est alors que les rédacteurs du Code civil, en présence

de cet état de choses, chercheront à unifier les deux aspects si différents du contrat de louage pour n'en former qu'une seule théorie véritablement générale. Et il s'est passé ce fait bien naturel : en puisant dans l'un et l'autre des deux contrats des éléments destinés à former notre théorie actuelle, les rédacteurs du Code ont subi malgré eux l'influence des solutions coutumières et ont laissé passer dans notre législation du louage (1), qui devait être essentiellement dominée par la personnalité, certains caractères qui rappellent, à coup sûr, l'ancien transfert de droit réel. De nos jours, certains jurisconsultes, étonnés de rencontrer ces traces de réalité, ont émis cette idée que, maintenant encore, le bailleur devait transférer un droit réel au preneur.

Notre étude montre ainsi d'où est née la grande controverse que nous signalions au début. Il y a en vérité, dans la notion du louage actuel, deux points de vue différents qu'il est impossible théoriquement de ramener à un seul ; mais quand la théorie se fait, l'histoire peut quelquefois donner une réponse.

Or, n'est-ce pas préparer la solution des difficultés, que d'établir quand, comment et pourquoi elles sont nées ?

(1) Code civil, chap. II, sect. III, art. 1763 à 1779. D'autre part, l'article 1743 semble être inspiré d'un droit réel. C'est lui, du reste, qui a donné naissance à la controverse sur la nature du droit et a été le principal argument pour les partisans de la réalité de notre louage. (Troplong, *op. cit.*, louage, t. I, n° 5 ; t. II, n° 473. — Jozon, *Revue pratique*, 1895, t. XX, p. 358.)

Vu :

E. CHAMPEAUX.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Dijon, le 26 juillet 1906,

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

ERRATA

- Page 3, ligne 20, au lieu de : *vraiment*, lire : *vraiment*.
- 6, ligne 9, au lieu de : *qui unit entre eux*, lire : *qui unit entre elles*.
- 45, ligne 4, au lieu de : *par la fôl rattachée*, lire : *par la foi attachée*.
- 46, ligne 8, au lieu de : *qui seront tenues*, lire : *qui seront tenus*.
- 51, ligne 2, au lieu de : *incoporel*, lire : *incorporel*.
- 60, ligne 8, au lieu de : *suit*, lire : *suivent*.
- 70, ligne 20, au lieu de : *c'est-à-dire le bail à ferme*, lire : *c'est-à-dire de bail à ferme*.
- 72, ligne 10, au lieu de : *qui risquent aussi*, lire : *qui risquent ainsi*.
- 73, ligne 19, au lieu : *il existe toujours et en dépit des efforts de l'Eglise et à l'insu même des parties, il devait être transféré*, lire : *il existe toujours en dépit des efforts de l'Eglise et, à l'insu même des parties, il devait être transféré*.
- 103, ligne 7, au lieu de : *les abbayes « paier...*, lire : *les abbayes, « paier...*
- 103, ligne 8, au lieu de : *dudit Dijon »* ;, lire : *dudit Dijon »,.*
- 108, *in fine*, au lieu de : *On en arriva aussi*, lire : *On en arriva ainsi*.
-

TABLE DES MATIÈRES

Ouvrages cités	v
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER — Etat actuel de la question	7
CHAP. II. — De la notion d'amodiation dans l'ancienne Bourgogne.	15
CHAP. III. — Les antécédents de l'amodiation en Bourgogne .	25
CHAP. IV. — Evolution de l'amodiation au treizième siècle. .	39
CHAP. V. — Etude générale de l'amodiation aux quatorzième, quinzième et seizième siècles	55
CHAP. VI. — Etude des différentes applications de l'amodiation aux quatorzième, quinzième et seizième siècles . . .	77
I. — Baux de biens ruraux	78
II. — Baux d'administration.	82
CHAP. VII. — L'amodiation aux dix-septième et dix-huitième siècles. — Influence de la jurisprudence des Parlements sur son évolution	111
CONCLUSION.	137

CARTULAIRE
DE
L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1377 à 1384

*Ces Chartes font partie de la publication intégrale
du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par un Groupe
d'étudiants de l'Université de Dijon.*

AVERTISSEMENT

Tous les documents publiés ci-après se trouvent aux Archives départementales de la Côte-d'Or (série G, clergé séculier). Ils sont tous inédits.

Les pièces non précédées d'un sommaire ne sont que des analyses. Lorsque, dans ces résumés, il n'est fait mention que d'une seule des parties contractantes, la partie sous-entendue est toujours l'abbaye de Saint-Etienne.

La mention « Arviset », après l'indication de la copie, indique qu'il s'agit de la copie faite en 1661-1662 par Arviset, notaire apostolique (registre G. 133), et non d'une copie de l'époque.

La mention « Arviset », après l'indication du sceau, signifie que le sceau du document étant perdu, il ne nous est connu que par la description du notaire Arviset dans sa copie.

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1377 à 1384

N° 1.

11 janvier 1377/8 (1).

Vente par Huguenin, fils de feu Jean Moingeon, maire d'Ahuy, d'une pièce de vigne en désert, assise au finage d'Asnières.

En non de Nostre Seigneur amen. En l'an de l'incarnation d'icelly courant mil troiscens soixante dix et sept, le onzime jour dou mois de janvier, je *Huguenins*, filz de feu *Jehan Moingeon*, maires de la ville d'*Ahuit*, fais savoir a touz presens et auenir, que je, non decehuz et non controins, mas comme bien ainsies van, cede, quite et ontroye perpetuellement pour moy et pour mes hoirs, a monseigneur *Martin de Lessons* prestre, vne piece de vine en desert ensint commelle se comporte de roye a autre, essise ou finaige d'*Anières* ou leu condit *dessus l'Estan d'Anieres* decosté la vine de mes suers d'vne part, et la vine *Humbelot Moingeon d'Ahuit* d'autre part, pour

(1) Ce deuxième chiffre indique la date de l'année d'après le calendrier moderne.

le pris de deux frans et demi d'our du coing du Roy nostre seigneur et de juste pois à moy paies, baillies et deliurez et desquelx je me tien pour bien paies et pour bien contans du dit acheteur ; pourquoy d'icelle piece de vine en desert me desuey perpetuellement pour moy et pour mes hoirs et ycelly monseigneur *Martin*, acheteur, en reuy perpetuellement pour li et pour ses hoirs, ou pour ceulx qui de li auront cause par la teneur et tradicion de ces presentes lettres ; et promet pour moy et pour mes hoirs par mon sairement pour ce donney corporelment sur sains euuangelles de Deu et sur l'obligacion de tous mes biens presens et aduenir, la dicte piece de vine par moy ensint vandue au dit acheteur ou a ses hoirs enuers et contre touz, garantir, deffendre et en pais tenir perpetuellement en jugement et deffenr à mes propres despans et missions quitte pour sa charge acostumee, toutes excepcions de fait et de droit cessent et arrier mises, qui contre la teneur de ces presentes lettres porroyent estre dites ou alléguees, et quant a tenir, faire garder et acomplir les chouses dessus dites, je vuilx estre controins comme de chouse adiugie par la court de monseigneur le Duc de *Bourgoingne*, a la juridicion et contrainte de la quelle court quant ad ce je sobmet moy et mes hoirs et touz mes biens. En tesmoing de ce, je a requis et obtenu le seel de la dite court estre mis en ces presentes lettres. C'est fait en la presence de *Guiot de Sencey*, demorant à *Diion*, clerc coadiuteur de *Andrier de Faanay*, notaire de *Diion* pour le dit monseigneur le Duc, de *Jacot Lanirier* et de *Thiebaul le Beaul Vallet d'A huit*, tesmoins ad ce appelez et requis l'an, le mois et le jour dessus diz.

— *G. de Senceyo*.

Orig., G. 323, scellé sous double queue de parchemin.

N° 2.

12 janvier 1377/8.

Vente par Jehang, fils de feu Jehan Moingeon, maires de la ville d'Ahuit, à monseigneur Martin de Leffons, prestre, d'une pièce de vigne « en désart, au finaige d'Asnieres, lieu dit dessus l'Estamp d'Asnieres, de coste la vigne de ses suers d'une part, et la vigne Humbelot Moingeon d'Ahuit, d'autre part », pour le prix payé de deux francs et demi d'or. Fait en présence de Guiot de Sencey, clerc coadiuteur de André de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Jacot Lanirier, Thiebaut le Baut Bealuarlet d'Ahuit.

Cop., reg. G. 127, f° 305.

N° 3.

10 février 1377/8.

Vente de cens par Jehan Perrin, de Dijon.

In nomine domini amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo septuagesimo septimo, die decima mensis februarii, ego *Johannes Perrini de Diuione, caca-barius, filius et heres quodam Perui Perrini* (1) *de Diuione, poterii cupri, notum facio vniuersis, quod ego scienter prouide et deliberate, vendo, cedo, quicto et transfero perpetuo per presentes pro me et heredibus meis, religios et honestis viris priori et conuentui monasterii sancti Stephani de Diuione pro se et successoribus suis imperpetuum presentibus ementibus et recipientibus, quinquaginta solidos turonenses monete communiter currentis Diuioni ad vendicionem panis et vini, annui et perpetui census seu redditus quos michi debent annis*

(1) *Perui Perrini* pour *Parui Perrini* (Petit Perrin).

singulis, *Perrinus de Thoreyo Diuione* commorans, serarius, et *Guillemata* eius vxor, soluendi medietatem ad festum natiuitatis domini et aliam medietatem ad festum natiuitatis beati Johannis Baptiste, Supra dimidiam domum gallice l'oureur, ante celarium de super chasum gallice *du Mortaut* et cameram que est iuxta puteum, vna cum dicto puteo sicut se gerit, que domus sita est *Diuione* in vico *es Belioz* iuxta domum religiosorum Sancti Spiritus de *Diuione* hinc, et domum magistri *Johannis du Pautez* inde; quam dimidiam domum prefati coniuges retinuerunt imperpetuum a dicto patre meo pro censu predicto. Item tres florenos de Florencia boni auri et iusti ponderis annui et perpetui census seu redditus, quos michi debent annis singulis, *Guillelmus li lenserez* de dicto *Diuione*, vitiscola, et *Agneleta* eius uxor, soluendi per medium ad dicta festa, super medietatem cuiusdam domus, fondi, mansi et pertineniarum eius prout se gerit ante et retro, vna cum celario subtus dictam medietatem existentem a parte posteriori vici *du Pautez*, que domus sita est in vico dicto *es Belioz*, iuxta domum religiosorum Sancti Spiritus de *Diuione* quam tenet *Gelietus de Blaiseyo* hinc et mansum heredum magistri *Johannis du Pautez*, quam tenent heredes *Odonis Valon* inde. Quamquidem medietatem, prefati *Guillelmus li lenserez* et *Agneleta* eius uxor, retinuerunt pro dicto censu a dicto patre meo prout hec omnia et singula in quibusdam litteris, sub sigillo curie domini ducis *Burgondie* confectis inferius, insertis lacius, continentur. Et hanc vendicionem facio pro precio et summa septuaginta francorum boni auri et iusti ponderis cugni domini nostri francorum regis, michi propter hoc a dictis religiosis traditorum, deliberatorum, numeratorum et solutorum realiter et de facto, in presencia coadiutoris et testium subscriptorum, de quibus me teneo ab ipsis religiosis plenarie pro contento. Ipsos super hiis penitus et imperpetuum quictando,

deuestiens me, heredes meos, et a me causam habentes et habituros perpetuis temporibus de censibus antedictis, ipsos que religiosos et successores suos inuestiens perpetuo de eisdem atque transferens in ipsos et successores suos omne jus et omnes actiones reales et personales, meras et mixtas quod et quas habeo, habere possum et debeo virtute litterarum infrascriptarum et alia quacunque de causa in predictis censibus et domibus super quibus debentur, et contra illos qui dictas domos tenent ut prefertur. Promictens dictis religiosis et ex habundanti coadiutori infrascripto persone publice, ad opus quorum interest stipulanti, per juramentum meum propter hoc ad sancta dei euuangelia corporaliter datum, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum meorum mobilium et immobilium, presencium et futurorum quoruncunque, vendicionem huiusmodi et omnia et singula in presentibus litteris contenta, perpetuis temporibus observare et in contrarium non facere, dicere vel venire quomodolibet in futurum, necnon predictos census dictis religiosis et successoribus suis supradictas domos et contra ipsos qui tenent dictas domos et heredes suos, perpetuo garantire et facere quicquid in causa euiccionis fieri debent et prestari. Renuncians penitus in hoc facto ex certa sciencia sub juramento et obligatione predictis, exceptioni doli mali, vix, metus, lesionis et deceptionis, actioni in factum, condicioni sine causa, seu ex iniusta causa contractus non sit celebrati aut in hoc non seruata juris solennitate, vendicionis et aliorum predictorum legitime non factorum, omnium deceptionum, deceptionis vltra uel citra dimidiam partem justiprecii, omni juris auxilio scripti et non scripti, canonici et ciuilis, omnibus iuribus et legibus per que rescinduntur negocia, siue contractus, quando apparet contrahentes in aliquo fore lesos modo aliquo uel deceptos, et omnibus aliis et singulis excepcionibus, deceptionibus, cauillacionibus,

barris, allegacionibus, deffensionibus et contradicionibus tocius juris canonici et ciuilis, quibus contra presentes litteras seu earum tenorem dici posset obici, uel opponi, iurique dicenti generalem renunciacionem non valere nisi precesserit specialis. Volens me et heredes meos ad premissorum omnium et singulorum obseruanciam, cogi et compelli quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie*, cuius iurisdictioni et compulsioni quo ad hoc, suppono me, heredes meos et omnia mea et heredum meorum bona mobilia et immobilia, presencia et futura queconque. In cuius rei testimonium sigillum dicte curie rogavi et obtinui hiis apponi litteris, quas fieri volui, et expresse consenscii ad consilium et dictamen sapientum eis modo, solennitate et forma quibus melius fieri et dictari poterunt et debebunt ad opus et vtilitatem dictorum religiosorum et successorum suorum, facti tamen substancia in premissis obseruata et in aliquo non mutata. Actum in presencia *Guillelmi Raymondi de Broichone*, clerici coadiutoris discreti viri *Clementis Moret de Beligneyo*, notarii de *Roura* pro dicto domino duce, *Johannis le Prestet* et *Perreneti le Quarrellet*, dicto *Diuione* commorancium, testium ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum, anno, die et mense predictis. Tenor vero litterarum dictorum quinquaginta solidorum censualium de quibus superius fit mencio sequitur in hunc modum (1): En nom de nostre seigneur amen. En l'an de l'incarnacion d'icelli courant mil trois cens cinquante et cinc, le dixhuitaime jour du mois de mars, nous *Perrenins de Thorey*, demorants à *Diion*, serruriers, et *Guillemote* sa femme, faceons sauoir atous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres que nous retenons a cense perpetuel a touz jours mais pour nous et pour noz hoirs, de *Perrin* dit *Petit Perrin* de *Diion*, poutier de coure, demee maison c'est

(1) Bail à cens du 18 mars 1355, par Perrenins de Thorey.

assauoir l'oureur deuant le soulier, dessus le chas du moitant de la chambre descoste le pois, et le dit pois ainsint comme il se portent, la quelle maison est assise a *Diion*, en la rue *es Belioz*, de coste la maison es religieux du saint Esprit de *Diion* d'une part, et la maison maistre *Jehan du Pauterz* d'autre part. Et ceste retenue faisons pour le pris et pour la somme de cinquante soulz tournois monnoie courant communement a *Diion* a la vendue du pain et du vin, a paier chascun an de nous ou de noz hoirs audit *Perrin* ou a ses hoirs es termes qui s'ensuignent, c'est assauoir la moitie de la dite somme a la feste de la natiuite Nostre Seigneur et l'autre moitie a la feste de la natiuite saint Jehan Baptiste; la quelle demie maison ensint comme dessus est diuisie, nous li diz reteneurs deuons et sumes tenuz de conuenances maintenir en bon estat a noz propres missions et despens, saul tant que li diz *Perrins* et si hoirs doiuent la dite chambre darriers maintenir de couuerture. Et pour les chouses dessus dites mieulx et plus fermement tenir, garder et acomplir, nous li reteneurs dessus diz obligeons de certaine science en la main dudit *Perrin* et de ses hoirs touz noz biens generalment et especialment la dite demie maison et deulhes piecies de terre contenant enuiron quatre journaux, assises ou finaige de *Thorey*, la premiere ou lieu que l'on dit *en Longeroie*, de coste la terre *Guillemote* fille a la *Chappe* d'une part et la terre es enfans *Gillot Petit* d'autre part; la seconde est assise *es Yssars de Longecourt*, de coste la terre *Jehan le Conuerset* d'une part, et la terre *Felisse* femme *Huguenot le fournier* d'autre part. Et voulons et expressement nous consentons que ou cas que nous ou noz hoirs deffauiens de paier la dite cense audit *Perrin* aux termes dessus diz, que ycilz *Perrins*, ses hoirs ou ses certains commandemens ou aiens de li cause, puissent recourir de leur autorite aus dites maisons et terres pour nous ensint obligiees, et

ycelles tenir, cultiuer et possider comme leur propre heritaige jusques a ce que paie et satisfacion soit faite entierement audit *Perrin* ou a ses hoirs, de la dite cense et de touz interest qui s'en pourrient ensuir. Promectans pour nous et noz hoirs, par noz seremens pour ce donnes corporelment sur sains euuangelles de Dieu, et sus l'obligacion de touz noz biens mobles et non mobles, presens et auenir quelx qu'il soient, toutes les choses dessus dites et vne chascune d'icelles par la maniere que dessus sunt diuisees, faire, tenir, garder et accomplir fermement, senz corrompre et senz venir encontre par quelque maniere que ce soit taisiblement ou en appert, par nous ou par aultre ou temps a auenir ; et la dite cense paier chascun an, de nous ou de noz hoirs audit *Perrin* ou a ses hoirs aus termes et pour la maniere que dessus est dit et diuisez. Renuncens de nostre certaine science par noz seremens et soubz l'obligacion dessus diz, a toutes exceptions, decepcions, barres, fintes, aides, cauillacions et raisons tant de droit comme de fait, qui contre la teneur de ces presentes lettres pourroient estre dites ou obicies, et meismement au droit qui dit que generaulx renunciacion ne vault. Et quant es choses dessus dites mieulx fermement faire, tenir, garder et accomplir, vuillons estre controins auxi comme de chose adiugie par la court monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la jurisdiction de la quelle court nous submectons nous, noz hoirs et touz noz biens et de noz hoirs. En tesmoingnance de la quel chose, nous auons requis et obtenu le seaul de la dite court estre mis en ces presentes lettres. C'est fait en la presence de *Huot de Saulon*, clerc coadiuteur de monsieur *Hugue Poissenot* prestre, notaire de *Diion*, de monsieur *Richart Misardje* de *Diion*, prestre, et de *Girart Moreaul d'Auxonne*, tesmoins à ce appelez et requis, l'an, le jour et le mois dessus diz. Item sequitur tenor aliarum litterarum dictorum trium florenorum censualium de quibus

superius habetur mencio et est talis (1). In nomine domini amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo sexagesimo quarto, die decima octaua mensis januarii, nos *Guillelmus li Lenserez de Diuione*, vinerius, et *Agneleta* eius uxor, filia quondam *Girardi Martin de Suilleyo*, videlicet ego dicta *Agneleta* de laude, consensu et auctoritate dicti *Guillermi*, mariti mei, notum facimus vniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos et quilibet nostrum insolidum retinemus ad annum et perpetuum censum pro nobis et nostris heredibus a *Perrino Petit de Diuione*, cacabario, medietatem cuiusdam domus ac fundi et pertinenciarum eiusdem prout se ingerit ante et retro, vnacum celario subtus dictam medietatem exuntem a parte posteriori scilicet vici vocati la rue du *Pautez*; que domus sita est *Diuione*, in vico dicto *es Belioz*, iuxta domum et mansum religiosorum Sancti Spiritus de *Diuione* quam ab ipsis tenet ad censum perpetuum *Gelietus de Blaiseyo*, *Diuione* commorans, hinc et iuxta domum et mansum heredum magistri *Johannis dou Pautez*, quos ab ipsis tenent ad censum heredes *Odonis Valon* inde. Hanc autem retencionem facimus precio, anno quolibet, trium florenorum Florencie boni auri et iusti ponderis, annui et perpetui census seu redditus; quosquidem tres florenos Florencie annui et perpetui census seu redditus, nos dicti retentores tenemur anno quolibet perpetuo reddere et soluere dicto *Perrino Petit* et suis heredibus imperpetuum, ad terminos infrascriptos, videlicet medietatem ad festum Natiuitatis Domini, et aliam medietatem ad festum Natiuitatis beati Johannis Baptiste inde sequens; et incipiet prima solutio dicti annui et perpetui census, ad festum Natiuitatis beati Johannis proxime venturum. Et predictam domum, nos

(1) Autre bail à cens, de 3 florins, du 18 janvier 1364, par Guillaume le Lenserez.

dicti retentores et nostri heredes de cetero tenebimur in bono statu de omnibus necessariis manu tenere. Et predictos tres florenos Florencie annui et perpetui census seu redditus nos et quilibet nostrum assedemus et assignamus predicto *Perrino* pro se et suis heredibus, generaliter super omnia nostra mobilia et immobilia presenciam et futura quecumque sint et specialiter et expresse supradictam medietatem dicte domus; item supra duas pecias terre, continentes circa duo jornaliam sicut se ingerunt, sita in finagio *Sancti Appolinaris*, prima in loco dicto *en Barboillon*, iuxta terram *Valcheri le Gardelet* hinc et inde, et alia sita est de super vineas de *Suilleyo*, iuxta terram heredum *Johannis Lamberti* hinc, et terram religiosorum vallis beate Marie, prope *Talentum* inde. Et volumus et nos consentimus, in casu quo nos aut heredes nostros in solutione dicti annui et perpetui census, seu redditus aliquomodo deficere contingitur, quod dictus primus aut heredes sui, ad predictas terras recurrere possint et valeant auctoritate sua propria eaque hereditagia teneant vel teneant, possideant et habeant fructus, exitus et redditus eorundem hereditagiorum, suos totaliter faciant, quoadusque de qualibet solutione dicti annui et perpetui census seu redditus prefato *Perrino* et suis, extiterit anno quolibet integraliter et perfecte satisfacum, ac de dampnis omnibus missionibus et interesse ab huiusmodi causam habituris et sustensis ac incursis. Que predicta omnia et singula, et eorum quodlibet, nos dicti retentores et quilibet nostrum insolidum tenemur ex pacto et promictimus pro nobis et nostris heredibus, quos ad hoc obligamus per iuramenta nostra propter hoc ad sancta Dey euangelia corporaliter data, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum, mobilium et immobilium presencium et futurorum quoruncunque facere, tenere et totaliter adimplere predicto *Perrino* et suis, ac iuvniolabiliter observare et contra ea ac tenorem presencium de

cetero non facere, dicere vel venire quoquomodo. Et nichilominus omnia dampna, omnes missiones et expensas ac totum interesse que et quas ob quemlibet defectum premissorum, uel alicuius ipsorum modo premissis per nos dictos retentores non completorum, dictus *Perrinus* aut heredes sui se dixerit uel dixerint incurrisse, fecisse vel sustinuisse, tenemur ex pacto et promictimus sub juramento et obligacione predictis eidem *Perrino* vel eius heredibus plenarie reddere et restaurare ad ipsius *Perrini* vel heredum suorum requestam, omni exceptione juris utriusque super hoc cessante penitus et remota et ad premissa tenenda, volumus nos et quelibet nostrum insolidum, compelli quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie*, cuius jurisdictioni quo ad hoc supponimus nos, heredes nostros et omnia bona nostra. In quorum testimonium litteris istis sigillum dicte curie rogauimus et obtinuimus apponi. Actum in presencia *Brecii Johannis de Messigneyo*, clerici, coadiutoris *Andree Stephani de Faanayo*, notarii *Diuionis*, *Stephani de Marcilleyo* de *Diuione* et *Guidonis de Fontanis Franciscis*, clericorum, testium ad hoc vocatorum et rogatorum, anno et die predictis. — *G. Raymond*. Ita est.

Orig., G. 273. — Cop., reg. G. 127, f^o 69. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 272, scellé du sceau de la cour du duc, en cire jaune, sous double queue de parchemin (Arv.).

N^o 4.

**Douzième jour d'avril avant Pâques 1377/8
(6 avril).**

Vente par Dimenche de Vitel, conseiller et maistre des comptes du Duc, et sa femme *Meline*, à maistre *Adrien Paste*, clerc et maistre des comptes, et à *Jehannote*, sa femme et fille des vendeurs, des héritages suivants :

1^o une vigne, sise à la *Croix de Chenoves*, sur le chemin de *Dijon* à *Mercennay*, entre la vigne *Guiot* le maire de *Chenoves* d'une part, le même *Guiot* et *Monin Chazet* d'autre part ; 2^o une vigne en *Langlée* près de *Chenoves*, entre la vigne des doyen et chapitre d'*Ostun* d'une part, et les vignes des religieux de *Laboixière* de l'autre, d'une contenance de huit cent soixante-dix perches, chargée de dîme et de cense ; 3^o une vigne au finage de *Dijon* derrière *Crimolois*, lieu dit *es Roies*, près la vigne *Regnault Aymé*, bourgeois de *Dijon* et plusieurs autres ; 4^o une vigne près de la précédente, près la vigne *Jehan Droyn* d'une part, et la vigne *Jehan Juliot* de l'autre, ces dernières de deux cent cinquante-quatre perches, franchises de cense et de dîme ; 5^o une vigne lieu dit *es Eschaillons*, près de *Larey*, près la vigne du chapitre de *Lengres* et la vigne *Jehan Laspre*, chargée de dîme et de cense due à Saint-Bénigne et contenant quatre cent vingt-six perches. Vente faite pour le prix de « huit vins et quinze frans d'or » de la forge du Roy nostre seigneur, payés. Fait en présence de *Aleaume de Cleuleu*, tabellion de *Semur*. Témoins : *Loys Paste*, clerc, et *Perrin le Gros Garson*, à *Dijon*.

Orig., G. 331, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 5.

22 mai 1377.

Vente de cens par *Jehannote*, fille de *Jehan Acelène* de *Dijon*, femme *Huguenin le Bediet*, à messire *Paris de Lux*, chanoine et pitancier de Saint-Estienne, de dix sols tournois de perpétuelle cense « vng franc compté pour vint solz tornois, et vng gros viez pour vint deniers tournois » payable à la fête de Pasques Charnex ; assignée sur un tiers d'une maison sise à *Dijon*, rue de la *Parche-*

minerie, entre le mex de *Odot de Besancon* d'une part et la maison qui appartient aux *Bouchars* d'autre part « lequel tiers m'est auenuz de la succession de *Perrenote* et *Sebille* mes tantes, et part à *Perrenot Accelène* mon frère, et à *Estevenote*, ma suer ». Moyennant le prix de six francs et demi de bon or payés. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrée de Faanai*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Estienne Malcourant*, clerc à *Dijon*, et *Guiot le Dauffin de Villers-le-Duc*.

Orig., G. 262. — Cop., reg. G. 127, f° 203, scellé sous double queue de parchemin.

N° 6.

11 juin 1377.

Vente de cens par *Estienote*, fille de fu *Jehan Acelène* de *Dijon*, femme de *Monnot Quartier* de *Dijon*, de la licence, autorité et consentement dudit *Monnot*, à messire *Paris de Lux*, chanoine et pitancier de Saint-Etienne. De 10 sols tournois d'annuelle et perpétuelle cense ou rente, le franc compté pour vingt sols tournois et un gros viez tournois d'argent pour vingt deniers tournois, payable à la fête de la Résurrection de Notre-Seigneur. Assignée sur son tiers d'une maison, mex, appartenances, assise à *Dijon* en la rue de la *Parcheminerie* « de costé le mex *Odot de Besançon*, de *Diion*, d'une part, et la maison qui fut aus *Bouchars* de *Diion*, d'autre part ; li quelz tiers lui est auenuz de la succession de *Perrenote* et *Sebille* ses tantes, et part à *Jehanote*, sa suer ». Vente faite pour le prix de six francs et demi d'or payés. « Pour chascun deffault de paie, les religieux pourront recourir et tenir le quel tiers de la dite maison et faire les yssues et fruis d'icelli leur. » Par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Guillaume le*

Lenseret, de Dijon, et Estienne Maulcourant, de Dijon, clerc.

Orig., G. 262. — Cop., reg. G. 127, f^o 204; Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 335, scellé en cire à double queue de parchemin (Arv.).

N^o 7.

27 août 1377.

Vente d'une maison au château de Dijon par Jehannote, fille de feu Guillaume Maireschaut, dit le Breton.

En nom de Nostre Seigneur, amen. Lan de l'incarnation d'icellui courant, mil c.c.c. soixante dix sept, le vint septime jour du mois d'ahoust, je *Jehannote*, fille de feu *Guillaume Maireschaut*, autrement dit le *Breton*, jaidis mary de *Thomasse la Malbuce*, de *Diion*, faiz savoir atouz ceulz qui verront et orront ces presentes, que je, de la licence et auctorite de *Joachim*, filz *Jehan Domagne*, demourant a *Cregy sur Meaulx en Brie*, mon mary, a la quelle je, le dit *Joachim*, donne par ces presentes, licence et auctorite de faire les choses cy apres escriptes : vens, cede, quitte, baille et transporte perpetuellement pour moy et mes hoirs aus religieux, prieur et couuant du monastere de Saint-Estienne de *Diion*, en la personne de frere *Paris de Lux*, pitancier et religieux du dit monastiere, present et stipulant pour les diz religieux et leurs successeurs, vne maison, fons, mex et appartenances d'icelle, assise à *Diion, en Chasteal*, de coste la maison de doien et chappitre de la chappelle Monseigneur le Duc de *Bourgoingne* a *Diion*, d'une part, et la maison de *Dymenche de Breteal*, jaidiz receueur de *Bourgoingne*, d'autre part, la quelle maison fut a la dicte *Thomasse*, et fut par moy aqoise d'elle. Et ce present vendaige je faiz pour le prix et somme de soixante frans de bon our et de juste pois, du coing du Roi, nostre seigneur, vng franc dor compte

pour vint soulz tournoiz, les quelz soixante frans d'or j'ay euz et receuz des diz religieux, par la main dudit frere *Pariz* et les comptez, nombrez et pesez realment et de fait, en la presence du coadiuteur et des tesmoins ci des-soubz nommez, des quelz soixante franz d'or je me tien pour bien paiee et contente des diz religieux, et les en quitte perpetuellement par ces presentes. De laquelle maison, fons, mex et appartenances d'icelle par moy ainsi venduz, je desuey perpetuellement moy et mes hoirs, et les diz religieux, prier et couuent en reuey atouiuors par la teneur et confection de ces presentes. Promettens je la dicte *Jehannote* de la licence et auctorite que dessus pour moy et mes hoirs, par mon serement pour ce donne corporelment aus sains Euuangiles de Dieu et soubz l'obligacion de touz mes biens presenz et auenir quelconques, ce present vendaige et toutes les choses contenues en ces presentes tenir, garder et observer perpetuellement, senz jamais contreuenir. Et la dicte maison, fons, mex et appartenances d'icelle perpetuellement garentir aus diz religieux et a leurs successeurs pour et premier paient sa perche, senz autre charge quelconque, et fere toutes autres choses que l'en doit faire en garantie. Renunçant en ce fait je, la dicte *Jehannote* soubz le serement et de l'auctorite que dessus a l'excepcion de deceuance, oultre la moitie de juste pris, au droit de Valleyan (1) et à la pitce (2) de Diuiadrien, et atoutes autres excepcions de tout droit canon et ciuil introductes en faueur des femmes, et par les quelz l'an pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres ou au termes des choses contenues en icelles, mesmement au droit disant general renunciation non valoir se l'especial ne precede, voulens je la dicte *Jehannote*, de l'auctorite que dessus, a ce estre

(1) *Valleyau* pour *Velleien*.

(2) Très probablement pour *epistola*.

contrainte comme de chose adiugie par la court mondit seigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion de la quelle quant ad ce je submet et oblige moy, mes hoirs et tous mes biens presens et auenir quelconques. Et je *Thomasse la Malbuce*, femme de feu le dit *Guillaume le Maireschaut*, a present femme de *Lambert de Saint-Miel*, de *Diion*, de la licence et auctorite d'icelli present, et moy donnant licence, renunce perpetuement atout le droit que je puis onques auoir en la dicte maison, et promet ce vendaige tenir senz contreuenir. En tesmoignage de ce, nous les dictes *Jehannote* et *Thomasse* auons requis et obtenu le scel de la dicte court estre mis a ces presentes lettres. C'est fait par deuant *Jehan de Maroilles*, clerc coadiuteur de *Andrie de Faanai*, notaire de *Diion*; presens messire *Thomas le Loorain*, prestre, cure dy *Sueire*, et *Jehan Arnoulot de Flurey*, demourant a *Diion*, tesmoins a ce appelez et requis l'en et le jour dessus diz. — *J. de Maroilles*.

Cop., reg. G. 127, f^o 175.

N^o 8.

20 septembre 1377.

Vente de cens par *Vienetus Adam* de *Diuione*, retonsor, à frère *Parisio de Luco*, canonico et pitanciaro. De soixante solides de rente annuelle et perpétuelle « vno franco boni auri et justi ponderis cugni domini nostri francorum Regis pro viginti solidos et vno grosso turo-nensi argenteo veteri pro viginti denariis in hoc computatis », payable par moitié à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur et à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste. Assigné sur une maison sise à *Dijon* « in vico *Claustri* iuxta domum *Hugonis* dicti *Chamberet* hinc et rueletam per quam itur a dicto vico ad torrentem de *Rena*

inde ». La maison est libre de toute charge, à l'exception de deux deniers tournois « debilis supra ipsam ecclesie Sancti Benigni *Diuionis* modo premissis garantire et manutenere in bono et competenti statu ita quod dictus perpetuus census bene sit assignatus et minime valeat deperire ». Cette vente est faite moyennant le prix de quarante et un francs d'or payés par le pilancier, en présence du coadjuteur et des témoins. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur d'*Andrée de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Guido Custet de Potangeyo*, clericus, et *Johannes Lothorincus*, cousturarius, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 292. — Cop., reg. G. 127, f^o 204. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 339, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 9.

22 novembre 1377.

Agneaul de Salives donne à Saint-Etienne quarante francs d'or pour augmentation d'une chapellenie fondée audit Saint-Etienne.

En nom de Nostre Seigneur amen. L'an de l'incarnacion d'icelli courant mil troicens soixante dix sept, le vint deux jour du mois de novembre, je *Agneaul*, femme *Jehan Lambelot de Saliue*, de la licence et auttorite dudit *Jehan* mon mari ad ce present et moy donnant licence et auttorite de faire le choses qui sensuignent, a la quelle je le dit *Jehan* donne et octroie par ces presentes licence et auttorite de faire toutes les choses cy apres escriptes et contenues en ces presentes lettres, faiz sauoir atous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que je la dicte *Agneaul*, de la licence et autorite que dessus, donne perpetuellement par vne foiz pour moy et mes hoirs et aïens cause par pure et irrenocable donacion faite entre

les vifs a religieuses et honnestes personnes les prieur et couuent du monastere de Saint-Estienne de *Diion*, freres *Jocerant de la Chapelle*, prieur, *Guillelme de Nantuel*, enformier, *Guy d'Arc*, grenetier, *Jehan de Molins* religieux et frere *Paris de Lux* pictancier, couuent dudit monastere presens et tenens chapitre pour ceste cause et stipulans, quarente frans de bon or et de iuste pois du coing du Roy nostre seigneur en augmentacion de la chapellenie fondee en ycelli monastere par feu *Alais Dauou* femme de feu *Aymonin* dit *Baronde* a paier au dit couuent ou a leur certain commandement par les hoirs de moy la dicte *Agneaul* et aiens cause ou par les executeurs de mon testament, tantost et auant toute euure aprez le decez de moy ycelle *Agneaul*, et les diz quarente frans d'or je assie et assigne par vne foiz aus diz prieur et couuent sur vne faux de pre assise ou finaige de *Saliue* ou lieudit *en Estaulot* autrement *en Velers*, de coste le prey *Esteneuot de Loisseroy* de *Saliue* d'une part, et le pre es enfans *Hugue Besuchot* d'autre part... et sur vne piece de terre assise oudit finaige ou lieu dit ou *Clou de Chasot*, decoste les hoirs *Hugue Besuchot* d'une part et la voie commune d'autre ; les quelx assignaulx je ne pourray vendre ne alier ma vie durant, et vuilz que apres mon trespas les diz prieur et couuent puissent recourir aux diz assignaulx au deffaut de paie et les tenir et possider et faire les fruis leur jusques afin de paie des diz quarente frans d'or, par vne fois come dit est. Promettans je la dite *Agneaul* par mon serement pour ce donne corporellement aus sains euuangles de Dieu et soubz l'obligacion de touz mes biens meubles et non meubles, presens et auenir quelconques et ou qu'il soient, ceste presente donacion et toutes les choses contenues en ces presentes lettres tenir perpetuellement senz contre venir et garantir les diz quarente frans d'or et aussi les diz assignaulx frans de toutes charges parmi leur disme. Et renunce en ce

fait je la dite *Agneaul* soubz le serement, obligation et de la licence que dessus, a l'excepcion de mal, de fraude, de barat, lesion, circonuencion et deceuance, a la loy de Julie et atoutes autres et singuleres excepciones de tout droit canon et ciuil par les quelx l'an pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres ou aucunes des choses contenues en ycelles, mesmement au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant mise. Voulens, je la dite *Agneaul* de la licence et auttorite que dessus, à l'observance perpetuelle des choses dessus dites et de chacune d'icelles, estre contrainte ainsi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridiccion et contrainte de la quelle court quant a ce je submet et oblige moy, mes hoirs et touz les biens de moy et de mes hoirs, meubles et non meubles, presens et auenir quelconques. En tesmoin des quelx choses, j'ay requis et obtenu le seaul de la dite court estre mis a ces presentes lettres, les quelles je vuilz estre faites au dictier de saiges, par la meilleur forme et maniere que l'an pourra au proffit des diz religieux, la substance garde. C'est fait par deuant *Jehan de Maroilles*, clerco coadiuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Diion*, pour monditz seigneur le Duc. Presens : *Symonot Thomas de Ys* et *Estienne filz Henriot le Rouhier de Talemer*, clers demeurant a *Diion*, tesmoins ad ce appelez et especialment requis l'an et le jour dessus diz.
— *J. de Maroilles*.

Orig., G. 173. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 401, scellé en cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

N° 10.

Jeudi après la Sainte-Luce 1377 (17 décembre).

Bail à cens emphytéotique par Stephanus Fremieti, bourgeois de Dijon, à Hugoninus de Aucissiodoro et à Damote sa femme, pour lui, ses héritiers et ses ayants droit, de trois chambres, sises à Dijon, rue de la Tournelle, près la maison de Stephanus Paignot alias le Petit Maistre, d'une part, et celle de Johannis Fremieti, d'autre part. Moyennant le prix de 35 gros tournois d'argent (le franc compté pour 20 solides, 1 florenus d'or valant 16 solides 8 deniers, et 1 gros tournois d'argent valant 20 deniers) d'annuelle et perpétuelle cense. Payable 17 gros et demi à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste. Fait en présence de Guillelmus Raymondus de Broichone, clerc coadjuteur de Clément Moret de Belignei, notaire de Rouvre. Témoins: Odelus de Selongeyo et Simo de Nuciaco, cordubernarius.

Orig., G. 262, scellé sous double queue de parchemin.

N° 11.

Mardi après Saint-Hilaire 1378/9 (19 janvier).

Bail à cens.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, officialis lingo-nensis salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Guidonis de Censeyo*, clerici tabellionis nostri et curie lingo-nensis iurati, propter hoc personaliter constitutus, *Therrietus* dictus *Sarrons de Cutigneyo* recognouit et publice confessus est se retinuisse ad censum perpetuum, pro se et suis heredibus, a reuerendo in Christo patre ac domino domino *Johanne de Marigneyo*, decretorum doctore, humili abbate monasterii sancti Stephani de *Diuione*,

ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, pro se et successoribus suis, quemdam mansum situm villa de *Cutigneyo*, iuxta viam communem hinc et mansum dicti retentoris inde; item vnum alium mansum situm in dicta villa de *Cutigneyo*, iuxta mansum *Villemeti Lobereaul* hinc et ferit super predictum mansum; item vnum alium mansum qui situs est ibidem, prope iuxta viam communem hinc et mansum dicti *Villemeti Lobereaul* inde, precio, quolibet anno, perpetuo duorum solidorum turonensium paruorum monete nunc currentis videlicet, vno grosso turonense argenteo veteri pro viginti denariis computato et vnus caponis boni et sufficientis annui et perpetui census seu redditus. Et quos duos solidos dicte monete cum dicto capone annui et perpetui census seu redditus tenetur et promisit dictus retentor per iuramentum suum super sancta Dei euuangelia datum et sub obligatione omnium bonorum suorum, reddere et soluere dicto domino abbati uel suis successoribus anno quolibet perpetuo, ad festum omnium sanctorum, et contra tenorem presentium litterarum non venire in futurum, omnibus exceptionibus tocius juris et facti huic facto contrariis, renunciens dictus retentor in hoc facto. Supponens si quidem dictus retentor se et suos heredes ac omnia bona sua quantum ad hoc, iurisdictioni curie lingonensis ac omnis alterius curie cuiuscunque ecclesiastice seu eciam secularis, sententia excommunicationis non obstante. Quibus sic actis coram dicto jurato nostro, idem juratus noster, nomine nostro, dictum retentorem condemnauit et viua voce monuit ad reddendum et soluendum dicto domino abbati uel suis successoribus anno quolibet perpetuo, dictum annuum et perpetuum censum seu redditum ad ante dictum terminum. Alioquin nos ipsum ex tunc et propter hoc in scriptis excommunicabimus monitione alia non premissa pro quolibet defectu. In cuius rei testimonium ad relationem dicti jurati nostri

qui nobis predicta retulit esse vera, sigillum curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum presentibus *Johanneto Barrot* et *Perrino Felemes de Cutigneyo*, testibus ad hoc vocatis, die martis post festum beati Ylarii, anno domini millesimo ccc^o septuagesimo octauo. — *Guido de Senceyo*. Ita est.

Orig., G. 384. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 230, scellé sous simple queue de parchemin (Arv.)

N^o 12.

3 juin 1378.

Donation de dix sols de cens, sur une maison rue du Pautet, par Hugon de Malliens.

In nomine domini amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo septuagesimo octauo, die terciā mensis iunii, ego *Hugoninus de Malliens, Diuione* commorans, pelliparius, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis, quod ego pia et laudabili deuocione motus dedi, cessi et concessi, et per presentes do, cedo, et concedo perpetuo donacione pura, perfecta et irreuocabili, facta inter viuos, religiosis viris priori et conuentui monasterii sancti Stephani de *Diuione* ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, decem solidos monete currentis, vno grosso turonensi argenteo pro viginti denariis computato, annui et perpetui census seu redditus, teneor et promitto pro me et meis heredibus quos ad hoc obligo per iuramentum meum propter hoc super sancta Dei euuangelia corporaliter datum, et sub obligacione omnium bonorum meorum mobilium et iumobilium presencium et futurorum quorumcunque, reddere et soluere dictis religiosis priori et conuentui aut eorum certo mandato, singulis annis perpetuo, die dominica Bordarum et eosdem decem solidos dicte monete assedeo et assigno

pro me et heredibus meis, dictis religiosis pro se, et successoribus suis, generaliter super omnia bona mea mobilia et jnmobilia presentia et futura quecunque et specialiter et expresse, supra domos meas et earum appendencias et pertinencias sitas *Duiuone*, in vico du *Pautez*, iuxta domum *Furni* dicti *Pailley* hinc, et domum et mansum religiosorum de *Espoissia* inde; itaque pro donacione predicta, dicti prior et conuentus tenebuntur singulis annis celebrare vnum anniuersarium in ecclesia sancti Stephani predicta, singulis annis perpetuo in crastino die dominice Bordarum pro remedio anime mee et antecessorum meorum; si vero in solucione dicti annui et perpetui census deficero aut heredes mei defficerint terminis statutis quod absit, volo et expresse consencio quod dicti prior et conuentus pro se vel per eorum mandatum, ad dicta bona mea et specialiter ad dictas domos meas et earum appendencias possint et valeant recurrere, et easdem capere seu capi facere, tenere et possidere sine preiudicio, et de eisdem commodum suum facere donec a me uel heredibus meis, de dictis decem solidis annui et perpetui census seu redditus et de omnibus arreragiis eorum extiterit, predictis priori et conuentui plenarie et integraliter satisfactum, promictendo sub iuramento et obligacione predictis, omnia et singula supra dicta prout superius sunt expressa, firmiter tenere et jnuiolabiliter obseruare, necnon dictos decem solidos annui et perpetui census seu redditus prefatis priori et conuentui et successoribus suis super bona et assignamenta predicta contra omnes perpetuis temporibus meis et heredum meorum propriis missionibus et expensis, garantire, deffendereque et facere in pace, tenere in iudicio et extra iudicium quando et quocienscunque ego uel heredes mei fuerimus super hoc a dictis religiosis seu successoribus suis requisiti; et insuper promitto sub iuramento et obligacione predictis, dictas domos bene et fide-

liter manutenere, et contra tenorem presencium litterarum non facere, dicere, vel venire quomodolibet in futurum; renunciens ego dictus *Hugoninus* penitus in hoc facto et ex certa sciencia sub juramento meo jam prestito, omnibus exceptionibus totius juris canonici et ciuilis, quibus contra tenorem presencium litterarum dici posset obici vel opponi iurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Volens me ad premissorum obseruanciam cogi et compelli quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgundie*, cuius iurisdicione quo ad hoc suppono me heredesque meos, et omnia mea et heredum meorum bona presencia et futura quecunque; in quorum omnium et singulorum premisorum testimonium, litteris istis sigillum dicte curie domini ducis *Burgundie* rogauit et obtinui apponi. Actum et datum in presencia *Guidonis de Senceyo*, clerici coadiutoris *Andrie de Faanay* notarii *Diuionis*, *Arnoleti* quondam filii *Arnulphi de Mota*, tullensis diocesis, et *Guioti* dicti *Boum de Blanceyo*, testium ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum, anno et die predictis — *G. de Sanceyo*.

Orig., G. 288. — Cop., reg. G. 127, fo 243. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, fo 412, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 13.

13 juillet 1378.

Mandement du chancelier de Bourgogne au maire de Dijon, pour contraindre Jehan le Tauron à payer les arrérages dus à Saint-Etienne.

Nicolas de Tholon, chantre d'*Ostun*, chancelier de la Bourgogne, au maieur de *Diion* ou a son lieutenant ou au premier de nos sergens sur ce requis, salut. Contenuz est en lettres scellees du scel de la court monseigneur le Duc que *Jehan de Longecourt*, maire de *Coichey*, retient a

cense perpetuelle pour lui et ses hoirs, de religieuses personnes le prieur de cloistre et du couuent du monastiere de Saint Estienne de *Diion*, deux pieces de terre contenant enuiron vng journaul et demi, assise ou finaige de *Coichey*; la premiere *es Arbues*, selon la terre dudit *Jehan* et la terre es hoirs dit *Gondelineaul*; l'aulture *es Crais de Fontenemolin* selon la terre *Laurent Viuien* et la terre *Hugues de Culley*; c'est assauoir pour vng quartaul de froment et auene parmi sung le disme du lieu; le quel il promet et est tenuz rendre et paier chascun an perpetuellement aux diz prieur et couuent a la feste de la nativite nostre seigneur. Et vult que les dictes deux pieces de terre demorent pour ce obligies a yceulx prieur et couuent. Et ance ce oblige lidiz *Jehanz* lui, ses hoirs et touz ses biens. Et en vult estre controins par la court de monseigneur le Duc de *Bourgogne* auxi comme de chouse adiugie a la juridicion de laquelle court quant ad ce, il submet lui, ses hoirs et touz ses biens. Or dit religieuse personne et honeste frere *Guy d'Arc*, chanoine et procureur et en nom de procureur des religieux abbe et couuent du monastiere de Saint Estienne de *Diion* que lon leur ai cesse et deffailli de paier ledit quartaul de blef de quinze ans nouvellement et darrierement passez qui montent a quinze quartaulx dudit blef. Dit encour lidiz procureur en nom que dessuiz que li diz *Jehanz* reteneurs est alez de vie a trespasement, que de lui est demorez hoirs seulz et pour le tout, *Jehanz* filz *Guiot le Tauron* de *Coichey* par le moien de *Jehannote* sa mere; sur lequel *Jehan* et ses biens nous ai requis lidiz procureur par nom que dit est, que nous pressions paier les diz religieux des diz quinze quartaulx du dit blef. Pour ce est il que nous vous mandons et a chascun de vous per soi, que vous le dit *Jehan*, fil du dit *Guiot* controingnez troinchiement par la prise, vendue et exploit de ses biens a rendre et a paier aux diz religieux les diz quinze quartaulx du dit

blef; et ny ait faulte; se ycilz *Jehanz* filz du dit *Guiot* ne met avant cause pour laquelle il ne doigt ad ce estre controins, laquelle avant mise, adiournez le a *Diion* par devant nous ou notre lieutenant a noz jours qui emqui seront le mardi auant la feste de l'assumpcion Notre Dame proinchain venant, ensemble l'auctorite de son dit pere et son dit pere pour lui donner auctorite de plaidoier sur ce, se mestiers est; pour dire et proposer ladicte cause, pour respondre par sairement a l'interrogatoire se il est hoirs de feu ledit *Jehan* reteneur ou non, et pour quelle porcion. Et pour aller auant et respondre ycelli procureur en nom que dessuiz sur ce et toutes aultres chouses que il li voudra demander de fait tuichent, le scelle de la court monseigneur le Duc selon raison, ce que fait en haurez, nous resterpnez. Donne le maardi apres l'uictaue de la feste saint Martin d'estey l'an mil ccclx dix et huit. Nous approuons en superscriptons diz. Donne comme dessuiz.
— *H. de Cirey* (1).

Orig., G. 339, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 14.

**Mardi après l'octave de la Saint-Martin d'été 1378
(13 juillet).**

Certificat du maire de Dijon au sujet de l'exécution
du mandement précédent.

A honorable, saige et discrete personne, Monseigneur le chancelier de *Bourgogne* ou son lieutenant, *Poinceart Bourgeoise*, maieur de la ville et commune de *Diion*, honour et reuerence. Sauoir vous faisons que nous auons

(1) Cette chartre est réunie par une bande de parchemin aux deux autres pièces du 13 juillet 1378 ci-après publiées.

receu votre mandement par my lequel ceste notre presente requisicion est annexe, lequel nous avons baille a *Jehan Lombart*, notre sergent, pour ycelli executer selon sa tenour liquelx notre sergens nous ay relatey que il s'est transpourtez a la personne de *Johan filz Guiot le Tauron* nommey en votre dit mandement le quel il s'est entremis de controindre selon le contenu ou dit mandement, mais il s'est oppausez au contraire a toutes fins. Pour quoy li diz notre sergens ycelli *Jehan* ay adiourney a *Diion* par deuant vous ou votre lieutenant a vos jours et au lieu dont fait mencion li diz mandement ensamble l'auctoritey du dit *Guiot* son pere pour lui donner l'auctorite de plaidoyer se mestiers est tant selon la forme, tenour et a ce que contient li diz mandement. Et ce a la relacion de notre dit sergent vous certiffions soubz le seel es causes de notre court. Donne le mardi apres l'uittave de la feste Saint Martin d'estey l'an mil CCCLXXVIII. — *Girost*.

Orig., G. 339, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 15.

**Mardi après l'octave de la Saint-Martin d'été 1378
(13 juillet).**

Assignation en justice, donnée par le lieutenant du chancelier de Bourgogne, à la suite du mandement de ce chancelier.

Jours est assignez a *Diion* de nous *Guillaume Plue*, lieutenant a *Diion* de honorable, saige et descrete personne Monseigneur le chancelier de *Bourgogne*, par deuant ledit Monseigneur le Chancellier ou son lieutenant a ses jours qui emqui seront le mardi apres la feste Saint-Denis proinchain venant : a religieuse personne et honeste frere *Guy d'Arc* chanoine et procureur en nom de procureur des religieux, abbe et couuent du monastiere

Saint Estienne de *Diion* d'une part, et à *Jehan* fil *Guiot le Tauron* de *Coichey* de l'auctorite de son dit pere et audit *Guiot* pertant comme a vng chascun d'aux tuiche d'autre part. En tel estat commil estoient en jugement a *Diion* par devant nous pour l'absence du consoil des diz *Jehan* et *Guiot* le mardi auant la feste de l'assumpcion Notre Dame. Et pour aller auant selon raison. Donne du consentement des dictes procureurs le mardi darrenierement dit l'an mil cccclx dix et huit. — *H. de Cirey*.

Orig., G 339, scellé sous simple queue de parchemin.

N^o 16.

21 novembre 1378.

Bail à cens par frère *Pierre de Lixey*, chanoine et pitancier de Saint-Etienne, à *Lucot Deulley*, vigneron à *Dijon*, à *Jehannot* sa femme, pour leur vie, celle de *Raoul* leur fils et celle du survivant des trois. De trois mex sis à *Dijon* « dehors les murs, les deux en la rue de *Saint Anthoine*, le premier de coste le mex *Clement Poissenot* d'une part, et les terreaulx de *Diion* d'autre part, le secont de coste le mex dudit *Clement* d'une part et *Huguenin Badole* de *Diion* d'autre part, et le tiers mex en la rue des *Bordes* de coste le mex au *Biugot* d'une part et le mex dit *Chevillart* et le mex *Jehannot Malebrunet* d'autre part » ; moyennant cinq gros viez tournois d'argent de cense annuelle (le gros viez compté pour vingt deniers tournois, et le franc pour douze gros tournois d'argent), payable à la fête de la Saint-Remi. Par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Laurent d'Accey*, poulaillier à *Dijon*, *Humbelot Bouchedor d'Ancey* près de *Flurey*.

Orig., G. 300, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 17.

31 décembre 1378.

Engagement par Guillemette de Montelon, abbesse de Prâlon,
envers Jean et Simon Pitois, au sujet d'une sépulture.

En nom de nostre seigneur amen. En l'an de l'incarnation d'icelluy mil troiscens soixante dix huit, le vendredy voille de l'an neuf, nous *Guillemette de Montelon*, humble abbesse de *Praalons* ou diocesse de *Lengres*, avec *Beatrix de Bonceuaux*, prieuse dudit monastere dudit *Pralons*, *Jehanne de Voudenay*, chantre dudit lieu, *Guillemette de Remiley*, *Jehannete de Blaisey*, *Jehannete de la Saule*, *Huguote de Barbirey*, *Girarde de Douay* et plusieurs autres religieuses dudit monastere de *Pralons*, de l'auctorite et consentement de ladite madame l'abbesse et nous toutes cy dessus nommees, couuens dudit monastere voulons et expressement nous consentons que, ou cas ou *Jehan* et *Symon* freres, enfans de *Jehan Pitoix de Montelon*, damoiseaux, voudront traire de ladite abbaye de *Pralons* le corps dudit *Jehan Pitoix* leur pere, pour mener a saint Martin d'*Ostum* pour jnhumer jllecques ledit corps, nous abbesse et couuent cy dessus escripts, quictons perpetuellement esdits enfans et tous lez hoirs dudit *Jehan Pitoix*, les vint solz de annuelle et perpetuelle rente que ledit *Jehan Pitoix* nous a laissie sur clause de son testament et darriere volente, sur sa terre de *Couchey*, et par ces presentes lettres en quicte lesdits enfans et hoirs dudit *Jehan Pitoix* a tousiours, mais ou cas dessusdit ; et contre ladite quittance nous abbesse et couuent dessusdits ne vorrons, ne consentirons venir en aucune maniere en contre ladite quittance, mais fermement tenir, garder, entretenir et accomplir jnuialement sans courrompre, et quant adce nous abbesse et couuent toutes ensemble, ou ciez du monastere et du moustier dudit *Pralons* c'est assauoir nous ly couuens

dessusdit, de l'auctorite de madame l'abbesse dessusdite, promettant en bonne foy par noz seremens donnez pour ce sur sains euuangelles de Dieu corporellement, et sur le voul de notre religion et sur l'obligacion de tous noz biens temporelz, nous ladite abbesse et ledit couuent, ladite quictance esdits enfans et hoirs dudit *Jehan Pitoix* fermement tenir, garder, entretenir et accomplir jnuiolablement sans corrompre ; et renunçons en ceste fin a toutes les exceptions, decepcions, raisons, allegacions de fait et de droit canon et ciuil que l'on pourroit dire ou faire en contre la teneur de ces lettres. Et quant a tenir fermement et garder toutes les choses cy dessus dictes et vne chascune d'icelles, nous abbesse et couuent dudit monastere de *Pralons* cy dessus escriptes, voulons estre contrainz ainsi que comme de chose adiugee ou congneue, par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la jurisdiction et contraincte de la quelle court quant a ce nous nous submettons nous, nos successeurs et tous nos biens temporelz. En tesmoing desquelles choses nous auons requis et obtenu le seaul de ladite court estre mis en ces lettres. Fait en la presence de *Guillaume de Reecourt*, coadiuteur, *Gauthier de Treuez*, tabellion de *Viteaulx* pour ledit monseigneur le duc de *Bourgoingne*. Presens *Guiot Pitoix de Montelon*, escuyer, monsieur *Henry Piquet de Dijon*, prestre, *Guillemot Barot de Meymont* et *Perreaul filz Symonglot de Gissey sur Arhc* a ce appelez et requis, l'an et jour dessusdits. Et je *Guillemete de Montelon*, abbesse dessusdite, ay donné et octroye audit couuent quant a faire les choses dessusdites, auctorite et consentement par ces presentes lettres donnees l'an, jour et tesmoings cy dessus diz. — *G. de Reecourt*. — Donne par copie prise au vray original par moy : *Coutot*.

N° 18.

16 janvier 1379/80.

Donation de 12 livres de cense sur une maison, rue de la Verrerie, pour trois messes par semaine devant l'autel de Saint-Bénigne.

In nomine domini amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo septuagesimo nono, die sextadecima mensis januarii, ego *Johannes de Espannereyo*, decanus christianitatis *Diuionis*, notum facio vniuersis et singulis presentes litteras inspecturis, quod cum venerabiles et religiosi viri frater *Johannes de Marigneyo*, abbas ac prior et conuentus monasterii sancti Stephani de dicta *Diuione*, ordinis sancti Augustini, capitulariter congregati, michi concesserint sepulturam corporis mei in ecclesia sua, ante altare sancti Benigni, sub cruce, statuerintque et ordinauerint pro me necnon parentum et amicorum ac benefactorum meorum animarum remedio, tres missas qualibet ebdomada, videlicet diebus lune, mercurii et veneris submissa voce per conuentum et canonicos eiusdem monasterii, cum cereo in eleuacione corporis Christi in suarum et successorum suorum animarum periculo perpetuo celebrandas. Ego premissorum contemplacione priori et conuentui supradictis perpetuo contuli, dedi, cessi et concessi, ac tenore presentium confero, do, cedo et concedo duodecim libras turonenses paruorum, annui et perpetui redditus seu census cum litteris adquisicionis eiusdem, et quicquid juris michi competit et competere potest in ipsis virtute dictarum litterarum, quas duodecim libras dudum adquisiui, situatas supra quamdam domum, mansum et pertinencias eiusdem, sitam *Diuione*, in vico *Verrerie*, quam tenet et possidet *Aubricus de Accellis*, poterius stanni, iuxta domum *Stephani le Chassignet*, espicerii, ex vna parte, et domum dicti *Aubrici* ex altera : et vna cum hoc eisdem

priori et conuentui dedi, numerauī et tradidi realiter et de facto, ducentos francos boni auri et iusti ponderis, cugni domini nostri francorum Regis pro censibus seu redditibus emendis et conuertendis cum predictis duodecim libris annui et perpetui redditus seu census, ad opus dictarum missarum; jta quod preditte duodecim libre annui et perpetui redditus seu census cum ceteris redditibus, qui de dictis ducentis francis aquirendi sunt, prefatis priori et conuentui perpetuo remanebunt et in ipsis dictus dominus abbas vel successores sui nichil habebunt nec eisdem onus aliquod de celebratione dictarum missarum incombet. De quibus quidem duodecim libris redditus seu census et ducentis francis supra dictis, deuestio me et heredes meos ac prefatos priorem et conuentum inuestio perpetuo per presentes. Promittens per juramentum meum propter hoc ad sancta Dei euangelia corporaliter datum et sub bonorum meorum omnium ypotheca et obligacione huiusmodi, donacionem et cessionem ratas et firmas imperpetuum habere, tenere et obseruare et in nullo decreto per me, uel alium seu alios tacite uel expresse contrauenire, omnibus exceptionibus juris et facti, quibus contra premissa dici posset obici uel opponi cessantibus et remotis. Volens et expresse consenciens me et heredes meos ad hoc cogi et compelli, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgundie*, cuius curie iurisdiccioni et compulsioni me et heredes meos, ac omnia et singula mea et heredum meorum bona mobilia et immobilia presenciam et futura quecumque suppono quo ad hec pariter et obligo. In cuius rei testimonium sigillum dicte curie requisitum et obtinui presentibus apponi. Actum in loco capitulari dictorum religiosorum, coram *Johanne de Maroillis*, clerico coadiutore *Andree de Faanay*, notarii *Diuionis*; presentibus *Ytherio Arnoleti*, *Guillemeto Girardi* et *Guillelmo Raymondi de Broichone*, clericis, *Diuione*

commorantibus, vocatis ad hec testibus et rogatis. — *J. de Maroilles.*

Orig., G, 259. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, fo 331 v^o, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 19.

9 février 1379/80.

Bail à cens à Monin le Chaumonnet de Coichey, Jehannot son fils et Symonnote sa femme, pour leur vie et celle du survivant des trois. D'une maison de pierre « assise à Coichey deuant le cimistère, de costé la maison Jehan Grainchat et le mex Jacot le Treuffonet d'autre part ». Pour la cense annuelle de « sept sextiers de bon vin vermeil a la mesure de Diion » payable à la fête de saint Michiel archange. Pour garantie du paiement de la cense, les reteneurs engagent « par especial vng curtil assis oudit Coichey ou lieu dit ou Franc Mex, de costé le mex Odot Sautereaul d'une part et Girart le Laineret d'autre part ». Fait par-devant Guillemot Girart, clerc coadjuteur d'Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Perrenot Poissenot, Huguenin le Cruellet et Jehan Bourlée, de Dijon, clercs.

Orig., G. 339, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 20.

11 mars 1379/80.

Fondation d'une chapellenie de trois messes par semaine en l'église Saint-Etienne, par Etienne Fremiot, qui lègue à cet effet 200 livres à l'abbaye. — Testament du fondateur et actes de publication.

En nom de Nostre Seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icelli courant mil troiscens soixante dixneuf, le

vnziesme jour du mois de mars, nous, *Jehan de Maroilles* clerc, *Lambert de Saint Miel*, demeurant a *Diion*, et *Perrenote* femme de feu *Estienne Fremiot* de *Diion*, executeurs et en nom de executeurs du testament ou darreniere volente de feu le dit *Estienne Fremiot*, faisons sauoir atous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres : que comme le dit feu *Estienne* ait en son dit testament ou darreniere volente, entre les autres choses, laissie et donne la some de deux cenş frans de bon or et de juste pois du coing du Roy nostre seigneur, pour fonder vne chapellenie perpetuelle de trois messes la sepmainne, pour le remede de l'ame de lui et de ses deuanciers, a fonder au regart et ordonnance de nous les diz executeurs, si comme il appert parmi certaine clause contenue ou dit testament insere en la publicacion d'icelli, de la quelle publicacion la teneur est escripte en la fin de ces presentes. Il est ainssi que nous les diz executeurs, volens de nostre pouoir acomplir la volente et ordonnance dudit testateur, fondons et ordonnons la dicte chapellenie perpetuelle en l'eglise du monastiere de Saint Estienne de *Diion*. Pour la fondacion et dotation de la quelle chapellenie, nous auons baillie et deliurey, et par ces presentes baillons et deliurons perpetuellement, realment et de fait en la presence du coadiuteur et des tesmoins cy apres nommez aux prieur et couuent dudit monastere cent et cinquante frans de bon or du coing du roy nostre seigneur et de juste pois pour conuertir et emploier en rentes perpetuelles pour la dicte fondation. Item deux frans d'or et demi de rente ou cense annuelle et perpetuelle, qui deuz estoient audit feu *Estienne Fremiot* sur la moitie par indeuis de vne maison, fons, mex et appertenances d'icelle assise a *Diion*, en la rue des *Grans Champs*, decoste le mex messire *Hugue Aubriot* de *Diion*, cheualier d'une part, et le mex et maison des hoirs de feu *Esteuenin Paignot*, d'autre part; de la quelle maison, fons, mex et

appertenances dessus confinee, l'autre moitie par indiuis est et appartient a *Jehannotte*, niepce dudit feu *Estienne*, ensemble deux frans et demi de cense perpetuelle deuz chascun an ala dicte *Jehannotte* sur ycelle moitie. Item baillons et deliurons, aux diz prieur et couuent, deux frans et demi de cense perpetuelle, assis sur trois chambres qui sont dariers la dicte maison deuers la *Tournelle*. Des quelx deux frans d'or et demi de cense sur la moitie par indiuis de la dicte maison et des autres deux frans d'or et demi sur les dictes chambres nous deuestons nous et les hoirs dudit feu *Estienne* et les diz prieur et couuent au proffit de la dicte chappellenie en reuestons perpetuellement pour eulx et leurs successeurs, par la teneur de ces presentes lettres; et leur transportons tout le droit, action et raison que nous auons en nom que dessus et que le dit feu *Estienne* auoit en la dicte moitie de la dicte maison, et en la dicte cense de deux frans d'or et demi qui li estoient deuz sur ycelle moitie, et es dictes chambres en la dicte cense de deux frans d'or et demi deuz sur ycelle comme dit est; sauf tousiours et reserue a la dicte *Jehannotte* sa moitie par indiuis, en ycelle maison, fons et appartenances d'icelle, et les deux frans d'or et demi de cense perpetuelle qui li sont deuz sur ycelle. Et parmi ces choses, les diz religieux, prieur et couuent seront tenuz celebrer, ou faire celebrer perpetuellement chascune sepmene en leur eglise, trois messes pour le remede de l'ame dudit *Estienne* et de ses deuanciers et successeurs. Promettens nous les diz executeurs en nom que dessus par noz seremens pour ce donnes corporelment aux sains euuangelis de Dieu et soubz l'obligacion de touz les biens de la dite exécution, toutes les choses contenues en ces presentes lettres tenir perpetuellement sens jamaiz contreuenir, et renuncons en ce fait atoutes excepcions ad ce contraires. Et quant ad ce tenir et acomplir, nous les diz executeurs par nom que dessus, voulons estre contrains

ainssi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion et contrainte de la quelle court quant ad ce nous submettons et obligeons les hoirs dudit feu *Estienne* et touz les biens de la dite execucion meubles et nonmeubles presens et auenir quelconques; la teneur de la publicacion dudit testament sensuit de mot a mot en ceste forme (1) : A tous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, nous *Guillaume Plue*, lieutenant a *Diion* de honorable saige et discrete personne monsieur le chancelier de *Bourgoingne*, faisons sauoir, que comme par vertu de mandement donne du dit monsieur le chancelier et d'office aient este adiournez a *Diion* par deuant le dit monsieur le chancelier ou son lieutenant, au mardi aprez la feste de l'assumpcion nostre Dame *Hugue Fremiot* de *Diion* et *Jehannote* fille feu *Jehan du Nuefchastel*, femme *Jehan de Maroilles* clerc, demeurant a *Diion*, hoirs ne feu *Estienne Fremiot* de *Diion*, messire *Diemonche de Monfort*, prestre demeurant a *Diion*, *Lambert de Saint Mier*, ledit *Jehan de Maroilles*, et *Perrenote* femme de fu dudit *Estienne*, executeurs ordonnez et establiz ou testament d'icelli feu *Estienne*, cestassauoir la dicte *Jehannote* ensemble l'auctoritey de son dit mary, et son dit mary pour donner a elle auctoritey de plaidoyer se mestier est, et mesmement les diz hoirs pour approuer ou jmpugner le dit testament ou pour accepter ou repudier la hoierie dudit feu *Estienne* et les diz executeurs pour pranre en eulx ou recuser la charge de l'execucion du testament d'icelli feu *Estienne* ; cellui jour se comparurent en jugement a *Diion* par deuant nous, les diz hoirs et executeurs, et en la presence d'eulx feisme lire le dit testament judicialment par deuant nous contenant la forme qui s'ensuit (2).

(1) Acte de publication du testament d'Etienne Fremiot.

(2) Testament d'Etienne Fremiot, du 24 juillet 1378.

In nomine sancti et jndiuidue trinitatis, patris et filii et spiritus sancti amen. Cum propter delictum primi parentis generis humani successio quelibet sit transitoria et mortalis sit certius morte, nichil tamen incertius hora mortis, jdcirco ego *Stephanus Fremieti de Diuione*, burgensis, per dei gratiam sanus mente, licet infirmus corpore, timens propter mundi pericula que colhidie eminent et eminere possunt per casus fortuitos ne decedam intestatus, volens et cupiens dictam horam mortis [preuenire et anime mee operibus] (1) misericordie de salubri remedio prouidere testamentum meum seu meam vltimam voluntatem, et reuocans omne aliud testamentum seu omnem aliam vltimam voluntatem si quod vel quam alias vnquam feci, de me rebus et bonis meis michi a deo collatis, facio, dispono et ordino prout hic inferius declarabitur : In primis autem cum tantum tria habeam videlicet animam, corpus et res, et adigniori sit incohandum, primo et principaliter animam meam signo venerabilis crucis proposito, recomendo nunc et imperpetuum altissimo creatori, ut ipsam ad eum qui eam creauit reuertatur ; sepulturam vero corporis mei eligo in ecclesia monasterii sancti Stephani de dicto *Diuione*, et ibidem volo corpus meum humo tradi. Item pro fouea mea facienda et pulsatoribus dimidium francum do et lego, illis qui dictam foueam facient et pulsabunt distribuendum ; heredes meos instituo et ordino omnes illos et illas qui tam de jure quam consuetudine michi successuri sunt ab intestato clamores vero debita et forefacta mea legitime probatos et probata volo pacificari, reddi et solui per manus executorum meorum quos hic inferius nominabo. Item curato sancti Medardi de dicto *Diuione* pro

(1) Dans cette chartre, certains mots ou membres de phrase seront mis entre crochets pour indiquer qu'ils n'ont pu être reconstitués au moyen de l'original, détérioré à ces passages, mais qu'ils sont la reproduction de la copie d'Arviset.

jure suo quinque francos auri semel do et lego. Item clerico dicte ecclesie beati Medardi pro septem psalmis ac orationibus dicendis pro remedio anime mee, sex grossos turonenses argenti semel do et lego. Item do et lego priori et conuenturi dicti monasterii sancti Stephani pro duobus anniuersariis in ecclesia dicti monasterii pro remedio anime mee, parentum antecessorum meorum, annuatim celebrandis, tres florenos Florencie auri boni et iusti ponderis annui et perpetui redditus seu census. In quibus tribus florenis annui et perpetui redditus michi tenetur anno quolibet *Johannes* dictus *Quien de Bar de Diuione* prout clarius apparet et apparebat per litteras quas penes me habeo et eas volo eisdem priori et conuentui tradi et deliberari; quorum duorum anniuersariorum primus anno quolibet die martis, post octabas diei dominice bordarum, et secundus die Jouis post mediam quadragesimam in dicta ecclesia dicti monasterii celebrabuntur. Item predictis priori et conuentui dicti monasterii, prima die obitus mei pro pictancia, quinque francos auri do et lego. Item eisdem pro tertia die obitus mei pro pictancia, duos francos auri do et lego. Item eisdem pro septima, tricesima et annuali diebus obitus mei, pro qualibet die vnum francum auri do et lego. Item conuentui Fratrum Predicatorum de dicta *Diuione* pro missis et orationibus pro remedio anime mee, parentum et antecessorum meorum, per vnum diem et annum celebrandis, quatuor caudas vini boni et puri semel do et lego. Item conuentui ordinis Fratrum Minorum de dicto *Diuione*, similiter pro missis et orationibus et pro remedio anime mee, parentum et antecessorum meorum, per vnum diem et annum celebrandis, tres caudas vini boni et puri semel do et lego. Item Hospitali beate Marie de *Diuione*, pro pictancia pauperum ipsius hospitalis, vnum francum auri semel do et lego. Item hospitali Sancti Spiritus loci, pro pictancia pauperum ipsius hospitalis, vnum francum auri semel

do et lego. Item hospitali sancti Fiacrii dicti loci pro pictancia pauperum, sex grossos turonenses argenti semel do et lego. Item hospitali sancti Benigni de *Diuione* pro pictancia pauperum, sex grossos turonenses argenti semel do et lego. Item hospitali beate Marie Magdalene dicti loci pro pictancia pauperum ipsius hospitalis, sex grossos turonenses argenti semel do et lego. Item hospitali Capelle Diuitum de *Diuione* pro pictancia pauperum ipsius hospitalis, sex grossos turonenses semel do et lego. Item hospitali sancti Anthonii de *Ponte Norgiarum* pro pictancia pauperum ipsius hospitalis, vnum francum semel do et lego. Item tresdecim pauperibus mulieribus viduis videlicet cuilibet earum duos grossos turonenses semel do et lego. Item tresdecim pauperibus mulieribus in puerpero iacentibus, videlicet cuilibet earum duos grossos turonenses argenti semel do et lego. Item filio *Johannis Roigeot*, filiolo meo, vnum francum auri semel do et lego. Item *Stephano*, filio *Johanneti le Peletier*, filiolo meo, vnum francum auri semel do et lego. Item filio *Johanneti* recoopertorium filiolo meo, vnum francum auri semel do et lego. Item filio *Johannis de Geureyo*, filiolo meo, vnum francum auri semel do et lego. Item *Guillemete de Auona*, vnum modium vini boni et puri et vnum bichetum bladi semel do et lego. Item *Odete de Aureliana*, *Diuione* comoranti, vnum francum auri semel do et lego. Item *Johannete* ancille dicte *Guillemete de Auona* sex grossos turonenses argenti semel do et lego. Item *Marie*, filie *Guidonis le Juif*, de *Diuione*, carnificis, quinque francos auri semel do et lego. Item religioso viro fratri *Guidoni de Maures*, ordinis fratrum predicatorum de *Diuione* pro visitatione quam michi fecit, infirmitate mea durante et ante, duos francos auri semel do et lego. Item do, dimicto et lego viginti quinque francos auri boni et justi ponderis cugni domini nostri regis Francie pro remedio anime mee, parentum et antecessorum meorum, ad respectum

et ordinationem executorum meorum infrascriptorum prout sibi visum fuerit expedire, distribuendos, et collocandos. Item fabrice ecclesie parrochialis beati Medardi de dicta *Diuione*, vnum francum auri semel do et lego. Item *Jacobo*, apothecario de *Diuione*, tres francos auri cugni et ponderis predictorum semel do et lego. Item dicto conuentui fratrum predicatorum de *Dyuione*, prima die obitus mei, causa processionis sue dicta prima die obitus mei facienda, vnum francum auri semel do et lego. Item conuentui predicto Fratrum Minorum dicti loci, causa predicta, vnum francum auri semel. Item decano et capitulo capelle domini ducis *Burgundie* in *Diuione*, causa predicta, quatuor francos auri cugni et ponderis predictorum semel do et lego. Item volo, precipio et ordino luminare meum fieri et poni circa feretrum meum prima die obitus mei vsque ad quantitatem viginti quinque librarum cere. Item pro vna capellania trium missarum pro qualibet ebdomada fundenda et ordinanda pro remedio anime mee, parentum et antecessorum meorum, ad respectum et ordinationem executorum meorum infrascriptorum do, lego et dimicto summam ducentorum francorum auri ponderis et cugni predictorum. Item volo, precipio et ordino emi per executores meos inferius nominandos, vnum lapidem precio septem francorum auri ponderis et cugni predictorum ad ponendum supra dictam foueam meam. Item volo et precipio et ordino quod omnia legata, in hoc meo presenti testamento contenta, soluantur supra partem in porcionem meam bonorum meorum que parcientur inter executores meos infrascriptos, et *Perrenetam de Longa Aqua* coniugem meam. Ita premissis omnibus et singulis totaliter executis, completis et executioni debite demandatis, si sit aut remaneat aliquid bonorum dicte porcionis mee de residuo, volo, precipio et ordino illud residuum pauperibus ergari. Huius autem mei testamenti seu mee vltime volun-

tatis executores meos facio, dispono, instituo et ordino videlicet dominum *Demoingnum de Monteforti*, tullensis diocesis, presbiterum, *Lambertum de sancto Micaele*, *Johannem de Maroilliis*, clericum, *Diuione* commorantem et predictam *Perrenetam* coniugem meam. Ipsos quatuor insimul seu tres vel duos eorum qui onus premissorum exequendorum in se suscipere voluerunt, in quorum executorum meorum trium vel duorum ipsorum manibus ex nunc prout ex tunc, et ex tunc prout ex nunc, pono et dimicto omnia bona jura mea mobilia et hereditagia quecumque. De quibus me totaliter deuestio, et dictos executores meos tres vel duos eorum totaliter inuestio de eisdem pro premissis omnibus et singulis exequendis et totaliter adimplendis. Dans et concedens dictis executoribus meis tribus uel duobus ipsorum plenariam auctoritatem, potestatem et mandatum speciale, predicta bona mea realiter et de facto apprehendendi, capiendi, occupandi et leuandi, recipiendi, percipiendi, possessionemque eorum bonorum meorum intrandi, ea seu partem eorum vendendi, alienandi et distrahendi auctoritate sua propria sine strepitu, clamore uel ostensione alicuius curie, pro contentis in hoc meo presenti testamento seu in hac mea vltima voluntate exequendis et plenarie adimplendis litteras, venditorias, transactorias et quittatorum et aliis dum opus fuerit sub quouis sigillo autentiquo seu non autentiquo dandi et concedendi; quicquid vero per dictos executores meos tres vel duos eorum in premissis actum, gestum, executum fuerit, ex nunc prout ex tunc et ex tunc prout ex nunc volo, laudo, ratifico penitus et approbo et volo quod obtineat roboris firmitatem. Quibus executoribus meis tribus uel duobus eorum in premissis vacantibus, do et lego pro pena et labore ipsorum, sex francos cugni et ponderis predictorum. Si vero in meo testamento presenti, seu in hac mea vltima voluntate esset seu oriretur aliquod dubium uel obscurum, volo

et ordino quod dicti executores mei tres vel duo eorum possint illud dubium uel obscurum mutare, diffalere seu eciam interpretari. Item volo et ordino quod nullus heredum meorum de bonis meis mobilibus et immobilibus quoquomodo gaudeat uel utatur, seu possessionem eorum intret, uel apprehendat, donec meum presens testamentum seu mea vltima voluntas per dictos executores meos tres uel duos eorum integraliter et perfecte exequatur, non obstante quod cauterium in iudicio uel extra offerent seu offerret de premissis exequendis ad quod heredes meos volo nullatenus admicti quocunque iure seu quacunque consuetudine in contrarium introductis non obstantibus; si vero aliquis heredum meorum contra hoc presens meum testamentum seu hanc vltiman voluntatem meam venire presumpserit quod absit, volo et ordino quod ab omni successione mea totaliter priuetur: hoc igitur meum presens testamentum seu hanc vltimam meam voluntatem volo valere iure testamenti non scripti uel iure testamenti nuncupatiui, aut iure codicillorum seu iure donationis facte inter viuos aut iure vltime voluntatis. Et si non valeat secundum leges, volo quod valeat secundum pias et canonicas sanctiones; et si non valeat iure aliquo, volo quod valeat eo iure et modo quibus melius valere poterit et debebit tam de iure quam consuetudine omni legum subtilitate et rigore juris super hoc abietis penitus et remotis. Et ad premissorum obseruanciam volo meos heredes et bona mea compelli quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgundie*, cuius iuridiccioni quo ad hoc suppono meos heredes et omnia bona mea. In quorum testimonium litteris istis seu huic presenti testamento meo sigillum dicte curie, rogavi et obtinui. Actum in presencia *Guillelmi Reymondi de Broichone*, clerici coadiutoris *Clemencii Moret de Beligneyo*, notarii *Roure* pro domino duce, et in presencia domini *Johannis Quarrey de Fauerneyo*, presbiteri, *Johanneti de*

Flureyo, custurarii, Stephaneti Rouhier, clerici, et Odeti de Selongeyo, Diuione commorantis, testium ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum, die vicesima quarta mensis Julii, anno domini M^oCCC^{mo}LXXVIII^o. — G. Raymond. Ita est.

Lequel testament ainsi lehu judicialment par deuant nous comme dit est, nous d'icelli feismes et faisons publicacion en et par la maniere qu'il est acoustumez a faire en la court de la ditte chancellerie. Et apres ce fuit requis et demande de par nous au dit *Hugue Fremiot* se il vouloit approuer ou jmpugner ledit testament et se il vouloit accepter ou repudier la hoerie dudit feu *Estienne*, li quelx nous respondit que en aucune maniere jl ne vouloit jmpugner ledit testament, mais ycelli approuer et accepter la hoerie d'icelli feu *Estienne* en tant comme illi en competoit, et ne vouloit point venir encontre l'ordonnance et volente dudit feu *Estienne*, et semblablement fut requis et demande a la dicte *Jehannote* de par nous, se elle voloit approuer ou jmpugner le dit testament et si elle vouloit accepter ou repudier la dite hoerie ; li quelle *Jehannote* de l'auttorite dudit *Jehan* son mari et lidiz *Jehans* son mari pour tant comme il lui tuiche, nous demanderent et requirent auoir auis sur ce et la dilacion de droit qui en tel cas appartient, la quelle nous li auons ottoie et octroions par ces presentes. Et ces choses ainssi faites fuit demande et requis de par nous es diz executeurs, se il vouloient en eulx pranre la charge de l'execution dudit testament. Li quelx nous ont respondu et respondirent judicialment par deuant nous que oil sur la condicion qui s'ensuit : C'est assauoir entant comme il viendra a leurs mains des biens demeurant de la succession dudit feu *Estienne* par benefice de jnuentoire le quel se fera par *Guiot le Tanron de Coichey* et *Hugue de Cirey* ou l'un d'eulx ; les quelx et chascun d'eulx par soy et pour le tout nous y auons commis et commettons par ces

presentes a faire le dit jnuentoire et les autres choses a faire le dit jnuentoire appartenantes et neccessaires. Pour quoy nous confiens du sens, leaulte et discrecion des diz executeurs leur auons baillie et deliure, et par ces presentes baillons et deliurons la charge de la dite execucion. Et li diz executeurs nous ont promis et jure, promettent et jurent par leurs sere mens et soubz l'obligacion de tous leurs biens meubles et nonmeubles, de faire afaire le dit jnuentoire par les commis que dessus ou l'un d'eulx, et de faire et acomplir la dite execucion bien et lealment et en rendre bon compte et leal audit monsieur le chancelier, son lieutenant, et atouz ceulx a qui il appartiendra toutes et quantes fois que mestier sera et requis en seront. En tesmoin de ce nous auons requis le seel du quel l'on vse a *Diion* es causes de la court de la dite chancellerie estre mis en ces presentes lettres, faites et donnees le mardi auant la feste de l'assumpcion nostre Dame l'an mil ccc soixandit dix et huit. — *H. de Cirey*. — Item s'ensuit la teneur des lettres de la dite cense de mot a mot en ceste forme (1) : En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnacion d'icelli mil troicens soixante quatorse, le v^e jour du mois de feuvrier, nous *Demoingeot de Seles*, demeurant a *Diion* et *Jehannote* sa femme, cest assauoir je la dite *Jehannote* du loux, consentement et auctorite dudit *Demoingeot* mon mary ad ce present et consentant et je li diz *Demoingeot* quant a ce et les choses cy aprez escriptes faire et acomplir a la dite *Jehannote* ma femme je ay donne et donne licence, puissance et auctorite, faisons sauoir a touz ceulx qui verront et orront ces presentes lettres que nous non contrains ne deceuz, ne en aucune maniere circonuenuz, maiz de nostre bon grez, plainne volentey

(1) Bail à cens, du 5 février 1374, entre Etienne Fremiot et Demoingeot de Seles.

et pour proffit cuident de nous et de noz hoirs auons retenu et retenons a cense perpetuelle par titre et en non de titre de loy qui est nommee ou appelee emphiteosim de *Estienne Fremiot*, bourgeois de *Diion*, et de *Jehannote* sa niepce, fille de fut *Jehan de Chasteauneuf* et de vn chascun d'aulx pour tant comme il lui toiche et appartient et en seul et pour le tout, vne maison ensemble le fons, mex et appertenances, le curtil et le troige darriers, deuers la tournelle, assise a *Diion* en la rue des *Grans Champs*, de coste le mex messire *Hugue Aubriot* de *Diion* cheualier, d'une part et le mex et maisons des hoirs feu *Estienne Paignot* autrement dit *Petit Maistre* d'autre part. Sauf et reserue audit *Estienne* et *Jehannote* sa niepce les trois chambres darriers la dite maison. Et ceste retenue nous auons fait et faisons pour le pris et somme de cent solz tournois de la monnoie, vn franc d'or du coing du Roy nostre seigneur de bon or et de bon pois compte pour vint solz tournois, vn florin de Florence de bon or et de bon pois pour seze solz huit deniers tournois et vn gros viez tournois d'argent pour vint deniers tournois de annuel et perpetuel cense ou rente, par nom de tiltre que dessus rendant et paiant par nous ou les aiens cause de nous ou temps auenir aux diz *Estienne* et *Jehannote* sa niepce ou a leurs hoirs chascun an perpetuellement aux termes et par la maniere qui s'ensuit. C'est assauoir cinquante solz de la dite monnoie a la feste de la natiuite nostre seigneur, et cinquante solz d'icelle monnoie a la feste de la natiuite saint Jehan Baptiste ; et commencera le premier paiement dudit annuel et perpetuel cense ou rente a la feste de la natiuite nostre seigneur prochain venans. Pour quoy nous sommes tenuz de conuenances et promettons pour nous et pour noz hoirs et vn chascun de nous en seul et pour le tout mesmement, je la dite *Jehannote*, du loux, consentement et auttorite que dessus, par noz seremens pour ce donnes corporelment

aux sains euuangelles de Dieu et soubz l'obligacion de touz noz biens meubles et non meubles presens et auenir quels qui soient, le dit annuel et perpetuel rente ou cense rendre, paier, bailler et deliurer aux diz *Estienne* et *Jehannote* sa niepce et a leurs hoirs ou les aiens cause de leur ou temps auenir, chascun an perpetuellement aux termes et par la maniere dessusdiz et diuisee ; et la dite maison et appertenances bien et loyalment edifier et maintenir en bon estat par nom et tiltre que dessus a noz despens et missions ; et ycelle maison, fons, mex, curtil et appertenances ne pourrons, ne deurons par conuenances expresses vendre, alier, permuier, ne mettre en aultre main se n'est de la licence, grey, voulente et consentement des diz *Estienne* et *Jehannote* sa niepce et de chascun d'eulx, mas la dite maison, fons, mex, curtil et appertenances obligons especialement et expressement aux diz *Estienne* et *Jehannote* et a vn chascun d'eulx pour le dit annuel perpetuel cense ou rente. Voulons et ottroyons que lidiz *Estienne* et *Jehannote* sa niepce, leurs hoirs ou les aiens cause d'eux ou temps auenir a la dite maison, mex, curtil et appertenances de leur propre auctoritey comme a leur propre heritaige ou cas que nous deffraidriens de paier le dit annuel et perpetuel rente ou cense, puissent recourre yceulx et possider les fruiz, yssues et emolumens faire leurs, mettre, conuertir et tourner en leur proffit jusque atant que paie et entiere satisfaccion soit fait aux diz *Estienne* et *Jehannote* ou aus aiens cause d'eulz ou temps auenir dudit annuel et perpetuel cense ou rente de touz arraiges, de touz coux, missions, despens, interest pour ce par eulx faiz, soustenuz ou encouruz. Renuncens en ce fait de nostre certaine science vn chascun de nous en seul et pour le tout mesmement [je la dicte] *Jehannote*, du loux, consentement et auctorite que dessus, atoutes excepcions et atout droit escript et nom escript canon, coustumier et

ciuil, a toutes excepciions de mal, de barat, de deception, a l'action en fait, a la condicion sens cause ou senz juste cause, a toute lesion, circonuencion, grief, erreur (*lacune dans le texte*), droiz et a toutes loix par les quelx les contraulx et besoingnes sont rescindees, quant il appert les contrahens estre bleciez en aucune maniere ou deceuz atoutes constitucions, status, ordonnances, graces, lettres et priuileges empetres ou empetrer, donne ou adonner de quelconque prelat ou prince que ce soit, atouz droiz escripz et non escripz introduz en la faueur des femmes, et atoutes autres exceptions, deceptions, barrez, futez, cauellacions, allegacions et raisons que l'an pourroit dire, proposer ou obicier par quelque voie ou maniere que ce soit contre la teneur de ces presentes lettres ou aucunes des choses dessus dites, et au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial ne precede. Et quant a tenir garder et acomplir fermement toutes les choses dessus dites et vne chascune d'icelles nous voulons, cest assauoir je la dite *Jehannote* de l'autorite que dessus, estre contrains et noz hoirs ainsi comme de chose adiugie par la court de le duc de *Bourgoingne*, a la jurisdiction et cohercion de la quelle court quant ad ce, nous submettons nous et noz hoirs et les aiens cause de nous et tous noz biens quelconques. En tesmoin de la quelle chose nous auons requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes. [Lettres faites en la] présence de *Jacot de Fontaines*, coadiuteur de *Andrie de Faanai*, notaire de *Diion*, de messire *Jehan du Dongeon*, prestre, et de *Perrenot Coustain*, de *Diion*, tesmoins ad ce appelez et requis l'an et le jour dessus diz. En tesmoing des quelx choses nous [*Jehan de Maroilles*, *Lambert de*] *Saint-Miel* et *Perrenote de Longeaul*, executeurs dessus nommez, auons requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis a ces presentes lettres. Cest fait par deuant *Guillemot Girart*

de *Diion*, clerc coadiuteur de *Andrie de Faanay* [notaire de *Diion*] pour mon dit seigneur le Duc. Presens *Ythier Arnoulot de Flurey* et *Michelot Rouhier de Rouure*, clers demeurant a *Diion*, tesmoins ad ce appelez et especialment requis l'an et le jour premiers diz. — *G. Girart*.

Orig., G. 173. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, fo 341, scellé à la cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

N° 21.

20 mai 1379.

Acte de l'appel à la cour de Langres, par Guy d'Arc-en-Barrois, procureur de Saint-Etienne, opposé à la prétention de l'archidiaque de Dijon, de visiter les églises dépendant du monastère.

In nomine domini, amen. Ex huius instrumenti publici tenore, ad vniuersorum noticiam deducatur, quod anno eiusdem domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono, die vicesima mensis maii, circa horam terciam, in dictione secunda, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape septimi, anno primo, in domo habitacionis domini *Guillelmi de Laanna*, presbyteri in *Diuione*, lingonensis diocesis, in mei notarii publici ac testorum presencia subscriptorum, religiosus et honestus vir frater *Guido de Archu Barrensi*, canonicus monasterii sancti Sthephani de dicta *Diuione*, ordinis sancti Augustini, procurator que et procuratoris nomine, ut dicebat, religiosorum virorum dominorum abbatis et conuentus eiusdem monasterii, dixit et exposuit venerabili et circonspecto viro domino *Ytherio*, archidiacono *Diuionis*, in ecclesia lingonensi, quod licet parrochie ecclesie Beate Marię ac sanctorum Petri, Nicolai, Micaelis et Medardi de dicta *Diuione*, de antiqua fundacione, pleno iure et in proprios usus, ad abbatem dicti monasterii pertineant, ac institutorum et desti-

tutorum capellanorum et rectorum dictarum ecclesiarum ad nullum alium quam dominum abbatem pertineat, ymo sint et semper fuerint ex fundacione dicti monasterii, de sella predicti domini abbatis, in quibus monasteriis, et ecclesiis religiosisque, et capellanos eorundem nulla eidem domino archidiaconi seu predecessoribus suis, aut alicui alteri inferiori domino episcopo lingonensi, vnquam compecierit aut competat iuridicio, visitacio, et procuracio racione visitacionis. Nichilominus tamen ad ipsorum dominorum abbatis et conuentus tunc de nouo perueniant noticiam, ut dicebat quod idem dominus archidiaconus pluries se iactauerat et comminatus fuerat quod ipsum monasterium et ecclesias predictas visitaret. Que si fierent per ipsum dominum archidiaconum, in preiudicium libertatis et immunitatis dicti monasterii et ecclesiarum predictarum, ac dictorum religiosorum preiudicium cederent non modicum et grauamen, ut assistebat idem procurator. Ex quibus et per que, dictus frater *Guido*, nomine quo supra, senciens dictos religiosos, abbatem et conuentum, magistros suos et se quo supra nomine multipliciter, pregrauatur, timens quod ulterius pregruari prout affirmabat ab ipso domino archidiacono et contra ipsum ob hoc ad dominum nostrum lingonensem episcopum nomine quo supra, verbotenus coram dicto domino archidiacono prouocauit et appellauit, protestans nomine predicto de huiusmodi appellatione infra debitum iuris tempus in scriptis redigenda et de ea loco et tempore insinuanda, innouanda et proseguenda ac de apostolicis repetendis ; super quibus idem procurator, nomine quo supra, peccit a me notario infra scripto, sibi dari et fieri publicum instrumentum. Acta fuerunt hec, anno, die, mense, hora, indictione, pontificatu et loco predictis, presentibus dominis dominico *Griffonis*, *Stephano de Cepeto* et *Martino de Latofonte* presbiteribus, dicte *Diuionis* habitatoribus, vocatis et specialiter rogatis,

testibus ad premissa. — Et ego *Johannes Girardus de Maroilliis*, lingonensis diocesis clericus, auctoritate apostolica et imperiali, notarius publicus, premissis omnibus et singulis dum sic fierent, cum dictis testibus interfui et hoc instrumentum publicum inde manu propria scripsi hic quod subscripsi et signum meum apostolicum solitum apposui, rogatus in testimonio veritatis.

Orig., G. 124.

N° 22.

21 mai 1379.

Autre acte d'appel à la cour de Langres, par les mêmes personnes.

In nomine domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum, omnibus fiat notum, quod anno eiusdem domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono, die vicesima prima mensis maii, circa horam terciam, iudicatione secunda, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape septimi anno primo, in villa de *Flureyo*, lingonensis diocesis, in mei notarii publici ac testium presencia subscriptorum, religiosus et honestus vir frater *Guido de Arcu Barrensi*, canonicus monasterii sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, dicte lingonensis diocesis, procurator et nomine procuratoris venerabilium et religiosorum virorum dominorum abbatis et conuentus eiusdem monasterii, fidem faciens de procuratorio suo sigillis ipsorum abbatis et conuentus, vt prima facie apparebat sigillatus, tenensque in manibus suis quandam cedula[m] papiream scriptam, quamdam appellacionem seu prouocacionem ad reuerendum in Christo patrem ac dominum nostrum lingonensem episcopum et eius sedem episcopalem, ad personam venerabilis et discreti viri, domini *Ytherii*, archidiaconi *Diuionis* in ecclesia lingonensi et contra

ipsum interposuit et emisit iuxta formam dicte cedule quam per me notarium infrascriptum de verbo ad verbum perlegi fecit, cuius tenor sequitur per hunc modum : Coram vobis venerabili et discreto viro domino *Ytherio*, archidiacono *Diuionis* in ecclesia lingonensi vobisque discreto viro *Johanne Girardi de Maroilliis*, clerico lingonensis diocesis, publico apostolica et imperiali auctoritate notario et testibus infrascriptis, ego frater *Guido de Archu Barrensi*, canonicus monasterii sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, dicte lingonensis diocesis, procurator et procuratoris nomine religiosorum virorum abbatis et conuentus monasterii predicti, dico, assero et propono quod quamuis parrochialis ecclesie sancti Nicolai, beate Marie, sancti Medardi, sancti Micaelis et sancti Petri de dicta *Diuione*, de antiqua fundacione, pleno jure et in proprios usus ad abbatem prefati monasterii pertinuisse et pertinere dinoscantur. Itaque institutio et destitutio capellanorum et rectorum dictarum ecclesiarum in ipsis ecclesiis, ad nullum alium eciam dominum lingonensem episcopum, aut alium superiorem uel inferiorem, vnquam pertinuerit aut pertineat ; ymo sunt et semper fuerunt ex fundacione dicti monasterii, de sella abbatis et ad ipsum pleno jure et in proprios usus, pertinuerunt ab antiquo, in quoquidem monasterio nulla vobis domino archidiacono predicto, seu predecesoribus vestris archidiaconis *Diuionis* in ecclesia lingonensi vnquam compeciit aut competit iurisdicio, visitacio et procuracio racione visitacionis seu aliud in personas religiosas monasterii predicti, occasione uel causa quorumcunque excessuum seu delictorum per dictos religiosos seu eorum aliquem quouismodo perpetratorum, ymo tam de jure quam de consuetudine antiqua et legitime prescripta pertineat eorum correctio ad suum abbatem dicti monasterii sintque de antiqua approbata et hactenus pacifice abseruata consuetudine a sexaginta

annis citra et vltra eciam a tempore et per tempus cuius contrarii memoria honnesta non existit et esse consueverint dicti religiosi haberi immunes et exempti ab omni iurisdicione, preeminencia, et potestate vestra ac predecessorum vestrorum qui pro tempore fuerunt archidiaconi *Diuionis* in ecclesia lingonensi, dicteque eorum ecclesie libere, immunes et exempte ab omne iurisdicione vestra, visitatione, ac eciam procuracione cum dicte ecclesie pleno iure ab abbate dicti monasterii immediate ac pleno iure in spiritualibus et temporalibus pertineant et pertinerint ab antiquo quique dominus abbas habet curam nostrarum parrochialium dictarum ecclesiarum, fuitque et est in possessione percipiendi fructus, redditus et peruentus ipsarum ecclesiarum et ponendi capellanos canonicos aut seculares prohibito voluerant ad deseruiendum in eisdem ecclesiis et in possessione libertatis. Itaque nullus habet visitacionem in dicto monasterio nec in membris selle sue, excepto duntaxat domino episcopo lingonensi; quequidem ecclesie predictae cum fructibus earundem sunt et semper fuerunt de sella, seu de mensa ipsius abbatis, et per ipsum abbatem, seu per suos vicarios consueuerunt regi et gubernari, regunturque et adhuc gubernantur et quod solus dominus episcopus lingonensis habet visitacionem et iurisdicionem, in monasterio predicto tanquam superior post abbatem, nec alius habet cohercionem in canonicis, seu super canonicos predicti monasterii preter abbatem maxime in claustralibus, seu morantibus in predictis ecclesiis. Certum est eciam de iure, quod nullus in monasteriis inferior episcopo habet iurisdicionem in ipsis, preter episcopum. Nam monasteria solum subiecta sunt episcopo lege iurisdicionis et non alteri Et quod ecclesie incorporate monasteriis pleno iure non censentur ecclesie separate, sed grangie ad monasterium spectantes. Inde est quod dominus abbas sancti Stephani, ex quo est institutus in

abbatem eo ipso censetur institutus in ecclesiis supradictis, que sunt de fundacione propria predicti monasterii et quod visitato dicto monasterio per dominum lingonensem episcopum censentur ecclesie predictae et reputantur visitate. Ipsis igitur religiosi abbate et conventu et canonicis dicti monasterii ac ecclesiis parrochialibus antedictis, pleno iure dicto monasterio ex eius fundacione antiqua incorporatis existentibus, in possessione uel quasi pacifica immunitatis, libertatis, et exemptionis predictarum. Vos nichilominus domine archidiacone, qui nullam habetis jurisdictionem in dicto monasterio nec etiam coercionem seu correctionem in canonicis claustralibus eiusdem monasterii, jactauistis vos perperam et iniuste et plures comminastis quod ipsum monasterium et ecclesias parrochiales predictas eidem monasterio et selle seu messe ipsius abbatis, ab ipsius monasterii fundacione incorporatas, visitaretis de facto licet de jure nequeatis, ut prefertur. Que predicta per vos sic facta, et etiam comminata si fierent per vos cedunt et cederent, in submissionem libertatis, immunitatis et exemptionis suarum predictarum, et eorum monasteriique predicti ac ecclesiarum parrochialium predictarum grande preiudicium et grauamen, et licet ego frater *Guido*, procurator et procuratoris nomine quo supra, a predictis grauaminibus comminatis michi nomine quo supra et dictis religiosi abbati et conventui dominis meis, voce tenus appellauerim ad dominum nostrum lingonensem episcopum, fui tamen de appellacione huiusmodi in scriptis redigenda expresse protestatus. Idcirco ego procurator predictus senciens dictos dominos meos dictum monasterium ac ecclesias parrochiales antedictas et me quo supra nomine ex predictis, a vobis, venerabile domine archidiacone, indebite et iniuste pregrauatum, timensque ex verissimilibus correcturis ac comminacionibus vestris per vos imposterum actus pregrauari et ne ob hoc contra

dictos dominos meos abbatem et conuentum eorumque monasterium et suas parrochiales predictas, per censuram ecclesiasticam seu aliis quouismodo procedatis, seu procedere mandetis a predictis grauaminibus comminatis per vos ceterisque inferendis processibus et monicionibus vestris, summis et penis inferendis. A vobis, venerabile domine archidiacone, et contra vos dicto procuratoris nomine, pro dictis dominis meis michique in hac parte adherentibus, et ad adherere volentibus infra debitum juris tempus in scriptis, ad dominum nostrum lingonensem episcopum et ad ipsius sedem episcopalem prouoco et appello et apostolicos a vobis instantes michi dari peto et iterum instancius peto et instantissime repeto, quos si michi dare denegaueritis, seu distuleritis, ob hoc ad eundem dominum episcopum, et ipsius sedem episcopalem prouoco et appello, supponens dictos dominos meos abbatem et conuentum ac dictas ecclesias suas et me quo supra nomine, necnon hinc appellationi adherentes et adherere volentes tuicioni et protectioni dicte sedis. Et a vobis notario publico, peto michi fieri super hiis publicum instrumentum vnum uel plura eiusdem tenoris inuocans hic astantes in testimonio premissorum. Quaquidem appellacione sic interposita et emissa, prefatus dominus archidiaconus assignauit eidem procuratori nomine quo supra, diem hinc immediate sequentem, videlicet diem vicesimam terciam predicti mensis maii, apud *Sombernionem* dicte lingonensis diocesis ad respondendum super huiusmodi appellacione habita copia ipsius in forma. Super quibus dictus procurator nomine quo supra, petiit a me notario publico infra scripto, sibi dari et fieri vnum uel plura publica instrumenta eiusdem substancie et tenoris. Interposita et emissa fuit huiusmodi appellacio anno, die, mense, hora, indictione, pontificatu et loco predictis, presentibus discretis viris, dominis *Guillermo de Laanna* et *Johanne de*

Lemsoliis, presbyteris, notariis publicis, ac *Johanne Arnoleti* et *Perreneto Galtherini de Flureyo* dicte lingonensis diocesis, vocatis et specialiter rogatis, testibus ad premissa. — Et ego *Johannes de Maroilliis*, clericus, lingonensis diocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, dicte appellationis interpositioni et aliis suprascriptis dum sic fierent cum predictis testibus, interfui. Et hinc instrumento publico quod inde confeci, hic manu perpetua subscripsi, et signum meum apostolicum solitum apposui, rogatus in testimonium premissorum.

Orig., G. 124.

N^o 23.

23 mai 1379.

Protestation faite par le procureur de l'abbaye de Saint-Etienne, au sujet de sa comparution devant l'archidiacre de Dijon, en l'église de Langres, pour avoir réponse sur son appel.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum omnibus fiat notum, quod anno eiusdem domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono, die vicesima tertia mensis maii, circa horam terciam, iudicatione secunda, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini *Clementis*, diuina prouidencia pape septimi anno primo, in villa *Sombernionis*, lingonensis diocesis, in mei notarii publici ac testium presencia subscriptorum, religiosus et honestus vir frater *Guido de Archu Barrensi*, canonicus monasterii sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, dicte lingonensis diocesis ac procurator et nomine procuratoris religiosorum virorum dominorum abbatis et conuentus ipsius monasterii, prout constitit per quasdam litteras sigillum ipsorum abbatis et conuentus, vt prima facie apparebat sigillatum de quibus fidem fecit, comparuit coram venerabili et discreto domino *Ytherio*

archidiacono *Diuionis*, in ecclesia lingonensi. Et protestatione per eum premissa quod per suam huiusmodi comparicionem non intendebat in ipsum archidiaconum consentire, nec aliquam sibi iurisdictionem attribuere, nec eciam renunciare appellationi per eum nomine quo supra, die vicesima prima predicti mensis maii vltimo preterita ab ipso domino archidiacono et contra ipsum de et super exemptione monasterii predicti, necnon ecclesiarum parrochialium beate Marie, ac sancti Petri, sancti Nicolai, sancti Micaelis et sancti Medardi de dicta *Diuione* a iurisdictione et visitatione ipsius archidiaconi ad dominum nostrum lingonensem episcopum in scriptis interiecte, ymo comparebat ad audiendam responsionem predicti domini archidiaconi, et petendos apostolicos super eadem et non aliud tradidit eidem domino archidiacono presenti et recipienti copiam dicte appellationis in forma presenta, petens instanter ab ipso domino archidiacono responsionem et apostolicos de et super appellationem predictam sibi quo supra nomine dari, qui dictus archidiaconus assignauit eidem procuratori nomine quo supra, diem peneultimam termini juris *Lingoni* in domo habitationis sue, ad dandos apostolicos super huiusmodi appellationem per se uel alium locutinentem seu mandatum suum. Super quibus, idem procurator nomine quo supra, petiit a me notario infrascripto sibi dari et fieri publicum instrumentum. Acta fuerunt hec anno, die, mense, hora, iudictione pontificatus et loco predictis, presentibus discretis viris dominis *Guillermo de Laanna*, *Johanne de Lemsoliis* et *Helia de Lantannayo*, presbyteris dicte lingonensis diocesis, vocatis et specialiter rogatis testibus ad premissa. — Et ego *Johannes Girardus de Maroilliis*, clericus lingonensis diocesis publicus, apostolica et imperiali auctoritate notarius, premissis omnibus et singulis dum sic fierent cum dictis testibus interfui, et hoc instrumentum publicum inde manu propria scripsi

hicque subscripsi et signum meum apostolicum solitum apposui, rogatus in testimonium premissorum.

Orig., G. 124.

N° 24.

28 mai 1379.

Vente par Symonnot Badart de Marcennay en Montaigne, pour lui et ses hoirs. D'une pièce de vigne « estant en desert contenant enuiron vne ouree assise ou finaige de Coichey, ou lieu dit en Blungey, de costé les vignes des diz religieux decay et delay » moyennant le prix d'un franc d'or payé. Fait par-devant Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur d'Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Huguenin Chandeley et Perrenot Grapin de Marcennay.

Orig., G. 339. — Cop., reg. G. 127, f° 287, scellé sous double queue de parchemin.

N° 25.

4 juin 1379.

Donation par Jehannote, fille de Laurent Caillot, de 100 florins de Florence, à la charge de prier Dieu pour le salut de son âme.

En nom de nostre seigneur, amen. L'an de l'incarnation d'icelui courant mil troicens soixante dix neuf, le quatriesme jour du mois de juing, je *Jehannote*, fille de fu *Laurent Caillot d'Auon*, faiz sauoir atouz ceulz qui verront et orront ces presentes lettres, que comme *Jehan* dit *Narduin*, autrement *Chioz de Diion*, chauderonnier, soit tenuz et obligiez amoy en la somme de cent et dix sept florins de Florence de bon or et de iuste pois, si comme il appert en certainnes lettres seellees du seel de

la court monseigneur le Duc de *Bourgoingne* que j'ay imonstrees et exhibees saines et entieres, en la presence du coadiuteur et des tesmoins nommez en la fin de ces presentes, des quelles lettres la teneur sensuit de mot a mot en ceste forme (1). Je ycelle *Jehannote* non deceue, contrainte ou circonuenue en aucune maniere, mais comme bien ainsie par grant et meure deliberacion senz fraude ou cautele, par la bone affection que j'ay de subuenir au remede de l'ame de moy et par la deuocion que j'ay a l'eglise du monastere de Saint Estienne de *Diion*, donne perpetuellement par pure, parfaite et irreuocable donacion faite entre les vis et cede, quicte, baille, deliure et transporte en perpetuite pour moy et les miens par la real tradicion des lettres dessus transcriptes et d'autres lettres semblables seellees du seel de la court de *Lengres*, a religieuses et honestes personnes le prieur et le couuent dudit monastere de Saint Estienne, presens et acceptans et pour ce especial assemblez en leur chapitre, pour leur et leurs successeurs atouiors mais, pour Dieu et en aumosne et pour prier pour l'ame de moy, et auoir participation en leurs orisons et bienfaiz : cent florins de Florence, de bon or et de iuste pois, de la somme des dessus diz cent et dix sept florins contenuz es lettres dessus transcriptes, ensamble toute l'accion reelle, personnelle, utile, directe, taisible ou expresse que j'ay, puis ou doy auoir contre le dit *Jehan Narduin* par vertu des dites lettres, a cause de la dite somme de cent florins et m'en desuis et en reuis yceulz religieux et leurs successeurs perpetuellement par la confeccion de ces presentes et les constitue procureurs en ce comme en leur propre chose et les en met en mon lieu, par ainsi que desmain-

(1) Ici est insérée l'obligation de 100 florins passée entre Narduin, dit Chioz, et Laurent Caillot, le 9 janvier 1363. Voir cet acte dans la publication des chartes de cette époque.

tenant en leur nom, du droit et accion que j'ay de la dite somme de cent florins par vertu des dites lettres, enuers le dit *Jehan Narduin*, il puissent contre ycellui *Jehan* et ses hoirs pour la dite somme de cent florins d'or, faire accion, deffendre, repliquer, poursuivre, demander et recevoir ycelle somme et conuertir en leur usaige ensamble tout dommaiges, despens, interest ; et faire toutes autres choses que je feisse et peusse faire contre le dit *Jehan* pour les diz cent florins auant la dite donacion, promettant aux diz religieux presens et acceptans comme dit est et dabundant au coadiuteur cy dessoubz nomme, comme personne publique, present et stipulant aleuure et au proffit de touz ceulx a qui il appartient ou appartiendra, par mon serement pour ce donne corporellement aus sains euuangelles de Dieu, et soubz l'obligacion de touz mes biens meubles et non meubles presens et auenir quelxconques, ceste presente donacion, cession, quictance et transport auoir, tenir et garder ferme, estable et aggraable atous jours, senz contreuenir et contre la teneur de ces presentes lettres ou aucunes des choses contenues en ycelles non faire, dire ou venir cay en ariers en aucune maniere, renuncens en ce fait de ma certainne science a l'excepcion de mal, de fraude, de barat, lesion, circonuencion et deceuance oultre la moitie de iuste pris a l'excepcion de la dite donacion, cession, quictance et transport non auoir este faiz et atoutes autres excepcions de tout droit canon et ciuil, par les quelz l'an pourroit dire ou venir contre ces presentes lettres ou aucunes des choses contenues en ycelles, mesmement au droit disant general renunciacion non valoir, se l'especial ne precede ; voulans a l'obseruance des choses dessus dites et de chascune d'icelles, moy et mes hoirs estre contrains ainsi comme de chose adiugie, par la court de monseigneur le Duc de *Bourgoingne*, a la jurisdiction et contrainte de la quelle court quant a ce je submet moy, mes hoirs et touz les biens de moy et de mes hoirs, meubles et non meubles,

presens et auenir quelconques. En tesmoin des quelx choses, j'ay requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le Duc estre mis a ces presentes lettres. C'est fait en la presence de *Jehan de Maroilles*, clerc coadiuteur de discret homme *Andrie de Faanay*, notaire de *Diion* pour mondit seigneur le Duc, de *Jehan Arnolot de Flurey*, demeurant a *Diion*, *Guillelme le Garneret de Grancey* et *Regnaut Patou d'Aucerre*, clerc, demeurant a *Diion* ou dit monastere, tesmoins a ce appelez et especialment requis, l'an et le jour premierement diz.
— *J. de Maroilles*.

Orig., G. 173, scellé sous double queue de parchemin.

N° 26.

10 octobre 1379.

Vente de cens par *Jehannote*, fille de feu *Jehan Acelène*, de *Dijon*, « de la licence et auctorite de *Huguenin le Bediet* » son mari, à Saint-Etienne. D'un franc de rente annuelle et perpétuelle, le franc compté pour vingt sols tournois, payable à la fête de saint Remi. Assignée sur une maison sise à *Dijon* « en la rue *Parcheminerie* de coste la maison es *Bourchars* que tient *Jehan Chambellain* et *Philippe*, fille *Jehan du Port*, d'une part, et le mex *Odote de Besançon* d'autre part, laquelle maison et mex se comportent des la dite rue de la *Parcheminerie* jusques a la rue des *Craiz darrier* ». Vente faite pour le prix de douze francs d'or payés. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Andrie Humbert* alias *Parise*, *Jehan Perrin* et *Jehan Odote d'Aust*.

Orig., G. 262. — Cop., reg. G. 127, f° 202. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f° 313, scellé en cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

Nº 27.

15 novembre 1379.

Vente de cens par Huguenin Graindorge, de Dijon, à Jehan Juliot le Josne, bourgeois de Dijon. D'un franc d'or de cense annuelle et perpétuelle payable par moitié à la nativité de Notre-Seigneur et à la nativité de saint Jean-Baptiste. Assignée sur une maison lui appartenant et sise à Dijon rue des Petis Champs, tenant d'une part au mez de Jehan Daube, texerant à Dijon, et de l'autre à la maison qui appartint à feu Oudot Truffoy, moyennant le prix de douze francs d'or. Fait en présence de Pierre de Donmartin, de Dijon, coadjuteur de Andrier Estienne, notaire de Dijon. Témoins : Monnin de Bretenere et Perrin Soyer, de Dijon.

Orig., G. 291, scellé sur double queue de parchemin.

Nº 28.

26 novembre 1379.

Vente du pré « sur le Maul Nouhot », à Varanges, par Raymond Bourrot à Guillaume, dit Chevalier.

In nomine domini amen. Anno incarnationis eiusdem, millesimo trecentesimo septuagesimo nono, die vicesima sexta mensis nouembris, ego *Raymondus* dictus *Bourrot* de *Verrangiis*, notum facio vniuersis, quod ego sponte, scienter et prouide, pro me et meis heredibus vendo, cedo et perpetuo quicto *Guillelmo* dicto *Cheualier* et *Guiete*, eius uxori, pro se et suis heredibus, quamdam peciam prati continentem vnam soituram prati, sitam in prairie de *Verrangiis*, in loco dicto *suis le Maul Nouhot*, iuxta pratum *Johannis le Melenet* et *Johannis Clementis* hinc, et pratum quondam *Gileti de Roura*, liberam ab omnibus servitutibus pro sua coustodia consueta, precio octo francorum boni

auri et justi pondêris, cugni domini nostri Francorum regis, michi a dictis emptoribus solutis, de quibus me teneo pro contento et plenarie satifato, promictens per juramentum meum propter hoc ad sancta Dei euuangelia corporaliter datum et sub obligacione omnium et singulorum bonorum meorum, mobilium et jmmobilium presencium et futurorum quoruncumque, dictam peciam prati sic per me venditam dictis emptoribus et suis heredibus perpetuo firmiter contra omnes garantire et deffendere pacifice et quiete et in nullo de cetero contra jre vel facere per me, vel alium tacite, vel aperte, omnibus excepcionibus juris et facti in facto jsto penitus cessantibus et remotis ; volens me ad premissa compPELLI quasi ex re adiudicata per curiam domini Ducis *Burgundie*, cuius jurisdictione quo ad hoc me suppono et meos heredes. In quorum testimonium litteris sanctis sigillum dicte curie rogaui apponi. Actum in presencia *Stephani Beleti* de *Thardo Villa*, clerici *Diuionis* commorantis, coadiutoris *Andree Stephani* de *Faanayo*, tabellionis *Diuionis* pro dicto domino duce *Burgundie*, *Johannis le Meleuet* de *Thardo Villa* apud *Verrangias* commorantis et dicti *Fouequaul*, *Diuione* commorantis, testium ad premissa vocatorum et rogatorum anno, mense et die predittis. — *Stephanus Beleti*. Ita est.

Orig., G. 401. — Cop., reg. G. 127, fo 276, scellé sous double queue de parchemin.

N° 29.

27 novembre 1379 (1).

Bail à cens par Oudoz Douhay de Dijon à Perreaul Pignier de Dijon, d'une maison lui appartenant, sise à

(1) Ici se placent trois requêtes adressées au duc Philippe le Hardi, à l'effet d'obtenir confirmation des lettres du roi Jean. L'inventaire sommaire,

Dijon « en la rue des *Petis Champs*, apres la maison de moy dit *Oudot* d'une part, et la maison que tient a present *Regnault le Perrien* en la censiue des religieux » de Saint-Etienne d'autre part ; libre de toutes servitudes, à la réserve de cinq sols, soit vingt gros vieux tournois d'argent, dus au curé, chapelain et desservant de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de *Dijon* ; moyennant une cense annuelle d'un franc d'or, payable moitié à la fête de la nativité de Notre-Seigneur, moitié à la fête de saint Jean-Baptiste. Frais et dépens à la charge du bailleur. Le locataire et ses hoirs sont tenus de maintenir la maison en bon état ; à défaut, le bailleur la réunira à son héritage. Garantie en cas d'éviction. Fait en présence de *Pierre de Donmartin*, clerc coadjuteur d'*Andrier Estienne*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Jehan de Fontaignes* et *Jehan Lescot de Roure*, bourgeois de *Dijon*.

Orig., G. 291. — Cop., reg. G. 127, f° 202, scellé sous double queue (cinq fentes horizontales dans le parchemin).

N° 30.

Mardi après le dimanche où l'on chante « Reminiscere » 1380/1 (21 février).

Vidimus de deux clauses du testament d'Etienne Fremiot.

A tous ceulx qui verront et ouront ces presentes lettres, salut. Nous *Nicholas de Tholon*, chantre d'*Ostun*,

liasse G. 180, les place à la date de 1380 ; or le texte porte 1362. Nous n'avons donc pas cru devoir les publier dans les chartes se rapportant à notre époque.

Nous avons également laissé de côté une déclaration donnée, en 1380 environ, par l'abbaye, des héritages par elle acquis depuis soixante ans, et qui se trouve dans la liasse G. 180 ; cette pièce était une énumération très longue et très fastidieuse des terres, prés, maisons, etc., acquis par Saint-Etienne pendant un certain laps de temps, et ne présentait aucun intérêt historique ou juridique.

chancelier de *Bourgoingne*, faisons sauore que nous auons vehu, teneu, et leu de mot a mot le testament de feu *Estienne Fremiot*, jadiz bourgeois de *Diion*, sain et entier, senz aucun vice ou rasure, seelée du seel de la court monseigneur le Duc de *Bourgoingne* et le quel testament ay este publiez et d'icellui faites publicacion en nostre court, selon ce et par la maniere que en tel cas appartient et en ycellui son testament auons vehu estre contenu, entre plusours autres clauses, les deux clauses qui sensuignent : (*suivent deux clauses, l'une concernant l'élection de sépulture, l'autre la fondation de deux anniversaires en l'église de Saint-Etienne*) (1). En tesmoing de la quelle nostre vision, nous auons faiz mettre le seel du quel l'on vse a *Diion* aux causez de notre court de la dicte chancellerie, a ces presentes faitez et donnees le mardi apres le Dymenche que lon chante en sainte eglise *Reminescere*, l'an mil ccc quatre vins. — *H. de Cirey*.

Orig., G. 173. — Cop., reg. G. 127, f° 61. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f° 333, scellé en cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

N° 31.

8 avril 1380.

Vente de cens à frère *Guy d'Arc* en *Barrois*, chanoine de Saint-Etienne, par *Jehanz* dit de *Brethenère*, de *Dijon*, clerc, et *Marie* sa femme, fille de feu *Robert de Courcelles*. De vingt sols de cense annuelle (un gros tournois d'argent compté pour vingt deniers) dus au vendeur et payables par moitié aux fêtes de la nativité de saint Jean-Baptiste et de Notre-Seigneur. Assignée sur une maison à *Dijon* « dehors les murs, en la rue de la *Renoillerie*, sur

(1) Ces deux clauses ont été publiées au n° 20, à la date du 11 mars 1379 ; cette pièce comprend le testament d'Etienne Fremiot en entier.

la reuiere d'Oiche, empres la maison qui jaidiz fut nostre et apresent est *Monnot de Belne* d'une part, et la maison que *Jehannote* feme fut *Therriot de Saint Julien* tient de nous a cense d'autre part » moyennant le prix de 10 francs d'or payés. Fait en présence de *Guiot Jehan de Fontene*, coadjuteur de *Andrie de Faanay*. Témoins : messire *Guy le Dorillet de Champaigne*, *Girart le Lanceret d'Ys*, prestres à *Dijon*, et *Gauthier le Foillenet de Saint Apoloniere*, à *Dijon*. (Sùit la copie du bail à cens consenti le 29 juin 1371, par *Jehan de Bretenere* à *Jehannins* dit le *Clers Pescheur*, fils de *Perrel le Poissenier de Clementey*, sur cette maison de la rue de la *Renoillerie*, pour la cense de 20 sols. Cet acte avait été fait par-devant *Guiot Jehan de Fontenes* coadjuteur de *Andrie de Faanay*. Témoins : messire *Estienne Pirey de Cepoy*, prestre, et *Symonnot le Caillet de Lardenay*.)

Orig., G. 293. — Cop., reg. G. 127, f° 204, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 32.

9 avril 1380.

Vente de cens par *Jehan Chopillart*, de *Dijon*, clerc, de vingt-cinq solz de « monnoie courant a pain et a vin en la ville de *Diion* », de cense ou rente annuelle et perpétuelle, qu'il possède sur une maison assise à *Diion*, rue des *Grans Champs*, « de coste la maison et mex que fut maistre *Regnaut Rosote*, d'une part, et le mex et la maison que fut *Jehan Lasne* d'autre part, la quelle maison ainssi confinee tiennent a present, et paient la dicte cense ou rente, *Marieno*, femme de *Perrenot de Loueres* alias *Tabellion*, perrier, et le dit *Perrenot* acause de sa dicte femme, et *Regnaulx*, freres de la dicte *Marieno*, chascun pour la moitie par indiuïs ». Cette cense est payable

chaque année à la Toussaint. Vente consentie moyennant le prix de vingt et un francs de bon or, payés. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andre de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Guillelme Balore de Semur*, *Perreaul Perret de Chambeuf*, clercs, et *Gauchier le Foillenet de Saint-Apolonie*.

Orig., G. 260. — Cop., reg. G. 127, f^o 212. — Cop. (Arv.), G. 133, f^o 351 v^o, scellé à double queue de parchemin.

N^o 33.

10 mai 1380.

Vente de cens par Richart Lambelin de Dijon, bouchier, et *Jehannotte* sa femme, au « prouffit de demie messe que feu *Estienne Fremiot de Diion* a fondée en l'église de Saint Estienne ». De deux francs de bon or d'annuelle et perpétuelle rente (un franc compté pour vingt sols tournois et un gros pour vingt deniers tournois), payable par moitié, à la fête de la nativité de Notre-Seigneur et à la fête de la nativité de saint-Jean-Baptiste. Assignée sur « vne maison, fons et appartenances d'icelle assise a *Diion* ou grant bourg de la Boucherie, de costé la maison *Guillaume le Lacier de Diion*, que tient a cense *Theuenin Verceaux de Diion*, bouchier, d'une part, et la maison aux hospitaliers de le Magdelene de *Diion* que tient a cense *Guienot le Juif de Diion*, d'autre part, et fiert sur *Suson* ». Moyennant le prix payé de vingt-cinq francs de bon or. Fait par-devant *Jehan Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : messire *Jacques de Jancigney* et messire *Pierre Ruote de Gilley*, prestres, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 257. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 315, scellé en cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

N^o 34.

Du jeudi après la Pentecôte 1380 (17 mai).

Renonciation par Johanneta, veuve de maitre Henricus Noiretus de Diuione, en faveur de Saint-Etienne, à tout droit sur une grange sise à Dijon, rue du Cloistre, près le manse qui lui appartient et la maison d'Euvrardus Prugeretus, chargée de trente-six solides de cense annuelle dus auxdits religieux. Acte à Dijon par Guillelmus Girardi, clerc tabellion de la cour de Langres. Témoins : Johannes de Maroilliis, Johannes Boullee, clercs, et Guichardus Carnificus, à Dijon.

Orig., G. 292, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 35.

15 juillet 1380.

Mandement du chancelier de Bourgogne au maire de Dijon, pour ajourner devant lui Guiot et Jehan le Tanron.

Nicolas de Tholon, chantre d'Ostun, chancelier de Bourgoingne, au maieur de Diion ou a son lieutenant ou au premier de noz sergens sur ce requis, salut. Une cause j'ay piecea ay este mehue a Diion en nostre court entre les religieux abbe et couuent du monastere de Saint Estienne de Diion d'une part et Jehan fil Guiot le Tanron de Coichey de l'auctoritey de som dit pere, et le dit Guiot per tant commil li tuiche d'aulture part. De et sur ce que par vertuz de execucion donne de nostre court a la requeste des diz religieux sur lettres seellees du seel de la court monseigneur le Duc contennent en substance la teneur et le fait des dictes lettres fuit et estoit mandoit de nous controindre troinchiement ledit Jehan par la prise, vandue et exploit de ses biens, a rendre et a paier

es diz religieux quinze quartaulx de blef pour mi froment et auoingne, que il leur doit des arraignes de termes passes comme hoirs soubz et par le tout de feu *Jehan de Longecourt*, maire de *Coiche*, par le moyen de *Jehannot* sa mere, a cause d'un quartaul de froment et auoingne par moitief de cense perpetuelle, se il ne mettoit auant cause par la quelle il ne dehust ad ce estre controinz, la quelle auant mise que il fust adiournez a *Diion* par deuant nous ou notre lieutenant a vng certain jour contenu en la dicte execucion ensamble l'auctoritey de som dit pere et som dit pere, pour li donne auctoritey de pladoier se mestiers estoit pour dire et proposer la dicte cause pour repondre pour serement a l'interrogatoire don mencion est faite en la dicte execucion et pour aler avant selon raison. Et en ycelle cause apres certaine journee en estat comparurent en jugement a *Diion* par devant nous le mardi apres la feste Saint Denis l'an mil ccclx dix et huit, religieuse personne frere *Guy d'Arc* chanoingne et procureur et en nom de procureur des diz religieux d'une part, lidiz *Jehans* filz dudit *Guiot* de l'auctorite de som dit pere et li diz *Guioz* per tant comme il li tuiche d'aulture part. Et prierent apointement a oir droit par intellocutoire que dire le pouroit bonnement : sauoir mont se li diz religieux estoient suffisement fondez par vertuz de leur procuracion de par eux exhibee judiciaulment par deuant nous et successiument sur ce : se l'execucion des diz religieux estoit bien donnee, sur leur dites lettres vehues ycelles la dicte procuracion, execucion et mouemens que les dictes parties baillierient par estre chascun les seruens a la fin a quoy il tant et pour aler auant selon raison. Et apres plusieurs journees assignees a oir droit fuit et ay este dit de nous par notre sentence intellocutoire que les diz religieux estoient bien et suffisamment fondez par vertuz de leur dicte procuracion et que l'execucion et jmpetracion des diz religieux donnees

sur leurs dictes lettres est bien donnee, vehues ycelles. Si condamnons et auons condamne par notre dicte sentence intellocutoire ledit *Guiot* per tant comme il li tuiche et ledit *Jehan* de l'auctoritey de som dit pere a proceder avec les diz religieux ou leur procureur en nom de procureur selon le contenu de leur dicte jmpetracion delaquelle sentence fuit appelle de nous par les diz *Guiot* et *Jehan* som fil a noz signours les auditeurs et la quelle notre sentence fuit par yceux conformee. Pour ce estre que nous vous mandons et a chascun de vous personne que vous, a la requeste des diz religieux ou de leur procureur en nom de procureur adiourner a *Diion* par deuant nous ou notre lieutenant a noz jours qui enqui seront le jeudi auant la saint Pierre entrant haoust prochain venant le dit *Guiot* per tant comme il li tuiche et le dit *Jehan* som fil ensamble l'auctoritey de som dit pere et som dit pere pour lui donner auctorite sur ce de pladoier se mestiers est par proceder avec les diz religieux ou leur procureur en nom de procureur selon le contenu de la dicte jmpetracion et pour aler auant et es chouses contenues et comprises en la dicte jmpetracion selon raison et le stille de notre court. Ce que fait en aurez nous resterpnez. Donne le diemanche auant la feste de la Magdellaine mil ccc quatre vins. — *H. de Cirey*.

Orig., G. 339, scellé à simple queue de parchemin.

N° 36.

16 juillet 1380.

Certificat du maire de Dijon, concernant l'exécution
du précédent mandement.

A honoree discrete personne et saige messire le chancelier de *Bourgoingne* ou son lieutenant a *Diion*, *Jaques*

de *Lancrecey* maieur de la ville et commune de *Diion*, honneur et reuerance. Savoir vous faisons que nous avons recehu votre mandement parmi lequel ceste... (légère lacune dans le texte) resquisicion est annexe, lequel nous auons baillie a *Jehan Coichey* notre sergent pour ycelli executer selon sa teneur li quelx nostre seigneur... (légère lacune) nous ay relate que il ay adiourner a *Diion* par deuant vous ou votre lieutenant a vous jours, dont mancion est scetee en votre dit mandement, *Guiot le Tanron* et *Jehan* son filz nommez en votre dit mandement en loirs propres personnes, c'est assavoir ledit *Jehan* ensamble l'auctorite de son dit pere et son dit pere pour li donner auctorite de plaidoier tout selon la forme, teneur et a ce que contient votre dit mandement. Et ce a la relacion de notre dit sergent vous certiffions soubz le seel es causes de notre court. Donne le lundi auant la feste de la magdeleine l'an mil ccc quatre vins.
— *Philippe Cointot*.

Orig., G. 339, scellé sous simple queue de parchemin.

Nº 37.

14 août 1380.

Vente de cens (1) par *Guiot Blanche* et *Marie* sa femme, de deux francs de rente annuelle et perpétuelle, le franc pour vingt sols tournois, et un gros viez pour vingt deniers, payable par moitié aux fêtes de la Nativité de Notre Seigneur et de saint Jehan Baptiste. Assignée sur deux maisons, sises à *Dijon*, en la rue de *Clugney* et sur la rue de *Petit Cloistre*, attenante à la maison *Gauthier de Noigent* d'une part et à celle de *Sancenot le Pouillet* d'autre part.

(1) Cette chartre est barrée à traits de plume sur le registre G. 127.

Moyennant le prix payé de vingt-six francs d'or. Fait par-devant *Guillemot Girart de Dijon*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins *Jehan de Maroilles*, *Jehan Arnoulot* clercs et *Perrin Soyer* à *Dijon*.

Cop., reg. G. 127, fo 206 (1).

N° 38.

24 octobre 1380.

Vente par Marion, dite Clère, femme de feu Girart le Gelenier, d'une maison, rue au Comte.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui current, mil troiscens quatre vins, le xxiii^e jour du mois d'octobre, je *Marion* dite *Clere*, femme de feu *Girart le Gelenier d'Acceaulx*, jaidiz demorant a *Diion*, barbier, sauoir fais atouz ceulx qui verront et ouront ces presentes lettres, que je non decehue et non controiñte ou aucunement circonuenue, mas de mon bon grey et volentey, de bon propoux et de certaine science, pour mon tres grant proffit et euident vtilitey, vend, cede, quicte, tramporte, ouctroie et deliure perpetuellement pour moy et mes hers, a religieuses personnes, prieur et couuent du monastere de Saint-Estienne de *Diion*, de l'ordre de saint Augustini ou dyocese de *Laingres*, frere *Guy d'Arc en Barrois* chanone du dit monastere present stipulant et acceptant en nom et au proffit des diz prieur et couuant et de leur successeurs, en heritaige perpetuel vne maison ensamble ses appartenances, essise a *Diion*,

(1) L'inventaire sommaire des Archives de la Côte-d'Or porte, à la date de 1380, liasse G. 375, un acquêt par l'abbaye de Saint-Etienne sur Perrelle, de Neuilly, d'un meix, maison, grange, dépendances. — Nous n'avons pas cru devoir reproduire cette pièce, qui est de 1280 en réalité, mais porte la date de 1380 à la suite d'une addition faite bien postérieurement à la confection de la charte.

en la rie *au Conte*, ainsi comme elle se comporte des icelle rie jusques a la rie *es Channex*, empres la maison *Hugote* femme *Huguenin du quartier* d'une part et la maison de moy la dite *Clere* d'autre part, frainche et quicte pour sa perche. Et ceste vendue je fais pour le pris et somme de six vins deniers d'or frans du coing du Roy de France nostre seigneur, de bon or et de juste pois, les quelx je cognois et confesse auoir ehuz et recehuz entierement et parfaitement des diz religieux pour ceste cause, en pecune bien et lealment nombree, don je me tien pour bien paie et contente et en quicte yceulx religieux perpetuellement par ces presentes. Pourquoi de la dite maison dessus confinee, fons et appartenances d'icelle, je deuest moy et mes hers du tout en tout, et en reuest les diz prieur et couuent en la personne dudit frere *Guy* present, et l'inuestiture au proffit de leur et de leur successeurs receuant corporelment ou ainxi par ces presentes, et les en met desmaintenant en bonne saisine et possession hentiere et propriétaire, pour en faire toute leur volentey, saulue et reseruee a moy en icelle maison ma demorence jusques a la feste de la natiuitey saint Jehan Baptiste princhenement venant tant seulement; et promet par mon sarrement donne pour ce sur sains euuangles de Dieu corporelment et soubz l'obligacion de touz mes biens et de mes hers mobles et nonmobles presens et aduenir quelcunques, la deuant dite maison, fons et appartenances d'icelle aux diz religieux, enuers et contre touz perpetuellement condure et garentir frainchement, comme dit est pour sa perche deffendre et faire en pais, tenir en jugement et dehors a mes propres cousts, frais et missions. Et sur ce faire toutes chouses qui appartiennent a garancie et en cause d'euiction, et contre la teneur de ces presentes lettres non venir. Et nous *Jehanz le Gelenier d'Acceaulx*, prestre, frere et hers de feu ledit *Girart* et *Jehanz* filz de feu *Perrot le Py de Courceney*, en la parroiche de *Genilley*

clers a ce present, sauoir faisons a touz que nous et vn chascun de nous en tant comme jl li tuiche et appartient, puet tuichier et appartenir par quelque maniere que ce soit, audit vendaige et a toutes les chouses ci dessus et desoubz escriptes nous consentons expressement et icelles volons, louhons, consentons, ratiffions et approuons. Et promettons non contre venir ne faire dire ou consentir aucunement au contraire. Et renunçons quant a ce nous venderesse et ratiffieins dessus nommez et vn chascun de nous en droit soy par nos sairemens, a toutes excepcions, decepcions, cauillacions, ruses et allegacions quelcunques tant de droit comme de fait, qui contre la teneur de ces presentes lettres pourroit estre dites ou obiciees, et au droit disant general renunciacion non valoir se li especial n'y est expressee et mise; et quant a faire tenir, garder et adcomplir les chouses dessus dites, nous et vn chascun de nous en droit soy, volons estre controins ainsi comme de chouse adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion de la quelle court quant a ce, nous et vn chascun de nous en droit soy et pour son fait, submettons nous, nos hers et touz nos biens. En tesmoing des quelles chouses nous auons requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le Duc estre mis a ces presentes lettres faictes et passees en la presence de *Guiot Jehan de Fontaine*, coadiuteur de *Andrie de Faanay* notaire de *Diion*; presens messire *Demoinge Griffon* de *Diion*, prestre, et *Jaquot Sauuaigeot de Saint Legey*, barbier, tesmoins a ce appellez et requis, l'an et le jour dessus diz. — *G. Jehan de Fontaine*.

Orig., G. 281. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 314, scellé sous double queue de parchemin.

N° 39.

8 janvier 1381/2.

Vente de cens par Odot Douhay de Dijon à Saint-Elie de vingt sols de cens que lui doit *Perreaul Pignié de Dijon* sur une maison qu'il lui a vendue précédemment, sise à *Dijon* rue des *Petiz Champs*, entre la maison dudit *Odot* d'une part, et celle que tient *Regnault le Perrex* d'autre part. Moyennant neuf francs d'or payés par *Guy d'Arc*, chanoine, en présence du coadjuteur et des témoins. Fait par devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Andrie Justot* et *Jehan de Pisy*, serviteurs, « en l'ostel de mondit seigneur le Duc ». (Suit l'acte de reconnaissance des 20 sols de cens que lui doit *Perreaul Pignier*, rapporté au n° 29, à la date du 27 novembre 1379).

Orig., G. 291. — Cop., reg. G. 127, f° 217, scellé sous double queue de parchemin.

N° 40.

3 février 1381/2.

Bail à cens à Guillemote d'Anonne, Odote, fille de feu *Jehan Maissant* et *Jehannote*, fille de feu *Jehannin le Tartery de Cusey*, tisserières à *Dijon*, pour leurs vies et celle de la survivante, d'une maison sise à *Dijon* « près du *Pautez*, deuant les *Cordeliers*, de coste la maison des diz religieux que tient a cense *Esteuenote*, fille *Jehan d'Estaules* d'une part. Item vng mes assis a *Diion* de coste la dicte maison, empres les murs de *Chastel* ». Pour la cense annuelle de quatre florins de Florence (le florin compté pour dix gros viez tournois et le gros pour vingt deniers), payable par moitié à la fête de la Nativité de Notre Seigneur et à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste. Fait par-devant

Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur d'*Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Villemot Girart* et *Symonnet Bergier*, clercs à *Dijon*.

Orig., G. 287, scellé sous double queue de parchemin.

N° 41.

23 février 1381/2.

Vente par *Perrins*, fils de *Jamaisot d'Ysier* à *Guillemin*, son oncle, dudit lieu. D'une pièce de pré « essise en la prairie d'*Ysier*, espellee le pray *Machelie*, contenant enuiron demee faulx, empres ledit acheteur ». Pour le prix de six gros vieux payés. Fait en présence de *Nichollas Damote* de *Cessey*, tabellion de *Laingres*. Témoins : *Perrenot Alexain* de *Janley*, et de *Michiel Debrecey*, tixeran à *Ysier*.

Orig., G. 363, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 42.

1^{er} mai 1381.

Bail à cens à *Lambellot Gaudrillot* de *Varannes* à *Dijon* et *Florot* sa femme, pour leur vie et celle du survivant. D'une maison sise à *Dijon* rue au *Conte* « ainssi comme elle se comporte deuant et darriers des la rue au *Conte*, saillant en la rue *es Vannex* de costé la maison *Robert du Quartier* a cause de sa femme d'une part, et la maison *Clevote* femme feu *Girart le Barbier*, d'autre part ». Moyennant sept livres de cense annuelle, le franc compté pour vingt sols et un gros pour vingt deniers, payable moitié à la fête de la nativité de Notre Seigneur moitié à celle de la nativité de saint Jean-Baptiste. Fait

par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : messire *Dymenche Griffon*, prestre, et *Thierry le Berbolet*, de *Dijon*.

Orig., G. 281, scellé sous double queue de parchemin.

N° 43.

18 juin 1381.

Bail à cens à Perrenot de Jaucignèy, corduannier à *Dijon*, à *Jehannote* sa femme, pour leur vie, celle de leur fils *Joffroy* et celle du survivant des trois. D'une maison sise à *Dijon* rue des *Channex*, attenante à celle des religieux de Saint-Etienne d'une part, et à celle de *Guillemote*, femme de feu *Richard Guillot* d'autre part. Moyennant la cense annuelle de quatre francs (le franc compté pour vingt sols et le gros pour vingt deniers tournois), payable moitié à la fête de Noël, moitié à la nativité de saint Jean-Baptiste. Les preneurs seront tenus de maintenir la maison en bon état « et par especial fere dedens vn an vne cheminee neufue, plancher le selier et recourir tout a neuf et mettre en bon estat de paroix ». Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Villemot Girart* et *Jehan Rougeot*, corduannier à *Dijon*.

Orig., G. 278, scellé sous double queue de parchemin.

N° 44.

18 juin 1381.

Bail à cens à Guillaume, fils de feu *Perrin le Poiret* de *Montmaison*, à *Dijon*, et à *Isebeaul*, sa femme, pour leur vie, celle du premier de leurs enfants et du survivant des trois : 1° d'une maison sise à *Dijon* rue *Arbelin*

Piquart « de coste la maison et mex des diz religieux de Saint-Estienne, que tient a cense *Perrenot Flenchot* alias *Grosionaul* d'une part, et le mex *Jehan Badole* d'autre part ». Pour la cense annuelle de deux francs d'or (un franc compté pour vingt sols et un gros pour vingt deniers), payable par moitié à la feste de la nativité de Notre Seigneur et à celle de la nativité de saint Jean-Baptiste ; 2° de deux « petis mex assis es fuerbours de *Diion*, deuant la grange dame *Alarde*, ainssi comme il se comportent de roye a autre l'un de coste le mex au *Tronalet* d'une part, et le mex *Jehan de Fixins* d'autre part, l'autre de coste le mex dudit *Tronalet* d'une part, et le chemin commun d'autre part ». Pour la cense annuelle de six gros viez tournois d'argent (un gros compté pour vingt deniers tournois), payable à la fête de la Trinité. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Guillaume Put*, de *Dijon*, et *Perrenot Flenchot* alias *Grosionaul* de *Dijon*.

Orig., G. 280, scellé sous double queue de parchemin.

N° 45.

27 juin 1381.

Bail à cens par frère *Phelippe du Granier* secretain de Saint-Estienne à *Regnaul Beaulpoy* de *François* près de *Loône*, pour lui et ses hoirs. D'un mex appelé le mex de Saint-Etienne. Moyennant dix sols pendant les dix premières années (un gros pour vingt deniers), et ensuite vingt sols, payables à la saint Remy. Le reteur sera tenu de refaire la dite maison. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire

de *Dijon*. Témoins : messire *Eude de Saint-Aubin*, curé de *Franceot*, et *Villemot Girart*, de *Dijon*, clerc.

Orig., G. 354, scellé sous double queue de parchemin.

N° 46.

Dimanche après la Saint-Paul, 1381 (30 juin).

Obligation, par Simonnet le Pitoulet de Neuilly, de payer en blé et en avoine le renterre des quatre journaux qu'il tenait.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, officialis lingonensis salutem in domino. Notum facimus quod in presencia *Guillelmi Girardi*, de *Diuione*, clerici tabellionis curie lingonensis et nostri jurati, cui quantum ad hoc et maiori commisimus vices nostras, propter hoc personnaliter constitutus *Symonetus li Pitoulez de Nuelleyo*, sponte, scienter et deliberate recognouit et publice confessus est se debere religiosis viris priori et conuentui monasterii *sancti Stephani* de *Diuione*, duas aminas et vnam carteronichiam bladi, scilicet decem et septem carteronichias frumenti et unam aminam auene sequenter decimam de *Nuilleyo* ad mensuram diuionensem, pro renterra vnus pecie terre, site in finagio de dicto *Nulleyo*, continentis quatuor jornalialia, quam peciam terre, dictus debitor tenuit per plures annos a dictis religiosis concordia que super hoc facta ; de qua dictus debitor se tenuit plene pro contento. Promittens idem debitor per iuramentum suum propter hoc ad sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et jnmobilium, presencium et futurorum quoruncunque, reddere et soluere dictis creditoribus seu eorum certo mandato dictum bladum *Diuioni* infra festam beati Bartholomei apostoli, proximo venturam, vna cum omnibus dampnis et interesse per

dictos creditores ob deffectum solucionis huiusmodi debiti sustinendis et incurrendis omnibus excepcionibus huic facto contrariis penitus renunciando; volens dictus debitor ad hoc cogi et compelli quasi ex re adiudicata per curiam nostram lingonensem et omnem aliam ecclesiasticam et secularem. Quarum curiarum et cuiuslibet ipsarum jurisdictionibus et coercionibus dictus debitor supposuit quo ad hoc penitus et submitit se et omnia bona sua. Quibus sic actis dictus juratus noster loco et auctoritate nostri, predicto debitori presenti presenti volenti et consencienti, percepit et jniunxit viua voce vt ipse reddat et soluat dictis creditoribus dictum debitum ad terminum et per modum supradictum. Alioquin nisi nobis de huiusmodi solucione constituitur, nos contra ipsum debitorem per excommunicationis sententiam procedemus, vt jus erit. In cuius rei testimonium ad relacionem dicti jurati nostri, qui nobis promissa retulit esse vera sigillum curie lingonensis presentibus litteris duximus apponi. Actum *Diuioni* die dominica post festum beati Pauli apostoli, anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo primo; presentibus *Michaeli de Saliua*, apud *Nuilleyum* commoranti, *Symoneto li Coutez*, *Diuioni* commoranti, vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis. — *G. Girardi de Diuione*, ita est.

Orig., G. 375, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 47.

Mercredi après la fête des bienheureux Pierre et Paul 1381 (3 juillet).

Amodiation pour une année au profit de *Johannes* dictus *Robin de Maigneio* par *Johannes Geliot*, bourgeois de *Dijon*, de trois parties de dîmes de *Maigney*. Moyen-

nant 14 émines de blé par moitié froment et avoine, à la mesure de *Dijon*, payable à la fête de Tous les Saints. Fait par-devant *Thierretus Eussearii*, clerc tabellion et juré. Témoins : *Gilletus*, carnifex, et *Stephanus* de *Graiaco*, à *Dijon*.

Orig., G. 367, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 48.

18 juillet 1381.

Transaction entre l'abbaye de Saint-Etienne, Robert de Chaignay, Eudes de Grancey, au sujet des dîmes de Pichanges.

En nom de nostre seigneur, amen. L'an de l'incarnation d'icelli courant mil troicens quatrevins et vng, le dixhuitime jour du mois de juillet, nous *Eude*, seigneur de *Grancey*, cheualier, faisons sauoir atous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que comme debas fust meuz ou esperez a mouoir, entre reuerent pere en Dieu frere *Jehan* de *Marigny*, docteur en decrex, abbe du monastere de *Saint Estiene* de *Diion*, de l'ordre Saint Augustin ou diocese de *Langres*, et le couuent d'icelli monastere et aussi frere *Robert* de *Chaignay*, chanoine dudit monastere et maistre de l'hospital de Nostre Dame de *Diion*, appartenant a ycelli monastere et messire *Philippe* de *Vaiurotes*, prestre cure de *Gemeaulx* et de *Pichanges* d'une part, et nous le dit seigneur de *Grancey* d'autre part, de et sur ce que les diz religieux comme vraiz patroniers et le dit messire *Philippe* comme vraiz curez ou vicaire perpetuel de la dite cure, disoient et maintenoient au proffit dudit hospital et de la dite cure que de droit commun et de silong et encien temps qu'il n'estoit memoire du contraire leur appartenoit et auoient este et encoir estoient en bonne possession et saisine, de leuer

et percevoir chascun an par tout le finaige de *Pichanges* la moitié du gros disme des terres franches, c'est assavoir ou l'on a acoustume pranre de treze gerbes vne, et la quarte partie du gros disme des terres serues, c'est assavoir ou l'on a acoustume pranre de sept gerbes vne, et aussi la moitié du gros disme de tous les mex qui ont testes ferans sur la dite ville de *Pichanges* soient vignes ou terres et que en ycelle possession les auoit troublez feu noble et puissant seigneur monseigneur *Eude* jadis seigneur de *Grancey* nostre pere cui Dieux prodouit. Et nous encoir les y troublions a tort et senz cause raisonnable si comme il disoient, nous le dit seigneur de *Grancey* disans et maintenens au contraire par plusieurs moiens mesmement pour ce que par l'espace de trente six ans et plus, feu nostre dit pere que dieux absoille auoit este et encoir estoit par le temps de son trespas et nous mesmes depuis ycelli trespas auions este et encoir estions en possession de recevoir, et percevoir seulx et pour le tout tous les dismes dessus diz, senz ce que les diz religieux et cure y eussent ne preissent aucun droit et se aucun droit y auoient si n'estoit il point quote ne declarie par tiltre qu'il en eussent ne autrement maiz auions acoustume feu nostre dit pere et nous et noz predecesseurs de donner en aumosne aus diz religieux et cure du blef du dit disme vne foiz plus, vne autre moins, selon ce que bon nous sembloit et aussi que pour sauoir le droit des diz religieux et cure plusieurs informations auoient este faites par les quelles l'on ne trouoit pas que yceulx religieux et cure eussent vnques receu des dites terres franches et serues le disme qu'il pretendoient fors seulement par deux foiz enuiron a trente six ans et plus ne que yceulx religieux et cure eussent vnques aucune chose receu de disme es mex qui ont testes ferans sur la dite ville de *Pichanges*, les quelles choses n'aqueroient pas aus diz religieux et cure droit de possession ne de quote et

par plusieurs autres causes et raisons que nous maintenions les diz religieux et cure, replicans au contraire par plusieurs causes et raisons ; finalement aprez plusieurs raisons et replicacions meues et debaütes decay et delay, nous le dit seigneur de *Grancey* pour eschiuer despens et matiere de question et pour obtenir perpetuellement le bien de pais avec les diz religieux et cure et leurs successeurs, et mesmement pour la bonne deuocion que nous auons de acroistre le droit de l'eglise et du dit monastere de *Saint Estiene de Diion* et pour deschargier l'ame de nostre dit pere se aucunement estoit pour ce chargie, sur les chouses dessus dites, avec les diz religieux et cure pour eulx et leurs successeurs, auons traictie, transigie, compose et accorde, et par la teneur de ces presentes lettres traictons, transignons, composons et acordons perpetuellement pour nous et noz hoirs et aiens cause en la maniere qui s'ensuit : c'est assauoir que de toutes les terres du finage de *Pichanges* que doiuent de treze gerbes vne et de toutes les terres d'icely finage que doiuent de sept gerbes vne et aussi de tous les mex du dit finage de *Pichanges* qui ont et auront testes ferans sur la dite ville de *Pichanges*, suppose que ce soient vignes qui aient este terres ou terres qui aient este vignes, ou qui soient vignes d'enciennete ou terres d'enciennete, les diz religieux et le dit cure auront et emporteront perpetuellement pour eulx et leurs successeurs la quarte partie du gros disme soit de blefs ou de vins, c'est assauoir les diz religieux la moitie d'icelle quarte partie a l'euure et au proffit du dit hospital, et le dit cure l'autre moitie d'icelle quarte partie au proffit de sa dite cure, et ne voulons pas que ja pour ce soit faite aucune mutation de la leuee au proffit des diz dismes ne de nostre iustice, mais seront touiours leuez yceulx dismes en la maniere acoustumee qui est celle que les habitanz de la dite ville de *Pichanges* qui doiuent le dit disme, sont tenuz amener leurs gerbes chascun an en

moissons deuant nostre grange au dit lieu de *Pichanges*, pour en pranre le disme auant ce qu'il les puissent mettre en leur grange et en prent nostre commandement nostre portion du disme et semblablement en prent et pranra doresenauant le commandement des diz religieux et dudit cure leur portion, la quelle portion des diz religieux et cure, yceulx religieux et cure ou leur commandement en portent et mettent doresenauant en porteront ou feront porter a leurs missions et despens la ou il leur plaira. Et est assauoir que ou cas que les diz habitans feroient le contraire, chascun defaillent est pour ce amendable a nous. Item les dismes des blefs et vins des vignes et terres des diz mex qui ont testes ferans sur la dite ville de *Pichanges* seront aussi leuez selon la maniere que l'on les a acoustumez leuer, senz preiudice de nostre iustice et en porteront les diz religieux et le dit cure ou leur commandement leur portion d'iceulx dismes la ou il leur plaira. Sauf et reserve a touiours a nous le dit seigneur et a noz hoirs et aiens cause sur tous les dismes dessusdiz, nostre justice, nostre garde et seignorie et noz amendes sur ce et que par ce, les diz religieux et le dit cure ne puissent jamais auoir ne aquerir justice, seignorie, donacion, nouelle maniere de leuer les diz dismes ne autre chose que leur dicte quarte partie, se n'estoit par la voulente de nous ou de noz hoirs ou aiens cause en ceste partie, et est assauoir que parmi ce present traictie, nous le dit seigneur de *Grancey* quittons perpetuellement pour nous et noz hoirs les diz religieux et le dit cure et leurs successeurs de tout ce en quoy il pourroient estre tenuz a nous pour occasion des diz dismes de tout le temps passe iusques au jourduy et aussi nous demeurerons et serons quittes perpetuellement et noz hoirs et aiens cause de tout ce en quoy nous pourrions estre tenuz aus diz religieux et cure pour les arraiges des diz dismes ou autrement, pour occasion d'iceulx, de tout le temps

qui est passe jusques a present. Promettens nous le dit seigneur de *Grancey*, pour nous et noz hoirs et aiens cause, au coadiuteur cy aprez nomme comme personne publique present et stipulant, a l'euure et au proffit des diz religieux et du dit cure et de leurs successeurs et tous autres a qui il appartient ou appartendra par nostre serement pour ce donne corporelment aus sains euuangelles de Dieu et soubz l'obligation de tous noz biens meubles et non meubles presens et auenir quelconques, ce present acort, transaction, traictie et composition et toutes les choses dessus dites et chascune d'icelles en tant comme elles nous tuichent et appartiennent, garder, tenir, observer et accomplir fermement a tousiours senz jamais venir encontre par nous ou autre faiblement ou en apparent en aucune maniere. Renuncens en ce fait de certaine science soubz le serement et obligation que dessus a l'exception de mal, de fraude, de barat, lesion, circonuention ou deceuance a toute action contre ce fait, condition senz cause ou par moins juste cause, a l'exception de la chose non auoir este faite par la maniere que dit est ou par maniere deue et a toutes autres exceptions de tout droit canon et ciuil par les quelz l'an pourroit dire ou venir contre les choses dessus dites ou aucunes d'icelles, et mesmement au droit disant general renunciation non valoir se l'especial n'est deuant mise. Voulens a l'obseruance perpetuele des choses dessus dites et de chascune d'icelles nous en tant comme il nous tuiche et nos hoirs estre contrains ainsi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridiction de la quelle court quant a ce nous submettons et obligons nous et noz hoirs et tous noz biens meubles et non meubles presens et auenir quelconques. En tesmoin de ce, nous auons requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis, et avec ycelli auons fait mettre nostre seel a ces presentes lettres, les quelles nous voulons estre faites

au dictie de saiges tout par la meilleur forme et maniere que l'an pourra, la substance garde. C'est fait par deuant *Jehan de Maroilles*, clerc coadiuteur de honorable homme et saige *Andrie de Faanay*, notaire de *Diion* pour mon dit signeur le duc ; presens *Nicholas de Vinex*, escuier, et *Jehan dit le Put*, hoste de *Grancey*, tesmoins a ce appelez et especialment requis, l'an, le mois et le jour dessus diz.
— *J. de Maroilles*.

Orig., G. 355, deux sceaux à double queue. — L'acte porte, en outre, cette mention ajoutée postérieurement : « Scellé à Dijon le 19 may 1761 ; reçu 25 solz, *Bonnart*. »

Nº 49.

1^{er} août 1381.

Bail à cens à Guillaume Loure, de *Dijon*, clerc licencié en lois, à *Marguerite* sa femme et *Nicole* sa fille pour leur vie et celle du survivant des trois. D'une grange de pierre « en voie de ruyne », sise à *Dijon* « en la rue de *Cloistre* de coste le mex de moy *Guillaume* d'une part et la maison *Eurart Prugerot* d'autre part, ainsi comme ycelle grange se comporte des la rue de *Cloistre* jusques au cymetiere de Saint Philebert ». Moyennant la cense annuelle de deux francs (le franc pour vingt sols tournois), payable par moitié aux fêtes de la Nativité de Notre-Seigneur et de saint Jean-Baptiste. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Guillemot Girart* et *Huguenin le Rogelet de Talent*.

Orig., G. 292, scellé sous double queue de parchemin.

N° 50.

24 août 1381.

Vente par Guillaume, chevalier de Braisey, et Guiote, sa femme, dûment autorisée par lui. D'une soiture de pré assise « ou finaige de Verranges, ou lieu dit sur le Malnouhot de coste le pre Jehan Sauuegrain escuier, seigneur de Vaiurotes, qui fut Gilot de Roure d'une part, et le pre Jehannot Clement et Jehan le Melenot de Tar la Ville d'autre part ». Moyennant le prix de six francs de bon or payés. Les vendeurs remettent aux acheteurs le titre de propriété de ladite soiture, qu'ils ont acquise de Raymont Bourrot de Verranges. Fait par-devant Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur de André de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Villemot Passerote de Chambole, maire de Ville soubz Gevrey, et Perreaul le Martenet d'Ahut.

Orig., G. 401. — Cop., reg. G. 133, f° 316, scellé sous double queue de parchemin.

N° 51.

24 août 1381.

Bail à cens à Moingot Vion, disier, et à Guillemote sa femme, de Dijon, pour leur vie, celle de leur fils Huguenin et celle du survivant des trois. 1° D'une maison sise à Dijon « dessoubz les murs de Chasteal deuant Saint Michiel, de coste la potelle de Saint Estienne d'une part, et la maison et mex des diz religieux d'autre part ». 2° D'une pièce de vigne « contenant environ cinq quartiers assise ou finaige de Diion, dessus Largilliere ou lieu dit en Burgis, de coste la vigne Jehan Bouhey d'une part, et la vigne es hoirs Robelot, retondeur, d'autre part. Moyennant la cense annuelle de huit francs d'or (un franc compté pour douze gros vieux tournois d'argent et un gros pour vingt deniers), payable par moitié à la fête de

la Résurrection de Notre-Seigneur et à la Saint-Michel. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrée de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Milot de Lery* et *Guiot de Sancey*, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 275, scellé sous double queue de parchemin.

N° 52.

10 novembre 1381.

Bail à cens à Estienne Chauderon, de Dijon, vigneron, et Odohenot sa femme, durant leur vie, celle de Jehan leur fils et celle du survivant des trois. D'une maison « assise à Diion en la rue es Riboutez de coste la grange qu'est aus hoirs Huguenin le Bertaulet d'une part, et la maison Perrin de Nuiz d'autre part ». Moyennant une cense annuelle de trois francs « le franc compte pour vint sols et vng gros pour vint deniers tournois », payable par moitié à Noël et à la Nativité de saint Jean-Baptiste, Obligation d'amender. Fait par-devant Guillemot Girart de Dijon, clerc coadjuteur d'Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Guiot le Custet et Jehannot Quatre-soulz, demeurant à Dijon.

Orig., G. 271, scellé sous double queue de parchemin.

N° 53.

Dernier novembre 1381.

Bail à cens à Jehannot de Chauvirey, tonnelier à Dijon, à Jehannote sa femme et Huguenin leur fils, pour leur vie et celle du survivant des trois. D'une maison sise à Dijon sous les murs de Chasteaul devant l'église Saint-Michel. Attenante à la maison qu'Odot dit Robin de Mainney sur Tille et Marie li Belle autrement la Jardiniere de

Rouvre tiennent des religieux de Saint-Etienne, d'une part, et la chapelle de monseigneur le duc d'autre part. Moyennant la cense annuelle de quatre francs et demi d'or (le franc compté pour douze gros viez, et le gros pour vingt deniers tournois) payable moitié à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur, moitié à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur d'*Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Jehan Henriet*, *Jehan Arnolot* et *Guillemot Girart*, clercs à *Dijon* (1).

Orig., G. 269, scellé sous double queue de parchemin.

N° 54.

9 février 1382/3.

Vente de cens par *Girart le Bobiney*, de *Dijon*, à frère *Pierre d'Auteroiche*, procureur et pitancier du monastère de *Saint-Etienne*. D'un franc d'or de cense annuelle et perpétuelle, à prendre sur les deux francs d'or de cens que lui doit *Regnaut le Poulaillier* de *Dijon*, par suite d'un bail à cens qu'il lui a consenti sur une maison sise à *Dijon*, rue *Chaude*, entre la maison *Huguenin le Peleterot de Vonges* d'une part, et la maison dudit *Girart*, d'autre part ; ce bail avait été consenti moyennant la cense de deux francs d'or, le franc compté pour vingt sols tournois, payable moitié à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, moitié à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur. Cette vente est consentie moyennant le prix de quinze francs et demi de bon or payés. *Girart* s'engage à payer cette rente d'un franc, chaque année à la fête de la Nati-

(1) Dans la même liasse se trouve une autre expédition du même bail à cens.

vité de saint Jean-Baptiste, et à défaut de paie, il oblige ses biens et sa maison sise à *Dijon*, en la rue *Chaude*, entre ladite maison que *Regnaut* tient à cense d'une part, et la maison *Guienot le Gelinier*, d'autre part. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur d'*Andrie de Faanay*. Témoins : *Guillemot Girart*, *Symonnet Bergier*, clercs, et *Gauthier le Foillenet*, à *Dijon*.

Orig., G. 284. — Cop., reg. G, 127, f° 102, scellé sous double queue de parchemin.

N° 55.

5 mars 1382/3.

Vente de cens par Monnot le Cornuet d'Estenaulx recoureureur et *Jaquine* sa femme, celle-ci de l'autorité de son mari, à frère *Pierre d'Auteroiche*, pitancier et procureur de Saint-Etienne, De « vng franc d'or d'annuele et perpetuele rente, ledit franc compte pour vint solz tournois », payable la moitié à la fête de saint Remi et l'autre moitié à Pasques charnelx. Assignée sur une maison, fons, mex et appartenances, assise à *Dijon* au *Chanon de rue Chaude* « empres les maisons et mex es enffens *Guiot Taleneaul de Diion*, d'une part et d'autre ». Vente faite pour le prix de quinze francs d'or payés. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Girart le Bobiney*, *Gauchier le Foillenet* et *Symonnet Bergier*, clerc, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 284. — Cop., reg. G. 127, f° 108. — Cop. (Arv.), reg. G 133, f° 376, scellé sous double queue en cire verte (Arv.).

N° 56.

19 avril 1382.

Vente par Symon Douart de Marcennay pour lui et ses hoirs, d'une vigne contenant une ouvrée, sise au finage de Coichey, au lieu dit en Blongey, près la vigne de Saint-Etienne d'une part, et le désert de Saint-Etienne qui était autrefois à Simonot Badart, d'autre part. Pour le prix de trois francs et demi de bon or, payés. Fait par-devant Guiot le Tanron de Coichey, cøadjuteur de Andrie Estienne de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Jacot Chamonet et Guiot Larchey de Coichey.

Orig., G. 339. — Cop., reg. G. 127, f° 287, scellé sous double queue de parchemin.

N° 57.

20 mai 1382.

Donation à Saint-Etienne d'une maison à Tart, pour deux anniversaires par an. — Vidimus du testament de Jean d'Aiserey.

En nom de nostre seigneur amen. Je, *Jehan de Maroilles*, clerc jure de la court de hault et excellent prince monseigneur le duc de *Bourgongne* et coadiuteur de *Andre de Faanay*, notaire de *Diion*, faiz sauoir a touz, que l'an mil troiscens quatre vins et deux, le vinttime jour du mois de may, en la presence de *Jehan de Martigny* et de *Symonnet Bergier*, clers demeurants a *Diion*, tesmoins a ce appelez et especialment requis, je vis, tins et leu de mot a mot le testament de feu *Jehan d'Aiserey*, cousturier jadiz demeurant a *Diion*, le quel testament estoit sain et entier seelle du seel de la court de mon dit seigneur le duc, si comme il apparoit de prime face. Du quel testament entre les autres choses, estoit contenue vne clause dont la teneur s'ensuit de mot a mot en ceste

forme : Item do et lego perpetuo, conuentui ecclesie beati Stephani de *Diuione*, vnam domum cum pertinenciis eiusdem, sitam in villa de *Tardo*, iuxta domum heredum dicti *Augeuret* hinc, et domum heredum dominici *Poncier* loci inde pro duobus anniuersariis, in eadem ecclesia per ipsos celebrandis, quolibet anno, perpetuis temporibus, pro remedio anime mee et predecessorum ac successorum meorum. En tesmoing de la quelle vision, je *Jehan de Maroilles*, jure et coadiuteur dessus nomme a la requeste des religieux de Saint- Estienne de *Diion*, ay requis et obtenu le seel de la court de mon dit signeur le duc estre mis a ce present ; transcript, fait et donne l'an, le jour et presens les tesmoins dessus diz. — *J. de Maroilles*.

Orig., G. 397. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 333, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 58.

27 mai 1382.

Bail à cens à Oudot le Esialez de Pontailler, tourcheur, à *Dijon*, sur une maison sise à *Dijon* rue des *Petiz Champs* « empres la maison *Oudot Douhay* que tient a cense *Perrin de Rully* d'une part et la maison des religieux d'autre part ». Moyennant la cense annuelle de vingt sols tournois (un franc de bon or compté pour vingt sols tournois et un gros vieux compté pour vingt deniers tournois), payable par moitié à la fête de la nativité de saint Jean-Baptiste et à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur. Les preneurs devront en outre payer une cense annuelle de cinq sols à l'église de Saint-Jean de *Dijon* ; *Perreaul Pignier* se porte fort pour le paiement de cette cense. Fait en présence de *Guillemot Girart*, clerc coadjuteur de *Andrieu de Faanay*, notaire de *Dijon*.

Témoins : *Jacot Sarredin de Tarsu* et *Perrin de Rully*,
demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 291. — Cop., reg. G. 127, f° 207, scellé sous doublé queue
de parchemin.

N° 59.

11 juin 1382.

Amodiation faite par Jean Geliot, bourgeois de Dijon pour un an,
à Joet de Magny-sur-Tille, des dîmes qui lui appartiennent audit
Magny.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis lingo-
nensis salutem in domino. Noueritis quod in presenciam
dilecti et fidelis nostri *Thierreti Eussearii de Diuione*, cle-
rici tabellionis nostri et jurati cum quantum ad hoc et
maiora fidem plenariam adhibemus propter hoc persona-
liter constitutus, *Jooetus de Maigneio super Tilliam* reco-
gnouit et publice confessus est, se retinuisse a *Johanne
Gelieti* antichi, burgense *Diuionis*, omnes decimas sibi
pertinencias de villa et finagio de dicto *Maigneio*, huic
anno presenti et saisione, pro precio et somma duodecin
et vnius bicheti bladi per medium frumenti et aduone,
sequentem decimam loci ad mensuram *Diuionis*, quod
bladum predictum promisit dictus *Jooetus* per iuramentum
suum propter hoc ad sancta Dei euuangelia corporaliter
datum et sub obligacione omnium et singulorum bono-
rum suorum mobilium et jnmobilium presencium et
futurorum quoruncunque, reddere et soluere dicto
Johanni Gelieti aut eius suo certo mandato, lactori presen-
cium litterarum, ad festum omnium sanctorum proximo
venturum cum omnibus dampnis, missionibus et expensis,
que et quas dictus *Johannes* se dixerit jncurrisse aut
subscriptis pro defectu solucionis bladi predicti, omnibus
excepcionibus tocus juris et facti huic facto contrariis

penitus renunciens; supponens dictus retento[r] se heredes suos et omnia bona sua quantum ad hoc juridicioni et cohercioni curie lingonensis ac omnis alterius curie ecclesiastice uel secularis cuiuscunque, sentencia excommunicacionis non obstante, vnde hiis auditis, idem juratus noster, nomine nostro, dictum retentorem presentem et consencientem condampnauit et viua voce monuit ad reddendum et soluendum dicto *Johanni* dictum bladum ad terminum supradictum, alioquin nos ipsum in scriptis excommunicabimus, monicione alia non premissa; in cuius rei testimonium nos ad relacionem dicti jurati nostri qui nobis premissa retulit esse vera, sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris duximus apponi. Actum et datum die sabbati beati Barnabe apostoli, anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo secundo; presentibus *Garnero* dicto *Pion* et *Guillelmo* dicto *Ysorey*, testibus ad hoc vocatis et rogatis. — *Thierrietus Eussearii*. Ita est.

Orig., G. 367, scellé sous simple queue de parchemin.

N^o 60.

20 septembre 1382.

Bail à cens en emphytéose par Poinssart Bourgoise de Dijon à Jehan Poissonnier, fils de Jehan de Talemer, poissonnier, autrement dit Tintebin, autorisé par son père. D' « vne fosse a mettre poisson » et de la moitié d'une maison sise à Dijon « rue de la Renoillerie ladite fosse de coste la riuiere d'Oische d'une part, et de coste la maison pertent a la dite maison laquelle tient Guillaume le Paige, prescheur, d'autre part ». Moyennant 4 livres tournois de cense annuelle (le franc compté pour 20 sols et le gros tournois pour 20 deniers), payable par moitié à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur et à celle de la

Nativité de saint Jean-Baptiste. Fait en présence de *Guillaume d'Argey*, clerc du tabellion *Andrée de Faanay*. Témoins : *Guillaume Cultilier*, *Geliot de Blaisey*, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 293, scellé sous double queue de parchemin.

N° 61.

**Du lundi après la Saint-Mathieu 1382
(22 septembre).**

Transaction entre Symons li Germenez de Dijon, au nom et à cause d'Estevenote, sa femme, fille de feu Jehan dit de Mirebeal d'une part, et Bertholomoz de Lerr et Andriez, fils de feu Robelin le Lombardet de Fontaines d'autre part, concernant une pièce de vigne d'environ 6 quartiers « assise ou finaige de Diion ou leu que l'on dit es Plantes de la fin, empres la vigne Robert de Marcegnay d'une part, et la vigne de Paissenot de Fontaines d'autre part, laquelle vigne lidiz fu Jehans de Mirebeal donna en mariaige a sa dicte fille en traictant les esposailles et le mariage d'elle » ; chargée de 12 sols de cense annuelle envers Marguerite, ancienne femme de Robert de Mirebeal, actuellement de Colin Galet et envers Demoingins Vautherins de Varones, clercs à Dijon. Les dits Bertholomoz et Andrie transportent la dite vigne audit Symon pour toujours. Fait en présence de messire Pierre de Layer, prestre à Dijon, coadjuteur du tabellion de Dijon. Témoins : Huot Picart d'Ouges, Michelot de Mignon et Guillaume dit l'Archier de Chenoves.

Orig., G. 306, scellé sous double queue de parchemin.

N° 62.

5 octobre 1382.

Bail à cens à Estienne Miot d'A huit, « genre de Michelot de Saulsis », pour sa vie seulement. De deux pièces de vigne sises au finaige d'A huit, la première lieu dit és plantes « de coste la vigne Jehannot Moreaul », d'une part, et la vigne Perrenot le Miellat, d'autre part. La seconde, lieu dit es Foulères, « de coste la vigne qu'Andrie le Maistre tient a cense de saint Estienne », et celle de messire Gauthier de Mirandes, d'autre part. Moyennant la cense annuelle de 25 sols, un gros pour 20 deniers, payable à la fête de Toussains. Par-devant Guillemot Girart, clerc coadjuteur de Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Perreaul le Martenet d'A huit et Symonnet Bergier, clerc à Dijon.

Orig., G. 314, scellé sous double queue de parchemin.

N° 63.

9 novembre 1382.

Donation, à Saint-Etienne, d'une vigne à Asnières,
par Martin de Leffons.

En nom de nostre Seigneur, amen. L'an de l'incarnation d'icelli courant, mil troiscens quatre vins et deux, le nouieme jour du mois de novembre, je *Martin de Leffons* prestre, faiz sauoir a tous que je, pour le remede de l'ame de moy, et pour fere chascun an perpetuellement vng anniuersaire en l'eglise de *Saint Estienne de Diion*, la voille de feste saint Martin d'yuer, donne perpetuellement par donation pure et irreuocable faite entre les vis, aux prieur et couuent du monastere de *Saint Estienne de Diion*, vne piece de vigne assise ou finaige d'*Asnières*, ou lieu dit *dessus l'Estant*, ainssi comme elle se comporte

de roye a aultre et contient enuiron vn journaul, de coste la vigne de la fille *Jehan Moingeon* d'*Ahut* d'une part, et la vigne *Humbelot Moingeon* d'autre part ; la quelle je, le dit *Martin*, ay acquise de *Huguenin* filz fu *Jehan Moingeon* d'*Ahut* ; de la quelle piece de vigne je deuest perpetuellement moy et mes hoirs, et les diz religieulx prieur et couuent en reuest a tousiours mais, pour eulx et leurs successeurs par la teneur de ces presentes lettres, et transporte aux diz religieulx prieur et couuent tout le droit que j'ay en ycelle vigne, ensemble mon tiltre dudit acquist. Promettens je le dit *Martin de Leefons* par mon serement pour ce donne corporelment aux sains euuangelles de Dieu et soubz l'obligacion de tous mes biens meubles et nonmeubles presens et auenir quelconques, ceste presente donacion auoir et tenir perpetuellement ferme, estable et agreable. Renuncens en ce fait a toutes et singulieres excepcions de tout droit canon et ciuil a ce contraires. Et quant aux choses dessus dites et chascune d'icelles tenir, faire, garder, observer et accomplir, je le dit *Martin* vueil estre contraint ainssi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion et contrainte de la quelle court quant ad ce je submet et oblige moy, mes hoirs et tous mes biens meubles et nonmeubles presens et auenir quelconques. En tesmoin de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. C'est fait par deuant *Jehan de Maroilles*, clerc coadiuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Diion* pour mon dit signeur le duc. Presens *Jehan Arnolot de Flurey* l'ainsne, *Guillemot Girart*, et *Symonnet Bergier*, clers demeurant a *Diion*, tesmoins a ce appelez et especialment requis l'an et le jour dessus diz. — *J. de Maroilles*.

Orig., G. 323. — Cop., rég. G. 127, f^o 305. — Cop. (Arv.), G. 133, f^o 351, scellé sous double queue de parchemin.

N° 64.

17 décembre 1382.

Vente de cens à frère *Guy d'Arc*, procureur, et frère *Pierre d'Auteroiche*, pitancier de Saint-Etienne, par *Poinsart Bourgeoise*, bourgeois de *Dijon*. De 4 livres d'or (1 franc pour 20 sols) de cense annuelle, payable par moitié aux fêtes de la Nativité de Notre-Seigneur et de saint Jean-Baptiste, due par *Jehan*, fils de *Jehan de Talemey*, poissonnier à *Dijon*, et assignée sur une maison et fosse à mettre le poisson, sise à *Dijon* « en la *Renoillie*, pres la maison dudit *Jehan* a cause de la femme d'une part, et la riuiere d'*Oiche* d'autre part ». Vente faite pour le prix de 66 francs d'or payé. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : messire *Guy de Blaingney*, messire *Estienne Passerote* de *Ville soubz Gevrey*, prestres, et *Verry Custet* de *Potenigey*, à *Dijon*.

Orig., G. 293. — Cop., reg. G. 127, f° 213, scellé sous double queue de parchemin.

N° 65.

1^{er} février 1383/4.

Bail à cens à *Estienne Jolicuer*, vigneron de *Dijon*, et *Jehannote*, sa femme, pour laquelle il se porte fort, pour sa vie, celles de sa femme, de *Jehannote*, leur fille, et du survivant. De la moitié d'une maison et de la moitié d'un cellier, sis à *Dijon*, rue des *Riboutez*, attenante d'une part à la maison et mex de *Perrin de Nuys*, de l'autre à celle des héritiers de *Huguenin le Berthaulet*. L'autre moitié est possédée par *Jehan le Mairet de Tresclum*, vigneron, de *Dijon*, et *Symonnote*, sa femme, qui la tiennent des religieux. Entre eux sont communs « les porches, treges, le puis » et « dix huit pies de place autour

dudit puis ». Moyennant la cense annuelle de 16 gros vieux tournois d'argent, le gros valant 20 deniers tournois, payable moitié à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, moitié à la fête de la Nativité de Nostre-Seigneur. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, clerc juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Guillemot Girart*, clerc, et *Jehan Gelebert*, vigneron à *Dijon*.

Orig., G. 271, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 66.

1^{er} février 1383/4.

Bail à cens par Jehan le Mairet de Tresclum et Symon-note sa femme, de Dijon, pour leur vie, celle du premier de leurs enfants et celle du survivant des trois. De la moitié d'une maison et la moitié d'un cellier, sis à Dijon rue des Ribotés, tenant d'une part à celle de Perrin de Nuys, de l'autre à celle des héritiers de feu Huguenin le Bertaulet, l'autre moitié étant possédée par Estienne Jolicuer, vigneron, qui la tient des religieux de Saint-Etienne. Moyennant la cense annuelle de seize gros viez tournois d'argent (le gros compté pour vingt deniers tournois), payable par moitié à la nativité de saint Jean-Baptiste et à la nativité de Notre-Seigneur. Sont communs les « porches, troiges et le puis » et 18 pieds de place autour du puits. Fait par-devant Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur du notaire de Dijon. Témoins : Guillemot Girart, clerc, et Jehan Gelebert, vigneron, de Dijon. L'acte porte la signature de Symon Bergier.

Orig., G. 271, scellé sous double queue de parchemin.

N° 67.

8 avril 1383.

Vente de cens par Girart le Bobigney de Dijon et Marguerite sa femme, de deux francs d'or de cense annuelle (le franc compté pour vingt solz tournois), payable moitié à la fête de la nativité de Notre-Seigneur, moitié à la fête de la nativité de saint Jean-Baptiste, dus par Regnault le Poulaillier à Dijon, assignés sur une maison sise à Dijon, rue Chaude, entre la maison Huguenin le Peleterot de Vonges d'une part et celle appartenant au vendeur d'autre part, à frère Pierre d'Auteroiche, procureur et pitancier du monastère de Saint-Etienne, pour le prix de vingt-neuf francs et trois gros et demi. Sûreté : autre maison sise à Dijon, rue Chaude, entre la maison que tient à cense Regnaut d'une part et la maison Guienot le Gelinier d'autre part. Fait par-devant Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur de Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins : Guillemot Girart et Symonnet Bergier, clercs à Dijon.

Orig., G. 284, scellé sous double queue de parchemin.

N° 68.

13 juin 1383.

Vente de cens par Huguenin, fils de feu Estienne le Gossot d'Asneres, à Saint-Etienne. De « six gros viez tournois d'argent d'annuelle et perpetuelle rente, vng gros compte pour vint deniers tournois », payable à la Toussaint. Assignée sur une maison sise à Dijon « en la ruclote aus Noinnains de Tar descote la maison et mex Jehan le Pediet d'Asnieres d'une part, et la maison et mex que tient a cense des doyen et chapitre de la chapelle monseigneur le Duc, a Diion, Guiote femme au Bour-

geoiset d'autre part ». Moyennant le prix de sept francs d'or payés en la présence des témoins par *Pierre d'Aute-roiche*, pitancier de Saint-Etienne. Fait par-devant *Jehan de Maroilles*, cleric coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Dijon*. Témoins : *Perreaul le Martenet d'Ahust*, *Guillemot Girart* et *Symonnet*, clerics, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 277. — Cop., reg. G. 127, f° 63. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f° 374, scellé sous double queue de parchemin.

N° 69.

Jeudi après la Saint-Laurent 1383 (13 août).

Bail à cens consenti à *Johannes* dit *li Faures de Lure*, diocèse de *Besançon*, *Odet* sa femme, pour leur vie, celle de leurs fils *Johannes* dit *Johannes le Faure* et celle du survivant des trois, par frère *Jocerandus*, prieur du couvent de Saint-Etienne. D'un fonds situé à *Dijon* « in vico *Paruorum Camporum iuxta domum Odeti Douhay* ex vna parte, et domum seu grangiam hospitalis sancti *Phiacri* ex altera parte ». Moyennant une cense annuelle de six gros tournois anciens d'argent, payable à la Toussaint. La dite maison devra revenir au monastère après le décès des reteneurs et de *Jehan* leur fils. Fait par-devant *Guido de Senceyo*, de *Dijon*, cleric juré. Témoins : *Perrenetus de Averiis*, tonelerius, et *Perretus de Fanay*, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 291, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 70.

21 août 1383 (1).

Anniversaire, par Perrenot Masain d'Aubepierre.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icelli courant mil trois cens quatre vins et trois, le vint et ang jours du mois d'aoust, je *Perrenot Masain de Aubepierre* alia *Bourgeney*, demeurant a *Diion*, faiz sauoir a tous ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que comme je aye pieca acquis de gaiges et par decret de la chancellerie de *Bourgoingne* au siege de *Diion*, plusieurs heritaiges venduz a la requeste des religieux, abbe et couuent de Saint-Estienne de *Diion*, sur *Huguenin dit le Baulx*, filz fu *Estiene le Baulx de Marliens*. C'est a sauoir les heritaiges qui s'ensuignent. Premièrement vng journaul de terre, ou lieu dit *en la Vaiseroie*, empres les hoirs *Huguenin Quarrey de Fauerney* d'une part, et les hoirs *Jehan Belot de Marliens* d'autre. Item en ce dit lieu, une piece de terre contenant demi journaul, empres la terre maistre *Richart Bouhot de Diion* d'une part, et *Perrenot Rougot* d'autre part. Item en ce dit lieu quatre journaux de terre de coste la terre es chanoines de *Beaune* d'une part et *Jehannote* fille *Regnault le Baul* d'autre part. Item vng journaul de terre ou lieu dit *es Rotures* et fiert sur la terre *Perrenote*, filastre *Jehan Dedey de Malliens*, de coste la ferme *Jehan Pincequerre de Fauerney* d'une part, et la terre *Monnot le Rouhier* d'autre. Item en ce dit lieu vng journaul de terre qui fiert sus la roture *Villemin le Secteur de Rouure*, et *Jehan Berthiet de Rouure* d'autre part. Item deux

(1) A la date de 1383, liasse G. 368, on trouve une déclaration des terres et prés de Saint-Etienne sur les territoires de Marliens, Varanges et Tard-le-Chastel; nous n'avons pas cru devoir publier cette charte, qui est la répétition identique de la donation faite par Perrenot Masain à Saint-Etienne, le 21 août 1383, et publiée au n° 70.

journaulx de terre *es Arbues*, vers *les Bordes*, de coste la terre *Jehan Geliot de Diion* d'une part, et la terre es hoirs *Girart Bruant de Rouure* d'autre part. Item ou dit lieu deux journaulx de terre qui fierent sus la terre es hoirs maistre *Regnaut d'Eschenon* d'une part, et fierent sus la terre des religieux de Saint Estienne de *Diion* d'autre part. Item ou territoire de *Marliens*, ou lieu dit *darriers le Moustier*, une piece de terre contenant trois quartiers empres la terre *Venien de Cloistre* d'une part, et *Jehannote* qui fut femme *Guienot le Revereret de Diion*, d'autre part. Item en ce dit lieu trois quartiers de terre de coste la terre *Hugues Bellot de Marliens* d'une part et *Jehannote* femme fuit *Guienot le Revereret de Diion* d'autre part. Item une ouche assise derriers la ville qui contient vng journaul et demi de coste la terre dudit *Hugues Bellot* d'une part et les enffens *Villemot Garnoy* d'autre part. Item ou lieu dit *en la Vaseoie*, vng journaul de terre de coste la terre es enffens *Villemot Garnoy* dessus dit d'une part, et les hoirs *Adam Rogot* d'autre part. Item deux journaulx de terre ou lieu dit *es Arbues* de coste la terre es religieux de Saint Estienne de *Diion* d'une part et *Jehannote* fille fuit *Regnaut le Baul* d'autre part. Item ou lieu dit *en la Vernote* demi journaul de terre de coste la terre *Jehan Dedey* d'une part, et la terre es hoirs au *Bichontet* de *Marliens* d'autre part. Item ou lieu dit *es Rotures* vers le bois, vng journaul de terre, ensemble le saulcys empres le chemin commun, et la terre *Jehannote* fille *Regnaut le Baul* d'autre part. Item *es Routures*, vng journaul de terre de coste la terre la femme *Huguenot Perceaul* de *Marliens* d'une part et la femme *Pinceguerre de Fauerne* d'autre part. Item vng journaul de terre *es Arbues*, de coste la terre les religieux de Saint Estienne de *Diion* d'une part et d'autre. Item trois quartiers de terre *es Courtoz des Rotures* de coste les diz religieux de Saint Estienne d'une part et *Jehan Perceaul* d'autre part

Item en la prairie de *Marliens*, ou lieu dit *en Nouot*, vne soiture de prey, empres le prey *Girart de Courcelles* d'une part et les hoirs a la *Gaulemade de Marliens*, d'autre part. Item la moitie de trois soitures de prey de coste le *pasquier du Vernoy* d'une part, et le prey es hoirs messire *Hugue Lalemant* d'autre part. Item en la prairie de *Tard le Chastel*, vne setture de prey ou lieu dit *en Sarrere*, empres le pre es hoirs au *Broichot de Tard le Chastel* d'une part, et *Hugues filz Jehan Adelene* d'autre part. Item en la dite prairie de *Tard* ou lieu que l'on dit *es Pomeres* deux sectures empres le prey *Nicholas Perrecier* dudit *Tard* d'autre part. Item *es Rotures de Tard le Chastel* ou lieu que l'on dit *ou prey du boisson*, demie soiture de prey de coste *Bourgot de Verranges* d'une part et es contours du prey dessus dit. Il est ainssi que je le dit *Perrenot Masain* en recompensacion de plusieurs choses es quelles je afferme estre tenuz a religieuse personne frere *Guy d'Arc en Barrois*, chanoine dudit monastere, donne, cede, quitte et transporte perpetuellement par pure et irrevocable donnacion faite entre les vis, et en pure aumosne aux religieux, prieur et couuent dudit monastere de Saint Estienne de *Diion*, pour eulx et leurs successeurs, pour vn anniversaire celebrer chascun an, en leur eglise, pour le remede de l'ame dudit messire *Guy d'Arc*, et de ses pere et mere et autres amis, tous les heritaiges, dessus confinez, ensemble les lettres du decret, et autres exploiz, faiz pour cause dudit vendaige et tout le droit, action et raison que je ay eu yceulx heritaiges, decret et exploiz, sens y riens retenir a moy ne a mes hoirs. Des quelx heritaiges et drois dessus diz, je deuest perpetuellement moy et mes hoirs, et les diz religieux en reuest a tous jours mais pour eulx et leurs successeurs par la confection de ces presentes lettres, et constitue yceulx religieux procureurs, es diz heritaiges comme en leur propre chose. Promettens

je le dit *Perrenot* par mon serement pour ce donne corporelment aux sains evvangiles de Dieu, et soubz l'obligacion de touz mes biens meubles et non meubles presens et auenir quelconques ceste donacion, cession, quictance et transport, tenir et auoir ferme et estable a tousiours sens contreuenir, renuncens en ce fait par mon dit serement a toutes et singuleres excepcions de tout droit canon et ciuil par les quelx l'on pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres, ou aucune des choses contenues en ycelles mesmement au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial ne precede. Et quant aux choses dessus dites et chascune d'icelles tenir et acomplir, je le dit *Perrenot Masain* vueil estre contraint ainssi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la jurisdiction, compulsion et contrainte de la quelle court quant ad ce je submet et oblige moy, mes hoirs et tous mes biens meubles et non meubles, presens et auenir quelconques. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. C'est fait par deuant *Jehan de Maroilles* clerc coadiuteur de *Andrie de Faanay* notaire de *Diion* pour le dit monseigneur le duc. Presens *Symonnet Bergier* et *Perrin de la Tournelle* demeurant a *Diion*. Tesmoins ad ce appelez et especialment requis l'an et le jour dessus diz. — *J. de Maroilles*.

Orig., G. 368. — Cop., reg. G. 127, f^o 274, scellé sous double queue de parchemin.

N° 71.

29 octobre 1383.

Bail à cens à Estienne Jolicuer, vigneron à Dijon, pour sa vie, celle de Jehannote sa femme pour laquelle il se porte fort, et celle du premier de leurs enfants, ainsi que pour la vie du survivant des trois. D'une maison sise à Dijon, rue es Riboutez, tenant d'une part à la maison et mez de Perrin de Nuys et d'autre part à la maison et mez des héritiers de feu Huguenin le Bertautlet. Moyennant une cense annuelle de « trente deux gros viez tornois d'argent, le groz compte pour vint deniers tournois », payable par moitié à la nativité de Notre-Seigneur et à la nativité de saint Jean-Baptiste. Obligation de maintenir en bon état. Fait par-devant de Maroilles, clerc coadjuteur d'Andrie de Faanay, notaire de Dijon. Témoins: Guillemot Girart, clerc, et Jehan Gelebert, vigneron, demeurant à Dijon.

Orig., G. 271, scellé sous double queue de parchemin.

N° 72.

Vendredi après la Saint-Nicolas d'hiver 1383
(11 décembre).

Remise au couvent de Saint-Etienne de Dijon, par Guyot-Guiard et par Jehan Badole, d'une maison avec mez et vigne derrière, que Guiard avait transportée au profit dudit Badole sans avoir le consentement de Saint-Etienne.

Vniuersis et singulis presentes litteras inspetturis, officialis lingonensis salutem in domino. Notum facimus quod in presenciam dilecti et fidelis nostri *Guillermi Girardi de Diuione*, clerici tabellionis curie lingonensis et nostri jurati, cui quantum ad hoc et maiora commisimus vices nostras, propter hoc personaliter constituti, *Guido*

Guiardi de Diuione, apud *Castillionem supra Sequanam* commorans, et *Johannes Badole* de dicta *Diuione*, sponte, scienter et deliberate renunciauerunt perpetuo, pro se et heredibus suis, in manibus religiosorum virorum prioris et conuentus monasterii sancti Stephani de dicta *Diuione*, domino *Guidone de Arcu Barrensi* canonico et procuratori dicti monasterii presente et stipulante, quandam domum cum fundo, manso, vinea retro et pertinenciis vniuersis eiusdem domus sitam *Diuioni* extra muros, in vico *Arbelin Picart* iuxta domum, mansum et vineam dicti *Johannis Badole* ex vna parte et domum et mansum quos tenet acensum a dictis religiosis *Perrenetus Gros Jonnaul* ex alia parte, vnacum omni jure, accione et racione quod et quas habebant, habere poterant et debebant in eisdem domo, manso, vinea et pertinenciis predictis dictus *Guido Guiardi* tradiderat et transportauerat dicto *Johanni Badole* quod facere non poterat, absque licencia dictorum religiosorum, ut asserebant iidem *Guido* et *Johannes*. De quibus domo et pertinenciis antedictis dicti *Guido* et *Johannes* se deuestierunt et dictos religiosos jnuestierunt perpetuo de eisdem pro se et suis successoribus, promittens prefati *Guido* et *Johannes* per iuramenta sua propter hoc ad sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobiliu et jnmobiliu, presenciu et futurorum quorumcunque, preditta omnia et singula rata, grata atque firma tenere, obseruare et in nullo de cetero contraire, renunciantes prefati *Guido* et *Johannes Badole* excepcioni decepcionis et omnibus aliis exceptionibus, huic facto contrariis. Volentes prenominati *Guido* et *Johannes* se ad premissa tenenda cogi et compelli quasi ex re adiucata per curiam nostram lingonensem et omnem aliam ecclesiasticam et secularem. Quarum curiarum et cuiuslibet ipsarum iurisdiccionibus et cohercionibus dicti *Guido* et *Johannes* suposuerunt quo

ad hoc penitus et submiserunt se et omnia bona sua. In cuius rei testimonium ac relacionem dicti jurati nostri, sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Actum *Diuione*, die veneris post yemale festum beati Nicolai, anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo tercio. Presentibus *Johanne Arnoleti* seniore et *Symoneto Bergerii de Chanangiis*, clerico dicte *Diuione* commorantibus, vocatis ad hoc testibus specialiter et rogatis. — *G. Girardi de Diuione*, ita est.

Orig., G. 280, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 73.

17 janvier 1384/5.

Vente de cens par Jehan Liaspres de Dijon au couvent de Saint-Etienne de Dijon. « De six liures da annuel et perpetuel rente ou cense c'est assauoir le franc d'our comptey pour vint solz, vng gros tournois d'argent comptey pour vint deniers », payable par moitié à la fête de la nativité de Notre-Seigneur, moitié à la fête de saint Jean-Baptiste. Assignée sur une maison sise à *Dijon* « darriez l'eglise de Nostre Dame, empres la maison *Jehan le Berenour*, bourgeois de *Diion* d'une part, et la maison es hers dame *Bonnote de Buef* d'autre part ». Sûreté: *Guillemote*, femme dudit *Jean Liaspres*, avec l'autorisation de son mari, consent à la vente et y oblige tout le droit qu'elle a ou peut avoir sur cette maison. La vente est consentie pour le prix de quatre-vingt-seize francs d'or payés. Les époux entre autres clauses renoncent à toutes « lettres, graces et priuilaiges empetres et a empetrer, au droit ballien, a l'epistole *Diuiadrien*, au droit de dot et de douhaire. » Fait par-devant *Aubertin de Sauxurettes*, clerc coadjuteur du tabellion de *Dijon*

Témoins : *Gauthier le Foillenet*, *Jehan de Bures*, barbier, et *Pierre de Cintrey*, tixerant, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 258. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 354, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 74.

17 mars 1384/5.

Bail à cens à Belin le Picart de Tresclun et à Perrenote sa femme, pour leur vie, celle d'Odot leur fils, et celle du survivant des trois. De la moitié ou « enuiron vn petit moins » d'une maison sise à Dijon « dessoubz les murs du Chastel deuant l'Eglise Saint Michiel, de coste la potelle dudit monastere d'une part et la maison et mex des diz religieulx d'autre part ». L'autre moitié est tenue à cens par Odot Robin de Maingney et Marie sa femme, et est attenante à la partie de Demoingin d'Aigremont, jusqu'à la maison que le même Odot tient des religieux. Les locataires seront tenus de faire à lenrs depens « vng solier et vne chemence bons et suffisans dedens la Saint-Remy prochain venant. » Moyennant la cense annuelle de quatre francs d'or (un franc d'or compté pour douze gros et un gros pour vingt deniers tournois, payable moitié à la fête de Pâques, l'autre moitié à la fête de saint Michel). Fait par-devant Jehan de Maroilles, clerc juré, coadjuteur du notaire de Dijon. Témoins: Belin Passerote et Symonnet Bergier, clerks à Dijon.

Orig., G. 275, scellé sous double queue de parchemin.

N° 75.

21 mai 1384 (1).

Publication du testament de Simon Badrand, curé de Mervans, qui, sur les 100 sols que lui devait Huguenin Quinard, du Port de Pallean, en lègue 50 à l'abbaye de Saint-Etienne.

Nos officialis cabilonensis, notum facimus vniuersis presentibus et futuris, quod nos vidimus, legimus, inspeximus et palpaui, ac de verbo ad verbum videri, inspici fecimus et palpari per notarium et registratorem curie nostre subscriptum in testamento defuncti domini *Symonis Badrandi*, quondam curati parrochialis ecclesie de *Meruenco*, publicato judicialiter coram nobis, prout inferius, lacius est expressum quasdam clausulas, formas sequentes, continentes. Item de centum solidis censue, in quibus *Hugoninus Quinart* de *Portu Paluelli* michi tenetur annuatim, obligatus prout in litteris sigillo curie domini ducis *Burgundie* sigillatis et per *Johannem Michaelis de Grangia* notarium receptis, plenius continetur; sic volo et ordino domini abbati sancti Stephani de *Diuione* et suis successoribus abbatibus dicti loci quinquaginta solidos de predictis centum solidis michi in die festi beati *Bartholomei* apostoli annuatim debitis, vnacum emenda et jure defectus solucionis si in dicta diè non soluerentur perpetuo do et lego. Item do et lego perpetuo religiosis Maceriarum, ordinis cisterciensis, alios quinquaginta solidos restantes de predictis centum solidis michi die dominica *Bordarum* debitis, cum emenda et juribus supradictis pro defectu solucionis debiti Ita tamen quod dicti religiosi Maceriarum tradant et soluant perpetuo quolibet anno de dictis quinquaginta solidis sibi ut promictitur legatis curato sancti Martini predicti, qui nunc est uel qui pro tempore fuerint, viginti

(1) Le testament est du 24 avril 1381 et sa publication du 21 mai 1384.

quinque solidos monnete censiue predicte. Ita eciam quod dictus curatus modernus et futuri sui successores curati dicti loci, perpetuo anno quolibet tenebuntur qualibet die veneris quatuor temporum, vnum capellanium cum suo vicario secum in dicta ecclesia sancti Martini conuocare, et pro remedio anime mee et antecessorum meorum ibidem diuina celebrare; qua celebratione facta ad tumulum meum seu parentum meorum accedere, ac desuper vnum responsorium cum versiculo et oratione cum nota pro defunctis dicere; quibus factis, dictus curatus de dictis viginti quinque solidos sibi per dictos religiosos ut prefertur traditis distribuet in hunc modum, videlicet capellano extraneo ut dictum est conuocato vnum grossum cum dimidio de veteribus vicario suo, vnum grossum veterem et clerico suo semis grossum, et residuum dictorum viginti quinque solidorum penes se retinebit pro labore. Et nisi sic fecerit dictus curatus aut futuri curati successores sui, predicti dicti religiosi dictos viginti solidos penes se retinebunt, donec a dicto curato super hoc per conscientiam suam sint competenter cerciorati; dicti vero religiosi tenebuntur pro aliis viginti quinque solidis sibi ut promictitur legatis perpetuo quolibet anno circa tempus obitus mei, pro remedio anime mee et antecessorum meorum in ecclesia sua, vnum anniuersarium prout consueuerunt in talibus celebrare. Laudemium seu remuagium dictorum centum solidorum vt prefertur legatorum quando casus euenerit, dicti abbas sancti Stephani et religiosi Maceriarum equaliter inter se habebunt diuidere pro equali porcione; heredesque meos facio, constituo et instituo omnes illos et illas, qui de iure et consuetudine debent esse, ita tamen quod in casu quo dicti mei heredes contradicerent in exequcione mea facienda de predictis et quodlibet quod ipsi de omnibus et singulis bonis meis priuentur omnino et quod predicti domini

abbas sancti Stephani de *Diuione* et religiosi Maceriarum in dictis bonis meis, loco cuiuslibet eorundem succedant quilibet pro medietate. Quodquidem testamentum publicatum extitit judicialiter coram nobis, vicesima quarta mensis aprilis, anno domini millesimo ccc^{mo} octogesimo primo; presentibus venerabili viro magistro *Johanne Jolam*, jure perito, *Guillelmo Bertodi*, *Odeto de Riuo*, habitantibus cabilonensibus et pluribus aliis ad hoc vocatis. Cuius testamenti exequcionem susceperunt dominus *Stephanus Badrandi* presbiter, et *Hugoninus Grauerii*, exequtores in dicto testamento nuncupati, dictique quondam testatoris hereditatem dicti dominus *Stephanus* et *Hugoninus* adiuerunt, qui promiserunt per eorum iuramenta et sub obligatione bonorum suorum quorumcunque, dictam exequcionem fideliter et integraliter adimplere; infra tempus a jure statutum se et sua propter hoc juridicioni et cohercioni curie nostre supponendo et submictendo. Prout in dictis litteris, seu publicatione dicti testamenti per notarium et regestratorem subscriptum recepta et expedita hec et plura alia continentur magis ad plenum. In cuius rei testimonium, nos sigillum curie nostre cabilonensis, litteris presentibus duximus apponendum; datum quo ad huiusmodi visionem die vicesima prima mensis maii, anno domini millesimo ccc^{mo} octogesimo quarto. Datum ut supra. — *H. Godefroy*. — Ita est reperte clausule predicte in predicto testamento, presento ut supra pretangitur super quo receptacione et expeditione presento per me. — *H. Godefroy*.

Orig., G. 173. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 301, scellé en cire verte sous double queue de parchemin.

N° 76.

Lundi avant l'Ascension 1384 (16 mai).

Extrait du testament de Guillemete de la Pullée, femme de Guy de Sencey. — Donation de 20 sols sur une maison, rue du Pautez.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, officialis lingonensis salutem in domino. Noueritis nos uidisse, tenuisse, legisse, palpasse, ac de verbo ab verbum inspexisse, quendam publicacionem testamenti seu ultime voluntatis, deffuncte donne *Guillemete* dicte *la Peullee*, de *Dyuione*, vxoris quondam discreti viri *Guidonis de Senceyo*, clerici, habitatoris de dicto *Dyuione*, sanam et integram, non viciatam nec abolitam nec in aliqua sui parte corruptam, sed omni vicio et suspucione (1) carentem, sigillo maiori curie lingonensis in cauda pendenti sigillatum, inquaquidem publicacione quedam clausule inter cetera continentur, quarumquidem clausularum, tenor de verbo ad verbum sequuntur, in hunc modum: item do et lego collegio capelle domini ducis *Burgondie*, vnum francum boni auri annui et perpetui redditus, pro vno anniuersario singulis annis perpetuo, die obitus mei, in dicta capella celebrando pro remedio anime mee. Item do et lego ecclesiis beate Marie et beati Stephani de *Dyuione*, cuilibet eorum vnum francum huiusmodi annui et perpetui redditus, pro vno anniuersario perpetuo ut supra, pro remedio anime mee in eisdem celebrando. Item do et lego ecclesie beati Petri de *Diuione*, vnum huiusmodi francum auri pro duobus anniuersariis in eadem, modo premissis, singulis annis celebrando; quosquidem quatuor francos auri assigno et assedeo prefatis ecclesiis et earum rectoribus et procuratoribus percipiendos et exigendos singulis annis perpetuo, super omnia bona mea quaecunque et specialiter supra domum meam, cum fondo et

(1) Sic, pour *suspucione*.

pertinenciis suis, sitam *Dyuione*, in vico *du Pautez*, iuxta domum confratrie Suttorum, quam inhabitat *Bilottart* ex vna parte, et exitum seu ruellum mansi quondam defuncti domini *Guidonis Rabi*, quam domum cum suis pertinenciis videlicet porcionem dicte domus nostri de jure competentem, exnunc obligo in manibus rectorum seu procuratorum dictarum ecclesiarum et earum cuilibet pro sua porcione, pro dicto reddito leuando perpetuis temporibus singulis, die obitus mei, percipiendo et exigendo. Et nos officialis lingonensis prefatus, quod vidimus testamur, et in huiusmodi visionis testimonio, sigillum maius curie lingonensis hiis presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum *Lingoni*, die lune ante festum ascensionis domini, anno eiusdem millesimo trecentesimo octuagesimo quarto. — *Guillelmus de Torceyo*. Ita est pro collacione et visione.

Orig, G. 288. — Cop., reg. G. 127, f° 243. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f° 260, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 77.

3 juillet 1384.

Vente de cens par Jehan Boulon de Saint Appoloiney, demeurant à Dijon, et par Gauthier, son fils, à messire Guy d'Arc, chanoine et procureur du monastère de Saint-Estienne. De 1 franc d'or d'annuelle rente, le franc pour 20 solz et 1 gros viez tournois pour 20 deniers tournois, payable moitié à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur, moitié à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste. Assignée sur une maison sise à Dijon, au faubourg de Saint Nicolas, en la rue des Ulmoz, entre la maison aux hoirs Guiot Taleneau, d'une part, et le chemin commun, d'autre part. Moyennant le prix versé de 12 francs d'or. Fait par-devant Guillemot Girart, clerc

juré et coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Gauthier le Foillenot*, *Monnot le Recouvreur* et *Jehan Gras Bruef*, à *Dijon*.

Orig., G. 284. — Cop., reg. G. 127, f^o 104, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 78.

2 août 1384.

Vente par Renaul, corduhanier, de Dijon, et Marienot, sa sœur, à Jehan d'Asnières, perrier, demeurant à Dijon, et à Jehannote, sa femme, d'une maison sise à Dijon, rue des Grans Champs, entre les hoirs Regnal Rosote d'une part, et Poinssot d'Arbois d'autre part, chargée de 25 sols de rente annuelle aux religieux du monastère de Saint-Etienne et pour « sa perche acoustumee ». Moyennant le prix payé de 13 francs de bon or. Fait en présence de Pierre de Donmartin, clerc coadjuteur du notaire de Dijon. Témoins : Michiel de Comblans, corduhanier, et Philibert Caichot, poutier d'estain, à Dijon.

Orig., G. 260. — Cop., reg. G. 127, f^o 213, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 79.

19 août 1384.

Vidimus d'une clause du testament de feu Huguenin le Bertaulet, de Dijon, par laquelle il fait don à Saint-Etienne de 8 francs d'or pour un anniversaire.

A tous ceulx qui verront et ouront ces presentes lettres, nous, *Nicholas de Tholon, chantre d'Ostun*, chancelier de *Bourgoingne*, salut. Sauoir faisons que nous auons veu, leu et teneu saint et entier le testament de feu *Huguenin* dit le *Bertaulet*, de *Diion*, scelle du seel de la court mon-

seigneur le duc de *Bourgoingne* ; le quel testament a este publie et d'icelli faite publicacion a *Diion* en nostre court, ou quel testament nous auons veue entre plusours autres clauses la clause qui s'ensuit : Item donne et laisse au couuent de *Saint Estienne* de *Diion* pour acquerir six gros tournois d'argent de cense perpetuel, huit frans d'or pour vng anniuersaire faire et celebrer chascun an en l'eglise dudit couuent, pour le remede de l'ame de moy ; les quelz huit frans d'or je veulz et ordonne que mes hoirs tenent et aient jusques atant que les diz six gros de cense seront trouez et acquis en paient chascun an par mes dis hoirs audit couuent les diz six gros pour le dit anniuersaire jusques adont que le dit cense sera acquis. En tesmoing de la quelle ceste nostre presente vision et lecture, nous auons fait mettre le seel du quel l'on vse a *Diion* aus causes de nostre court de la chancellerie de *Bourgoingne* a ces presentes lettres faites et donnees le xix^e jour du mois d'aoust, l'an mil ccc quatre vins et quatre. — *G. Tanron*.

Orig., G. 173. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f^o 330 v^o, scellé sous double queue en cire jaune (Arv.).

N^o 80.

29 octobre 1384.

Vente de cens par *Girart Raoul*, fils de feu *Jacot Raoul* d'*Estaulles*, vigneron, demeurant à *Dijon*, à frère *Guy d'Arc*, chanoine et procureur de Saint-Etienne. De « vng franc de bon or de annuele et perpetuele rente le franc compte pour vint solz et vn gros viez tournois d'argent compte pour vint deniers tournois ». Payable par moitié à la Résurrection de Notre-Seigneur et à la fête de saint Remi. Moyennant le prix de 13 francs de bon or payés,

assignée sur « vne maison, fons, mex et appartenances d'icelle, franche et quicte pour sa perche » assise « es fuerbours de Saint Nicolas de Diion, en la rue es Soilleux, de coste la maison que *Bertrant le Fournier* tient a cense du maistre de l'ospital de Nostre Dame de *Diion* d'une part, et la maison et mex aus hoirs *Villemot Marchegay* d'autre part ». Fait par-devant *Guillemot Girart*, de *Dijon*, clerc juré de la cour de monseigneur le duc de *Bourgoingne* et coadjuteur du notaire de *Dijon* pour monseigneur le duc. Témoins : *Thiebaut Larmite* de *Marcennay en Montaigne* et *Monnot le Cornuet*, recoureur, demeurant à *Dijon*.

Orig., G. 284. — Cop., reg. G. 127, f° 104. — Cop. (Arv.), reg. G. 133, f° 353, scellé en cire verte à double queue de parchemin (Arv.).

N° 81.

17 décembre 1384.

Vente de cens par Monnot le Cournuet d'Estenaulx, recoureur à *Dijon*, *Jaquine*, sa femme, à messire *Pierre d'Aulteroiche*, chanoine et pitancier du monastère de Saint-Etienne. De 5 gros viez tournois d'argent d'annuelle cense, 1 franc compté pour 20 solz tournois et 1 gros viez pour 20 deniers tournois, que *Huguenot* dit le *Ranaudet* et *Polie*, sa femme, leur doivent sur une maison sise à *Dijon*, faubourg *Saint-Nicolas*, rue des *Ulmoz* entre la maison *Jehan Boulon* de *Saint Apoloiney* d'une part, et la maison desdits vendeurs d'autre part, rente payable moitié à Noël, moitié à la Nativité de saint Jehan-Baptiste. Moyennant le prix versé de 10 francs d'or. « Pour plus grant seurte, les vendeurs assignent ycelle rente sur leur maison, sise a *Diion*, rue de *Ormoz* de coste la maison aux hoirs *Guiot Taleneaul* que tient

Michelot de Selongey, d'une part, et la maison chargie desdiz cinq gros de rente d'autre part. » Fait par-devant *Guillemot Girart*, clerc juré, coadjuteur du notaire de *Dijon*. Témoins : *Guiot d'Ourchamps*, *Symonnet Bergier*, clercs, et *Gauthier le Foillenot*, terroillon, à *Dijon*.

Orig., G. 284. — Cop., reg. G. 127, f° 108, scellé sous double queue de parchemin.

TABLE ALPHABÉTIQUE GÉNÉRALE

Les chiffres renvoient aux numéros des chartes

A

Abbé, Joannes de Marigneyo, 18, 48.
Abbesse : Guillemete de Montelon, 17.
Acceaulx, 38.
Accellis, 18.
Acception de hoirie, 20.
Accey, 16.
Acte d'appel à la cour de Langres, 21, 22, 23.
Actio in factum, 3.
Action, 70, 72.
Adam Rogot (hoirs de), 70.
Adrien Paste, clerc et maître des comptes, 4.
Agneaul, femme Jehan Lambelot de Salives, 9
Agneleta li Lenserez, 3.
Ahuy, 1, 2, 50, 62, 63, 68. — *Finage*, lieux dits : es Plantes, 62 ; es Foulères, 62.
Aide, 3, 35.
Aigremont, 74.
Aiserey, 57.
Ajournement, 13, 14, 35, 36.
Alais Davou, 9.
Alarde, 44.
Aleaume de Cleuleu, tabellion de Semur, 4.
Allégation, 3, 17, 38.

Amende, 48.
Amodiation, 46, 47, 58.
Ancey, 16.
Andrie de Faanay, notaire de Dijon, 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 16, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 31, 32, 33, 37, 38, 40, 42, 43, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 60, 62, 63, 67, 68, 70, 71 (*Andrier Estienne*), 27, 29 ; (*André Estienne*) 3, 28, 56.
Andrie Humbert, alias *Parise*, 26.
Andrie Justot, serviteur du duc, 39.
Andrie le Maistre, 62.
Andriez, fils *Robelin le Lombardet*, 61.
Anniversaire, 12, 20, 57, 63, 70, 75, 76, 79.
Anonne, 40.
Apothecarius : *Jacobus*, 20.
Arbois, 78.
Arc, 9, 13, 15, 39, 76, 80.
Archidiaconus : *Ytherius*, 21, 22, 23.
Archus Barrensis (*Arc-en-Barrois*), 21, 22, 23, 31, 38, 70, 72.
Argey, 60.
Arnoletus, fils *Arnulphus de Mota*, 12.
Arnulphus de Mota, 12.
Arrérage, 12, 35, 48.
Asnières, 1, 2, 63, 68, 78. — *Finage*, lieux dits : *Dessus l'Etang*, 1, 2, 63 ; en *Désert*, 1, 2.

Assignment en justice, 15.
Aubepierre, 70.
Aubertin de Sauxurettes, clerc coadjuteur, 73.
Aubricus de Accellis, poterus stanni, 18.
Aucissiodorum, 10.
Augeuret (hoirs de), 57.
Aureliana, 20.
Aust, 26.
Auteroiche, 54, 55, 64, 67, 68, 81.
Autorisation, 17, 20.
Autorisation du mari, 3, 6, 7, 9, 20, 50, 55, 73.
Autorisation du père, 13, 14, 15, 35, 36, 60.
Autun (Ostun), 4, 13, 17, 30, 35, 79.
Auxerre, 25.
Auxonne, 3.
Averia, 69.
Avona (Avon), 20, 25.
Aymonin, dit Baronde, 9.

B

Bail à cens : perpétuel, 3, 11, 13, 29, 31, 45, 54 ; — *viager*, 16, 19, 40, 42, 43, 44, 49, 51, 52, 53, 58, 62, 65, 66, 69, 71, 74 ; — *emphytéotique* : a) perpétuel, 10, 20 ; b) viager, 60 (v° censive, reconnaissance).
Bar, 20.
Barat, 9, 20, 25, 48.
Barbier, *barbitonsor* : Girart le Gele-nier d'Acceaulx, 38 ; Jehan de Bures, 73 (v° retonsor).
Barbirey, 17.
Barres, 3.
Beatrix de Boncevaux, prieuse, 17.
Beaune, 70.
Beligne, 3, 10, 20.
Belin le Picart de Tresclun, 74.
Belin Passerote, clerc, 74.
Belne, 31.
Bénéfice d'inventaire, 20.

Bertholomoz de Lerr, 61.
Bertrant le Fournier, 80.
Besançon, 5, 6, 26, 69.
Bichontet de Marliens (hoirs au), 70.
Bilotart, 76.
Biuget, 16.
Blaingney, 64.
Blaisey, 3, 17, 60.
Blanceyum, 12.
Boncevaux, 17.
Bonnart, 48.
Bonnote de Buief (hoirs de dame), 73.
Bouchars, 5, 6, 26, 69.
Boucher, 20, 33, 47.
Bourgeois de Dijon : Estienne Fremiot, 10, 20, 30 ; Jehan Juliot le Josne, 27 ; Jehan le Berenour, 73 ; Jehan Lescot de Roure, 29 ; Johannes Geliot, 47, 59 ; Poinssart Bourgeoise, 64 ; Regnault Aymé, 4.
Bourgeoiset, 68.
Bourgogne, 1, 3, 7, 9, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 25, 28, 30, 35, 36, 38, 57, 63, 70, 75, 76, 79, 80.
Bourgot de Verranges, 70.
Braisey, 50.
Breteal, Bretel, 7.
Bretenere, 27, 31.
Broichon, 3, 10, 18, 20.
Broichot de Tard-le-Chastel (hoirs de), 70.
Buef, 73.
Bures, 73.

C

Castillio supra Sequanam, 72.
Cautéle, 25.
Cavillatio, 3, 38.
Cédule, 22.
Cens, 4, 12, 18, 25, 34, 35, 61, 73, 79 (V. bail à cens, vente de cens.)
Censive, 29, 75.

Cepetum, 21.
 Cepoy, 31.
Certificat du maire de Dijon, 14, 36.
 Cessey, 41.
Cession, 70.
 Chaignay, 48.
 Chalon, 75.
 Chambœuf, 32.
 Chambole, 50.
 Chanangia, 72.
Chancelier de Bourgogne, 13, 14, 15, 20, 30, 35, 36, 79.
Chancellerie de Bourgogne, 70, 79.
Chanoine : de Beaune, 70; — de Saint-Etienne : Guy d'Arc, 9, 13, 15, 21, 22, 23, 31, 35, 38, 39, 64, 70, 72, 77, 80; Paris de Lux, 5, 6, 8; Pierre d'Aulterioche, 81; Pierre de Lixey, 16; Robert de Chaignay, 48.
Chantre, 13, 17, 30, 35, 79.
Chapelain, capellanus, 21, 22, 29, 75.
Chapelle du duc, 7, 20, 53, 68, 76.
Chapellenie, 9, 20.
Chapitre : d'Autun, 4; — de la chapelle du duc, 7, 20, 68; — de Langres, 4; — des religieux de Saint-Etienne, 9.
 Chasteauneuf, 20.
Chaudronnier, cacabarius, 3, 25.
 Chauvirey, 53.
 Chenôve, 4, 61. — *Finage*, lieux dits : Croix de Chenôve, 4; en Langlée, 4.
Chevalier : Eude, seigneur de Grancey, 48; Guillaume, chevalier de Braisey, 50; Hugue Aubriot, 20.
 Chevillart, 16.
Cimetière, 49.
 Cintrey, 73.
Circonvention, 9, 20, 25, 48.
 Cirey, 13, 15, 20, 30.
 Clément Moret de Beligney, notaire de Rouvres, 3, 10, 20.
 Clément Poissenot, 16.
 Clément VII, pape, 21, 22, 23.

Clementey, 31.
Clerc, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81; — *coadjuteur de notaire* : V. Aubertin de Saurettes, Brecius Johannes de Messigneyo, Guillaume d'Argey, Guillaume de Reecourt, Guillaume Raymond de Broichon, Guillemot Girard, Guiot Jehan de Fontaine, Guiot le Tanron, Jehan de Marroilles, Pierre de Donmartin, Pierre de Layer, Stephanus Beleti de Thardo Villa; — *clericus tabellio* ou *notarius* : V. Guido de Senceyo, Guillelmus Girardi, Guillelmus Raymondns de Broichone, Johannes de Maroilliis, Thierretus Eussearii.
 Clevote, femme Girart le Barbier, 42.
 Cleuleu, 4.
Codicille, 20.
 Coichey, 13, 15, 17, 19, 20, 35, 56. — *Finage*, lieux dits : es Arbues, 13; en Blongey, 24, 56; es Crais de Fontenemolin, 13; es Franc Mex, 19.
 Colin Galet, clerc, 61.
Collège de la chapelle du duc, 76.
 Comblans, 78.
Comparution en jugement, 20, 35.
Composition, 48.
Compulsion, 70.
Conditio sine causa, 3, 20, 48.
Confrérie Suctorum, 76.
Conseil de personnes, 15.
Conseiller du duc : Dimenche de Vitel, 4.
Contradiction, 3.
Contrainte, 1, 14, 17, 70.

Cordonnier, corduberrarius, 10, 43, 78.

Cour du duc de Bourgogne, 1, 3, 9, 13, 17, 18, 20, 25, 28, 38, 48, 63, 70, 80 ; — de Langres, 11, 21, 34, 46, 59, 72, 75 ; — *ecclésiastique et séculière*, 11, 46, 59, 72.

Courcelles, 31, 70.

Courceney, 38.

Coutot, 17.

Couturier, cousturarius, 8, 20, 57.

Couvent (V. monastères, religieux).

Crégy sur Meaulx en Brie, 7.

Crimolois, 4.

Culley, 13.

Curé, curatus, 7, 20, 29, 45, 48, 75.

Cusey, 40.

Cutigney, 11.

D

Damoiseau, 17.

Damote, femme Hugoninus de Aucisiodoro, 10.

Dampna, 3, 46, 59.

Dardenay, 31.

Déception, décevance, 3, 7, 9, 17, 20, 25, 38, 48, 72.

Décret, 70.

Défense, 1, 3.

Délation de droit, 20.

Demoinge Griffon, prêtre, 38.

Demoingeot de Seles, 20.

Demoingin d'Aigremont, 74.

Demoingins Vautherins de Varones, clerc, 61.

Dépens, 1, 3, 20, 25, 48, 59.

Desservant, 29.

Devest (V. vest).

Diemonche de Montfort, Demoinnum de Monteforti, prêtre, 20.

Dijon, Diion, Diuio, diuionensis, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33,

34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 81. — *Finage* : dessus Largillière, lieu dit en Burgis, 51. — *Lieux dits* : en Chasteal, 7 ; es Plantes de la fin, 61 ; es Roies, 4. — *Monuments* : Chasteal, 40, 51, 53, 74 (V. églises). — *Rues et faubourgs* : Arbelin Piquart, 44, 72 ; es Belioz, 3 ; des Bordes, 16 ; de la Boucherie (grand bourg) ; es Channex, 38, 43 ; au Chanon de rue Chaude, 55 ; Chaude, 54, 67 ; du Cloître, 8, 34, 49 ; de Clugney, 37 ; au Comte, 38, 42 ; des Croiz, 26 ; des Grans Champs, 20, 32, 78 ; ruelote aus Nonnains de Tar, 68 ; des Ormoz, 81 ; de la Parcheminerie, 5, 6, 26 ; du Pautez, 12, 40, 76 ; des Petits Champs, 27, 29, 39, 58, 69 ; de Petit Cloistre, 37 ; de la Renoillerie, 31, 60, 64 ; es Riboutez, 52, 65, 66, 71 ; de Saint-Anthoinne, 16 ; Saint-Nicolas (faubourg), 77, 80, 81 ; es Soilleux, 80 ; de la Tournelle, 10, 20 ; es Ulmoz, 77, 81 ; es Vannex, 42 ; Verrerie, 18.

Dîme, 4, 9, 13, 46, 47, 48, 59.

Dimenche de Vitel, conseiller et maître des comptes du duc, 4.

Diocèse de Besançon, 69 ; — de Langres, 11, 12, 17, 21, 22, 23, 38, 48 ; — de Tulle, 12, 20.

Disier, 51.

Docteur en décrets, 11, 48.

Dol, 3.

Donation à cause de mariage, 61 ; — *à cause de mort* (V. testament) ; — *entre vifs*, 9, 12, 18, 20, 25, 57, 61, 62, 70, 75.

Donmartin, 27, 29, 78.

Dot, 73.

Douaire, 73.

Douay, 17.

Doyen, 4, 7, 20, 68 ; — de la chrétienté, 18.

Droit de visite, 21, 22 ; — *introduit en faveur des femmes*, 20 ; — de *Valleyan*, *Ballien*, 7, 73 (sénatus-consulte Velléien).

Duc de Bourgogne, 1, 3, 4, 7, 9, 12, 13, 17, 18, 20, 25, 28, 30, 38, 39, 53, 57, 63, 68, 70, 75, 76, 79, 80.

Dymenche de Breteal, receveur de Bourgogne, 7.

Dymenche Griffon, prêtre, 42.

E

Ecuyer, 17, 48, 50.

Eglise d'Autun : *Saint-Martin*, 17 ; — de *Dijon* : *Beate Marie*, *Notre-Dame*, 21, 22, 23, 73, 76 ; *Saint-Bénigne*, 4, 8, 18 ; *Saint-Etienne*, 12, 20, 25, 33, 48, 51, 57, 63, 70, 76, 79 ; *Saint-Jean-Baptiste*, 29 ; *Saint-Jean*, 58 ; *Saint-Martin*, 75 ; *Saint-Médard*, 20, 21, 22, 23 ; *Saint-Michel*, 20, 21, 22, 23, 51, 53, 74 ; *Saint-Nicolas*, 21, 22, 23 ; *Saint-Pierre*, 21, 22, 23, 76 ; *Saint-Philibert*, 49 ; — de *Langres*, 21, 22, 23 ; — *paroissiale de Mervans*, 75.

Enfermier, 9 (*Guillelme de Nantuel*).

Engagement, 17.

Epicier, *espicerius*, 18.

Epistole Diuiadrien, 73 (*V. Pitce*).

Epoisses, 12.

Eschenon, 70.

Espannereyo, 18.

Espousailles, 61.

Estaules, 40, 80.

Estenaulx, 55, 81.

Estevenin Paignot, 20.

Estevenot de Loisseroy, 9.

Estevenote Acelenc, 5.

Estevenote, femme li *Germinex*, 61

Estevenote, fille *Jehan d'Estaules*, 40.

Estienne Chauderon, vigneron, 51.

Estienne Jolicuer, vigneron, 65, 66, 71.

Estienne le Gossot d'Asneres, 68.

Estienne Malcourant, clerc, 5, 6.

Estienne Miot d'Ahuit, 62.

Estienne Passerote de Ville soubz Gevrey, prêtre, 64.

Estienne Pirey de Cepoy, prêtre, 31.

Estienne le Rouhier de Talemer, clerc, 9.

Estienote, femme *Monnot Quartier*, 6.

Etienne le Baulx de Marliens, 70.

Etienne de Marcilleyo, clerc, 3.

Etienne Fremiot, bourgeois de *Dijon*, 10, 20, 30, 33.

Etienne Paignot, alias *Petit Maître*, 10.

Etre en jugement, 15

Eude de Saint Aubin, curé de *Francot*, 45.

Eude, seigneur de *Grancey*, 48.

Euvrardus Prugeretus, *Evrart Prugerot*, 34, 49.

Evêque de Langres, 21, 22, 23.

Eviction, 3, 29, 38.

Exceptions (procéd.), 1, 3, 7, 11, 12, 17, 18, 20, 25, 28, 38, 46, 48, 59, 63, 70, 72 ; — de « *oultre la moitié de juste prix* », 7, 25.

Excommunication, 11, 46, 59.

Exécuteur testamentaire, 9, 20, 75.

Exécution sur les biens, 35.

Exploit, 70.

F

Faanay, 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 16, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 28, 31, 32, 33, 37, 38, 40, 42, 43, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 62, 63, 67, 68, 70, 71.

Fauerney, 20, 70.
Feinte, 3.
Felisse, femme Huguenot le Four-
nier, 3.
Fixins, 44.
Florot, femme Lambellot Gaudril-
lot de Varannes, 42.
Flureyum, Flurey, 7, 16, 20, 22, 25,
63.
Fondation de chapellenie, 20.
Fontaine-Française, 3.
Fontaines, 20, 29, 31, 38, 61.
Fouequaul, 28.
Franceot, 45.
François, près de Lôone, 45.
Fraude, 9, 25, 48.
Frères mineurs de Dijon, 20.
Frères prêcheurs de Dijon, 20.
Furnus dictus Pailley, 12.

G

Garantie, 1, 3, 7, 8, 12, 19, 28, 29,
38.
Garnerus, dictus Pion, 59.
Gaulemalde de Marliens (hoirs de
la), 70.
Gauthier de Mirandes, 62.
Gauthier de Noigent, 37.
Gauthier de Trevez, tabellion de
Vitteaux, 17.
Gauthier, fils Jehan Boulon, 77.
Gauthier le Foillenet de Saint-Apo-
loniere, 31, 32, 54, 55, 73, 77, 81.
Geliot de Blaisey, 3, 60.
Gemeaulx, 48.
Genilley, 38.
Geureyum, Gevrey, 20.
Gilletus, carnifex, 47.
Gilley, 33.
Gillot Petit, 3.
Gilot de Rouvres, 28, 50.
Girarde de Douay, religieuse, 17.
Girardus Martin de Suilleyo, 3.

Girard Bruant de Rouvre (hoirs de),
70.
Girart de Courcelles, 70
Girart le Barbier, 42.
Girart le Bobiney, le Bobigney, 54,
55, 67.
Girart le Gelenier d'Acceaulx, bar-
bier, 38.
Girart le Laineret, 19.
Girart le Lanceret d'Ys, prêtre, 31.
Girart Moreaul d'Auxonne, 3.
Girart Raûl, 80.
Girost, 14.
Gissey sur Arhc, 17.
Gondelineaul (hoirs de), 13.
Graiaccum, 47.
Grancey, 25, 48.
Grangia, 75.
Grenetier, 9.
Griffon, prêtre, 21.
Guichardus Carnificus, 34.
Guido de Maures, frère prêcheur,
20.
Guido Guiardi, 72.
Guido le Juif, carnifex, 20.
Guido Rabi, 76.
Guienot le Gelinier, 54, 67.
Guienot, le Juif, 33.
Guienot le Reveneret, 70.
Guieta, uxor Guillelmi dicti Cheva-
lier, 28.
Guillaume, chevalier de Braisey,
50.
Guillaume Cultilier, 60.
Guillaume d'Argey, clerc, 60.
Guillaume de Reecourt, coadjuteur,
17.
Guillaume, dit l'Archier de Cheno-
ves, 61.
Guillaume, fils Perrin le Poirer de
Montmaison, 44.
Guillaume le Lacier, 33.
Guillaume le Lenseret, vigneron,
3, 6.
Guillaume le Paige, prêcheur, 60.

Guillaume Loure, clerc, 49.
 Guillaume Maireschaut, dit le Breton, 7.
 Guillaume Plue, lieutenant du chancelier de Bourgogne, 15, 20.
 Guillaume Put, 44.
 Guillaume Raymond de Broichon, Guillelmus Raymondus de Broichone, clerc coadjuteur, 3, 10, 18, 20.
 Guillelme Balore de Semur, clerc, 32.
 Guillelme de Nantuel, enfermier, 9.
 Guillelme le Ganeret de Grancey, 25.
 Guillelmus Bertodi, 75.
 Guillelmus de Laanna, prêtre, 21, 22, 23.
 Guillelmus de Torceyo, 76.
 Guillelmus, dictus Chevalier, 28.
 Guillelmus, dictus Ysorey, 59.
 Guillelmus Girardi, Guillemot Girart, Villemot Girard, clericus tabellio, 18, 19, 20, 34, 37, 40, 43, 45, 46, 49, 52, 53, 54, 58, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 71, 72, 77, 80, 81.
 Guillemette de Avona, 20.
 Guillemete de Montelon, abbesse, 17.
 Guillemete de Remiley, religieuse, 17.
 Guillemete de Thorey, 3.
 Guillemete, dite la Pullée, 76.
 Guillemmin, 41.
 Guillemot Barot de Meymont, 17.
 Guillemote d'Anonne, 40.
 Guillemote, femme Jehan Liaspres, 73.
 Guillemote, femme Moingot Vion, 51.
 Guillemote, femme Richard Guillot, 43.
 Guillemote, fille à la Chappe, 3.
 Guiot Blanche, 37.
 Guiot d'Ourchamps, 81.

Guiot ou Guido de Sencey, clerc coadjuteur, 1, 2, 11, 12, 51, 69, 76.
 Guiote, femme au Bourgeois, 68.
 Guiote, femme de Guillaume, chevalier de Braisey, 50.
 Guiot Jehan de Fontaine, clerc coadjuteur, 31, 38.
 Guiot Larcher de Coichey, 56.
 Guiot le Custet, 52
 Guiot le Dauffin de Villiers-le-Duc, 5.
 Guiot le Tanron de Coichey, Guiot Tanron, 13, 14, 15, 20, 35, 36, 56, 79.
 Guiot, maire de Chenôve, 4.
 Guiot Pitoix de Montelon, escuyer, 17.
 Guiot Taleneaul, 55; — (hoirs de), 77, 81.
 Guiotus, dit Boum de Blanceyo, 12.
 Guy Custet de Potangeyo, clerc, 8.
 Guy d'Arc-en-Barrois, Guido de Archu Barrensi, Guy d'Arc, chanoine de Saint-Etienne, 9, 13, 15, 21, 22, 23, 31, 35, 38, 39, 64, 70, 72, 77, 80.
 Guy de Blainney, prêtre, 64.
 Guy de Fontaine-Française, clerc, 3.
 Guy le Dorillet de Champagne, prêtre, 31.

H

Helia de Lantannayo, prêtre, 23.
 Henricus Noiretus, 33.
 Henriot le Rouhier de Talemer, clerc, 9.
 Henry Piguet, prêtre, 17.
Héritage, 38.
 H. Godefroy, 75.
Hôpital: de Dijon: Beate Marie, Notre-Dame, 20, 48, 80; Capelle Divitum, 20; Saint-Bénigne, 20; Saint-Esprit, 20; Saint-Fiacre, 20, 69; Sainte-Marie-Magdeleine, 20,

33 ; — de Ponte Norgiarum : Sancti
Anthonii, 80.
Hôte, 48.
Hugon, dit Chamberet, 8.
Hugoninus de Aucissiodoro, 10.
Hugoninus de Malliens, pelliparius,
12.
Hugoninus Graverii, 75.
Hugoninus Quinart de Portu Pal-
uelli, 75.
Hugote, femme de Huguenin du
Quartier, 38.
Huguenin Badole, 16.
Huguenin Chandeley, 24.
Huguenin, dit le Baulx, 70.
Huguenin du Quartier, 38.
Huguenin, fils Estienne le Gossot
d'Asnières, 68.
Huguenin, fils Jehan Moingeon, 1, 63.
Huguenin, fils Jehannot de Chauvi-
rey, 53.
Huguenin, fils Moingot Vion, 51.
Huguenin Grain d'Orge, 27.
Huguenin le Bediet, 5, 26.
Huguenin le Bertault, 52, 79 ; —
(hoirs de), 65, 66, 71.
Huguenin le Cruellet, clerc, 19.
Huguenin le Peleterot de Vonges,
54, 67.
Huguenin le Rogelet de Talent, 49.
Huguenin Quarrey de Faverney
(hoirs de), 70.
Huguenot, dit le Ranaudet, 81.
Huguenot le Fournier, 3.
Huguenot le Perceaul de Marliens
(femme de), 70.
Hugues Aubriot, chevalier, 20.
Hugues Bellot de Marliens, 70.
Hugues Besuchot, 9.
Hugues de Cirey, 13, 15, 20, 30, 35.
Hugues de Culley, 13.
Hugues, fils Jehan Adelene, 70.
Hugues Lalemant (hoirs de), 70.
Hugues Poissenot, prêtre, notaire
de Dijon, 3.

Huguote de Barbirey, religieuse, 17.
Humbelot Bouchedor d'Ancey, 16.
Humbelot Moingeon, 1, 2, 63.
Huot de Saulon, clerc, 3.
Huot Picart d'Ouges, 61.
Hypothèque, 18.

I

Impetracion, 35.
Indivision, 20.
Injusta causa, 3.
Intérêts, 3, 20, 25.
Interrogatoire, 13, 35.
Investiture, 38.
Isebeaul, femme de Guillaume de
Montmaison, 44.

J

Jacobus, apothecarius, 20.
Jacot Chamonet, 56.
Jacot de Fontaines, coadjuteur, 20.
Jacot Lanirier, 1, 2.
Jacot le Treuffonet, 19.
Jacot Raoul d'Estaulles, vigneron,
80.
Jacot Sarredin de Tarsu, 58.
Jacques de Jaucigney, 33.
Jamaisot d'Ysier, 41.
Janley, 41.
Jaques de Lancrecey, maieur de
Dijon, 36.
Jaquine, femme de Monnot le Cor-
nuet, 55, 81.
Jaquot Sauvaigeot de Saint-Léger,
barbier, 38.
Jaucigney, 33, 43.
Jehan Acelene, 5, 6, 26.
Jehan Adelene, 70.
Jehan Arnolot de Flurey, Arnoulot,
Johannes Arnoleti, 7, 22, 25, 37,
53 ; — l'aîné, 63, 72.
Jehan, Johannes Badole, 44, 72.
Jehan Belot de Marliens, 70.

- Jehan Berthiot de Rouvre, 70.
Jehan Bouhey, 51.
Jehan Boullée, clerc, 34.
Jehan Boulon de Saint-Appoloincy, 77, 81.
Jehan Bourlée, clerc, 19.
Jehan Chambellain, 26.
Jehan Chopillart, clerc, 32.
Jehan Coichey, sergent, 36.
Jehan d'Aiserey, couturier, 57.
Jehan, damoiseau, fils Jehan Pitoix de Montelon, 17.
Jehan d'Asnières, perrier, 78.
Jehan Daube, tisserand, 27.
Jehan de Bures, barbier, 73.
Jehan de Chasteauneuf, 20.
Jehan Dedey de Malliens, 70.
Jehan d'Estaules, 40.
Jehan de Fixins, 44.
Jehan de Fontaignes, 29.
Jehan de Longecourt, 13, 35.
Jehan de Marigney, Marigny, Joannes de Marigneu, docteur en décrets, abbé, 11, 18, 48.
Jehan de Maroilles, clerc coadjuteur, 5, 6, 7, 8, 9, 16, 18, 20, 24, 25, 26, 32, 33, 34, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 55, 57, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 74.
Johannes Girardus de Maroilliis, clerc, notaire public, 21, 22, 23.
Jehan de Martigney, clerc, 57.
Jehan de Molins, religieux, 9.
Jehan de Nuefchastel, 20.
Jehan de Pisy, serviteur du duc, 39.
Jehan de Talemey, Talemey, alias Tintebin, poissonnier, 60, 64.
Jehan, dit de Mirebeal, 61.
Jehan, dit le Put, hoste de Grancey, 48.
Jehan, dit Narduin Chioz, chaudronnier, 25.
Jehan Domagne, 7.
Jehan Droyn, 4.
Jehan du Donjon, prêtre, 20.
Jehan du Pantez, 3.
Jehan du Port, 26.
Jehan, fils Etienne Chauderon, 52.
Jehan, fils Guiot le Tanron de Coichey, 13, 14, 15, 35, 36.
Jehan Fremiet, 10.
Jehan Gelebert, vigneron, 65, 66, 71.
Jehan Geliot, Johannes Geliot, bourgeois de Dijon, 47, 70 ; — l'ancien, 59.
Jehan Grainchat, 19.
Jehan Gras Breuf, 77.
Jehan Henriet, 53.
Jehan Juliot, 4 ; — le Josne, bourgeois de Dijon, 27.
Jehan Lambelot de Salives, 9.
Jehan Lambert, 3.
Jehan Lasne, 32.
Jehan Laspre, Jehan Liaspres, 4, 73.
Jehan le Berenour, bourgeois, 73.
Jehan le Converset, 3.
Jehan le Mairat de Tresclum, vigneron, 65, 66.
Jehan le Melenot de Tart-la-Ville, 50.
Jehan le Pediet d'Asnières, 68.
Jehan le Prestet, 3.
Jehan Lescot de Rouvres, bourgeois de Dijon, 29.
Jehan Lombart, sergent, 14.
Jehan Maissaut, 40.
Jehan Moingeon, maire d'A huit, 1, 2, 63.
Jehanne de Voudenay, chantre, 17.
Jehannete de Blaisey, religieuse, 17.
Jehannete de la Saule, religieuse, 17.
Jehannin le Tartery de Cusey, 40.
Jehannins dit le Clers Pescheur, 31.
Jehannot Clément, Johannes Clementis, 28, 50.
Jehannot de Chauvirey, tonnelier, 53.
Jehannotte, femme Adrien Paste, 4.
Jehannotte, femme Demoingeot de

Seles, 20.
 Jehannote, femme Estienne Jolicuer, 65, 71.
 Jehannote, femme Guienot le Reveret, 70.
 Jehannote, femme Huguenin le Bediet, 5, 6.
 Jehannote, femme Jehan d'Asnières, 78.
 Jehannote, femme Jehannot de Chauvirey, 53.
 Jehannote femme Lucot Deuilley, 16.
 Jehannote, femme Perrenot de Jaucigney, 43.
 Jehannote, femme Richart Lambelin, 33.
 Jehannote, femme Thierrot de Saint-Julien, 31.
 Jehannote, fille Guillaume Maireschaut, 7.
 Jehannote, fille Jehan Acelene, 26.
 Jehannote, fille Jehan de Nuefchastel, femme Jehan de Maroilles, 20.
 Jehannote, fille Jehannin le Tartery de Cusey, tisserand, 40.
 Jehannote, fille Laurent Caillot d'Avou, 25.
 Jehannote, fille Regnault le Baul, 70.
 Jehannote, mère de Jehan le Taron de Coichey, 13.
 Jehannote, mère de Jehan de Longecourt, 35.
 Jehannote, nièce de feu Estienne Fremiot, 20.
 Jehannot, fils Monin le Chaumonnet de Coichey, 19.
 Jehannot Malebrunet, 16.
 Jehannot Moreaul, 62.
 Jehannot Quatre-Soulz, 52.
 Jehan Odot d'Aust, 26.
 Jehan Perceaul, 70.
 Jehan Perrin, chaudronnier, 3, 26.
 Jehan Pinceguerre de Faverney, 70.
 Jehan Pitoix de Montelon, 17.

Jehan Poissonnier, 60.
 Jehan Rougeot, cordonnier, 43.
 Jehan Sauvegrain, seigneur de Vainvrottes, 50.
 Jehanz, dit de Bretenere, clerc, 31.
 Jehanz, fils Perrot le Py de Courcenez, 38.
 Jehanz le Gelenier d'Acceaulx, prêtre, 38.
 Joachim, fils Jehan Domagne, 7.
 Jocerant de la Chapelle, Jocerandus, prieur, 9, 69.
 Joffroy, fils Perrenot de Jaucigney, 43.
 Johannes de Espannereyo, doyen de la chrétienté de Dijon, 18.
 Johannes de Geureyo, 20.
 Johannes de Lemsoliis, prêtre, 22, 23.
 Johannes, dictus Quien de Bar, 20.
 Johannes, dictus Robin de Maingneio, 47.
 Johannes, dit Johannes le Faure, 69.
 Johannes, dit li Faures de Lure, père du précédent, 69.
 Johannes Jolam, 75.
 Johannes le Melenet, 28.
 Johannes le Meluet de Thardo Villa, 28.
 Johannes Lothorinceus, couturier, 8.
 Johannes Michaelis de Grangia, notaire, 75.
 Johannes Quarrey de Fauerneyo, prêtre, 20.
 Johannes Roigeot, 20.
 Johanneta, ancilla Guillemete de Auona, 20.
 Johanneta, veuve de Henricus Noi-retus, 33.
 Johannetus Barrot, 11.
 Johannetus de Flureyo, couturier, 20.
 Johannetus le Peletier, 20.

Johannetus, recoopertorium, 20.
 Jooetus de Maigneio super Tillam, 59.
Jours de justice, 14, 15.
Juratus, 11.
Juridiction : de la cour du duc de Bourgogne, 1, 3, 9, 13, 17, 18, 20, 25, 28, 38, 48, 63, 70 ; — *de la cour de Langres*, 11, 21, 46, 59, 72, 75 ; — *de toute cour ecclésiastique et séculière*, 11, 46, 59, 72.

L

Laanna, 21, 22, 23.
 Laboixière, 4.
 Lacofonte, Leefons, Leffons, 1, 2, 21, 63.
 Lambellot Gaudrillot de Varannes, 42.
 Lambert de Saint-Miel, Lambertus de Sancto Micaele, 7, 20.
 Langres, 4, 11, 12, 17, 21, 22, 23, 25, 34, 38, 41, 48, 76.
 Lanrecey, 35.
 Lantannayum, 23.
 Larrey, 4 ; lieudit : es Eschaillons, 4.
 Laurent Caillot d'Avou, 25.
 Laurent d'Accey, poulaillier, 16.
 Laurent Vivien, 13.
 Layer, 61.
 Lemsolia, 22, 23.
 Lerr, 61.
 Lery, 51.
Lésion, 3, 9, 20, 25, 48.
Lettres de décret, 70.
Licence, 6, 7, 9.
Licencié en lois, 49.
Lieutenant, 13, 14, 15, 20, 35, 36.
 Lixey, 16.
Loi de Julie, 9.
 Loisseroy, 9.
 Loône, 45.
 Longa Aqua (Longeaul), 20.
 Longecourt, 3, 13, 35 ; lieu dit : es Yssars, 3.

Loueres, 32.
 Louis Paste, clerc, 4.
 Lucot Deuilley, vigneron, 16.
 Lure, 69.

M

Maigneium, Maigney, Maingney-sur-Tille, Maigney-sur-Tille, 47, 53, 59, 74.
Maire, maieur, 46 ; — d'Ahuy : Jehan Moingeon, 1, 2 ; — de Chenôve : Guiot, 4 ; — de Dijon : Jaques de Lancrecey, 35, 36 ; Poinceart Bourgeoise, 13, 14 ; — de Ville soubz Gevrey : Villemot Passerote de Chambole, 50.
Maître des comptes : Adrien Paste, 4 ; Dimenche de Vitel, 4.
Maître de l'hôpital, 48.
Mandat spécial, 20.
Mandement du chancelier de Bourgogne, 13, 14, 20, 35, 36.
 Marcennay, Mercennay, Marcegnay, 4, 56, 61.
 Marcennay en Montaingne, 24, 80.
 Marcilleyum, 3.
 Marguerite, femme Colin Galet, 61.
 Marguerite, femme Girart le Bobigney, 67.
 Marguerite, femme Guillaume Loure, 49.
 Maria filia Guidonis le Juif, 20.
Mariage, 61.
 Marie, femme Guiot Blanche, 37.
 Marie, femme Odot Robin, 74.
 Marie, fille de Robert de Courcelles, 31.
 Marie la Belle, alias la Jardinière de Rouvre, 53.
 Marienoz, femme Perrenot de Loueres, 32.
 Marigney, Marigny, 11, 18, 48.
 Marion, dite Clerc, femme Girart le Gelenier d'Acceaulx, 38.

Marliens, Malliens, 12, 70. — Finage, lieux dits : darriers le Moustier, 70 ; en la Vaserioie, 70 ; en la Vernote, 70 ; en Nouot, 70 ; es Arbues, 70 ; es Rotures, 70 ; le Pasquier du Vernoy, 70 ; es Courtoz des Rotures, 70 ; vers les Bordes, 70.

Maroilles, 5, 6, 7, 8, 9, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 32, 34, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 55, 57, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 74.

Martigney, 57.

Martin de Leffons, de Leefons, Martinus de Lacofonte, 1, 2, 21, 63.

Maures, 20.

Meline, femme Dimenche de Vitel, 4.

Mense, 22, 34.

Meruencum, Mervans, 75.

Messe, 18, 20, 33.

Messigny, 3.

Mesures : surfaces : faux de pré, 9, 41 ; journal, 3, 13, 46, 63, 70 ; ouvrée de vigne, 24, 56 ; perche, 4 ; quartier, 51, 61, 70 ; soiture de pré, 27, 50, 70 ; — Volumes : bichet, 20, 59 ; émine, 46, 47 ; modium, 20 ; quartaul, 13, 35, 46 ; queue de vin, 20 ; sextier de vin, 19.

Metus, 3.

Meymont, 17.

Michaelus de Saliua, 46.

Michelot de Mignon, 61.

Michelot de Saulsis, 62.

Michelot de Selongey, 81.

Michelot Rouhier de Rouvre, clerc, 20.

Michiel Debrecey, tisserand 41.

Michiel de Comblans, cordonnier, 78

Mignon, 61.

Milot de Léry, 51.

Mirande, 62.

Mirebeal, 61.

Mission (procéd.), 1, 3, 20, 38, 48, 59.

Moingot Vion, disier, 51.

Molins, 9.

Monastères et couvents : de Dijon :

Cordeliers, 40 ; Frères mineurs, 20 ; Frères prêcheurs, 20 ; Saint-Esprit, 3 ; Saint-Estienne, 3, 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 25, 29, 31, 34, 35, 38, 39, 43, 44, 45, 46, 48, 54, 55, 56, 57, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81 ; — de Pralons, 17.

Monfort, 20.

Monin de Bretenere, 27.

Monin le Chaumonnet de Coichey, 19.

Monitio, 11.

Monnaies : courant à pain et à vin, 3, 32 ; — denier tournois, 8, 11, 38, 52, 58, 62, 65, 66, 68, 71, 73, 74, 77, 80, 81 ; florin de Florence (= 16 solz = 8 deniers = 10 gros viez tournois), 3, 20, 25, 40 ; florin d'or, 10 ; franc d'or (= 20 solz tournois = 1 livre tournois = 12 gros viez tournois d'argent), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 16, 18, 20, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 37, 39, 42, 43, 44, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 60, 64, 67, 68, 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 81 ; gros tournois d'argent (= 20 deniers), 10, 12, 20, 31, 33, 42, 43, 44, 45, 51, 52, 53, 60, 62, 67, 73, 74, 79 ; gros viez tournois d'argent (= 20 deniers tournois), 5, 6, 8, 11, 16, 20, 29, 37, 40, 41, 44, 51, 53, 58, 65, 66, 68, 69, 71, 75, 77, 80, 81 ; livre d'or, 64 ; livre tournois, 42, 60, 73 ; petite livre tournois, 18 ; petit sol tournois, 11 ; solz tournois, 3, 6, 8, 12, 17, 20, 24, 29, 32, 34, 39, 44, 45, 52, 54, 55, 58, 60, 61, 62, 64, 67, 73, 75, 77, 78, 80, 81.

Monnot de Belne, 31.
Monnot le Cornuet d'Estenaulx,
recouvreur, 55, 80, 81.
Monnot le Recouvreur, 77.
Monnot le Rouhier, 70.
Montelon, 17.
Montmaison, 44.
Mortaut (du), 3.
Mota, 12.
Moustier, 17.

N

Nantuel, 9.
Nicholas de Tholon, chancelier de
Bourgogne, 13, 30, 35, 79.
Nicholas de Vinex, esquier, 48.
Nicholas Perrecier, 70.
Nichollas Damote de Cessey, tabel-
lion de Langres, 41.
Nicole, fille Guillaume Loure, 49.
Noigent, 37.
Notaire, tabellio: Johannes Micae-
lis de Grangia, 75 ; — de Dijon, 39,
44, 45, 49, 61, 64, 65, 66, 73, 74, 76,
77, 78, 80, 81 ; André Estienne de
Faamay (V. ce mot), 1, 2, 3, 5, 6,
7, 8, 9, 12, 16, 18, 19, 20, 24, 25,
26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 37, 38, 40,
42, 43, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56,
57, 58, 60, 62, 63, 67, 68, 70, 71 ; —
de Langres, Nichollas Damote de
Cessey, 41 ; — de Rouvres, Clément
Moret de Beligneyo, 3, 10, 20 ; —
de Semur, Aleaume de Cleuleu,
4 ; — de Vitteaux, Gauthier de
Trevez, 17 ; — *clericus tabellio* :
Jehan de Maroilles, 20, 22, 23 ;
Guillelmus Girardi, 72 ; Thierretus
Eussearii, 59.
Nuciacum, 10.
Nuelleyum, 46.
Nuits, 52, 65, 66, 71.

O

Obligation, 46, 76 ; — *d'amender*,
52 ; — *de tous biens*, 1, 3, 7, 9, 11,
12, 13, 17, 18, 20, 25, 28, 38, 46, 48,
54, 59, 63, 70, 72, 75.
Odeta, femme Johannes dit li Faures
de Lure, 69.
Odetus de Aureliana, 20.
Odetus de Rivo, 75.
Odetus de Selongeyo, 10, 20.
Odohenot, femme Estienne Chade-
ron, 52.
Odon Valon, 3.
Odor de Besançon, 5, 6, 26.
Odor, dit Robin, de Maingney-sur-
Tille, 53, 74.
Odote, fille Jehan Maissant, tissière,
40.
Odor, fils Belin le Picart, 74.
Odor Sautereaul, 19.
Officialis: *cabilonensis*, 75 ; — *lingo-*
nensis, 11, 59, 72, 76.
Opposition, 14.
Orchamps, 81.
Ordre: *des cisterciens*, 75 ; — *des*
frères prêcheurs de Dijon, 20 ; —
de Saint-Augustin, sancti Augus-
tini, 11, 12, 18, 21, 22, 23, 38, 48.
Ouche, Oiche (V. rivière d'Ouche).
Oudot le Esialez de Pontailler, tour-
cheur, 58.
Oudot Truffoy, 27.
Oudoz, Odor Douhay, 29, 39, 58, 69.
Ouges, 61.
Oureur (*bord, côté*), 3.

P

Pape: Clément VII, 21, 22, 23.
Paris de Lux, Parisius de Luco,
chanoine et pitancier, 5, 6, 7, 8, 9.
Paroisse, 38.
Paissenot de Fontaines, 61.
Pelliparius, 12.

- Perreaul, fils Symonglot de Gissey-sur-Arhe, 17.
- Perreaul le Martenet d'Ahut, 50, 62, 68.
- Perreaul Perret de Chambeuf, clerc, 32.
- Perreaul Pignier, 29, 39, 58.
- Perrel le Poissenier de Clementey, 31.
- Perreneta de Longa Aqua, femme Etienne Fremiot, 20.
- Perrenetus de Averiis, tonclerius, 69.
- Perrenetus Galtherini de Flureyo, 22.
- Perrenetus Gros Jonnaul, 72.
- Perrenot Acelene, 5.
- Perrenot Alexain de Janley, 41.
- Perrenot Coustain, 20.
- Perrenot de Jaucigney, cordonnier, 43.
- Perrenot de Loueres, alias Tabellion, perrier, 32.
- Perrenote, femme Belin le Picart, 74.
- Perrénote, femme feu Estienne Fremiot, 20.
- Perrenote, filiastre Jehan Dedey, 70.
- Perrenote, tante de Jehannote Acelene, 5, 6.
- Perrenot Fleuchot, alias Grosionaul, 44.
- Perrenot Grapin de Marcennay, 24.
- Perrenot le Miellat, 62.
- Perrenot le Quarrellet, 3.
- Perrenot Masain d'Aubepierre, alias Bourgeney, 70.
- Perrenot Poissenot, clerc, 19.
- Perrenot Rougot, 70.
- Perretus de Fanay, 69.
- Perrier*, 32, 78.
- Perrin de la Tournelle, 70.
- Perrin de Nuiz, 52, 65, 66, 71.
- Perrin de Rully, 58.
- Perrin, Perrenins de Thorey, serrurier, 3.
- Perrin, fils Jamaisot d'Ysier, 41.
- Perrin le Gros Garson, 4.
- Perrin le Poiret de Montmaison, 44.
- Perrin Soyer, 27, 37.
- Perrinus Felesmes de Cutigney, 11.
- Perrot le Py de Courceney, 38.
- Petit Perrin, potier, 3.
- Philippe du Granier, sacristain, 45.
- Philibert Caichot, potier d'étain, 78.
- Philippe Cointot, 36.
- Philippe dè Vaivrottes, curé de Gemeaulx, 48.
- Philippe, fille Jehan du Port, 26.
- Pichanges, 48.
- Pierre d'Auteroiche, d'Aulteroiche, procureur et pitancier de Saint-Etienne, 54, 55, 64, 67, 68, 81.
- Pierre de Cintrey, tisserand, 73.
- Pierre de Donmartin, clerc coadjuteur, 27, 29, 78.
- Pierre de Layer, prêtre, 61.
- Pierre de Lixey, chanoine, 16.
- Pierre Ruote de Gilley, prêtre, 33.
- Pinceguerre de Faverne (femme de), 70.
- Pisy, 39.
- Pitancier de Saint-Etienne* : Paris de Lux, 5, 6, 7, 8, 9 ; Pierre de Lixey, 16 ; Pierre d'Auteroiche (V. ce mot).
- Pitce de Diuiadrien*, 7 (V. *épistole*).
- Poincart Bourgeoise, Poinssart Bourgeoise, bourgeois de Dijon, 14, 60, 64.
- Poinssot d'Arbois, 78.
- Poissonnier*, 60.
- Polie, femme Huguenot dit le Ranau-det, 81.
- Poncier (hoirs de), 57.
- Pons Norgiarum, 20.
- Pontaillier, 58.
- Porte-fort (clause de)*, 58, 65, 71.
- Portus Paluelli, 75.
- Possession*, 38, 48.

Potangeyum, Potemgey, 8, 64.
Poterius : *cupri*, 3 ; — *stanni*, 18, 78.
Poulaillier, 16.
Pralons, 17.
Prêcheur, 60.
Prêtre, 1, 2, 3, 7, 17, 20, 21, 22, 23, 38, 42, 48, 61, 63, 64, 75.
Prieur, prior, 7, 9, 12, 13, 18, 20, 25, 38, 46, 63, 69, 70, 72. (V. Jocerant de la Chapelle, Jehan de Mari-gney.)
Prieuse : Béatrix de Boncevaux, 17.
Prince, 57.
Procuratio, 21, 22, 35.
Procureur, 13, 15, 21, 22, 23, 35, 54, 55, 64, 67, 70, 72, 76, 77, 80.
Protestation, 23.
Publication de testament, 20, 30, 75, 76, 79.

Q

Quittance, 7, 17, 25, 70.

R

Raison (procéd.), 3, 17, 72.
Raoul, fils Lucot Deuilley, 16.
Ratification, 38.
Raymond, dit Bourrot de Varranges, Raymond Bourrot de Verranges, 28, 50.
Receveur de Bourgogne : Dymenche de Breteal, 7.
Reconnaissance (acte de), 39.
Recoopertorium, 20.
Recouvreur, 55, 80, 81.
Recteur, 21.
Reecourt, 17.
Regnal Rosote (hoirs de), 78.
Regnau Beaulpoy de François, près de Loône, 45.
Regnault Aymé, bourgeois de Dijon, 4.
Regnault le Baul, 70.
Regnault le Perrien, le Perrex, 29, 39.

Regnaultx (frères), 32.
Regnaut d'Eschenon, 70.
Regnaut le Poulailler, 54, 67.
Regnaut Patou d'Auxerre, clerc, 25.
Regnaut Rosote, 32.
Religieuse : Guillemete de Remiley, 17 ; Girarde de Douay, 17.
Religieux : d'Epoisses, 12 ; — de La-boixière, 4 ; — de Saint-Etienne, 6, 7, 9, 15, 29, 34, 35, 40, 43, 44, 48, 51, 53, 57, 58, 63, 65, 66, 70, 74, 78 ; — du Saint-Esprit, 3 ; — Mace-riarum, 75.
Remedio anime (pro) (V. donation).
Remiley, 17.
Remise, 72.
Renaul, cordonnier, 78.
Renonciation (acte de), 34, 72 ; (*clause de*), 3, 7, 9, 12, 20, 25, 48, 70, 73.
Rente, redditus, 3, 6, 11, 12, 17, 18, 20, 25, 32, 33, 37, 55, 68, 73, 76, 77, 78, 80, 81.
Renterre, 46.
Répudiation de hoierie, 20.
Réquision, 14, 35.
Retonsor, retondeur, 8, 51.
Richard Guillot, 43.
Richart Bouhot, 70.
Richart Lambelin, boucher, 33.
Richart Misardje, prêtre, 3.
Rivière d'Oiche (Ouche), 31, 60, 64.
Rivum, 75.
Robelin le Lombardet de Fontaines, 61.
Robelot, retondeur, 51.
Robert de Chaignay, chanoine, 48.
Robert de Courcelles, 31.
Robert de Marcegnay, 61.
Robert de Mirebeal, 61.
Robert du Quartier, 42.
Roi, 1, 4, 7, 8, 18, 20, 28.
Roture, 70.
Rouvres, 3, 10, 20, 29, 50, 53, 70.
Rully, 58.
Ruse (procéd.), 38.

S

Sacristain, 45.
Saint-Apollinaire, *Saint-Apolonière*,
 Saint-Apolonie, 3, 31, 32, 77, 81. —
 Finage, lieu dit : en Barboillon, 3.
Saint-Aubin, 45.
Saint-Julien, 31.
Saint-Léger, 38.
Saint-Miel, 7, 20.
Saisine, 38, 48.
Salives, 9, 46. — *Finage*, lieux dits :
 en Estaulot, alias en Velers, 9 ; ou
 Clou de Chasot, 9.
Sancenot le Pouillet, 37.
Saule (la), 17.
Saulsis, 62.
Sauxurettes, 73.
Sceau apostolique, 21, 22, 23 ; — de
 la Cour de Bourgogne, 1, 3, 7, 9,
 12, 13, 14, 17, 18, 20, 25, 28, 30, 35,
 36, 38, 48, 57, 63, 70, 75, 79 ; — de
 la cour de Chalon, 75 ; — de la
 cour de Langres, 11, 25, 46, 59, 72,
 76 ; — du monastère de Saint-
 Etienne, 22, 23.
Sebille, tante de Jehannote Ace-
 lene, 5, 6.
Seigneur, 48, 50. V. Eude, seigneur
 de Grancey ; Jehan Sauuegrain,
 seigneur de Vaivrottes.
Seigneurie, 48.
Seles, 20.
Selongey, 10, 20, 81.
Semur, 4, 32.
Senceyum, 1, 2, 11, 12, 51.
Sentence, 46 ; — *interlocutoire*, 35.
Sépulture, 17, 18, 20.
Sergent, 13, 14, 35, 36.
Serment, 1, 3, 7, 9, 11, 12, 17, 18, 20,
 25, 28, 35, 38, 46, 48, 59, 63, 70, 72,
 75.
Serrurier, 3.
Serviteur du duc : André Justot, 39.
Servitude, 28, 29.

Simo de Nuciaco, *cordonnier*, 10.
Sombernnon, 22, 23.
Soulier (solier, grenier), 3.
Stephanetus Rouhier, *clerc*, 20.
Stephanus Badrandi, *presbiter*, 75.
Stephanus Beleti de Thardo Villa,
 clericus, 28.
Stephanus de Cepeto, *presbiter*, 21.
Stephanus de Graiaco, 47.
Stephanus, filius Johanneti le Pele-
 tier, 20.
Stephanus le Chassignet, *espicerius*,
 18.
Sueire (Seurre), 7.
Suilleyum, 3.
Sûreté, 67, 73, 81.
Suzon, 33.
Symo Badrandi, *curatus de Meruen-*
 co, 75.
Symion Douart de Marcennay, 56.
Symonetus li Coutez, 46.
Symonetus li Pitoulez de Nuelleyo,
 46.
Symon, fils de Jehan Pitoix de Mon-
 telon, *damoiseau*, 17.
Symonglot, 17.
Symon li Germenez, 61.
Symonnet Bergier, *clerc*, 40, 54, 55,
 57, 62, 63, 66, 67, 68, 70, 72, 74, 81.
Symonnot Badart, 24, 56.
Symonnote, femme Jehan le Mairet
 de Tresclun, 65, 66.
Symonnote, femme Monin le Chau-
 monnet de Coichey, 19.
Symonnot le Caillet de Dardenay, 31.
Symonot Thomas de Ys, 9.

T

Tabellion (V. notaire).
Talemer, *Talemey*, 9, 60, 64.
Talentum, *Talant*, 3, 49.
Tarsu (Tarsul), 58.
Tard le Chastel, 70. — *Finage*, lieux
 dits : en Sarrèze, 70 ; es Pomères,

70 ; es Rotures, 70 ; ou Prey du Boisson, 70.
 Tart, 57.
 Tart la Ville, Thardum Villa, 28, 50.
Terres : franchises, 48 ; — *serve*, 48.
Terroillon, Gauthier le Foillenet, 81.
Testament, 20, 30, 57, 75, 76 ; — *nuncupatif*, 20
Therrietus, dictus Sarrons de Cutigney, 11.
Therriot de Saint-Julien, 31.
Thevenin Verceaux, boucher, 33.
Thiebaut le Baut Bealuarlet d'A huit, Thiebaul le Beaul Vallet d'A huit, 1, 2.
Thiebaut Larmite de Marcennay-en-Montaigne, 80.
Thierretus Eussecarii, clericus tabelio, 47, 59.
Thierry le Berbolet, 42.
Tholon, 13, 30, 79.
Thomas le Looirain, curé de Sueire, 7.
Thomasse la Malbuce, 7.
Thorey, 3. — *Finage*, lieu dit : en Longeroie, 3.
Tisserand, 27, 41, 73.
Tissière, 40.
Titre : d'acquisition, 63 ; — *de propriété*, 50.
Tonnelier, *tonelerius*, 53, 69.
Torceyum, 76.
Torrens de Rena, 8.
Tourcheur, 58.
Tradition, 25.
Transaction, 48, 61.
Transfert ; de droits, 63 ; — *de droits et actions*, 3.
Transport de propriété, 70.
Tresclum, 65, 66, 74.
Tronalet, 44.
Tulle, 12, 20.

V

Vaiurotes, 48, 50.
 Valcherus le Gardelet, 3.

Varannes, 42.
 Varones, 61.
Varranges, 28, 50, 70. — *Finage*, lieudit : sur le Maul Nouhot, 28, 50.
Venien de Cloistre, 70.
Vente, 1, 2, 4, 7, 24, 28, 38, 41, 50, 56, 78 ; — *de cens*, 3, 5, 6, 8, 26, 27, 31, 32, 33, 37, 39, 54, 55, 64, 67, 68, 72, 77, 80, 81.
Verry Custet de Potenigey, 64.
Vest et devest (clause de), 1, 3, 7, 18, 20, 25, 38, 63, 70, 72.
Vicaire, 75 ; — *perpétuel*, 48.
Vidimus de testament, 30, 57, 79 (V. *publication de testament*).
Vienetus Adam, retonsor, 8.
Vignerons, *vinerius*, *vitiscola*, 3, 16, 52, 65, 66, 71, 80. V. *Estienne* Chauderon, *Estienne* Jolicuer, *Guillaume* le Lenseret.)
Villemetus Lobereaul, 11.
Villemin le Secteur de Rouvre, 70.
Villemot Garnoy (enfants de), 70.
Villemot Girart (V. *Guillelmus Girardi*).
Villemot Marchegay (hoirs de), 80.
Villemot Passerote de Chambole, maire, 50.
Ville-soubz-Gevrey, 50, 64.
Villiers-le-Duc, 5.
Vinex, 48.
Violence, 3.
Vitel, 4.
Vitteaux, 17.
Vœu de religion, 17.
Vonges, 54, 67.
Voudenay, 17.

Y

Ys, 9, 31.
 Ysier, 41 ; — *Lieu dit : pré Mache-lié*, 41.
Ytherius, archidiaconus, 21, 22, 23.
Ytherius Arnoleti, *Ythier* Arnoulot de Fleurey, 18, 20.



